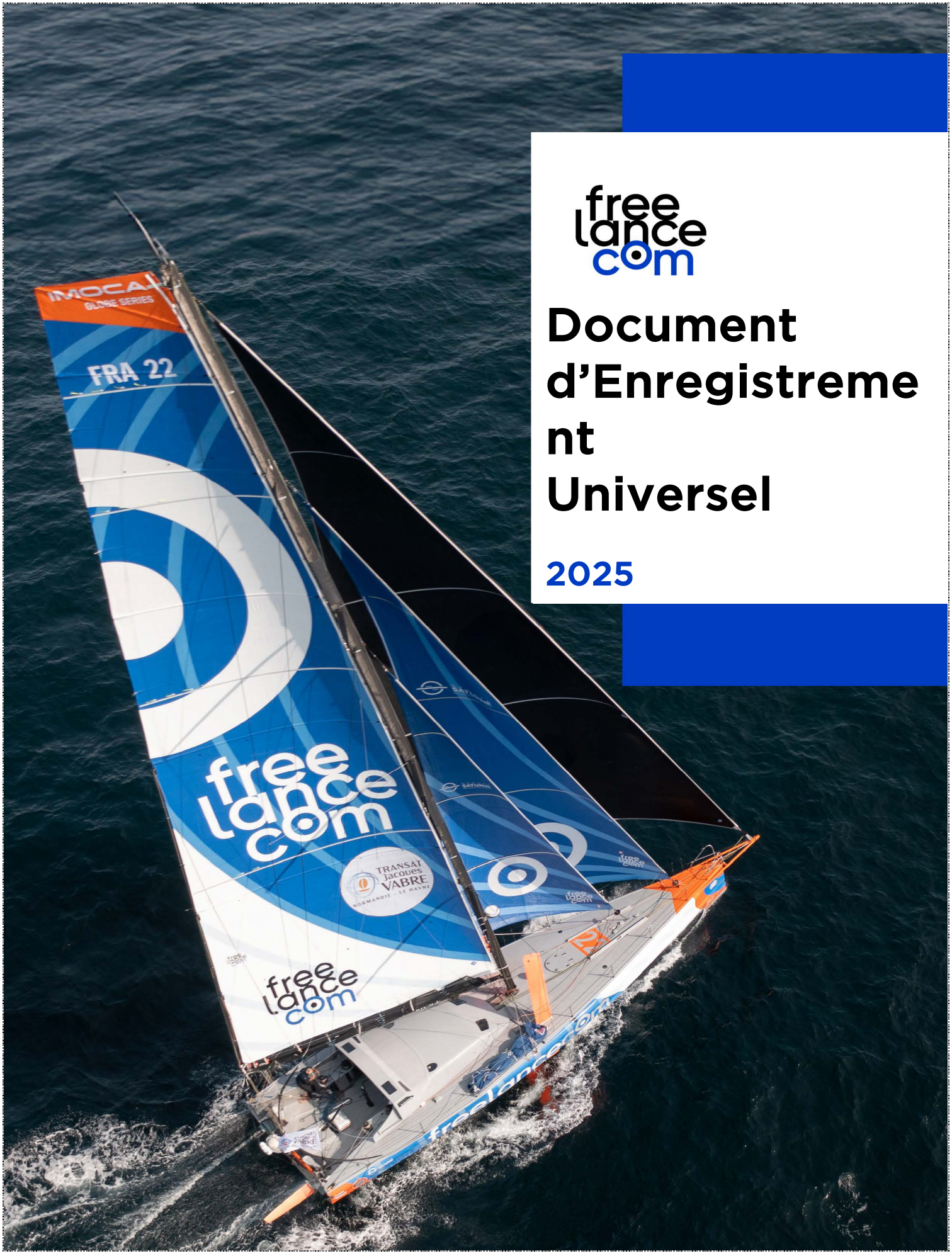


freelancecom

Document d'Enregistrement Universel

2025

FREELANCE.COM
Société Anonyme au capital de 4.522.820,32 euros
Siège social : 1, parvis de La Défense – 92044 Paris La Défense cedex
Identifiée sous le numéro R.C.S. Nanterre B 384 174 348

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2025

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le document d'enregistrement universel a été déposé le 30 septembre 2026 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché règlementé s'il est complété par une note d'opération ou note relative aux titres financiers et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

En application de l'article 19 du règlement (UE) n° 2017/1129 du parlement européen et du conseil, les informations suivantes sont incorporées par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

- les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document de référence 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639.

- les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document de référence 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

- Des exemplaires du document d'enregistrement universel sont disponibles sans frais :

- au siège social de FREELANCE.COM, 1 parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense cedex,
- sur le site internet de la société (www.FREELANCE.COM),
  ainsi que sur le site internet de l'AMF (www.amf-france.org).

PREAMBULE

Le présent Document d'Enregistrement Universel du groupe FREELANCE.COM contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe FREELANCE.COM. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints.

Les déclarations prospectives contenues dans le présent Document d'Enregistrement Universel visent également des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe FREELANCE.COM soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture économique et commerciale, ainsi que les facteurs de risque exposés dans le chapitre 3 du présent Document d'enregistrement Universel.

Dans le présent Document d'Enregistrement Universel, le groupe FREELANCE.COM est dénommée « FREELANCE.COM », la « Société » ou le « Groupe ».

SOMMAIRE

1 PERSONNE RESPONSABLE 8

1.1 Responsable du Document d'Enregistrement Universel 8
1.2 Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel 8
1.3 Nom, adresse, qualifications et interets potentiels des personnes intervenant en qualite d'experts 8
1.4 Attestation relative aux informations provenant d'un tiers 8
1.5 Declaration sans approbation prealable de l'autorite competente 8

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES 9

2.1 Denomination des Controleurs legaux des comptes 9
2.1.1 Commissaires aux Comptes titulaires 9
2.1.2 Commissaires aux Comptes suppléants 9
2.2 Information sur les controleurs legaux ayant demissionne, ayant ete ecartes ou n'ayant pas ete renouveles durant la periode couverte par le present Document d'Enregistrement Universel 10

3 FACTEURS DE RISQUES 11

3.1 Risques operationnels 12
3.1.1 Risques liés aux développements informatiques 12
3.1.2 Risques liés aux profils des freelances 13
3.1.3 Risques de litiges relatifs à la requalification des contrats de travail 13
3.1.4 Risques liés aux clients 13
3.2 Risques financiers 14
3.2.1 Risques de dilution 14
3.2.2 Risques de change 16
3.2.3 Risques de liquidité 17
3.2.4 Risques hors-bilan 20
3.3 Risques reglementaires et juridiques 20
3.3.1 Risques liés à l'évolution de la règlementation de l'activité de portage salarial 20
3.3.2 Risques juridiques 22
3.3.3 Assurances et couvertures de risques 23

4 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR 26

4.1 Histoire et evolution de la societe 26
4.1.1 Nom commercial et raison sociale de l'émetteur 26
4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur 26
4.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur 26
4.1.4 Siège social, forme juridique, pays d'origine et législation régissant les activités de l'émetteur 26

5 APERÇU DES ACTIVITES 28

5.1 Principales activites 28
5.1.1 Sourcing et gestion des talents externes 29
5.1.2 Le portage salarial 31
5.1.3 La formation 32
5.2 Les principaux marches 33
5.2.1 L'intermédiation freelances 34
5.2.2 Le marché ESN 36
5.2.3 Le portage salarial 37
5.3 Évenements importants dans le developpement des activites du Groupe 39
5.4 Strategie et objectifs 41
5.5 Degre de dependance a l'egard de brevet et de licence, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procedes de fabrication 42
5.6 Position concurrentielle 42

5.7 INVESTISSEMENTS 42
5.7.1 Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices 42
5.7.2 Principaux investissements en cours ou pour lesquels des engagements fermes ont déjà été pris 43
5.7.3 Co-entreprises et entreprises dans lesquelles le Groupe détient une part de capital susceptible d'avoir une incidence significative sur l'évaluation de son actif et de son passif, de sa situation financière ou de ses résultats 43
5.7.4 Question environnementale 43

6 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE 44

6.1 PERIMETRE 44
6.2 LISTE DES FILIALES, SUCCURSALES ET ETABLISSEMENTS SECONDAIRES 45

7 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES ..48

7.1 SITUATION FINANCIERE 48
7.1.1 Évolution des résultats et de la situation financière 48
7.1.2 Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement 57
7.2 RESULTAT D'EXPLOITATION 57
7.2.1 Facteurs influençant sensiblement le revenu d'exploitation 57
7.2.2 Changements importants dans les états financiers 57

8 TRESORERIE ET CAPITAUX 58

8.1 INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES 58
8.2 INFORMATIONS SUR LA TRESORERIE 60
8.3 CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURES DE FINANCEMENT DU GROUPE 60
8.4 RESTRICTION EVENTUELLE A L'UTILISATION DES CAPITAUX 62
8.5 SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES POUR HONORER LES ENGAGEMENTS PRIS 62

9 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE 63

10 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES 64

10.1 PRINCIPALES TENDANCES ENTRE LE 31 DECEMBRE 2025 ET LA DATE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 64
10.1.1 Extrait du communiqué de presse du 31 août 2026 – FREELANCE.COM – Chiffre d'affaires du 2ème trimestre 2026 : 276,5 M€ (+5%) Chiffre d'affaires du 1er semestre 2026 : 551,8 M€ (+4%) 64
10.1.2 Extrait du communiqué de presse du 18 mai 2026 – FREELANCE.COM – Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2026 : 275,3 M€ (+4%) 64
10.2 ÉLEMENTS SUSCEPTIBLES D'INFLUER SUR LES PERSPECTIVES DU GROUPE 65

11 PREVISIONS 65

12 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE 65

12.1 DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS DE LA SOCIETE 65
12.1.1 Direction générale 65
12.1.2 Composition du conseil d'administration 66
12.1.3 Expérience des membres du conseil d'administration 70
12.1.4 Condamnation pour fraude, procédure de liquidation, sanction à l'égard des membres des organes d'administration 72
12.2 CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE DIRECTION GENERALE 72

13 REMUNERATIONS ET AVANTAGES 73

13.1 REMUNERATION ET AVANTAGES EN NATURE ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX 73
13.1.1 Rémunération globale des dirigeants mandataires sociaux 73
13.1.2 Rémunération globale des mandataires sociaux non dirigeants 73
13.1.3 Options de souscription d'actions de l'émetteur attribuées aux mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux 75

13.1.4 Actions de performance attribuées aux mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux 81
13.1.5 Régime complémentaire de retraite, contrat de travail 82
13.2 SOMMES PROVISIONNEES OU CONSTATEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES MANDATAIRES SOCIAUX 82

14 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION 83

14.1 DATE D'EXPIRATION DES MANDATS ACTUELS 83
14.2 CONTRATS DE SERVICES LIANT LES ADMINISTRATEURS ET LA SOCIETE 83
14.3 COMITE D'AUDIT ET DE REMUNERATION 83
14.4 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 84
14.5 INCIDENCES SIGNIFICATIVES POTENTIELLES SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE 85

15 SALARIES 86

15.1 NOMBRE DE SALARIES 86
15.2 PARTICIPATION ET OPTIONS DES DIRIGEANTS 87
15.3 CONTRATS D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION DES SALARIES 87
15.4 RAPPORT DE DURABILITE 2025 91

16 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES 92

16.1 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE 92
16.2 DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES 93
16.3 DETENTION OU CONTROLE DE LA SOCIETE 93
16.4 ACCORDS POUVANT ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE 93

17 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES 94

17.1 RAPPORTS SPECIAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES 94
17.1.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées Exercice clos le 31 décembre 2025 94
17.1.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées Exercice clos le 31 décembre 2024 95
17.1.2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées Exercice clos le 31 décembre 2023 96

18 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DU GROUPE 97

18.1 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES 97
18.1.1 Informations financières historiques auditées et rapports d'audit pour les trois derniers exercices ... 97
18.1.2 Changement de date de référence comptable 125
18.1.3 Normes comptables 125
18.1.4 Changement de référentiel comptable 125
18.1.5 Etats financiers consolidés 126
18.1.6 Date des dernières informations financières 156
18.2 INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES ET AUTRES 156
18.3 AUDIT DES INFORMATIONS FINANCIERES ANNUELLES HISTORIQUES 156
18.3.1 Audit indépendant 156
18.3.2 Autres informations auditées 156
18.3.3 Informations non-auditées 156
18.4 INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA 156
18.5 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES 156
18.6 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE 156
18.7 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE 157

19 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES 158

19.1 CAPITAL SOCIAL 158
19.1.1 Capital souscrit et autorisé 158
19.1.2 Actions non représentatives du capital 161
19.1.3 Auto-détention et programme de rachat d'actions 161
19.1.4 Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscriptions 161
19.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou obligation visant à augmenter le capital 161
19.1.6 Capital faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de la placer sous option 162
19.1.7 Évolution du capital social 162
19.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS 166
19.2.1 Objet social (article 2 des statuts) 166
19.2.2 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions 166
19.2.3 Conditions pouvant différer, retarder ou empêcher un changement de contrôle 168
19.2.4 Dispositions concernant les membres des organes d'administration et de direction 169
19.2.5 Modification des droits des actionnaires 173
19.2.6 Conditions régissant les convocations des assemblées générales et leur admission 173

20 CONTRATS IMPORTANTS 176

21 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC 177

22 ANNEXE 1 : RAPPORT DE DURABILITE 2025 178

1 PERSONNE RESPONSABLE

1.1 Responsable du Document d'Enregistrement Universel

Monsieur Olivier MARCHETEAU, Directeur Général de FREELANCE.COM, est la personne responsable du présent Document d'Enregistrement Universel.

Monsieur Olivier MARCHETEAU
Directeur Général
Tél : +33 (0)1 80 48 70 00
E-Mail : investisseurs@FREELANCE.COM
Site Internet : http://www.FREELANCE.COM

1.2 Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel

« J'atteste que les informations contenues dans le présent Document d'Enregistrement Universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent Document d'Enregistrement Universel ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document d'Enregistrement Universel. »

Fait à La Défense, le 30 septembre 2026

Monsieur Olivier MARCHETEAU
Directeur Général

1.3 Nom, adresse, qualifications et intérêts potentiels des personnes intervenant en qualité d'experts

Néant

1.4 Attestation relative aux informations provenant d'un tiers

Néant

1.5 Déclaration sans approbation préalable de l'autorité compétente

Néant

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 Dénomination des Contrôleurs légaux des comptes

2.1.1 Commissaires aux Comptes titulaires

Cabinet Péron et Associés
Représenté par Monsieur Jean-François Péron
27, rue Alfred Nobel
77 420 Champs sur Marne

Date de première nomination : 28 décembre 2020
Date de renouvellement : 16 juin 2023
Échéance : Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2028

Cabinet CMS Experts Associés SAS
Représenté par Monsieur Alexandre Drouhin
11 Rue Roger Bacon
75017 Paris

Date de première nomination : 13 juin 2025
Échéance : Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2030

2.1.2 Commissaires aux Comptes suppléants

Cabinet Primaudit International
Représenté par Monsieur David Bregaint
6 Place Boulnois
75017 Paris

Date de première nomination : 28 décembre 2020
Date de renouvellement : 16 juin 2023
Échéance : Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2028

Comptabilité audit Développement SAS
11, rue Roger Bacon
75017 Paris

Date de première nomination : 13 juin 2025
Échéance : Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2030

2.2 Information sur les contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été renouvelés durant la période couverte par le présent Document d'Enregistrement Universel.

Commissaire aux comptes titulaire non renouvelé

Comptabilité Audit Développement (C.A.D)
Représenté par Monsieur Alexandre DROUHIN
11 Rue Roger Bacon
75017 Paris

Date de première nomination : 29 juin 2007
Dates de renouvellement : 25 juin 2013 et 20 juin 2019
Échéance : Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2024

Commissaire aux comptes suppléant non renouvelé

Audit Conseil Révision Larose
Représenté par Monsieur Emma LAROSE
20, avenue Reille
75014 Paris

Date de première nomination : 29 juin 2007
Dates de renouvellement : 25 juin 2013 et 20 juin 2019
Échéance : Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31 décembre 2024

3 FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent document, y compris les facteurs de risques décrits dans le présent chapitre, avant de décider d'acquérir ou de souscrire des actions du Groupe.

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas, à ce jour, d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous.

La présentation des risques est le résultat d'une analyse régulière dans le cadre de la politique de gestion des risques. Dans chaque catégorie, les facteurs de risque sont classés par ordre décroissant d'importance (les premiers étant les plus importants) en tenant compte de la probabilité de les voir se matérialiser et de l'ampleur estimée de leur impact négatif et après prise en compte des mesures d'atténuation mises en place par FREELANCE.COM.

La criticité des risques présentés a été évaluée en termes de probabilité d'occurrence et d'impact financier pour le Groupe en tenant compte des mesures d'atténuation des risques mises en place par la Société (risques nets). Les résultats sont classés en trois catégories (faible, moyen ou élevé) et présentés par thème et par ordre décroissant de criticité dans la suite de ce chapitre.

Le Groupe ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

Intitulé du risque	Description du risque	Cotation (risque net)
Risques opérationnels		
Risques liés aux développements informatiques	Le Groupe pourrait être affecté par le retard des développements informatiques ou ne pas rencontrer le succès escompté pour ses développements	Faible
Risques liés aux profils des freelances	Un mauvais recrutement pourrait avoir une incidence négative sur l'image du Groupe auprès de ses clients	Faible
Risques de litiges relatifs à la requalification des contrats de travail	En cas de requalification d'un contrat de travail, le Groupe pourrait être amené à payer des indemnités qui auraient une incidence négative sur le résultat du Groupe.	Faible
Risques liés aux clients	Le Groupe peut être confronté à un risque de non-recouvrement de créances	Faible

Risques financiers		
Risques de dilution	La société a émis des instruments financiers donnant accès au capital de la société et a attribué des actions gratuites ainsi que des bons de souscription d'action qui auront un impact sur le patrimoine des actionnaires	Moyen
Risques de change	Le Groupe est exposé à des variations des taux de change avec l'euro, particulièrement pour le franc suisse.	Faible
Risques de liquidité	La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir	Faible
Risques hors-bilan	Le Groupe a pris des engagements hors-bilan	Faible
Risques réglementaires et juridiques		
Risques liés à l'évolution de la réglementation de l'activité de portage salarial	Le Groupe est exposé aux évolutions des lois et réglementations régissant le portage salarial	Faible
Risques juridiques	Le Groupe est ou pourrait être impliqué dans certaines procédures judiciaires, administratives, pénales ou arbitrales	Faible
Assurances et couvertures de risques	Certains sinistres pourraient être insuffisamment couverts par les polices d'assurance dont dispose le Groupe	Faible

3.1 Risques opérationnels

3.1.1 Risques liés aux développements informatiques

Dans le cadre du développement de son activité le Groupe a notamment pour objectif de constamment gagner en productivité et d'enrichir son offre de produits et de services. Ainsi, des développements d'outils informatiques sont réalisés en interne et également en externe.

Au 31 décembre 2025, les immobilisations incorporelles en-cours pour 1 293 K€ sont principalement liées au développement interne d'outils (i) pour industrialiser la gestion des opérations pour l'activité d'intermédiation France (653 K€), (ii) mis à disposition des consultants de l'activité potage salarial pour la gestion de leur activité (185 K€) et (iii) pour des projets transverses au groupe (454 K€).

Les délais de mise au point des nouvelles offres pourraient se révéler plus longs qu'initialement prévus et l'adoption par les clients des nouveaux produits pourrait être décalée dans le temps ou ne pas remporter les succès escomptés.

3.1.2 Risques liés aux profils des freelances

Le Groupe dispose d'une base très importante de curriculum vitae de freelances.

Le principal risque opérationnel lié aux freelances indépendants réside dans l'appréciation exacte de leurs compétences et de la qualité des prestations qu'ils délivrent aux clients.

Afin d'apprécier les compétences des candidats freelances, le Groupe dispose de Freelance Partners, experts qui valident les compétences de chaque candidat au travers d'un processus rigoureux lors de leur pré-sélection préalablement à la présentation au client.

De plus, afin de suivre la qualité de la prestation rendue par le freelance, des Relevés Périodiques d'Interventions (RPI) complétés et signés par les responsables de missions des clients permettent de valider au fur et à mesure la parfaite exécution des prestations.

De part ce double processus, le Groupe estime maitriser le risque lié aux profils des freelances.

Un mauvais recrutement pourrait avoir une incidence négative sur l'image du Groupe auprès de ses clients.

3.1.3 Risques de litiges relatifs à la requalification des contrats de travail

Le Groupe peut faire l'objet d'assignation de la part de freelances ou de salariés portés pour requalification du contrat de sous-traitance ou du contrat de portage salarial en CDI de droit commun (cf. paragraphe 3.3.2 ci-dessous).

Dans le cas du portage salarial, le risque de requalification en contrat de travail est écarté tant que le Groupe FREELANCE.COM applique stricto sensu le régime du portage salarial tel que défini dans l'ordonnance du 2 avril 2015. Le Groupe FREELANCE.COM y veille très particulièrement.

Dans le cas du freelancing, il doit exister un rapport de subordination pour une requalification de contrat de travail, or le Groupe n'a pas de rapport direct avec le prestataire durant sa mission. Le risque s'il apparait est supporté par le client final. Le Groupe estime donc ne pas être soumis à un risque de requalification de contrat de travail.

Jusqu'à ce jour, le Groupe n'a jamais dû requalifier un contrat de sous-traitance ou un contrat de portage salarial en CDI de droit commun.
Néanmoins, par mesure de précaution, lorsque le Groupe est assigné en justice pour ce type de litige, les sommes correspondantes sont provisionnées.

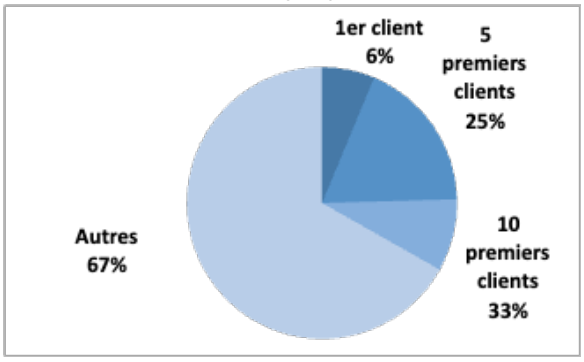
En cas de requalification d'un contrat de travail, le Groupe pourrait être amené à payer des indemnités qui auraient une incidence négative sur le résultat du Groupe.

3.1.4 Risques liés aux clients

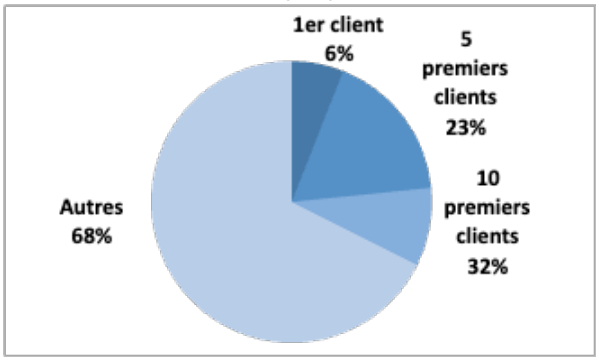
Sur ses principales activités, FREELANCE.COM bénéficie d'un spectre de clients actifs très large de plus de 6 500 entreprises : du groupe de renommée internationale à la TPE.

Ainsi la répartition du chiffre d'affaires des 1ers, 5 et 10 premiers clients du Groupe FREELANCE.COM est la suivante :

31/12/2025



31/12/2024



Source : Société

Le chiffre d'affaires généré par les premiers clients de FREELANCE.COM représente près de la moitié du chiffre d'affaires du Groupe.

Les 10 premiers clients représentent 32% du chiffre d'affaires 2025 contre 33% du chiffre d'affaires en 2024.

Le Groupe peut être confronté à un risque de non-recouvrement de créances clients. Pour limiter le risque, le recouvrement est internalisé au sein du Groupe qui a mis en place un processus fondé sur des actions judiciaires systématiques (injonction ou référé selon le contexte). Par ailleurs, sur l'activité des travailleurs indépendants / freelance le Groupe a recours à un organisme d'affacturage dont le département risque crédit réalise une analyse de la contrepartie.

Le Groupe a ainsi provisionné la somme de 3 879 K€ au 31 décembre 2025 contre 4 534 K€ au 31 décembre 2024.

3.2 Risques financiers

3.2.1 Risques de dilution

La Société a décidé plusieurs plans d'attribution gratuite au profit des salariés et mandataires sociaux.

L'attribution gratuite effective de ses actions sera effectuée soit au moyen d'actions existantes soit au moyen de l'émission d'actions nouvelles par augmentation de capital de la Société réalisée par voie d'incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou d'apport.

Les tableaux ci-après exposent les dilutions potentielles maximales en cas d'attribution effective des actions gratuites en totalité par augmentation de capital :

Le conseil d'administration réuni le 27 mars 2026 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 400 000 actions au titre de l'exercice 2026 « **PAGA UNIVERSEL 2026** » au profit des salariés et mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an.

En cas d'attribution puis d'acquisition de la totalité des actions gratuites PAGA UNIVERSEL 2026 envisagées, le capital social de FREELANCE.COM, compte tenu d'un nombre total d'action de 56 535 254 au jour du présent document (hors acquisition des AGA DG 25-27, des Super AGA 2023-2025, des AGA COMEX 2026-2028 ci-dessous), serait constitué de 56 935 254 actions.

Avant dilution	Attribution action gratuites PAGA UNIVERSEL 2026	
Nombre de titres	Nombre de titres créés	Dilution potentielle
56 535 254	400 000	99,30%

Le conseil d'administration réuni le 17 avril 2026 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 1 157 731 actions au titre des exercices 2026, 2027 et 2028 « **PAGA COMEX 2026-2028** » calculés en 3 tranches au profit de certains collaborateurs (Direction Générale, membres du COMEX et membres du CODIR) sous conditions de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an.
En cas d'attribution puis d'acquisition de la totalité des actions gratuites PAGA COMEX 2026-2028 envisagées, le capital social de FREELANCE.COM, compte tenu d'un nombre total d'action de 56 535 254 au jour du présent document (hors acquisition des AGA DG 25-27, des Super AGA 2023-2025 ci-dessous et des AGA UNIVERSEL 2026 ci-dessus), serait constitué de 57 692 985 actions.

Avant dilution	Attribution action gratuites PAGA COMEX 2026-2028	
Nombre de titres	Nombre de titres créés	Dilution potentielle
56 535 254	1 157 731	97,99%

Le conseil d'administration réuni le 18 avril 2025 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 400 000 actions au titre de l'exercice 2025 « **PAGA UNIVERSEL 2025** » universel au profit des salariés et mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Faute d'atteinte des critères et conditions de ce plan, le conseil d'administration du 17 avril 2026 a constaté qu'il n'y avait pas lieu d'attribuer des actions gratuites au titre du PAGA UNIVERSEL 2025. Ce plan n'a donc pas créé de dilution

Le conseil d'administration réuni le 18 avril 2025 a décidé d'attribuer gratuitement des actions au titre de « **PAGA DG 25-27** » au profit du Directeur Général sous conditions de présence au 1er janvier et de performance du Groupe sur les exercices 2025, 2026 et 2027, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le nombre maximal de droits attribués correspondront à 1% des titres composant le capital social de la Société (565 353) déduction faite des AGA qui lui seront attribués en application du Super PAGA 2023-2025 décrit ci-dessous.
Le Conseil d'administration du 17 avril 2026, a décidé d'attribuer 487 969actions au Directeur Général au titre de PAGA DG 25-27 dont 162.656 au titre de 2025. Seules 63 835 actions ont été définitivement acquises pour 2025. Ces 63.835 actions gratuites 2025 ont été attribuées au moyen des actions existantes auto-détenues par la Société en application du programme de rachat.
En cas de l'attribution puis d'acquisition de la totalité du solde des actions gratuites AGA de ce PAGA DG 25-27 (162 656 x2 = 325 312), le capital social de FREELANCE.COM, compte tenu d'un nombre total d'action de 56 535 254 au jour du présent document (hors acquisition des Super AGA 2023-2025 ci-dessous, des AGA COMEX 2026-2028 et des AGA UNIVERSEL 2026 ci-dessus), serait constitué de 56 860 566 actions.

Avant dilution	Attribution action gratuites PAGA DG 25-27	
Nombre de titres	Nombre de titres créés	Dilution potentielle
56 535 254	325 312	99,43%

Le conseil d'administration réuni le 21 octobre 2022 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions « **Super PAGA 2023-2025** » au profit de certains collaborateurs (Direction Générale, membres du COMEX et membres du CODIR) sous conditions de performance du Groupe sur les 3 exercices 2023, 2024 et 2025, d'attribution d'un an et de détention d'un an.
Le conseil d'administration du 17 avril 2026 a décidé d'attribuer 580 895 actions au titre de SUPER PAGA 2023-2025.
En cas d'acquisition de la totalité des actions gratuites AGA de ce Super PAGA 2023-2025, le capital social de FREELANCE.COM, compte tenu d'un nombre total d'action de 56 535 254 au jour du présent document (hors acquisition, des AGA DG 25-27, des AGA COMEX 2026-2028 et des AGA UNIVERSEL 2026 ci-dessus), serait constitué de 57 116 149 actions.

Avant dilution	Attribution action gratuites SUPER PAGA 2023-2025	
Nombre de titres	Nombre de titres créés	Dilution potentielle
56 535 254	580 895	98,98%

Le conseil d'administration réuni le 19 avril 2024 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions au titre de l'exercice 2024 **« PAGA 2024 »** au profit des salariés permanents et dirigeants du Groupe sous condition de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an (Tous les salariés et mandataires sociaux de la Société et tous les salariés permanents des filiales détenues à 100% en poste au 1er janvier 2024).
Le conseil d'administration du 18 avril 2025 a décidé d'attribuer 191 760 actions au titre de PAGA 2024. Seules 147 917 de ces actions ont été acquises le 17 avril 2026. Ces 147 917 actions gratuites ont été attribuées au moyen des actions existantes auto-détenues par la Société en application du programme de rachat. Ce plan n'a donc pas créé de dilution

En cas d'acquisition de la totalité des 580 895 actions gratuites SUPER AGA 2023-2025 attribuées d'une part et d'autre part de l'acquisition des 325 312 actions gratuites AGA DG 25-27, de 1 157 731 actions gratuites AGA COMEX 26-28 et des 400 000 actions gratuites AGA UNIVERSEL 2026 envisagées présentés ci-dessus, la participation d'un actionnaire détenant 1% du capital de FREELANCE.COM à la date du présent Document d'Enregistrement Universel ressort comme suit :

	Avant dilution		SUPER PAGA 23-25		PAGA DG 25-27		PAGA COMEX 26-28		PAGA UNIVERSEL 26		Tous plans	
	Nbr de titres	% du capital	Nbr de titres	% du capital	Nbr de titres	% du capital	Nbr de titres	% du capital	Nbr de titres	% du capital	Nbr de titres	% du capital
Actionnaire	565 353	1%	565 353	0,99%	565 353	0,99%	565 353	0,98%	565 353	0,99%	565 353	0,96%
Total	56 535 254	100%	57 116 149	100%	56 860 566	100%	57 692 985	100%	56 935 254	100%	58 999 192	100%

3.2.2 Risques de change

La majorité des flux financiers du Groupe est réalisée en euros. Le Groupe Freelance exerce des activités au Maroc, en Suisse, en Angleterre, en Allemagne et à Singapour.

Au Maroc, l'activité est essentiellement locale. Compte tenu du poids des échanges en dirham marocain d'une part et, d'autre part, de la stabilité du cours avec l'euro, le Groupe estime être faiblement soumis au risque de change et n'a donc pas mis en place de couverture de change.

En Suisse, il convient de distinguer l'activité des sociétés SAGE et ERGONOS, tournée à l'international, de l'activité d'HELVETIC PAYROLL.

Concernant SAGE et ERGONOS, la devise de facturation est principalement l'euro. Ces sociétés sont amenées également à réaliser des opérations (facturation et restitution) en dollars américain et singapourien et en livres sterling. Sur ces trois devises, le risque total est limité car les flux d'activité liés à ces devises s'équilibrent : les pertes et les gains de change sur les opérations se neutralisent. Le risque de change est considéré limité sur cette activité.

Concernant HELVETIC PAYROLL, le groupe est soumis à un risque de change lié à la conversion des comptes en euros pour la consolidation, mais également à l'activité gérée dans des devises autres que le franc suisse et l'euro (1,5% environ du chiffre d'affaires Groupe; 1,0% en USD et 0,5% en livres sterling).

La réalisation de ce risque pourrait avoir un impact négatif sur le résultat du Groupe.

3.2.3 Risques de liquidité

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et de disposer de ressources financières grâce notamment à des facilités de crédit appropriées.

Pour financer son activité le Groupe a recours à un organisme d'affacturage, principalement pour son activité de freelancing.

Le Groupe dispose de contrats d'affacturage de créances professionnelles, facturées en euros, de clients du Groupe situés en France Métropolitaine ainsi qu'à l'export, dont les principales caractéristiques sont :

- Transfert des créances avec subrogation ;
- Suivi, relance et recouvrement des créances transférées réalisés par la société d'affacturage ;
- Garantie contre l'insolvabilité des débiteurs des créances transférées bénéficiant d'un accord préalable d'encours ;
- Le coût financier d'un retard de paiement est supporté par le Groupe ;
- Mise en place d'un fonds de garantie restitué à la résiliation du contrat ;
- Le contrat est conclu sans limitation de durée et est résiliable à tout moment par le Groupe ou la société d'affacturage moyennant un préavis de 90 jours. La société d'affacturage peut résilier le contrat sans préavis en cas de non-respect du Groupe de ses obligations contractuelles (transfert de créances non causées, insincérité et/ou non exhaustivité et/ou non-conformité des fichiers transmis par le Groupe, encaissements correspondants à des créances transférées reçus par le Groupe et non restitués, transfert de créances ayant fait l'objet d'une mobilisation auprès d'un autre établissement de crédit, omission ou

rétention d'information significative ou fausse déclaration dans les renseignements fournis par le Groupe, cessation significative d'effets d'une garantie ou d'une sûreté, cessation d'activité et/ou retrait de tout acte juridique permettant au Groupe d'exercer son activité en conformité avec les textes en vigueur, modification substantielle dans la situation juridique ou l'activité du Groupe, dégradation significative de la situation financière du Groupe) ;

- Aucun plafond d'encours n'est fixé par le contrat.

En cas de retard de paiement du client final, la société d'affacturage peut demander le définancement de la créance cédée. Néanmoins, en pratique à ce jour, la Société n'a pas été confrontée à la nécessité de réintégrer, à la demande de la société d'affacturage, des créances concernées par cette clause de définancement.

La société Inop's bénéficie également d'un contrat spot d'affacturage.

Seule la société FREELANCE.COM continue à avoir recours à ce type de financement.

De plus, le Groupe a provisionné au 31 décembre 2025, la somme de 3 879 K€ au titre de non-recouvrement de créances clients principalement pour l'activité de portage salarial.

L'évolution des encours d'affacturage est la suivante :

En K€, normes françaises	31/12/2025	31/12/24
Créances mobilisées au titre du contrat	48 603	48 959
Dépôt de garantie	13 185	13 248
Financement net	**35 418**	**35 711**

Le Groupe a besoin pour financer son développement du soutien de partenaires financiers et pourrait être défavorablement affecté en cas de réduction des capacités de financement par la société d'affacturage. Tout ralentissement d'activité pourrait avoir un impact défavorable sur le niveau des créances à céder à l'organisme d'affacturage et impacter négativement le niveau de trésorerie.

Au 31 décembre 2025 :

Valeurs en K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation du périmètre	Autres mouvements	Clôture
Emprunts bancaires	127 907		-14 850			113 057
Autres dettes financières	599		-69		-20	510
TOTAL GENERAL	**128 506**	**0**	**-14 920**		**-20**	**113 567**

Pour mémoire, en 2021, FREELANCE.COM a emprunté 100 M€ fin octobre auprès de Bpifrance (10 M€) et d'un pool bancaire (90 M€) mené par le LCL et la SG afin notamment de financer l'acquisition du groupe HELVETIC PAYROLL. En juin 2022, un emprunt de 6 M€ est venu s'ajouter en complément de prix du groupe HELVETIC PAYROLL qui restait à verser sur le 1er semestre 2022.

Les termes de l'emprunt sont précisés ci-dessous :

- 51 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.4% l'an
- 45 M€ amortissable in fine sur 7 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.75% l'an

- 10 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux de 1.4%

* Dans le cas où l'Euribor serait inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro.

Fin 2023, FREELANCE.COM a contracté un emprunt de 39,7 M€ pour financer l'acquisition du groupe STA signée le 11 janvier 2024. Cet emprunt (Prêt Participatif Relance), contracté au taux de 4.85%, est amortissable en année 7 et 8 (2030 et 2031).

Entrés dans le périmètre en 2024, le solde d'emprunt au 31 décembre 2024 du groupe STA était de 5.6 M€ (dont 1.4 M€ de PGE et 2 emprunts PPR pour 4.2 M€ remboursables de 2028 à 2031), et celui du groupe PRIUM de 512 K€ (solde en 2027).

La diminution de 14,9 M€ comprend le remboursement d'échéances des emprunts dont 4 M€ de PGE .

La répartition et les échéances de la dette globale au 31 décembre 2025 sont les suivantes :

En K€, normes françaises	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'1 an à - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	113 057	12 875	78 771	21 410
Autres dettes financières	510	510		
Total	**113 567**	**13 385**	**78 771**	**21 410**

La marge appliquée au taux maximum de l'Euribor + 1.9% et 2.3 % l'an est variable suivant l'atteinte :

- D'un ratio R1 avec test semestriel (Dettes Financières Nettes Consolidées / EBITDA Consolidé)
- De critères RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui pourraient bonifier le taux d'intérêt de 0,05%

La marge appliquée sur 2025 au taux Euribor a été de 1.30% et 1.60% grâce à l'amélioration des critères du ratio R1.

Afin de se prémunir contre une baisse ou une hausse des taux d'intérêts, le groupe a recourt à un instrument financier de Cap (0.94%) et de Floor (-0.65%) sur l'Euribor 3 mois avec La Banque Postale. Il couvre la période du 28/10/21 au 28/10/25 sur une base de 54 M€ (60% de l'emprunt avec le pool bancaire) et a donc pris fin en 2025.

Les échéances de plus de 5 ans sont liées au nouvel emprunt PPR contracté par FREELANCE.COM pour des remboursements en 2031 pour 19.8 M€, ainsi que ceux du groupe STA pour 1.6 M€.

Les autres dettes financières pour 510 K€ concernent principalement les intérêts courus du pool bancaire FREELANCE.COM (426 K€), des emprunts OPENWORK (22 K€) et DIGIPORTAGE (42 K€).

En K€, normes françaises	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs mobilières de placement	1 050	2 523
Disponibilités	95 285	99 299
Total	**96 335**	**101 822**

La trésorerie disponible et les liquidités assimilées (VMP) s'élèvent à 96,3 M€, en baisse de 5% sur l'année, compte tenu compte tenu d'une dégradation du besoin en fonds de roulement de 11,2 M€.

Au 31 décembre 2025, le Groupe bénéficiait d'une structure de bilan solide avec des capitaux propres 185,4 M€ par l'affectation en réserves des résultats passés.

FREELANCE.COM bénéficiait d'une trésorerie disponible de 96,3 M€ à fin 2025, pour des dettes financières de 113,6 M€. Au 31 décembre 2025, FREELANCE.COM bénéficiait donc d'une dette nette de 17,3 M€.

Dans ce contexte, la Société estime disposer à ce jour des financements nécessaires pour assurer son activité sur les douze prochains mois.

3.2.4 Risques hors-bilan

Au 31 décembre 2025 : Engagements donnés	Sociétés	Montant (en K€)
Encours des créances clients cédées à un organisme d'affacturage	FREELANCE.COM	48 603
Restitution de la franchise de loyer en cas de départ avant le 28/02/2029	PAROI NORD DE L'ARCHE (PNA)	2 283

Affectation en nantissement de 158.268 actions INOP'S à la garantie des obligations découlant du Contrat de Crédits du 28/10/2021 en faveur des prêteurs (Bred, Crédit Lyonnais, HSBC, La Banque Postale, Société Générale).

Garantie d'Actif Passif consentie à l'acquéreur de Provigis

Engagement de non-concurrence et non débauchage de 2 ans

Gage de 100% des actions composant le capital des sociétés Helvetic Payroll Zurich et Helvetic Payroll SA à la garantie des obligations découlant du Contrat de Crédits du 28/10/2021 en faveur des prêteurs (Bred, Crédit Lyonnais, HSBC, La Banque Postale, Société Générale).

3.3 Risques règlementaires et juridiques

3.3.1 Risques liés à l'évolution de la règlementation de l'activité de portage salarial

Par ses différentes activités, le Groupe est soumis au risque de l'évolution du droit social.

Risque lié à l'évolution de la règlementation de l'activité de portage salarial :
Malgré l'introduction du portage salarial dans le code du travail en 2008, l'incertitude juridique liée aux statuts de salarié porté d'une part et de la société de portage d'autre part, a limité le développement de l'activité de portage salarial jusqu'à la parution de l'ordonnance du 2 avril 2015.

Cette ordonnance du 2 avril 2015 a encadré le dispositif de portage salarial et ses conditions. Elle fixe les garanties pour les personnes portées, l'entreprise de portage salarial et l'entreprise cliente ainsi que les obligations de l'entreprise de portage.

Ainsi, l'entreprise de portage doit :

- Exercer uniquement cette activité ;
- Avoir effectué une déclaration préalable d'activité auprès de l'administration ;
- Accepter uniquement les missions de services autres que celles de services à la personne ;
- Contrôler l'activité du porté et lui proposer des prestations d'accompagnement afin de développer son projet professionnel ;
- Souscrire une assurance de responsabilité civile professionnelle pour le porté ;
- Souscrire une garantie financière pour le paiement du porté et le versement des cotisations sociales.

En revanche, l'entreprise de portage n'est pas tenue de fournir un emploi au collaborateur porté et les périodes sans prestation ne sont pas rémunérées.

L'activité de portage peut donner lieu à un contrat à durée déterminée ou indéterminée, cependant la durée d'une prestation ne peut pas excéder 36 mois.

La rémunération a également été encadrée, l'entreprise de portage doit verser au porté :

- Une rémunération minimale égale à 75% du plafond mensuel de la sécurité sociale pour une activité à plein temps ;
- Une indemnité d'apport d'affaires de 5% de la rémunération.

Faisant suite à l'ordonnance du 2 avril 2015, le décret n°2015-1886 du 30 décembre 2015, entré en vigueur le 1er janvier 2016, a précisé l'encadrement relatif à la garantie financière des entreprises de portage salarial.

Le montant de la garantie financière des entreprises de portage salarial doit être au minimum égal, au titre d'une année donnée, à 10% de la masse salariale de l'année précédente (versus 2% avant le décret), sans pouvoir être inférieur à 2 fois la valeur du plafond annuel de la sécurité sociale (PASS) de l'année considérée.

Le Groupe est à jour de ces obligations, avec un montant de garantie s'élevant à 17 062 K€ au 31 décembre 2025 contre 17 722 K€ au 31 décembre 2024.

Un ajustement est réalisé chaque année en fonction de la masse salariale de l'année N-1 sur la base des DSN.

Au titre de la garantie financière, Atradius, l'organisme d'assurance, exige la garantie de GROUPE CBV INGENIERIE (actionnaire majoritaire du Groupe) en contrepartie.

Le Régime Juridique du Portage Salarial est réglementé par l'ordonnance du 2 avril 2015 ratifiée par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, ainsi que la convention collective de branche des salariés en portage salarial du 22 mars 2017.

Il est à noter que concernant la convention collective, l'avenant n°2 du 23 avril 2018 relatif à la détermination des prélèvements sociaux, fiscaux et autres charges financées par le salarié porté a finalement été étendu au journal officiel N°147 du 26 juin 2021.

3 types de rémunérations ont été créés :

- Pour un salarié porté **junior** (-3 ans d'expérience) : 70% du plafond mensuel de la sécurité sociale soit 2 803,50 € euros bruts mensuel pour 2026 ; soit 2 747,50 euros bruts mensuel en 2025 ;

- Pour un salarié porté **senior** (+3ans d'expérience) : 75% du plafond mensuel de la sécurité sociale soit 3 003,75 euros bruts mensuel en 2026 ; soit 2 943,75 euros bruts mensuel en 2025 ;
- Pour un salarié porté au **forfait jour** (il a obligatoirement le statut cadre) : 85% du plafond mensuel de la sécurité sociale soit 3 404,25 euros brut mensuel en 2026 ; soit 3 336,25 euros bruts mensuel en 2025.

Pour mémoire, le plafond mensuel brut de la sécurité sociale est fixé à 4 005 € pour 2026 contre 3 925 € pour 2025.

Dorénavant, les salariés portés en période d'intermission peuvent bénéficier d'une réserve financière correspondant au montant de l'indemnité de précarité applicable aux CDD ou à 10% du salaire de base de la dernière mission pour les CDI.

Les évolutions de la règlementation sociale pourraient avoir un effet direct sur les salaires ainsi que sur les charges sociales ou sur les conditions de travail. Ces changements pourraient en conséquent avoir un impact sur les revenus et la rentabilité du Groupe.

3.3.2 Risques juridiques

Hormis les litiges décrits ci-dessous, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe aurait connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Les principaux litiges concernant l'ensemble des filiales du Groupe FREELANCE.COM sont les suivants :

Objet du litige	Provisions
Litiges de nature commerciale	**460 K€**
Litiges de nature sociale	**640 K€**

L'ensemble de ces risques fait l'objet de provisions adéquates.
Le détail des provisions pour risques et charges et provisions pour dépréciation est présenté dans l'annexe des comptes consolidés (cf note 4.8).

3.3.3 Assurances et couvertures de risques

En 2025, FREELANCE.COM est assuré pour :

- La Responsabilité Civile Professionnelle ;
- Le Tous Risques Bureaux et ;
- La Responsabilité Civile des Dirigeants.

FREELANCE.COM a souscrit le 1er janvier 2025 un contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle auprès de Beazley. Ce contrat d'assurance couvre toutes les filiales françaises du Groupe.

Compagnie d'assurance	Type de contrat	Principaux risques couverts	Plafonds des garanties
BEAZLEY	Responsabilité Civile Professionnelle et Défense Pénale et Recours	Responsabilité Civile Professionnelle : Tous Dommages confondus	 5 000 000 € par sinistre et par période d'assurance Franchise par sinistre : 2 000 € (sauf dommages corporels) et 5 000 € pour dommages immatériels non consécutifs
		Sécurité des informations et de la protection des données	5 000 000 € par sinistre et par période d'assurance Franchise par sinistre 5 000 €
		Défense dans le cadre de procédure réglementaire Frais de gestion de crise Pénalités PCI	10 000 € par sinistre et par période d'assurance Franchise par sinistre 500 €
		Défense Pénale et Recours	30 000 € par sinistre et par période d'assurance Sans franchise

	Responsabilité Civile Exploitation / Employeur	Tous dommages confondus	8 000 000 € par sinistre : - dont 2 000 000 € pour dommages matériels et immatériels consécutifs ; - dont 500 000 € pour dommages immatériels non consécutifs Franchise par sinistre 500 € sur tous dommages sauf dommages corporels
		Faute inexcusable/faute intentionnelle	1 500 000 € par période d'assurance sans franchise
		Vols par préposés	50 000 € par sinistre dont 1 500 € de franchise
		Atteinte accidentelle à l'environnement	1 500 000 € par période d'assurance dont 1 500 € de franchise

HELVETIC PAYROLL SA a sa propre police d'assurance responsabilité civile auprès de GENERALI ASSURANCES (Suisse) :

Compagnie d'assurance	Type de contrat	Principaux risques couverts	Plafonds des garanties
GENERALI ASSURANCES	Responsabilité Civile	Dommages corporelles et matériels et les frais assurés ensemble	CHF 5 000 000 par évènement et par année d'assurance
		Préjudices de fortunes pour le manquement dans l'instruction du personnel loué et l'erreur dans le choix du personnel loué	Jusqu'à CHF 500 000

ERGONOS CONSULTING, SAGE et ADMISSIONS SA ont leur propre police d'assurance responsabilité civile auprès de La MOBILIERE (Suisse) :

Compagnie d'assurance	Type de contrat	Principaux risques couverts	Plafonds des garanties
LA MOBILIERE	Responsabilité Civile	Dommages corporelles et matériels	CHF 10 000 000 pour SAGE CHF 5 000 000 pour ERGONOS CONSULTING et ADMISSIONS SA Franchise dommages matériels : CHF 200 pour SAGE et ADMISSIONS et CHF 500 pour ERGONOS CONSULTING

			Franchise lésions corporelles : CHF 0

De plus, les sociétés ci-dessous sont tenues de souscrire à une garantie financière conformément à l'ordonnance sur le portage salarial du 2 avril 2015 :

Auprès d'Atradius :

Société	Montant maximum autorisé 2025
AD'MISSIONS ETUDES ET PROJETS	10% de la masse salariale ou minimum garantie
AD'MISSION CONNECT	10% de la masse salariale ou minimum garantie
DIGIPORTAGE	10% de la masse salariale ou minimum garantie
OPENWORK	10% de la masse salariale ou minimum garantie
PRIUM CITY	10% de la masse salariale ou minimum garantie
PRIUM FORMATION	10% de la masse salariale ou minimum garantie
SWEETCH	10% de la masse salariale ou minimum garantie
VALOR CONNECT	10% de la masse salariale ou minimum garantie
TOTAL	**17 062 K€**

4 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

4.1 Histoire et évolution de la société

4.1.1 Nom commercial et raison sociale de l'émetteur

- Dénomination sociale (article 3 des statuts)

La dénomination sociale est : FREELANCE.COM.

4.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'émetteur

La Société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Nanterre sous le numéro d'identification 384 174 348. Son numéro LEI est le suivant : 969500V6O5UX0822SR26

4.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

- Date de création de la Société

La Société a été constituée le 17 décembre 1991.

- Durée et exercice social (article 5 des statuts)

La Société a une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

4.1.4 Siège social, forme juridique, pays d'origine et législation régissant les activités de l'émetteur

- Adresse du siège social (article 4 des statuts)

Le siège social est situé à 1, parvis de La Défense – 92044 Paris La Défense cedex.
Tél : +33 (0)1 80 48 70 00
E-Mail : investisseurs@freelance.com
Site Internet : http://www.FREELANCE.COM

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et, partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire. Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration dans le même département ou dans un département limitrophe, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Les informations figurant sur le site web ne font pas partie du présent document d'enregistrement universel, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans le présent document d'enregistrement universel.

- Forme juridique (article 1 des statuts)

Il est formé entre les propriétaires des actions créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société anonyme régie par la loi et les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par statuts.

- Pays d'origine et législation régissant les activités de l'émetteur (article 1 des statuts)

Le pays d'origine de la Société est la France.
La Société est régie par les lois en vigueur ainsi que par les statuts de la Société.

5 APERÇU DES ACTIVITES

5.1 Principales activités

Positionné au cœur de la transformation du marché du travail, FREELANCE.COM est le leader français des solutions Talent as a Service (TAAS), pour connecter les grandes entreprises et leurs talents externes.

Le groupe propose une gamme complète de services : sourcing d'expertise, pilotage de projets, portage commercial, portage salarial et gestion de la conformité.

FREELANCE.COM s'appuie sur une communauté de plus de 150 000[1] (106 000 en France) consultants et experts qualifiés, travaillant en freelances ou au sein de PME hyperspécialisées, et ayant au total délivré plus de 19 000 prestations en 2025.

Historiquement positionné sur l'intermédiation entre les entreprises et les consultants indépendants (freelances), essentiellement dans les métiers de l'informatique, le Groupe a connu un virage déterminant en 2016 avec l'arrivée d'un nouvel actionnaire, GROUPE CBV INGENIERIE qui a procédé à l'apport de l'ensemble de ses activités de portage salarial et une couverture internationale renforcée.

Cette opération a permis d'accroître très fortement la taille du groupe et de lui conférer de nouvelles ambitions. Désormais, leader de son marché, présent à l'international (Allemagne, Angleterre, Belgique, France, Maroc, Suisse), le groupe a réalisé 1,053 Milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2025, en s'appuyant sur plus de 340 collaborateurs.

L'offre **Talent as a Service** s'appuie sur 3 lignes de service :

- **Le sourcing** : FREELANCE.COM trouve les meilleurs talents et expertises grâce à son écosystème hybride de talents, composé des freelances et des TPE/PME.
- **Le portage** : FREELANCE.COM prend en charge tous les aspects administratifs et de gestion des talents externes en France ou à l'international grâce à ses offres de portage salarial, portage administratif ou encore son offre de payrolling en Suisse.
- **Les services transverses et additionnels** : FREELANCE.COM enrichie et développe les compétences des talents externes grâce à ses services additionnels : plateforme de formation et animation des communautés.

Sur l'exercice 2025, 73,00% du chiffre d'affaires a été réalisée en France (contre 73,70% en 2024) et 27,00% à l'international (contre 26,3% en 2024).

[1] Estimation

5.1.1 Sourcing et gestion des talents externes

Activité historique de FREELANCE.COM, le sourcing est la mise en relation des sociétés ayant un besoin ponctuel de ressources humaines avec des consultants ou des experts travaillant en freelance ou dans des TPE ou des PME hyperspécialisées.

5.1.1.1 Le sourcing de talents : un service à forte valeur ajoutée sur les métiers en tension.

Les principaux profils demandés par les clients concernent les secteurs du web/ logiciel et IT, de la Data (notamment IA), du design, de la gestion de projet et des services. Dans un contexte de pénurie d'expertise, notamment dans les métiers du numérique les plus innovants, la capacité à sourcer les meilleurs experts disponibles est une activité à forte valeur ajoutée.

La valeur ajoutée du métier de « sourceur » se situe à trois niveaux :

- la taille et la qualité de son « réseau » de talents potentiellement disponibles. Un travail important a été réalisé en 2023 pour accentuer le lien, la proximité et le niveau de qualification avec les meilleurs profils et les compétences les plus demandées, et se recentrer sur un réseau de 150 000 talents (vs 370 000 en 2022) :
  - 110 000 profils freelances, issus des différents viviers (plateforme publique, base de données privée de freelances ne souhaitant pas être visibles, salariés portés)
  - 40 000 collaborateurs de + 1 000 TPE/PME partenaires cartographiés et segmentés.
- la capacité du sourceur à fournir à son client une « short list » de profils disponibles possédant les hard skills (expertise métier) et les soft skills (aptitudes relationnelles et capacité d'adaptation) attendues par le client, et à gérer l'ensemble du process de validation des compétences,
- l'accompagnement global « post-sourcing », à commencer par l'onboarding des prestataires.

5.1.1.2 La gestion des talents : au carrefour des attentes des Directions RH et des Directions Achats.

La gestion des talents relève d'une double expertise :

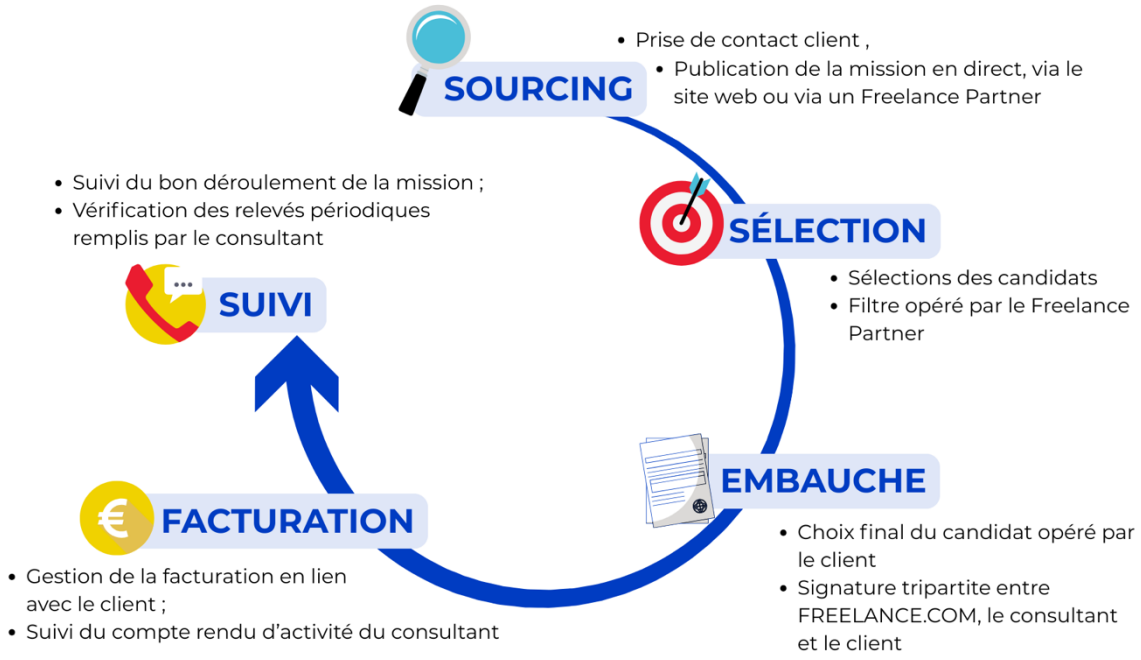
<u>L'accompagnement global du client pour chacune des prestations :</u>

Une fois le candidat sélectionné par le client, FREELANCE.COM signe un contrat avec le grand compte d'une part et avec le candidat d'autre part.

Durant la période contractuelle, FREELANCE.COM suit le bon déroulement de la mission notamment au travers de la remise de RPI (relevé périodique d'intervention) et de la validation de ceux-ci par le donneur d'ordre. FREELANCE.COM est rémunérée par le client puis verse au consultant les honoraires contractuels (montant versé par le client déduction faite de la commission de gestion de FREELANCE.COM).

Ainsi, le client est accompagné tout au long de sa recherche et durant la mission du ou des consultants.

FREELANCE.COM fournit une prestation de services totalement sécurisée à ses clients grands comptes :



La gestion globale des ressources externes du client : le ressource management

Dans le cadre de marchés d'intermédiation et de contrats spécifiques d'externalisation de gestion de fournisseurs, les Directions Achats souhaitent pouvoir s'appuyer sur une seule société qui va gérer l'ensemble des petits fournisseurs (freelance ou petite entreprise), ceci pouvant inclure le portage salarial de freelances ou le portage commercial de sociétés prestataires de services.

Le ressource management s'appuie sur deux types d'expertises :

- des outils digitaux permettant le suivi de projet, le reporting et la gestion administrative de l'ensemble des fournisseurs prestataires de services,
- le pilotage de projet par les équipes « pilotage de projets », notamment dans le cadre des projets à engagement de résultat.

Au 31 décembre 2025, l'activité de sourcing et gestion des freelances a généré un chiffre d'affaires de 497 994 K€ , en repli de -2,9% par rapport à 2024 (513 061 K€).

A noter que certains grands comptes peuvent déléguer à FREELANCE.COM la gestion de l'ensemble de leurs petits fournisseurs, y compris des ressources non-sourcées par FREELANCE.COM. Cette activité de RESSOURCE MANAGEMENT est complémentaire de l'activité de SOURCING D'EXPERTISE.

5.1.2 Le portage salarial

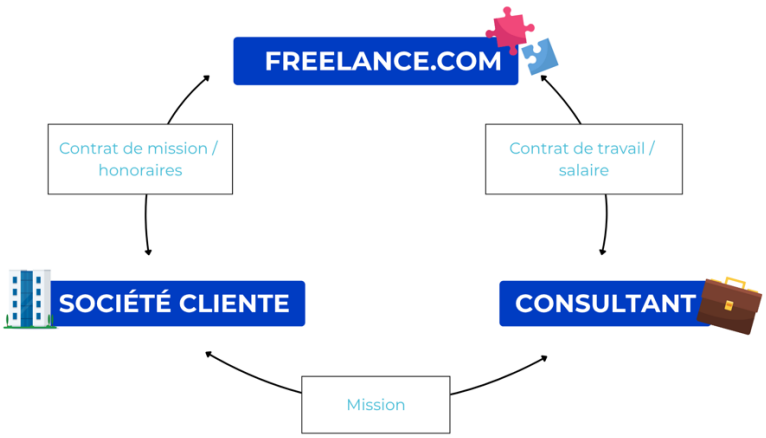
Le portage salarial est une relation contractuelle tripartite dans laquelle un salarié/consultant « porté » ayant un contrat de travail avec une entreprise de portage salarial (ici, FREELANCE.COM) effectue une prestation pour le compte d'entreprises clientes.

Le fonctionnement de cette activité est le suivant :

1. Le consultant et la société cliente négocient directement les modalités de la mission à effectuer (nature, durée, prix…),
2. FREELANCE.COM signe un contrat de mission avec le client ainsi qu'un contrat de travail avec le consultant,
3. FREELANCE.COM facture au client les honoraires correspondant à la mission et verse au consultant un salaire égal au montant HT facturé, diminué des charges sociales et frais de gestion.

Cette formule, d'une part, permet au consultant d'exercer une activité autonome sous forme de mission tout en continuant à bénéficier du statut de salarié et d'autre part, constitue un outil de flexibilité pour les entreprises qui peuvent ainsi adapter au mieux leurs ressources externes à leurs besoins.

Cette organisation permet au consultant « porté » d'évoluer dans un cadre réglementé et de se concentrer sur la recherche de ses clients et sur le bon déroulement de ses missions.



Pour la société cliente, cette formule permet de bénéficier des services d'un consultant « porté » qui peut intervenir sur des missions de durée indéterminée. La société cliente sera couverte par la société de portage salarial (FREELANCE.COM) avec une couverture d'assurance complète (juridique, civile et professionnelle).

Au-delà de la flexibilité, les avantages du portage salarial sont multiples pour les clients :

- d'un point de vue Ressources Humaines : allègement de la charge de travail puisque le contrat de travail est logé chez FREELANCE.COM qui prend en charge les déclarations administratives d'embauches et les formalités de fin de contrat ;
- d'un point de vue financier, le portage salarial permet une grande réactivité face à une demande urgente tout en ayant l'assurance de ne pas dépasser le budget fixé ;

- juridiquement, le portage salarial est reconnu comme une forme d'emploi totalement réglementée (ordonnance du 2 avril 2015).

A noter que des sociétés peuvent également externaliser la gestion RH de leurs employés, en demandant à FREELANCE.COM de porter leurs salariés et d'assurer la gestion de leur contrat de travail.

FREELANCE.COM se définit comme le leader du portage salarial en France en raison de l'ensemble des opérations et acquisitions réalisées ces dernières années :

En 2020, FREELANCE.COM a lancé une offre PAYROLL en adressant en priorité le marché des ESN.
En octobre 2021, FREELANCE.COM a fait l'acquisition du groupe HELVETIC PAYROLL composé de trois sociétés (HELVETIC PAYROLL ZURICH AG, HELVETIC PAYROLL SA et 3P FINANCIAL SERVICES), leader du portage salarial en Suisse afin de créer un leader européen du portage salarial.

En aout 2023, FREELANCE.COM a racheté OPENWORK, spécialiste du portage salarial des indépendants, principalement présent en France et en Belgique. Puis de STA PORTAGE (Sweetch, Digiportage, H2S et STA) spécialiste du portage salarial des indépendants et de la mise en relation de consultants hautement qualifiés avec les entreprises, notamment dans le domaine des compétences IT. Enfin, en janvier et en avril 2024, FREELANCE.COM prend des participations minoritaires dans le Groupe Prium, puis l'intégralité du capital en octobre 2024.

Au 31 décembre 2025, cette activité a généré 497 994 K€ de chiffre d'affaires contre 532 485 K€ au 31 décembre 2024.

5.1.3 La formation

FREELANCE.COM est aujourd'hui présent sur le marché de la formation avec une communauté de plus de 1 500 formateurs. Les structures de portage salarial ont développé un vrai savoir-faire dans l'accompagnement des formateurs portés pour réaliser leurs missions auprès d'entreprises, de la TPE aux grands comptes. Cela a notamment été possible avec l'acquisition de Prium formation, organisme de formation certifié Qualiopi.

De plus, FREELANCE.COM bénéficie des partenaires du réseau Inop's qui ont développé une forte activité sur les formations très pointues liées à l'IT.

Historiquement, FREELANCE.COM a renforcé son positionnement auprès des grands comptes grâce à l'acquisition de TMC France en 2021. Cette opération stratégique lui a permis de développer une offre globale d'opérateur de formation multi-expertise, en s'appuyant sur les compétences de ses communautés d'indépendants et de pure players.

Afin de créer une nouvelle synergie et répondre à ces enjeux, FREELANCE.COM a lancé TALENTEED, une plateforme de formation en ligne. Cette plateforme propose des contenus pédagogiques variés destinés aux freelances et à tout professionnel de la prestation intellectuelle souhaitant développer les compétences qui comptent sur le marché du travail (développement web, IA, webmarketing, softskills, …).

Talenteed s'appuie sur une sélection rigoureuse de formateurs et de formations ainsi que sur une approche accessible et flexible, permettant aux utilisateurs de se former à leur rythme. Cette nouvelle activité vient compléter l'écosystème FREELANCE.COM en apportant une réponse concrète aux besoins de développement des compétences sur des métiers en tension ou en évolution rapide.

Talenteed met aussi l'accent sur les formations certifiantes Qualiopi des membres de son réseau comme les organismes de formation des partenaires Inop's, des salariés portés des diverses sociétés de portage salarial, ou de partenaires.

5.2 Les principaux marchés

Au cœur de la transformation du monde du travail et de la relation entre entreprises et talents externes, FREELANCE.COM réalise différentes activités d'intermédiation et de services à valeur ajoutée qui positionne le groupe sur différents marchés :

- Marché de l'intermédiation (Travailleurs Indépendants / Freelances)
- Marché ESN
- Marché du Portage Salarial
- Marché de la Formation

Le tableau ci-dessous présente les différents types de contrats possibles et les organisations de chacun :

Type de contrats	Statuts	Parties en présence	Partie à l'origine de la relation	Profils
Portage salarial	Salarié	Salarié porté, client final et entreprise porteuse.	Le salarié porté	A l'origine destiné aux cadres experts en informatique, communication et marketing.
Travailleur freelance	Société (EURL, SASU, EI, EIL), Auto-Entrepreneur	Travailleur indépendant et client final. Agence de "freelancing" pour la mise en relation puis la gestion du contrat (le client paye l'agence qui paye le consultant).	Agence de freelancing	Travailleurs qualifiés ou experts, souvent dans les domaines de l'informatique, du conseil, du web, du graphisme, du design.
Travail temporaire	Intérimaire	Intérimaire, client final et agence d'intérim.	Agence d'intérim	Ouvert à tous les profils, dans tous secteurs (Industrie 38% - Services 23,2% - BTP 17,3% - Transports 12,5%)*
* Source : Baromètre PRISM'EMPLOI – Mai 2025				

Le contrat d'intérim permet d'externaliser certaines fonctions au sein de l'entreprise.
FREELANCE.COM est peu présent sur ce marché qui compte environ 684 900 emplois à fin avril 2026 (source : Baromètre Prism'emploi – Avril 2026).

5.2.1 L'intermédiation freelances

Les freelances sont des travailleurs indépendants qualifiés — spécialisés en marketing, graphistes, designers ou développeurs informatiques — qui choisissent de se mettre à leur compte sans employer d'autres personnes. Ils fournissent leurs services à des sociétés / organisations qui ont externalisé leur fonction.

La motivation principale de ces travailleurs Freelance est la liberté. C'est un statut qui confère beaucoup d'autonomie au travailleur notamment sur :

- la gestion de son temps de travail,
- le choix des clients et des projets,
- le choix du lieu de travail.

Coté entreprises, elles sont séduites par la flexibilité qu'offre le freelancing. Les entreprises peuvent faire appel à un travailleur freelance pour une mission et non pour une simple durée, ce qui facilite la gestion des projets.

Le freelancing continue de progresser en France, car il répond aux nouveaux enjeux du monde du travail, notamment en matière de flexibilité et d'accès à des expertises ciblées. Dans un contexte où la sous-traitance gagne du terrain pour des projets spécifiques, la prestation de services intellectuels est de plus en plus recherchée.

Aujourd'hui, les indépendants se répartissent de manière équilibrée entre différents métiers (source DARES)

- Services aux entreprises (conseil, expertise) : 38 %
- Informatique et numérique : 18 %
- Activités créatives et culturelles : 16 %
- Formation et enseignement : 8 %
- Administration, RH et support : 7–8 %

De plus, selon l'étude IFOP - FREELANCE.COM de février 2024, le statut de freelance est plus que jamais perçu positivement : 80% des cadres du privé affirmant en avoir une bonne opinion (contre 61% dans l'édition précédente). Ce jugement repose davantage sur une idée a priori que sur une expérience réelle dans la mesure où seuls 20% des cadres déclarent avoir déjà exercé une activité professionnelle en tant que travailleur indépendant, dont 6% « plusieurs fois ».

- Certaines catégories de cadres sont toutefois beaucoup plus nombreuses à avoir déjà franchi le pas : les encadrants (24,5% contre 14% pour les non-encadrants), ceux travaillant dans le secteur du "commerce" et ceux travaillant dans une TPE (28%).
- Les cadres du privé sont de plus en plus nombreux (29%) à songer à démissionner pour devenir Freelance (ils étaient 25% en 2022). Ils sont 33% à être intéressés, à l'avenir, pour travailler en tant que travailleur indépendant, un chiffre qui monte même à 47% s'ils avaient la possibilité de conserver leur emploi actuel à mi-temps et de devenir en même temps travailleur indépendant.

Le choix du statut juridique est crucial pour les freelances, puisqu'il influence les cotisations à payer et les droits associés (assurance maladie, indemnités en cas d'arrêt maladie, retraite, etc.). Plus des trois quarts des freelances optent pour le statut de micro-entreprise, dont l'attractivité a augmenté grâce aux révisions successives des plafonds de chiffre d'affaires. Ce statut est particulièrement prisé par les jeunes et les nouveaux freelances, en raison de la simplicité des démarches administratives. Souvent, les micro-entrepreneurs évoluent ensuite vers l'entreprise individuelle ou créent leur propre société lorsque leurs revenus augmentent. Au-delà des aspirations personnelles, la propension des actifs à choisir un statut d'indépendant est évidemment corrélé à l'action des pouvoirs publics pour favoriser les nouvelles formes de travail.

Les perspectives de l'activité :

La croissance du *freelancing* est portée est porté par plusieurs déterminants :

- La conjoncture économique, la hausse du niveau de chômage ainsi que la diminution du pouvoir d'achat, favorise le recours aux « petits boulots » et ainsi le recours au freelancing.
- La dynamique de l'emploi indépendant, portée notamment par l'essor du télétravail, la transformation des organisations et la poursuite de la transition numérique. Ces facteurs, associés aux mesures d'économies et d'externalisation des entreprises, entraîneront un développement accéléré du freelancing lors des prochaines années. Parallèlement, les plateformes d'intermédiation contribueront à démocratiser le recours aux freelances, notamment en fournissant un cadre plus normé et sécurisé aux prestataires, comme aux clients. In fine, la croissance de la population de freelances dans les 4 macro-secteurs se poursuivra à un rythme de 5% par an en moyenne, pour approcher la barre des 880 000 d'ici 2025. (source : Xerfi - L'essor du freelancing : chiffres clés et perspective – Février 2023)
- En parallèle, la transformation numérique des entreprises alimente les besoins liés aux métiers de l'informatique et de la technologie.

- Enfin, l'évolution des politiques publiques et de l'environnement juridique des travailleurs indépendants, dynamise les métiers du *freelancing* et continuera de susciter l'attrait des travailleurs.

5.2.2 Le marché ESN

Depuis la crise sanitaire, les Entreprises de Services Numériques (ESN) avaient connu un véritable âge d'or. Entre 2021 et 2023, la transformation numérique des entreprises, la généralisation du télétravail, la migration massive vers le cloud et l'essor de la cybersécurité avaient fortement tiré la demande. Le marché des ESN progressait alors de plus de 4 à 6 % par an.

Mais cette dynamique s'essouffle en 2024. Selon Numeum (l'organisation professionnelle de référence du numérique en France), le marché des ESN ne croît plus que de +0,7 % en 2024, contre +4,1 % l'année précédente. Après une décroissance de -1,8% en 2025, la croissance attendue du marché des ESN pour 2026 est limitée à 1,4%.

Cette contraction n'est pas une crise structurelle, mais plutôt un ajustement. Les entreprises clientes – grandes entreprises et ETI en tête – ralentissent temporairement leurs investissements technologiques, principalement par prudence face au contexte macroéconomique. Hausse des taux d'intérêt, incertitudes géopolitiques, inflation des coûts IT : autant de raisons qui poussent les DSI à différer certains projets. Les budgets numériques ne baissent pas drastiquement, mais les phases de cadrage et d'appel d'offres s'allongent, ce qui freine mécaniquement les commandes pour les ESN.

Le baromètre des expertises numériques réalisé par Inop's en 2025, éclaire parfaitement les dynamiques que traverse aujourd'hui le marché des ESN. Face à un environnement économique incertain, les ESN doivent composer avec une double pression : d'un côté, la nécessité de continuer à répondre aux besoins croissants en transformation numérique (cloud, cybersécurité, IA, data) ; de l'autre, la difficulté croissante à recruter les talents nécessaires pour accompagner cette demande. Le baromètre met en évidence cette tension : **71 % des ESN déclarent être confrontées à une pénurie de compétences**, notamment sur les expertises pointues comme le DevOps, l'IA ou la cybersécurité. Cette pénurie structurelle, couplée à une montée des coûts (hausse des salaires, inflation des TJM), oblige les acteurs du marché à repenser leur modèle.

Le recours à des talents externes (freelances, TPE spécialisées) s'impose désormais comme une réponse stratégique pour compléter les équipes internes et gagner en agilité. Dans ce contexte, les ESN traditionnelles ne sont plus les seules à structurer le marché : elles partagent désormais l'espace avec des modèles unique tel qu'Inop's, la néo-ESN sans consultants salariés qui impose son modèle aux grandes entreprises grâce à son modèle unique d'accès aux talents.

Les perspectives de croissance

Même si la croissance ralentit, certains segments restent porteurs. L'**IA générative** devient progressivement un incontournable des offres d'accompagnement. Près de 7 dirigeants d'ESN sur 10 affirment que l'IA transforme leurs modèles de delivery et de production. Cela implique des formations, des investissements en R&D et une montée en compétences rapide pour rester crédible face aux attentes des clients.

Le marché du **cloud** continue lui aussi d'être dynamique, avec une croissance de plus de 25 % attendue en 2024, mais il est déjà très concurrentiel et tiré par des hyperscalers comme AWS ou Microsoft Azure. Les ESN doivent donc se positionner sur des offres à plus forte valeur ajoutée : hybridation des systèmes, accompagnement réglementaire, ou sécurité des infrastructures.

Si le marché ralentit en volume, les opportunités ne disparaissent pas. La numérisation du secteur public reste un relais important, tout comme la montée en puissance des enjeux environnementaux et sociétaux autour du numérique responsable.
Les ESN doivent aujourd'hui se réinventer. Il ne suffit plus de proposer des prestations en régie ou des TMA classiques : la demande porte davantage sur du conseil, de la co-construction de solutions innovantes et de l'accompagnement stratégique.

5.2.3 Le portage salarial

Le portage salarial est apparu dans les années 80 et représente une combinaison avantageuse entre le travail indépendant et le salariat. Tout en lui accordant une grande autonomie, le portage salarial confère au travailleur une certaine « sécurité de l'emploi ». En effet, le travailleur « porté » bénéficie des avantages sociaux d'un contrat de travail auprès d'une société de portage, alors même qu'il est libre de choisir ses missions.

Le portage salarial fait donc intervenir trois parties : le salarié porté, l'entreprise de portage salarial et le client final.

Le salarié porté :

Le portage salarial s'adresse historiquement aux cadres et s'est ouvert aux non-cadres depuis avril 2015.

La personne est souvent experte dans un domaine et est désireuse de conserver son autonomie et sa liberté d'organisation. Le salarié porté prospecte lui-même le client final en fonction du type de mission qu'il souhaite faire. C'est également à lui que revient la tâche de négocier les tarifs et le planning de la mission.

Par son statut de salarié (CDI ou CDD), le porté bénéficie de tous les avantages sociaux classiques : sécurité sociale, chômage, prévoyance retraite, etc.

L'entreprise porteuse :

La société de portage est l'intermédiaire entre le salarié porté et le client final. C'est auprès d'elle que le consultant est salarié, elle a donc une activité administrative importante (facturation, protection sociale, etc.). C'est également la société de portage qui perçoit la rémunération des missions effectuées par les salariés portés, sur laquelle elle prend une marge. Cependant, ce n'est pas à elle que revient la recherche des missions ni la négociation des tarifs qui se font directement entre porté et client final.

Le client final :

Le portage salarial offre au client final la possibilité d'engager un consultant pour une durée indéterminée sans prendre le risque économique d'un contrat en CDI. Le client final verse le salaire et les charges directement à l'entreprise porteuse et non pas au consultant. En revanche, il négocie directement avec le porté les termes de la mission.

Selon le syndicat des Professionnels de l'Emploi en Portage Salarial (PEPS), la France comptait environ 200 000 salariés portés en 2023 alors qu'ils étaient 90 000 en 2019, soit une croissance de plus de 100% entre 2019 et 2023. Sur le plan européen, près de 7 millions de personnes sont aujourd'hui des salariés portés.

Le portage salarial poursuit son développement en 2024 avec un chiffre d'affaires estimé à 2,4 milliards d'euros, reflétant un taux de croissance annuel moyen d'environ 20% (Sources : PEPS) contre seulement 1,3 milliard en 2019.

La réglementation encadrant le portage salarial n'a pas cessé d'évoluer au cours des dernières années (cf. paragraphe 3.3.1 ci-dessus) afin notamment d'élargir la population cible et de sécuriser cette branche professionnelle. Ce nouveau cadre a renforcé le potentiel de ce type de contrat. En effet, le gouvernement a publié le 2 avril 2015 une ordonnance précisant les règles de fonctionnement du portage salarial alors que cette notion a été introduite dans le code du travail le 25 juin 2008. Ainsi, l'ordonnance a permis :

- la diminution de la rémunération minimale de 2 900 € brut mensuel à 2 414 €,
- de faire reconnaître les droits des salariés portés auprès de pôle emploi,
- d'ouvrir le contrat aux non-cadres et aux titulaires d'un CDD (contre cadre en CDD auparavant).

L'ordonnance a durci les règles envers les sociétés porteuses qui ont désormais l'obligation de garantir les salaires du personnel porté. Elle précise également que le portage salarial est uniquement destiné à des prestations de service (hors service à la personne) rendues par des personnes professionnellement autonomes.

Enfin, le portage salarial est devenu un secteur à part entière en décembre 2016 lorsqu'une branche professionnelle dédiée a été créée. En mars 2017 a été signée une convention collective qui lui est consacrée. Ces nouvelles réglementations mettent fin à des années de discussion entre le gouvernement et les partenaires sociaux qui réclamaient une sécurité et une protection sociale plus importantes pour les salariés portés. Ainsi, ces derniers bénéficient depuis le 1er juillet 2017, de la mise en place de deux mécanismes de protections : un individuel (réserve utilisable en cas d'inactivité) et un collectif (fond de mutualisation qui sécurise les parcours).

Les perspectives de l'activité :

Le marché du portage salarial continue de se développer en France, mais il tend aujourd'hui à sortir d'une logique de croissance exponentielle pour entrer dans une phase de **maturité structurée**.

Entre 2015 et 2022, le secteur a connu une progression remarquable de +170%, soit un taux de croissance annuel moyen de 13% (XERFI : Le marché du portage salarial à l'horizon 2024 – Décembre 2022). En 2022, le chiffre d'affaires des entreprises de portage salarial a bondi de 20%, porté par la montée en puissance des travailleurs indépendants et la recherche de solutions hybrides entre salariat et autonomie.

En 2024, le marché du portage salarial représente un chiffre d'affaires estimé à 2,4 milliards d'euros (source PEPS), contre 1,3 milliard en 2019. Cette dynamique confirme la solidité du modèle, même si la croissance tend à se stabiliser sur cette année 2025, traduisant une normalisation progressive après les pics post-pandémie.

La PEPS prévoit 600 000 salariés portés et un chiffre d'affaires de 15 milliards d'€ à horizon 2028. (source FEPS - Fédération des Entreprises de Portage Salarial).

Selon Xerfi[1], le secteur du portage salarial poursuivra sa forte progression à l'horizon 2026 avec un taux de croissance annuel moyen, de 10% portés par les éléments suivants :

- des fondamentaux structurels porteurs avec une hausse du nombre d'indépendants éligibles au portage salarial,
- la recherche de flexibilité de la part des entreprises dans un contexte de fortes incertitudes sur les plans économiques et géopolitiques ;
- l'accélération de la transformation numérique et écologique des entreprises qui créeront davantage d'opportunités pour les indépendants portés ;
- la diversification de l'offre de services des entreprises de portage salarial.

Toujours selon Xerfi, la croissance du chiffre d'affaires passera de +14% par an entre 2008 et 2023 à +10% entre 2024 et 2026 en raison de :

- l'inaccessibilité du statut à de nombreux métiers ;
- un manque de connaissance et de compréhension du portage salarial ;
- des pressions de plus en plus vices sur les tarifs.

5.3 Évènements importants dans le développement des activités du Groupe

Positionné au cœur de la transformation du marché du travail, Freelance.com est leader européen des solutions Talent as a Service (TAAS), pour connecter les grandes entreprises et leurs talents externes.

Le groupe propose une gamme complète de services : sourcing d'expertise, pilotage de projets, portage commercial, portage salarial et gestion de la conformité.

1991	Création de la société « Groupement Des Freelances en Informatique » (GDFI). GDFI propose aux entreprises des freelances spécialisés en informatique.
1996	Rachat de la société GDFI par MM. A. Martinie et S. Vieujot.
1997 -1999	Développement international avec ouverture de plusieurs filiales à l'étranger. GDFI change sa dénomination pour FREELANCE.COM. Le siège social est déplacé aux Etats-Unis.
2000-2001	Mise en place d'un nouveau management basé en Europe afin de rationaliser les activités : fermetures des filiales américaines, restructuration des activités européennes et réorganisation juridique. FREELANCE.COM France devient la maison mère du Groupe.
2005	Introduction sur Euronext Growth (anciennement Alternext). Début de l'activité de portage salarial avec la création de la société PORTAGE.COM (PC SAS).

[1] Études Xerfi : Le marché du portage salarial à l'horizon 2026 – Aout 2024

2006	Lancement de nouveaux projets : réalisation d'un site web de nouvelle génération et d'une nouvelle place de marché en ligne « FREELANCE / DIRECT ». Acquisition des sociétés VALOR et VALOR CONSULTANTS.
2007-2009	Acquisition en 2007 de la société WEB PROFILS (devenue PROVIGIS) et début de l'activité de certification de documents.
2014	Fort développement de l'activité de PROVIGIS (certification dématérialisée de Data RSE) avec des clients de renom et amélioration des fonctionnalités du site Internet.
2015-2016	GROUPE CBV INGENIERIE devient le nouvel actionnaire de référence de FREELANCE.COM. En octobre 2015, un nouveau management a été mis en place avec pour objectif de prendre des mesures fortes de relance de l'activité afin que FREELANCE.COM retrouve la croissance à moyen terme. Fin décembre 2016, GROUPE CBV INGENIERIE accroit son contrôle de FREELANCE.COM en apportant sa branche d'activité de portage constitué de 29 sociétés dont 16 détenues directement. Ce rapprochement vise à favoriser l'émergence de synergies commerciales, de complémentarités opérationnelles et de nouvelles perspectives de développement pour permettre au futur ensemble d'accroître ses parts de marché et de devenir l'acteur incontournable de son secteur.
2017	En février 2017, les 5 sites parisiens du nouvel ensemble ont été regroupés sur un seul site situé dans la Grande Arche de la Défense (Paroi Nord de la Grande Arche 92044 Paris La Défense Cedex). En mai 2017, le Groupe étend son activité en Europe en ouvrant un nouveau bureau à Berlin, en Allemagne. Ce bureau pourra s'appuyer sur les équipes de la société Ergonos Germany (une des sociétés apportées par GROUPE CBV INGENIERIE). En juillet 2017, le Groupe a ouvert un nouveau bureau international à Singapour. Ce bureau doit assurer le développement de l'activité dans toute l'Asie du Sud-Est sous la dénomination commerciale FREELANCE.COM Asia.
2018	Le 29 juin 2018, le Groupe a réalisé une nouvelle opération d'apports portant sur les titres FREELANCE.COM Maroc SARL. Cette opération permet à FREELANCE.COM de détenir 100% des titres de FREELANCE.COM Maroc SARL et ses filiales contre 60% précédemment.
2019	En 2019, le Groupe a procédé à une simplification de son périmètre : les sociétés AD'Missions SAS et Savoir-Faire et Entreprise ont fait l'objet d'une dissolution sans liquidation au profit de FREELANCE.COM et 10 autres filiales AD'Missions ont été absorbées par AD'Missions Etudes et Projets. Ainsi, le Groupe est désormais composé de 21 sociétés.

2020	En juin 2020, FREELANCE a pris une participation majoritaire (75%) au capital de la société INOP'S (1er réseau d'experts du numériques) afin de constituer un acteur leader des prestations intellectuelles.
2021	En mars 2021, le Groupe a réalisé une nouvelle acquisition par voie d'apports portant sur l'intégralité des titres de la société COWORKEES (plateforme digitale de mise en relation et de gestion de projet entre freelances et entreprises en France et en Suisse). En juin 2021, FREELANCE a acquis via un apport en nature et une acquisition en numéraire 100% du capital de la société TMC France (opérateur certifié Qualiopi). En octobre 2021, FREELANCE.COM a réalisé l'acquisition du Groupe HELVETIC PAYROLL, composé de 3 sociétés (HELVETIC PAYROLL ZURICH AG, HELVETIC PAYROLL SA et 3P FINANCIAL SERVICES), leader du portage salarial en Suisse.
2022	Fin avril 2022, FREELANCE.COM a finalisé l'acquisition de la société INOP's par l'acquisition des 5,16% du capital restants au moyen d'un apport en nature, amenant sa participation à 100%. Le Groupe a mis en œuvre le regroupement des équipes parisiennes sur le site de la Grande Arche à La Défense. En novembre 2022, la Société a cédé aux cadres dirigeants de PROVIGIS 12,5% des actions de cette participation ramenant la participation de FREELANCE.COM à 87,5%.
2023	En février 2023, FREELANCE.COM crée la société FREELANCE.COM WIND, entreprise de travail temporaire qui a été ensuite cédée à une autre branche du groupe CBV Ingérnierie. Au 31/12/2023 Freelance Wind (Capeflow) n'appartient plus à FREELANCE.COM. En août 2023, FREELANCE.COM réalise l'acquisition d'OPENWORK, spécialiste du portage salarial des indépendants, principalement présent en France et en Belgique.
2024	En janvier 2024, FREELANCE.COM a finalisé l'acquisition du groupe STA Portage (Sweetch, Digiportage, H2S et STA) spécialiste du portage salarial des indépendants et de la mise en relation de consultants hautement qualifiés avec les entreprises, notamment dans le domaine des compétences IT. En octobre 2024, FREELANCE.COM a annoncé la réalisation de l'acquisition de 100% des titres Groupe Prium acteur français du portage salarial.
2025	Nomination de M. Olivier MARCHETEAU en qualité de Directeur Général. Cession de la filiale PROVIGIS- plateforme de suivi de la conformité des tiers.

5.4 Stratégie et objectifs

La croissance constatée depuis plusieurs années et confirmée avec les résultats de 2025 témoigne de la pertinence de la stratégie commerciale du Groupe, qui entend continuer à se développer fortement dans ses services aux

indépendants et aux entreprises et conforter sa place de leader français de l'intermédiation entre entreprises et prestataires intellectuels.

5.5 Degré de dépendance à l'égard de brevet et de licence, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication

Le Groupe n'est pas dépendant de brevet ou de licence, ni de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication.

5.6 Position concurrentielle

Fondée fin 1991, FREELANCE.COM est l'un des précurseurs de « l'intermédiation » et l'un des principaux acteurs de ce marché.

Cependant, de nombreux concurrents se sont aujourd'hui créés et développés sur ce marché qui est devenu relativement concurrentiel. D'autres sociétés similaires proposent le même type de service accroissant ainsi la concurrence.

Dans ce marché extrêmement concurrentiel, FREELANCE.COM fait partie des rares acteurs de taille significative spécialiste de la mise en relation entre les entreprises et les travailleurs indépendants.

Il existe 3 profils d'entreprises présents sur le marché du portage français :

- **Les groupes spécialistes du portage salarial** : souvent présents sur le secteur depuis plus de 15 ans, bien avant son encadrement juridique récent. Ils ont atteint aujourd'hui une taille critique (souvent plus de 500 consultants actifs par an) et une assise financière.
  Exemple de sociétés : AD'MISSIONS, VALOR, JAM, ABC PORTAGE, CADRES EN MISSION, RH SOLUTIONS ;

- **Les entreprises de portage indépendantes** : en 2016, 91% des entreprises du secteur comptaient moins de 250 salariés portés. À côté des groupes précédemment évoqués, cohabitent donc sur le marché français un grand nombre d'acteurs de plus petite taille avec le plus souvent un ancrage sur un territoire ou un bassin d'emploi tissant des liens étroits avec les acteurs de l'emploi (APEC, Pôle emploi, collectivité territoriale…).
  Exemple de sociétés : ALTROS, CAPE SERVICES, PORTAGEZ-VOUS, EMBARQ, REGIE-PORTAGE, PORTALIA ;

- **Les entreprises rattachées à un groupe qui se positionne de façon transversale sur de la prestation RH** : si une entreprise de portage salarial est tenue (Art. L. 1254-24 du Code du travail) d'exercer l'activité de portage salarial à titre exclusif, un nombre croissant d'entreprises de portage appartient à un groupe qui se positionne de façon transversale sur de la prestation RH. Par exemple, c'est le cas des principales sociétés d'intérim et de management de transition.

5.7 Investissements

5.7.1 Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices

Le Groupe poursuit ses développements entre le 31 décembre 2025 et la date d'enregistrement du présent document.

A partir de 2018, le Groupe a fortement investi dans la digitalisation et l'automatisation des processus et outils internes.

Les investissements totaux sont principalement liés au développement de ces outils internes.

Au 31 décembre 2025, les investissements sont principalement liés à la poursuite des développements :

- d'outils de type portail clients/partenaires pour industrialiser la gestion des opérations pour l'activité d'intermédiation France ;
- d'un outils mis à disposition des consultants pour la gestion de leur activité pour l'activité de portage salarial France.

5.7.2 Principaux investissements en cours ou pour lesquels des engagements fermes ont déjà été pris

Dans la continuité des investissements réalisées en 2025, le Groupe poursuit ses investissements en ressources humaines, en marketing et en informatique afin de digitaliser ses métiers.

5.7.3 Co-entreprises et entreprises dans lesquelles le Groupe détient une part de capital susceptible d'avoir une incidence significative sur l'évaluation de son actif et de son passif, de sa situation financière ou de ses résultats

Au 31 décembre 2025, l'ensemble des sociétés dans lesquelles FREELANCE.COM exerce, directement ou indirectement, un contrôle de droit ou une influence notable a été consolidé.

Ces sociétés sont présentées au paragraphe 6 du présent document.

5.7.4 Question environnementale

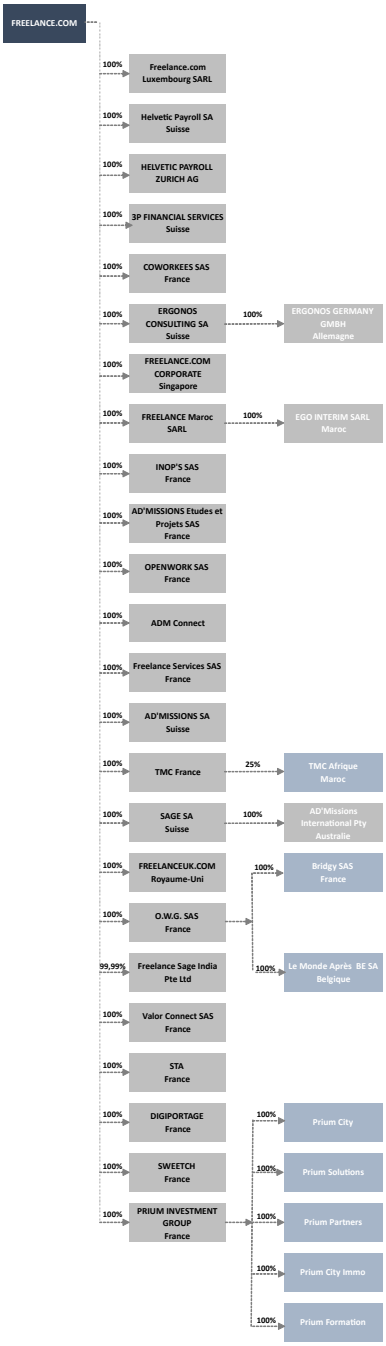
La nature des activités de la Société n'entraîne pas de risque significatif pour l'environnement.

6 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

6.1 Périmètre

A la date d'enregistrement du présent document, l'organigramme juridique du Groupe est le suivant :

Organigramme (% exprimés en capital et en droits de vote)



6.2 Liste des filiales, succursales et établissements secondaires

A la date du présent document, l'organigramme est le suivant :

Dénomination sociale	Activité principale	Pays d'origine	Numéro SIREN	% de contrôle	% d'intérêt	Chiffre d'affaires au 31/12/2025 (en €)	Bénéfice ou perte au 31/12/2025 (en €)
ADMISSIONS CONNECT(1)	Port. Sal	France	990 450 454	100%	100%	768 192	60 610
ADMISSIONS ETUDES ET PROJETS	Port. Sal	France	487 531 659	100%	100%	10 661 029	-84 028
ADMISSIONS SA Suisse	Port. Sal	Suisse	CH-660.0.827.014-8	100%	100%	2 542 151	173 412
COWORKEES SAS (3)	Sour./ Ges. SST	France	824 544 977	100%	100%	850 500	271 159
DIGIPORTAGE (4)	Port.Sal	France	908 510 092	100%	100%	98 082 416	-258 127
ERGONOS CONSULTING SA	Sour./ Ges. SST	Suisse	CH-660.0.594.000-6	100%	100%	19 400 105	200 429
ERGONOS GERMANY	Sour./ Ges. SST	Allemagne	HRB131050B	100%	100%	679 680	51 210
FREELANCE.COM ASIA (5)	Port. Sal	Singap	200511188N	100%	100%	142 493	-21 506
FREELANCE.COM LUXEMBOURG	Sour./ Ges. SST	Lux	B197 839	100%	100%	NS	NS
FREELANCE.COM MAROC (6)	Sour./ Ges. SST	Maroc	No.102973	100%	100%	6 003 450	72 580
EGO INTERIM	Port.Sal	Maroc	No.209503	100%	100%	6 472 339	81 544
FREELANCE UK.COM	Port. Sal	Royaume-Uni	No.1082833	100%	100%	906 628	7 604
FREELANCE SAGE INDIA	Sour./ Ges. SST	Inde	PAN AAFCF1530Q	100%	100%	NS	NS
FREELANCE SERVICES (7)	Support	France	517 703 385	100%	100%	27 197 698	1 072 471
HELVETIC PAYROLL GENEVE (8)	Port. Sal	Suisse	CHE-115.996.605	100%	100%	68 316 654	2 757 212
HELVETIC PAYROLL ZURICH (8)	Port. Sal	Suisse	CHE-182.636.736	100%	100%	144 533 521	4 446 044
3P FINANCIAL SERVICES (8)	Port. Sal	Suisse	CHE-175.659.997	100%	100%	849 524	-18 177
INOP'S (9)	Sour./Ges SST	France	513 082 503	100%	100%	184 521 518	1 516 823
OPENWORK GROUP (10)	Port.Sal	France	819 094 012	100%	100%	164 023	336 163
BRIDGY (10)	Port.Sal	France	844 056 671	100%	100%	9 728 350	-86 704

LE MONDE APRES BE SA (10)	Port.Sal	Belgique	0686.913.913	97%	97%	4 791 318	124 633
PRIUM INVESTMENT GROUP (11)	Port.Sal	France	750 462 384	100%	100%	389 345	253 723
PRIUM FORMATION (11)	Port.Sal	France	837 988 823	100%	100%	2 737 142	91 457
PRIUM PARTNERS (11)	Port.Sal	France	523 240 513	100%	100%	6 486 491	-64 834
PRIUM CITY IMMO (11)	Port.Sal	France	828 830 992	100%	100%	22 635	-1 122
PRIUM CITY (11)	Port.Sal	France	815 116 132	100%	100%	3 903 313	77 808
PRIUM SOLUTIONS (11)	Port.Sal	France	750 657 546	100%	100%	2 752 760	245 170
SAGE	Port. Sal	Suisse	CH-217.0.137.832-4	100%	100%	38 532 120	2 101 585
ADMISSIONS International Pty	Port. Sal	Australie	147152752	100%	100%	NS	NS
STA SERVICES (4)	Port.Sal	France	522 239 243	100%	100%	5 159 702	-131 469
SWEETCH (4)	Port.Sal	France	908 508 914	100%	100%	7 235 287	50 981
OPENWORK	Port. Sal	France	839 240 322	100%	100%	105 659 883	-35 619
TMC France (12)	Formation	France	390 058 741	100%	100%	-40 730	-182 836
TMC Afrique (Maroc)	Formation	Maroc	113913	25%	25%		
VALOR CONNECT (13)	Port.Sal	France	384 174 348	100%	100%	2 425 909	153 220
ADMISSIONS ACCESS (2)	Port. Sal	France	478 676 901	100%	100%	1 621 812	22 745
ADMISSIONS ONE (2)	Port. Sal	France	837 521 442	100%	100%	54 932 381	446 743
ADMISSIONS SAVOIR-FAIRE (2)	Port. Sal	France	413 598 632	100%	100%	2 146 130	58 613
VALOR CONSULTANT (15)	Port. Sal	France	311 810 816	100%	100%	19 695 525	69 125
VALOR ONE (15)	Port. Sal	France	505 317 503	100%	100%	798 179	-21 114
PRIUM MANAGEMENT ET TRANSITION (14)	Port.Sal	France	920 701 604	100%	100%	2 512	12 587
PRIUM EXPERTS (14)	Port.Sal	France	920 598 026	100%	100%	68 816	9 276

(1) ADMISSIONS CONNECT a été immatriculée le 25/08/2025

(2) ADMISSIONS ACCESS, ADMISSIONS ONE et ADMSSSIONS SAVOIR FAIRE ont été fusionnées avec ADMISSIONS CONNECT au 01/01/2026.

(3) COWORKEES : plateforme qui accompagne les entreprises qui souhaitent travailler avec des freelances spécialistes du marketing et de la communication en France et en Suisse.

(4) En 2024 FREELANCE.COM a finalisé l'acquisition des sociétés du groupe STA Portage : SWEETCH, DIGIPORTAGE, H2S et STA. Au 1er janvier 2025, H2S et PRIUM CONSULTING ont été fusionnées au profit de DIGIPORTAGE.

(5) Fin 2024, le groupe CBV Ingénierie (actionnaire majoritaire du groupe) a transféré sa société FREELANCE.COM ASIA PTE LTD à Freelance.com.

(6) La société FREELANCE.COM SARL (dont le siège social est au Maroc) porte les activités marocaines de sourcing/gestion de sous-traitance du Groupe au Maroc et détient une filiale marocaine également EGO INTERIM. Elle est dirigée par Monsieur Mohamed BENBOUBKER (administrateur de FREELANCE.COM depuis le 06/07/2017).
(7) La société FREELANCE SERVICES porte les effectifs permanents français du Groupe.
(8) En 2021, FREELANCE.COM a réalisé l'acquisition du Groupe HELVETIC PAYROLL, composé de trois sociétés (HELVETIC PAYROLL ZURICH AG, HELVETIC PAYROLL SA et 3P FINANCIAL SERVICES) et leader du portage salarial en Suisse.
(9) En 2022, FREELANCE.COM a finalisé l'acquisition de l'intégralité du capital de la société INOP'S, 1er réseau d'experts du numérique.
(10) En 2023, FREELANCE.COM a acquis 100% des titres du GROUPE OPENWORK, spécialiste du portage salarial des indépendants détenant les sociétés BRIDGY SAS, LE MONDE APRES BE SA, et LE MONDE APRES SAS (cette dernière a été fusionnée au profit de la société OPENWORK au 1er janvier 2025).
(11) En 2024, FREELANCE.COM a finalisé l'acquisition de l'intégralité du capital du Groupe PRIUM composé de PRIUM INVESTMENT GROUP, PRIUM FORMATION, PRIUM PARTNERS, PRIUM CITY IMMO, PRIUM CITY, PRIUM SOLUTIONS.
(12) En 2021, FREELANCE.COM a acquis via un apport en nature et une acquisition en numéraire 100% du capital de la société TMC France organisme certifié Qualiopi afin de renforcer son offre de services sur le marché de la formation.
(13) La société INSTITUT SAVOIR FAIRE, non consolidée à la clôture précédente, a été renommée VALOR CONNECT et intègre l'activité de portage salarial France.
(14) PRIUM MANAGEMENT ET TRANSITION et PRIUM EXPERTS ont été fusionnées avec DIGIPORTAGE au 01/01/2026.
(15) VALOR CONSULTANTS et VALOR ONE ont été fusionnées avec VALOR CONNECT au 01/06/2026.

A ce jour le Groupe est constitué de 36 sociétés

Les principaux flux intragroupes concernent :

- des flux financiers : il existe une convention centralisée de trésorerie entre FREELANCE.COM et ses filiales ;
- des flux relatifs aux services rendus et de support à l'exploitation dans le cadre des activités entre toutes les sociétés du Groupe selon les besoins ;
- des flux relatifs à l'activité commerciale correspondant à un flux de sous-traitance entre société du Groupe dans un cadre commercial.

Les volumes de flux intragroupes pour l'année 2025 sont pour les flux relatifs aux services rendus et support à l'exploitation de l'ordre de 45,4 M€ et pour les flux relatifs à l'activité commerciale de l'ordre de 28,5 M€.

7 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes :

- pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document de référence 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639 ;
- pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document de référence 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

La présentation et l'analyse qui suivent doivent être lues au regard de l'ensemble du présent Document d'Enregistrement Universel, notamment des comptes consolidés de la Société au 31 décembre 2025 figurant au paragraphe 18.1.6.1 du présent Document d'Enregistrement Universel.

7.1 Situation financière

Les données ci-dessous sont extraites des comptes consolidés audités pour les exercices clos au 31 décembre 2025, au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

7.1.1 Évolution des résultats et de la situation financière

En K€, normes françaises	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
Actif			
Actif immobilisé	**237 715**	**240 826**	**197 165**
Ecart d'acquisition	225 366	225 366	184 437
Immobilisations incorporelles	8 008	10 463	7 805
Immobilisations corporelles	1 351	1 841	1 524
Immobilisations financières	2 900	3 156	3 399
Actif circulant	**312 119**	**325 476**	**325 786**
Créances clients	175 603	174 382	144 758
Autres créances et comptes de régularisation	40 181	49 273	51 591
Disponibilités	95 285	99 299	87 901
Valeurs mobilières de placement	1 050	2 523	41 536
Total actif	**549 834**	**566 302**	**522 950**
Passif			
Capital social	4 523	4 523	4 523
Primes	88 069	88 069	88 069
Autres capitaux propres	69 499	56 013	46 318
Résultat (part de groupe)	23 346	18 003	14 529
Capitaux propres – part du Groupe	**185 437**	**166 608**	**153 438**
Intérêts minoritaires	**7**	**269**	**213**
Provisions	**2 744**	**3 286**	**2 526**
Dettes	**361 646**	**396 138**	**366 773**

Dettes financières	113 567	128 506	137 378
Dettes fournisseurs	117 356	123 346	120 338
Dettes sur immobilisations	3	8	20
Avances et acomptes reçus sur commandes	7 714	5 643	5 026
Dettes fiscales et sociales	117 317	131 524	98 358
Autres dettes et comptes de régularisation	5 688	7 112	5 653
Total bilan	**549 834**	**566 302**	**522 950**

Au 31 décembre 2025, la valeur totale du bilan s'élève à 549 834 K€, contre 566 302 K€ au 31 décembre 2024.

- **Actif**

Actif immobilisé

L'actif immobilisé au 31 décembre 2025 est composé majoritairement d'écarts d'acquisitions pour un montant de 225 M€ répartit comme suit :

- Ecart d'acquisition de l'activité intermédiation France de 34,2 M€ comprend principalement l'écart d'acquisition d'INOP'S, de STA SERVICES ainsi que la partie d'activité intermédiation du groupe PRIUM;
- Ecart d'acquisition de l'activité intermédiation Export de 1,9 M€ comprend les écarts d'acquisition de FREELANCE.COM Maroc et d'Ergonos ;
- Ecart d'acquisition de l'activité Portage salarial France de 72 M€ reprend la majorité des écarts d'acquisition issus de l'apport partiel d'actif de 2016, du groupe OPENWORK en 2023 et du groupe STA nouvellement acquis.
- Ecart d'acquisition de l'activité Portage salarial Export de 116,7 M€ comprend principalement les écarts d'acquisition liés à l'acquisition du Groupe HELEVETIC PAYROLL en 2021.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes s'élèvent à 8 008 K€ au 31 décembre 2025, à 10 463 K€ au 31 décembre 2024 et à 7 805 K€ au 31 décembre 2023.

Elles comprennent principalement :

- La marque « FREELANCE.COM » ainsi que les marques et noms de domaine associés évalués à 1 260 K€ lors de leur première consolidation en 2002, évaluation confirmée depuis par un test annuel de dépréciation.
- Les logiciels spécifiques suivant développés en interne :
  - Pour l'activité d'intermédiation France : des outils de type portail clients/partenaires sont développés en interne pour industrialiser la gestion des opérations. La valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2025 s'élève à 2 252 K€, y compris 653 K€ d'immobilisations en cours.
  - Pour l'activité de portage salarial France : des outils sont développés en interne et mis à la disposition des consultants pour la gestion de leur activité. La valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2025 s'élève à 1 915 K€ (dont 1 367 K€ liés à l'outil STA Portage et PRIUM One) y compris 185 K€ d'immobilisations en cours,
  - Pour l'activité de portage salarial Export : Un outil est développé en interne pour gérer l'offre de portage salarial internationale. La valeur nette de cet actif s'élève à 1 583 K€ au 31 décembre 2025,
  - Les autres développements sont liés à des projets transverses au groupe. Leur valeur nette s'élève à 867 K€ au 31 décembre 2025, y compris 454 K€ d'immobilisations en cours.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 1 351 K€ au 31 décembre 2025, à 1 841 K€ au 31 décembre 2024 et à 1 524 K€ au 31 décembre 2023. Ce poste est essentiellement lié à l'aménagement du site de la Grande Arche de La Défense.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à 2 900 K€ au 31 décembre 2025, à 3 156 K€ au 31 décembre 2024 et à 3 399 K€ au 31 décembre 2023.

Elles sont composées de :

- Prêts pour 893 K€ correspondent aux sommes versées au titre du 1% construction par les sociétés de portage salarial ;
- Dépôts et garanties versées pour 1 985 K€ :
    - Des dépôts de garantie versés dans le cadre de location mobilière (dont 298 K€ sur FREELANCE.COM pour les bureaux situés à la Grande Arche de la Défense),
    - une garantie de 500 K€ sur les fonds prêtés (emprunt lié au Groupe HP) et conservés par Bpifrance comme gages espèces,
    - la licence LSE (autorisation de pratiquer la location de services) pour 609 K€ sur les sociétés de portage salarial et intermédiation export (dont 128 K€ de reclassement des créances immobilisées vers les dépôts de garanties) ;
- Titres non consolidés pour 1 K€ correspondant à la création de la société FREELANCE SAGE INDIA. Sans activité significative, cette société n'est pas consolidée au 31 décembre 2024. Ce compte a diminué de 52 K€ en raison de l'activation en consolidation de la société INSTITUT SAVOIR FAIRE renommée VALOR CONNECT en 2025 pour 50 K€, ainsi que de 2 K€ relatifs à la liquidation de STA MEA, filiale de STA.
  Les titres de FREELANCE.COM Luxembourg pour 22 K€ ont été totalement dépréciés en 2023.

Actif circulant

L'actif circulant est principalement composé des créances clients et comptes rattachés.
L'essentiel des créances d'exploitation est à échéance à moins d'un an à l'origine.

Les créances clients ne tiennent pas compte des créances cédées à la société d'affacturage.
Au 31 décembre 2025, l'encours d'affacturage s'élève à 48 603 K€ pour 48 959 K€ au 31 décembre 2024. Seule la société FREELANCE.COM continue à avoir recours à ce type de financement. L'engagement net vis-à-vis de l'établissement d'affacturage s'élève donc à 35 418 K€ contre 35 711 K€ au 31 décembre 2024.

Les autres créances et comptes de régularisation d'un montant de 40 181 K€ au 31 décembre 2025 comprennent principalement :

- De créances fiscales et TVA exigible : Les créances sur l'Etat comprennent principalement la TVA déductible pour 18 267 K€ et des crédits et avances d'impôts de 1 872 K€;
- Les comptes de Factor qui représentent notamment les montants non financés par le Factor jusqu'au paiement par les clients des factures cédées pour 13 185 K€ ;
- Le recouvrement des actifs d'impôt différé de 570 K€ qui correspond à la consommation des déficits fiscaux sur un horizon de 3 ans (bénéfices fiscaux des années 2026 à 2028)
- Des comptes courants débiteurs de 53 K€ concerne principalement une avance à la société Freelance.com Luxembourg, filiale sans impact significatif et non consolidée au 31 décembre 2025.

Le poste des disponibilités s'élève à 95 285 K€ au 31 décembre 2025, contre 99 299 K€ au 31 décembre 2024, et 87 901 K€ au 31 décembre 2023.

La trésorerie disponible et les liquidités assimilées (VMP) s'élèvent à 96,3 M€, en baisse de 5% sur l'année, compte tenu compte tenu d'une dégradation du besoin en fonds de roulement de 11,2 M€.

Le conseil d'Administration a proposé la distribution d'un dividende de vingt-cinq centimes par actions au titre de cet exercice. Ce niveau de distribution très significatif s'appuie sur un résultat incluant un produit non récurrent lié à la cession de Provigis. Pour les exercices futurs, la politique de distribution restera fonction des résultats, de la situation bilantielle, des opportunités d'investissement et de l'environnement de marché.

- **Passif**

Les capitaux propres du Groupe se décomposent comme suit :

En K€, normes françaises	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
Capital social	4 523	4 523	4 523
Primes	88 069	88 069	88 069
Autres capitaux propres	69 499	56 013	46 318
Résultat (part du Groupe)	23 346	18 003	14 529
Capitaux propres - part du groupe	**185 437**	**166 608**	**153 438**

Capitaux propres

Le capital social de 4 523 K€ est composé de 56 535 254 actions de 0,08 euro de valeur nominale.

La société FREELANCE.COM détient une partie de ses propres actions en application du contrat de liquidité confié à la société Gilbert Dupont.
Au cours de l'exercice 2025, FREELANCE.COM a acheté 180 224 titres et en a vendu 174 512.
Au 31 décembre 2025, elle détient 38 622 titres valorisés à leur prix d'achat, soit 81 475 €, selon la méthode FIFO (Premier Entrée Premier Sorti). Les plus-values ou moins-values de cession sont constatées directement en résultat.

Au cours de l'exercice 2025, FREELANCE.COM a mis en œuvre un programme de rachat d'actions. Ces actions sont destinées à être attribuées au personnel dans le cadre des PAGA (Plan d'Attribution Gratuite d'Actions).
Ainsi au 31 décembre 2025, la Société détient 196 962 actions propres à une valeur moyenne de 552 165 € qui sont comptabilisées dans les valeurs mobilières de placement et dépréciées à hauteur de 126 727 €

A fin 2025, le Groupe bénéficie d'une structure bilantielle solide avec des capitaux propres de 185 437 K€ en 2025 contre 166 608 K€ en 2024.

Provisions et dettes financières
Au 31 décembre 2025, les provisions s'élèvent à 2 744 K€ contre 3 286 K€ au 31 décembre 2024 et 2 526 K€ au 31 décembre 2023.

Les dotations et reprises de provision d'exploitation concernent principalement le risque de non-recouvrement des créances clients ainsi que l'impact des actions gratuites.

Les emprunts et dettes financières s'élèvent à 113 567 K€ au 31 décembre 2025, contre 128 506 K€ au 31 décembre 2024, et 137 378 K€ au 31 décembre 2023.

Pour mémoire, en 2021, FREELANCE.COM a emprunté 100 M€ fin octobre auprès de Bpifrance (10 M€) et d'un pool bancaire (90 M€) mené par le LCL et la SG afin notamment de financer l'acquisition du Groupe HELVETIC PAYROLL. En juin 2022, un emprunt de 6 M€ est venu s'ajouter en complément de prix du Groupe HELVETIC PAYROLL qui restait à verser sur le 1er semestre 2022.

Les termes de l'emprunt sont précisés ci-dessous :

- 51 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1,4% l'an
- 45 M€ amortissable in fine sur 7 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.75% l'an
- 10 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux de 1.4%

* Dans le cas où l'Euribor serait inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro.

Fin 2023, FREELANCE.COM a contracté un nouvel emprunt pour financer l'acquisition du groupe STA signée le 11 janvier 2024. Cet emprunt (Prêt Participatif Relance), contracté au taux de 4,85%, est amortissable en année 7 et 8 (2030 et 2031).

Entrés dans le périmètre en 2024, le solde d'emprunt au 31 décembre 2024 du groupe STA était de 5.6 M€ (dont 1.4 M€ de PGE et 2 emprunts PPR pour 4.2 M€ remboursables de 2028 à 2031), et celui du groupe PRIUM de 512 K€ (solde en 2027).

La diminution de 14,9 M€ comprend le remboursement d'échéances des emprunts dont 4 M€ de PGE.

La marge appliquée au taux maximum de l'Euribor + 1.9% et 2.3 % l'an est variable suivant l'atteinte :

- D'un ratio R1 avec test semestriel (Dettes Financières Nettes Consolidées / EBITDA Consolidé)
- De critères RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui pourraient bonifier le taux d'intérêt de 0,05%

La marge appliquée sur 2025 au taux Euribor a été de 1.30% et 1.60% grâce à l'amélioration des critères du ratio R1.

Afin de se prémunir contre une baisse ou une hausse des taux d'intérêts, le groupe a recourt à un instrument financier de Cap (0.94%) et de Floor (-0.65%) sur l'Euribor 3 mois avec La Banque Postale. Il couvre la période du 28/10/21 au 28/10/25 sur une base de 54 M€ (60% de l'emprunt avec le pool bancaire) et a donc pris fin en 2025.

Les autres dettes financières pour 510 K€ concernent principalement les intérêts courus du pool bancaire FREELANCE.COM (426 K€), des emprunts OPENWORK (22 K€) et DIGIPORTAGE (42 K€).

Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation comprennent majoritairement les dettes fiscales et sociales et les dettes fournisseurs et comptes rattachés.

Le détail de ces dettes est le suivant :

En K€, normes françaises	31/12/2025 (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
Dettes fournisseurs (hors immobilisations)	**117 356**	**123 346**	**120 338**

Freelances & managers commerciaux	112 578	118 496	116 240
Frais généraux	4 778	4 850	4 098
Dettes sur immobilisations	**3**	**8**	**20**
Avances et acomptes reçus sur commandes	**7 714**	**5 643**	**5 026**
Dettes fiscales	**42 631**	**51 935**	**45 425**
Dettes sociales	**74 686**	**79 589**	**52 933**
Courantes	36 172	37 374	24 364
Provisions portés	38 514	42 215	28 569
Autres dettes et comptes de régularisation	**5 688**	**7 112**	**5 653**
Total des dettes d'exploitation	**248 079**	**267 632**	**229 395**

Les dettes d'exploitation au 31 décembre 2025 ont légèrement diminué par rapport au 31 décembre 2024.

Les dettes fiscales de 42 631 K€ comprennent pour l'essentiel la TVA collectée pour 35 925 K€.

Dettes fournisseurs

Concernant le fonctionnement de la dette envers les freelances, ces derniers peuvent être réglés par FREELANCE.COM selon deux possibilités au choix du freelance :

- **En règle générale : règlement à 60 jours après réception de la facture du freelance** (la facture émise par FREELANCE.COM est établie et envoyée au client concomitamment à la réception de la facture du freelance, le client final dispose de 60 jours pour la régler), la plupart des factures clients sont financées par la société d'affacturage, le client final règle donc sa facture à ce dernier,
- **Par exception, sur demande du freelance et après accord de FREELANCE.COM :** la facture du freelance est réglée sous 5 jours moyennant une commission appelée « fast cash ». Entre 25% et 30% des freelances utilisent cette possibilité de règlement.

Les freelances sont donc payés de la totalité de la prestation en un versement unique (pas de possibilité de lissage) dans un délai maximum de 60 jours après réception de leur facture par FREELANCE.COM. En conséquence, l'exigibilité de la dette vis-à-vis des freelances est globalement couverte par le financement de la société d'affacturage. FREELANCE.COM n'a pas à assurer d'avance de trésorerie pour le règlement des freelances.

Concernant le fonctionnement de la dette aux managers commerciaux, ces derniers établissent leurs factures une fois que le client a réglé, soit dans la plupart des cas à l'encaissement par la société d'affacturage. Les factures des managers commerciaux sont réglées à réception.

Dettes sociales

Concernant le fonctionnement de la dette aux portés, celle-ci est logée dans les dettes sociales. Le porté envoie en début de mois son relevé d'activité pour le mois précédent, le Groupe établit et envoie alors la facture à destination du client final, ce dernier peut régler la facture soit au comptant, soit dans un délai maximum de 60 jours après réception de la facture (termes négociés entre le porté et le client final).

Une fois que le client final a réglé le Groupe :

- Ce dernier verse au porté au minimum la rémunération obligatoire fixée par l'ordonnance du 2 avril 2015 (75% du plafond mensuel de la sécurité sociale pour une activité à plein temps et une indemnité d'apport d'affaires de 5% de la rémunération, cf. paragraphe 3.3.1 ci-dessus) ; ce montant de rémunération ainsi que les charges correspondantes sont compris dans les dettes sociales courantes,

- Le porté peut demander ou non le complément de sa rémunération (soit le solde entre son budget disponible correspondant aux factures de ses clients déjà encaissées et le montant minimum de la rémunération obligatoire) immédiatement ou le conserver pour un versement plus tard, ces compléments de versement sont à la main du porté uniquement sans engagement contractuel d'échelonnement du versement entre le salarié porté et le Groupe.
  Au 31 décembre 2023, ce complément de rémunération représente 30% de la provision aux portés, charges comprises, soit 8 320 K€.
  Au 31 décembre 2024, ce complément de rémunération représente 38% de la provision aux portés, charges comprises, soit 16 204 K€.
  Au 31 décembre 2025, ce complément de rémunération représente 25% de la provision aux portés, charges comprises, soit 9 665 K€.

Ainsi, dans le cas où l'ensemble des portés venaient à demander le règlement de la totalité du complément de rémunération qui leur est due celui-ci est couvert par la trésorerie du Groupe d'une part et d'autre part par la caution donnée dans le cadre de l'appartenance du Groupe au syndicat professionnel, le P.E.P.S.

- **Compte de résultat**

En K€, normes françaises	(31/12/2025) (12 mois)	31/12/2024 (12 mois)
Prestations de services	**497 994**	**513 061**
France	468 054	483 153
Export	29 940	29 908
Portage salarial	**552 276**	**532 485**
France	297 255	286 314
Export	255 021	246 171
Autres*	**2 374**	**4 167**
Chiffre d'affaires (CA)	**1 052 644**	**1 049 713**
Autres produits d'exploitation	**1 116**	**1 126**
Charges d'exploitation	**-1 029 672**	**-1 022 153**
EBITDA*	**29 640**	**33 577**
EBITDA/CA	*2,8%*	*3,2%*
Autres charges d'exploitation**	**-2 197**	**-1 563**
Résultat d'exploitation	**21 891**	**27 123**
Marge d'exploitation (en % du CA)	*2,08%*	*2,58%*
Résultat financier	4 038	-3 828
Résultat courant av. impôts	**25 929**	**23 295**
Résultat exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	-2 565	-5 235
Résultat d'ensemble consolidé	**23 364**	**18 060**
Résultat net (part du groupe)	**23 346**	**18 003**
Marge nette (en % du CA)	*2,22%*	*1,7%*

Résultat hors groupe	**18**	**57**

* L'EBITDA (Earning Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) est utilisé pour définir la performance opérationnelle réalisée au cours d'une période. L'EBITDA correspond au Résultat d'Exploitation avant prise en compte :

- Des dotations aux amortissements,
- Des dotations/reprises aux provisions d'exploitation (principalement pour risques et charges d'exploitation et indemnités de fin de carrière),
- Des autres charges d'exploitation.

** selon modification ANC n°2022-06, précisé dans la note 2.3.9 des annexes des comptes consolidés

Chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2025

Sur l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires annuel consolidé s'élève à 1 052,6 M€, en croissance de 0,3 % par rapport à l'exercice 2024 (-3% de croissance organique). :

- En France, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé en décroissance de 1 % pour atteindre 767,6 M€ sur l'année 2025 (-6% en organique) (représentant 73 % du total consolidé du Groupe). Le périmètre France,(-6% en 2025) a souffert de la performance des activités de portage salarial et d'intermédiation dans un contexte macroéconomique continuant de peser sur le dynamisme du marché des indépendants et des ESN..

- À l'international (Suisse, Maroc, Allemagne), Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 3,2% à 285 M€ sur l'année 2025 (+3% en organique) . Le périmètre international (+3% en 2025) confirme sa stabilisation, avec une légère croissance sur chaque trimestre de l'année, malgré des conditions de marché défavorables en Suisse.

Le chiffre d'affaires pro forma 2025 du Groupe s'élève à 1 050,3 M€, sans comptabiliser le chiffre d'affaires de Provigis, cédé en juin 2025.

Au 30 juin 2026

Données non auditées en M€ (normes françaises)	2026 consolidé	2025 consolidé	Variation
1er trimestre 2026	275,3	265,9	+4%
2ème trimestre 2026	276,5	264,2	+5%
1er semestre	551,8	530,1	+4%

Sur le 1er trimestre 2026, le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 275,3 M€, en croissance de 4% par rapport au 1er trimestre 2025 (4% de croissance organique).

- En France, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 199,5 M€ sur le 1er trimestre, en croissance de 2% par rapport au 1er trimestre 2025 (3% de croissance organique) ;

- A l'international, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 75,7 M€ sur le 1er trimestre, en croissance de 7% par rapport au 1er trimestre 2025 (4% en organique à taux de change constant).

Sur le 2ème trimestre, le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 276,5 M€, en croissance de 5% par rapport au 2ème trimestre 2025 (+5% de croissance organique).

- En France, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 202,0 M€ sur le 2ème trimestre, en croissance de 4% par rapport au 2ème trimestre 2025 (+5% de croissance organique) ;
- A l'international, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 74,5 M€ sur le 2ème trimestre, en croissance de 5% par rapport au 2ème trimestre 2025 (+4% en organique à taux de change constant).

Sur le 1er semestre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 551,8 M€, en croissance de 4% par rapport au 1er semestre 2025 (+5% de croissance organique).

- En hausse de 3% sur le périmètre France à 401,6 M€ (+4% de croissance organique) ;
- En hausse de 6% sur le périmètre international à 150,2 M€ (+6% de croissance organique).

- **EBITDA / Résultat d'exploitation**

Les comptes consolidés de l'exercice 2025 font ressortir un EBITDA de 29,6 M€ contre 33,6 M€ en 2024, en baisse de 12% sur l'année.
Le contexte macroéconomique difficile a pesé sur le dynamisme du marché des indépendants, entraînant une baisse des activités organiques en France. La mise en œuvre des synergies suite aux acquisitions récentes n'a permis de compenser que partiellement un effet mix défavorable ainsi que la pression sur les marges.

Le résultat d'exploitation se dégrade de 21% à 21,9 M€, impacté par une hausse des amortissements d'immobilisations incorporelles liée aux acquisitions et des éléments non récurrents.

- **Résultat financier**

Le résultat financier s'élève à 4 038 K€ au 31 décembre 2025, contre -3 828 K€ au 31 décembre 2024.

Suite au changement du règlement ANC n°2022-06, les lignes suivantes font désormais partie du résultat financier :

- Les dotations pour charges à répartir liées aux emprunts (en résultat d'exploitation en 2024)
- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés (en résultat exceptionnel en 2024)

La cession de la société Provigis contribue à hauteur de 9 466 K€ dans le résultat financier.

Les filiales suisses contribuent pour -966 K€ aux différences nettes de change.

Des intérêts et charges assimilées de 4 738 K€ comprennent pour 4 248 K€ les intérêts calculés sur FREELANCE.COM lié à l'emprunt bancaire, auxquels s'ajoutent des charges d'intérêts de 286 K€ liées aux PGE et emprunts des autres sociétés du groupe. Les charges d'affacturage s'élèvent à 121 K€ en décembre 2025.

- **Résultat net**

Après prise en compte du résultat financier et d'un impôt sur les bénéfices de 2 565 K€ le résultat net ressort à 23 364 K€ contre 18 060 K€ en 2024, soit une croissance de 30% favorisée par le produit lié à la cession de Provigis et malgré un impact négatif du change.

Déduction faite de la part des minoritaires, le résultat net part du Groupe s'établit à 23 346 K€.

7.1.2 Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement

Le Groupe n'a pas d'activité en matière de recherche et développement. La stratégie du Groupe et ses objectifs sont explicités à la section 5.4 Stratégie et objectifs.

7.2 Résultat d'exploitation

7.2.1 Facteurs influençant sensiblement le revenu d'exploitation

Le Groupe n'a pas relevé d'événements inhabituels ou engagé de nouveaux développements qui influeraient sur son revenu d'exploitation en 2025.

7.2.2 Changements importants dans les états financiers

Néant

8 TRESORERIE ET CAPITAUX

8.1 Informations sur les capitaux propres

Valeurs en €	Capital	Réserves + primes	Titres en autocontrôle	Résultats	Ecarts de conversion	Total part groupe	Intérêts mino.
Capitaux propres 31/12/2022	**4 494**	**113 431**	**-224**	**18 074**	**1 923**	**137 699**	**180**
Affectation en réserves		18 074		-18 074			
Engagement retraites							
Variation de capital	28	-28					
Variation de titres en autocontrôle			123			123	
Variation de périmètre							-2
Résultat 2023				14 529		14 529	35
Variation des écarts de conversion					1 087	1 087	
Capitaux propres 31/12/2023	**4 523**	**131 477**	**-101**	**14 529**	**3 010**	**153 438**	**213**
Affectation en réserves		14 529		-14 529			
Engagement retraites							
Variation de capital							
Variation de titres en autocontrôle			10			10	
Dividendes versés aux actionnaires		-4 508				-4 508	
Variation du périmètre							
Résultat 2024				18 003		18 003	57
Variation des écarts de conversion					-334	-334	
Capitaux propres 31/12/2024	**4 523**	**141 497**	**-92**	**18 003**	**2 676**	**166 608**	**270**
Affectation en réserves		18 003		-18 003			
Engagement retraites							
Variation de capital							
Variation de titres en autocontrôle			10			10	
Dividendes versés aux actionnaires		-4 504				-4 504	-172
Variation de périmètre							-109
Résultat 2025				23 345		23 346	18
Variation des écarts de conversion					-24	-24	
Capitaux propres 31/12/2025	**4 523**	**154 997**	**-81**	**23 346**	**2 652**	**185 436**	**7**

A la date du présent document, le capital social de FREELANCE.COM s'élève à 4.522.820,32 € divisé en 56.535.254 actions.

La société détient une partie de ses propres actions en application du contrat de liquidité confié à la société Gilbert Dupont.
Au cours de l'exercice 2025, FREELANCE.COM a acheté 180 224 titres et en a vendu 174 512.

Au 31 décembre 2025, elle détient 38 622 titres valorisés à leur prix d'achat, soit 81 476 €, selon la méthode FIFO (Premier Entrée Premier Sorti). Les plus-values ou moins-values de cession sont constatées directement en résultat.

8.2 Informations sur la trésorerie

En K€	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Trésorerie d'ouverture	**101 781**	**129 401**	**81 023**
Résultat net de l'ensemble consolidé	**23 364**	**18 060**	**14 564**
Amortissements et provisions	5 328	5 448	6 180
Variation des impôts différés	263	841	577
Plus-values de cession, nettes d'impôts	-9 495	32	242
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**19 461**	**24 381**	**21 564**
Variation du BFR lié à l'activité	-11 242	480	5 797
Flux de trésorerie exploitation (A)	**8 219**	**24 861**	**27 361**
Acquisitions d'immobilisations (hors crédit-bail)	-3 301	-6 069	-4 182
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	9 094	-27 105	387
Cession et réductions d'immobilisations	68	395	17
Variation des créances et dettes sur immobilisations	-5	78	-89
Trésorerie affectée aux investissements(B)	**5 856**	**-32 702**	**-3 867**
Émissions d'emprunts			39 700
Remboursements d'emprunts	-14 850	-14 847	-15 503
Distribution de dividendes & acomptes	-4 676	-4 508	
Trésorerie provenant du financement (C)	**-19 526**	**-19 355**	**24 197**
Autres flux de trésorerie (D)	-15	-424	687
Variations de trésorerie (A) + (B) + (C) + (D)	**-5 466**	**-27 620**	**48 378**
Trésorerie - Clôture	**96 315**	**101 781**	**129 401**

8.3 Conditions d'emprunt et structures de financement du Groupe

Valeurs en K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation du périmètre	Autres mouvements	Clôture
Emprunts bancaires	127 907		-14 850			113 057
Autres dettes financières	599		-69		-20	510
Dettes financières	**128 506**		**-14 920**		**-20**	**113 567**

Pour mémoire, en 2021, FREELANCE.COM a emprunté 100 M€ fin octobre auprès de Bpifrance (10 M€) et d'un pool bancaire (90 M€) mené par le LCL et la SG afin notamment de financer l'acquisition du Groupe HELEVTIC PAYROLL. En juin 2022, un emprunt de 6 M€ est venu s'ajouter en complément de prix du Groupe HELEVETIC PAYROLL qui restait à verser sur le 1er semestre 2022.

Les termes de l'emprunt sont précisés ci-dessous :

- 51 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.4% l'an
- 45 M€ amortissable in fine sur 7 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.75% l'an
- 10 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux de 1.4%

** Dans le cas où l'Euribor serait inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro.*

Fin 2023, FREELANCE.COM a contracté un nouvel emprunt pour financer l'acquisition du groupe STA signée le 11 janvier 2024. Cet emprunt (Prêt Participatif Relance), contracté au taux de 4.85%, est amortissable en année 7 et 8 (2030 et 2031).

Entrés dans le périmètre en 2024, le solde d'emprunt au 31 décembre 2024 du groupe STA était de 5.6 M€ (dont 1.4 M€ de PGE et 2 emprunts PPR pour 4.2 M€ remboursables de 2028 à 2031), et celui du groupe PRIUM de 512 K€ (solde en 2027).

La diminution de 14.9 M€ comprend le remboursement d'échéances des emprunts dont 4 M€ de PGE.

Au 31 décembre 2025, leurs échéances :

Valeurs en K€	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'1 ans à - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	113 057	12 875	78 771	21 410
Autres dettes financières	510	510		
Dettes financières	**113 567**	**13 385**	**78 771**	**21 410**

La marge appliquée au taux maximum de l'Euribor + 1.9% et 2.3 % l'an est variable suivant l'atteinte :

- D'un ratio R1 avec test semestriel (Dettes Financières Nettes Consolidées / EBITDA Consolidé)
- De critères RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui pourraient bonifier le taux d'intérêt de 0,05%

La marge appliquée sur 2025 au taux Euribor a été de 1.30% et 1.60% grâce à l'amélioration des critères du ratio R1.

Afin de se prémunir contre une baisse ou une hausse des taux d'intérêts, le groupe a recourt à un instrument financier de Cap (0.94%) et de Floor (-0.65%) sur l'Euribor 3 mois avec La Banque Postale. Il couvre la période du 28/10/21 au 28/10/25 sur une base de 54 M€ (60% de l'emprunt avec le pool bancaire) et a donc pris fin en 2025.

Les échéances de plus de 5 ans sont liées au nouvel emprunt PPR contracté par FREELANCE.COM pour des remboursements en 2031 pour 19.8 M€, ainsi que ceux du groupe STA pour 1.6 M€.

Les autres dettes financières pour 510 K€ concernent principalement les intérêts courus du pool bancaire FREELANCE.COM (426 K€), des emprunts OPENWORK (22 K€) et DIGIPORTAGE (42 K€).

L'évolution du montant du financement net par recours à l'affacturage des créances clients est le suivant :

En K€, normes françaises	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Créances mobilisées au titre du contrat d'affacturage	48 603	48 959	65 729
Dépôt de garantie	13 185	13 248	18 794
Financement net	**35 418**	**35 711**	**46 935**

8.4 Restriction éventuelle à l'utilisation des capitaux

Néant

8.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements pris

Néant

9 ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

Aucune des activités exercées par le Groupe ne constitue une activité réglementée ni ne requiert l'obtention d'autorisation particulière.

Toutefois, en raison, de ses activités, le Groupe est contrant de respecter la réglementation en matière de portage salarial et notamment l'ordonnance du 2 avril 2015.

La description des risques liés à l'environnement réglementaire dans lequel le Groupe évolue figure au paragraphe 3.3.1 du présent document.

10 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

10.1 Principales tendances entre le 31 décembre 2025 et la date du Document d'Enregistrement Universel

10.1.1 Extrait du communiqué de presse du 31 août 2026 – FREELANCE.COM – Chiffre d'affaires du 2ème trimestre 2026 : 276,5 M€ (+5%) Chiffre d'affaires du 1er semestre 2026 : 551,8 M€ (+4%)

Freelance.com (Euronext Growth Paris – FR0004187367 – ALFRE), leader de la relation entre les entreprises et leurs talents externes, publie son chiffre d'affaires consolidé au titre du premier semestre 2026 (période du 1er janvier au 30 juin 2026).

Chiffre d'affaires (en M€, données non auditées)	2026 consolidé	2025 consolidé	Variation
1er trimestre	**275,3**	**265,9**	**+4%**
2ème trimestre	**276,5**	**264,2**	**+5%**
1er semestre	**551,8**	**530,1**	**+4%**

Sur le 2ème trimestre, le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 276,5 M€, en croissance de 5% par rapport au 2ème trimestre 2025 (+5% de croissance organique).

- En France, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 202,0 M€ sur le 2ème trimestre, en croissance de 4% par rapport au 2ème trimestre 2025 (+5% de croissance organique) ;
- A l'international, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 74,5 M€ sur le 2ème trimestre, en croissance de 5% par rapport au 2ème trimestre 2025 (+4% en organique à taux de change constant).

Sur le 1er semestre, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 551,8 M€, en croissance de 4% par rapport au 1er semestre 2025 (+5% de croissance organique).

- En hausse de 3% sur le périmètre France à 401,6 M€ (+4% de croissance organique) ;
- En hausse de 6% sur le périmètre international à 150,2 M€ (+6% de croissance organique).

Poursuite de la reprise d'activité en France et l'international

En France, les activités de portage salarial et d'intermédiation ont conservé la dynamique de croissance retrouvée depuis début 2026, confirmant la remontée du recours aux talents externes de nos clients. A l'international, le Groupe poursuit sa croissance de chiffre d'affaires, malgré l'intensification concurrentielle du marché suisse.

Dans un contexte géopolitique et macroéconomique toujours incertain, nous restons prudents sur les perspectives de croissance organique de 2026.

10.1.2 Extrait du communiqué de presse du 18 mai 2026 – FREELANCE.COM – Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2026 : 275,3 M€ (+4%)

Freelance.com (Euronext Growth Paris – FR0004187367 – ALFRE), leader de la relation entre les entreprises et leurs talents externes, publie son chiffre d'affaires consolidé au titre du 1er trimestre 2026 (période du 1er janvier au 31 mars 2026).

Chiffre d'affaires (en M€, données non auditées)	31/03/2026 consolidé	31/03/2025 consolidé	Variation
Chiffre d'affaires 1er trimestre	**275,3**	**265,9**	**+4%**

Sur le 1 er trimestre, le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 275,3 M€, en croissance de 4% par rapport au 1 er trimestre 2025 (4% de croissance organique).

- En France, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 199,5 M€ sur le 1er trimestre, en croissance de 2% par rapport au 1er trimestre 2025 (3% de croissance organique) ;
- A l'international, Freelance.com a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 75,7 M€ sur le 1er trimestre, en croissance de 7% par rapport au 1 er trimestre 2025 (4% en organique à taux de change constant).

Reprise progressive de la croissance organique en France et l'international

En France, les activités de portage salarial et d'intermédiation ont connu un léger rebond de volume lié à la remontée progressive du recours aux talents externes par nos clients. A l'international, le Groupe poursuit sa croissance de chiffre d'affaires, malgré l'intensification concurrentielle du marché Suisse.

Dans un contexte géopolitique et macroéconomique toujours incertain, nous restons prudents sur les perspectives de croissance organique de 2026.

10.2 Éléments susceptibles d'influer sur les perspectives du Groupe

A la date du présent document, il n'y a pas de changements significatifs susceptibles d'influer sensiblement sur la performance financière depuis les comptes annuel au 31 décembre 2025.

11 PREVISIONS

Le Groupe ne communique pas de prévisions ou d'estimations du bénéfice.

12 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

12.1 Dirigeants et administrateurs de la Société

La Société est une société anonyme à conseil d'administration dont le fonctionnement est décrit dans les statuts.

12.1.1 Direction générale

Le Conseil d'administration du 30 janvier 2025 a nommé Monsieur Olivier MARCHETEAU en qualité de Directeur Général avec prise d'effet le 3 mars 2025.

Olivier MARCHETEAU : Titulaire d'un diplôme de HEC (1991) et d'un DEA en Économie Appliqué obtenu à l'IEP de Paris (1992), Monsieur Olivier Marcheteau a débuté sa carrière dans le domaine du marketing des produits de grande consommation chez Procter & Gamble ainsi que Nike France.
Il a ensuite orienté sa carrière vers le digital en rejoignant, en 2000, la start-up spécialisée dans les enchères en ligne Aucland en tant que Directeur Marketing Europe.
Dès 2001, il intègre le groupe Microsoft, où il consacre une décennie à développer avec succès l'activité de MSN, contribuant à en faire la plateforme leader de l'internet grand public en France. Par la suite, il a dirigé des activités à forte croissance dans le secteur de l'e-commerce : d'abord en tant que Directeur Général de Cdiscount (2010-2014), puis de Vestiaire Collective (2014-2019).
De 2020 à 2023, il a piloté la transformation opérationnelle et technologique, ainsi que l'expansion internationale d'Acolad, acteur européen majeur de la traduction professionnelle.
Plus récemment, Olivier Marcheteau a été Directeur des pôles écoles spécialisées et écoles internationales de OMNES Education, leader dans l'enseignement supérieur privé, où sa mission consistait à structurer et accompagner la croissance de ces deux pôles.

12.1.2 Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration, instance décisionnaire de la Société, assure la direction, l'animation et la gestion de la Société. Il élabore les grandes lignes de la politique générale du Groupe FREELANCE.COM et définit les orientations opérationnelles et financières à l'exception des pouvoirs expressément attribués aux actionnaires par la loi.

Le conseil d'administration, en vertu de la loi :
- Arrête les comptes annuels et semestriels ainsi que les rapports de gestion,
- Convoque les assemblées générales,
- Décide des augmentations ou des réductions de capital, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire,
- Procède aux attributions d'options de souscription ou d'actions gratuites, sur autorisation de l'assemblée générale.

A la date du présent document, le conseil d'administration est composé de 8 membres :

Nom :	Thomas DE VILLEMEUR
Age :	64 ans
Mandat actuel :	Administrateur, Président
Adresse :	6 rue Ferdinand Duval 75004 Paris
Date de première nomination :	CA du 6 Avril 2022 ratifié en AG le 17 juin 2022
Date de renouvellement	-
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- Président du Conseil de Surveillance Groupe CBV Ingénierie - Administrateur Délégué de Interspiro International SA

	- Administrateur, Président de Ad'missions SA - PDG et administrateur de Noseda SA - Administrateur de : Capefront Energies SA, Capefront SA, Ergonos Consulting SA, Sage SA, 3P Financial Services SA, LBVI SA, Meiboom 16-18 SA - Gérant de : SCI Bonobo, SCI Buckfast, SCI Mellifera, SCI Lamarckii, SCI du 13 rue Georges Bouzerait, , SCI Witch, SCI Whoville, SCI Les Heauldres, SC du Soleil d'Or, SCI Carnica, , SCI Ligustica, Interspiro Group SARL, SCI Le Héron - Co-gérant de Freeelance.com Maroc, et de Ego Interim
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- Administrateur de Twin Square Invest SA - Gérant de Leman International Associates SA, SCI Martres Les Sables Rouges, SCI du 16 rue Borromée, Green Head Sobek LLC, Tick Tock Croc LLC, Habour Pointe LLC, Croc Landing LLC, Santiago's House LLC

Nom :	Yassir KHALID
Age :	49 ans
Mandat actuel :	Administrateur référent
Adresse professionnelle :	26 rue Dulong 75017 Paris
Date de première nomination :	CA du 25 juin 2015, ratifié en AGE le 25 février 2016
Date de renouvellement	AG du 18 juin 2021
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Autres mandats et fonctions exercés hors de la Société :	- Gérant de Y Advisory SARL - Liquidateur de Jefrey SARL - Gérant de SCI Les Moniales - Président de Equinoxe SAS - Administrateur de African Digital Infrastructure Investments Ltd
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- Administrateur de C4 GP SA - Executive Director, Leonardo & Co. SAS - Directeur Général de Torch Partners France

Nom :	Mohamed BENBOUBKER
Age :	52 ans
Mandat actuel :	Administrateur
Adresse professionnelle :	221, boulevard Zerktouni, Casablanca (Maroc)
Date de première nomination :	AG du 25 février 2016 – AG du 6 juillet 2017
Date de renouvellement	AG du 16 juin 2023
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- Gérant Unique de Antic et de SBF Distribution - Co-Gérant de Ryad Ouled Said, Freelance.com Maroc, Ego Interim, B Vision & Sound Services, NEOScan, ADN Construction
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- Gérant : Promoben - Co-Gérant de : Montres&Co, Bad Publishing, Abeille Maille, Road Communication - Co-gérant : B&B Holding

Nom :	Isabelle FOURMENTIN
Age :	65 ans
Mandat actuel :	Administrateur indépendant
Adresse :	22 Bd Jean Mermoz à Neuilly sur Seine
Date de première nomination :	AG du 17 juin 2022
Date de renouvellement	-
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- Directrice Générale Extime Media - Gérante SCI Anglet Ecureuils
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- Directeur Général Délégué JCDecaux Airport - Directeur Général JC Decaux Airport Paris (JV entre ADP et JCDecaux)

Nom :	Ludovic HUITOREL
Age :	55 ans
Mandat actuel :	Administrateur indépendant
Adresse :	Paseo Conde Gaitanes 136 – 28109 Alcobendas – Madrid (Espagne),
Date de première nomination :	AG du 17 juin 2022
Date de renouvellement	-
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- CEO de Feralco AB (Suède) - Amministratore Unico de Feralco Italia (Italie) - Président de Feralco Nederland (NL) - Président de Feralco Environnement SAS (France) - Administrateur de Acwa Robotics (France), Aquagreen AG (Danemark)
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- President de Feralco Iberia (Espagne) - Président de Feracid SAS (France)

Nom :	Géraldine PÉRICHON
Age :	47 ans
Mandat actuel :	Administrateur indépendant
Adresse :	143 Avenue de Suffren à Paris,
Date de première nomination :	AG du 17 juin 2022
Date de renouvellement	-
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- Administratrice Eurotunnel SE - Administratrice Getlink Services - Board Member Eleclink Limited - Administratrice de Avril Gestion SA
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- Directrice financière recyclage et valorisation au sein du Groupe SUEZ - Senior vice president finance & strategy italy, central and eastern Europe fu Groupe Suez - Directrice des fusions acquisitions groupe du Groupe Suez

Nom :	Tristan DE VILLEMEUR
Age :	32 ans
Mandat actuel :	Administrateur
Adresse :	15 rue Etienne Dolet 75020 Paris
Date de première nomination :	CA du 30 janvier 2025, ratifié en AGE le 13 juin 2025
Date de renouvellement :	-
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- Membre du Conseil de Surveillance Groupe CBV Ingénierie - Gérant de SCI Bonobo
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	-

Nom :	Happyformance Srl représenté par Madame Laurence VANHÉE
Age :	55 ans
Mandat actuel :	Administrateur indépendant
Adresse :	17 avenue des Fougères - 1301 Bierges (Belgique),
Date de première nomination :	CA du 18 avril 2025, ratifié en AGE le 13 juin 2025
Date de renouvellement	-
Date d'échéance du mandat :	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Autres mandats et fonctions exercés en France et à l'étranger :	- Gérante de Happyformance-Srl
Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et ayant pris fin :	- Administratrice de Solutions 30 - Membre du Comité RH de Learning Planet Institute - Administratrice de la Fondation Descarpentries - Gérante de Babensons Belgium Srl

12.1.3 Expérience des membres du conseil d'administration

A l'exception du lien de filiation entre M. Thomas de VILLEMEUR et M. Tristan de VILLEMEUR, il n'existe pas d'autres lien familial entre les autres administrateurs.

Thomas DE VILLEMEUR : diplômé de l'ISG, Monsieur De Villemeur a débuté dans le marketing chez Robeco avant de travailler pour le groupe industriel Cinetic où il a participé à la concentration des sociétés de transitique pour l'industrie automobile et les aéroports, principalement en France et en Allemagne. Monsieur De Villemeur a repris et restructuré le groupe industriel suédois Interspiro AB (équipements respiratoires pour les pompiers (SCBA) et les plongeurs professionnels (SCUBA), présent alors essentiellement aux États-Unis et en Europe du Nord, qu'il a revendu au groupe Ocenco Inc. (USA).
Président du Conseil de Surveillance du Groupe CBV Ingénierie dont il a pris le contrôle en 2008, il redéploye l'activité historique d'assistance technique à l'international vers la consolidation du marché du freelancing et de l'intermédiation entre les indépendants, les pme et les grandes entreprises.

Yassir KHALID : diplômé de HEC Paris et d'un executive MBA de la Columbia University/London Business School, Monsieur KHALID cumule quatorze années d'expériences en banque d'investissement, notamment chez LEONARDO & CO et CREDIT SUISSE. Ses différentes missions lui ont permis de se spécialiser sur les secteurs des télécoms et du numérique.
Aujourd'hui, Monsieur KHALID conseille et investit dans des sociétés en croissance (levée de fonds, développement).

Mohamed BENBOUBKER : après des études d'ingénieur en France, Monsieur BENBOUBKER a travaillé pour un site de production de détergents appartenant à PROCTER & GAMBLE au Maroc. Il a ensuite rejoint le groupe UNILEVER Maghreb en tant que contrôleur de gestion. Monsieur BENBOUBKER a pris la direction de FREELANCE.COM Maroc en 2000. Il a ensuite créé les filiales EGO RECRUTEMENT et EGO INTERIM en 2011.

Isabelle FOURMENTIN : titulaire d'une maîtrise de Droit des Affaires et Fiscalité et diplômée du MBA d'HEC, Madame FOURMENTIN a débuté sa carrière comme Responsable Marketing et Développement de la chaîne de TV La 5. Après avoir été notamment Directrice de la Stratégie Commerciale au sein du Groupe NRJ, elle est aujourd'hui DGD de JCDecaux Airport.

Ludovic HUITOREL : Diplômé de l'ESSEC et de l'INSA, Monsieur HUITOREL est aujourd'hui CEO de Feralco. Feralco est un Groupe Industriel international, leader dans la production de produits de haute performance destinés au traitement des eaux et aux process industriels.
Monsieur HUITOREL est également Business Angel et conseil pour une trentaine de start-ups européennes (dont Helvetic Payroll).

Géraldine PERICHON : Diplômée d'HEC, Madame PERICHON est depuis 2020, DAF de Getlink en charge des finances du groupe, des relations investisseurs, du juridique, de l'IT, des achats ainsi que de la RSE. Elle a débuté chez Lazard Frères en 2002 avant de travailler pour le Boston Consulting Group, Cinven et l'AMF.
Madame PERICHON a ensuite intégré le groupe Suez en 2015 en tant que Directrice Groupe M&A, avant d'être nommée Directrice Financière Recyclage et Valorisation France en 2020.

Tristan de VILLEMEUR : Diplômé d'un master d'informatique à CentraleSupélec puis d'un master de finance d'entreprise à Sciences Po Paris, Monsieur Tristan de VILLEMAUR débute sa carrière à Londres chez BNPP Asset Management en gestion de portefeuille obligataire high yield, avant de rejoindre une agence de notation financière à Paris.

Laurence VANHEE : Ingénieure commerciale HEC de formation, Madame VANHEE a mené sa carrière de DRH à l'international dans divers secteurs d'activités et toujours au sein d'organisations en profonde mutation. Madame VANHEE a été élue DRH de l'année 2012 en Belgique, après avoir contribué à la transformation très médiatisée

du Ministère belge de la Sécurité Sociale et reconnue en 2020 comme l'une des 50 leaders les plus influentes au monde en matière de Bonheur au Travail (India).

12.1.4 Condamnation pour fraude, procédure de liquidation, sanction à l'égard des membres des organes d'administration

A la connaissance du Groupe, aucun mandataire social n'a fait l'objet :

- d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années au moins,
- d'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation, en tant que dirigeant ou mandataire social, au cours des cinq dernières années au moins,
- d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires au cours des cinq dernières années au moins.

De plus, à la connaissance du Groupe, aucun mandataire social n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

12.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de direction générale

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de conflit entre les intérêts privés des membres des organes d'administration du Groupe et l'intérêt social.

Aucun dirigeant ni membre des organes d'administration ne détient de participation chez l'un des principaux clients ou fournisseurs du Groupe.

Il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, ni avec des clients ou fournisseurs, en vertu desquels un membre du Conseil d'administration aurait été désigné en tant qu'administrateur du Groupe.

Il n'existe aucune restriction acceptée par les personnes visées au paragraphe 12.1 concernant la cession, dans un certain laps de temps, de leur participation dans le capital social de l'émetteur.

13 REMUNERATIONS ET AVANTAGES

13.1 Rémunération et avantages en nature attribués aux mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux

13.1.1 Rémunération globale des dirigeants mandataires sociaux

L'ensemble des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux figure dans les tableaux de synthèse suivants :

Le Conseil d'administration du 30 janvier 2025 a nommé Monsieur **Olivier MARCHETEAU** en qualité de Directeur Général avec prise d'effet le 3 mars 2025.

Tableau n°1 : synthèse des rémunérations attribuées à chaque dirigeant mandataire social

Tableau de synthèse des rémunérations et des actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social	Exercice 2025
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	374 999,60 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-
Valorisation des actions gratuites acquises*	128 946**
Valorisation des actions de performance ou actions gratuites attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)*	813 130***
TOTAL	**1 317 075 €**

*Actions valorisées au cours de 2,02€ par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 17/04/2026 jour de leur attribution).
** 63 835 actions gratuites acquises le 17/04/2026 au titre de PAGA DG 2025-2027 1ère tranche.
***77 384 actions gratuites attribuées mais non acquises au titre de SUPER PAGA 2023-2025 et 325 312 actions gratuites attribuées mais non acquises au titre de PAGA DG 2025-2027.

Tableau n°2 : récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

	2025	
	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	291 666,60 €	291 666,60 €
Rémunération variable	83 333,00 €	83 333,00 €
Rémunération exceptionnelle		
Jetons de présence		
Avantages en nature		
Total	**374 999,60 €**	**374 999,60 €**

13.1.2 Rémunération globale des mandataires sociaux non dirigeants

L'Assemblée Générale ordinaire annuelle en date du 13 juin 2025 a alloué aux administrateurs, en rémunération de leur activité, la somme annuelle de 120 000 €.

Il a été décidé d'allouer la somme de :
- 1 500 euros pour une demi-journée ;
- 2 500 euros pour une journée

Aux administrateurs indépendants lorsqu'ils assistent à une réunion du Conseil ou à un comité spécialisé.

Seuls les administrateurs indépendants ont droit à des « jetons de présence ».

Les montants bruts des jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux non dirigeants au cours des deux derniers exercices sont présentés dans les tableaux suivants :

Tableau n°3 : jetons de présence et autres rémunérations perçus par les mandataires sociaux non dirigeants

Thomas DE VILLEMEUR	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	0	0
Autres rémunérations	0	0
Total	**0**	**0**

Yassir KHALID	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	13 500	25 500
Autres rémunérations	0	0
Total	**13 500**	**25 500**

Mohamed BENBOUBKER	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	0	0
Autres rémunérations	0	0
Total	**0**	**0**

Isabelle FOURMENTIN	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	12 000	19 500
Autres rémunérations	0	0
Total	**12 000**	**19 500**

Ludovic HUITOREL	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	9 000	13 500
Autres rémunérations	0	0
Total	**9 000**	**13 500**

Géraldine PERICHON	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	13 500	16 500
Autres rémunérations	0	0
Total	**13 500**	**16 500**

Tristan DE VILLEMEUR	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	0	NA
Autres rémunérations	0	NA
Total	**0**	**NA**

Laurence VANHEE	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Jetons de présence	12 000	22 500
Autres rémunérations	0	0
Total	**12 000**	**22 500**

13.1.3 Options de souscription d'actions de l'émetteur attribuées aux mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux

Tableau n°4 : options de souscription ou d'achat d'actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social par la Société ou toute sociétés de son Groupe durant les exercices clos les 31 décembre 2023, 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025.

Néant

Tableau n°5 : options de souscription ou d'achat d'actions levées par chaque dirigeant mandataire social durant les exercices clos les 31 décembre 2023, 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025.

Néant

Tableau n°6 : actions attribuées gratuitement à chaque mandataire social au titre des exercices clos les 31 décembre 2023, 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025.

PAGA 2023

Actions attribuées gratuitement à chaque mandataire social Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023						
Actions attribuées gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe (liste nominative)	N° et Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions à la date de leur attribution*	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Mohamed BENBOUBKER	**PAGA 2023** : Plan décidé le 06/06/2023-actions **attribuées le 19/04/2024**	6 198	21 879 €	18/04/2025	18/04/2026	Oui **
TOTAL		**6 198**	**21 879 €**			

*Actions valorisées au cours de 3,53 € par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 19/04/2024 jour de leur attribution).

** Attribution en fonction de critères de performance du groupe à savoir croissance de la marge brute et ratio d'EBIT à atteindre.

PAGA 2024

Actions attribuées gratuitement à chaque mandataire social Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024						
Actions attribuées gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque	N° et Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions à la date de leur attribution*	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance

mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe (liste nominative)						
Mohamed BENBOUBKER	**PAGA 2024** : Plan décidé le 19/04/2024-actions **attribuées le 18/04/2025**	6 380	16 078 €	18/04/2026	18/04/2027	Oui **
TOTAL		**6 380**	**15 759 €**			

*Actions valorisées au cours de 2,52€ par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 18/04/2025 jour de leur attribution).

** Attribution en fonction de critères de performance du groupe à savoir croissance de la marge brute et ratio d'EBIT à atteindre.

SUPER PAGA 2025 et PAGA DG 2025-2027

Actions attribuées gratuitement à chaque mandataire social Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025						
Actions attribuées gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe (liste nominative)	N° et Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions à la date de leur attribution*	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Olivier MARCHETEAU	**SUPER PAGA 2023-2025** : Plan décidé le 21/10/2022-actions **attribuées le 17/04/2026**	77 384	156 000 €	17/04/2027***	17/04/2028***	Oui ****
Olivier MARCHETEAU	**PAGA DG 2025-2027** : Plan décidé le 18/04/2025-actions **attribuées le 17/04/2026 dont**	325 312**	657 130€	17/04/2027et 17/04/2028***	17/04/2028et 17/04/2029***	Oui ****

	1ère tranche acquise le 17/04/2026 au titre de 2025					
TOTAL		**402 696**	**813 130 €**			

*Actions valorisées au cours de 2,02€ par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 17/04/2026 jour de leur attribution).

** 487 689 actions gratuites attribuées à acquérir en 3 tranches de 162 656 actions en fonction de critères de performance. Sur la première tranche de 162 656 seules 63 835 actions ont été acquises au 17/04/2026.

*** Dates indicatives

**** Attribution en fonction de critères de performance du groupe à savoir croissance de la marge brute et ratio d'EBIT à atteindre.

Tableau n°7 : actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social durant l'exercice clos le 31 décembre 2023, 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles en 2023 pour chaque mandataire social			
Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social	N° et Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Mohamed BENBOUBKER	AGA 2021 : actions attribuées le 22/04/2022	15 000	Oui
TOTAL		**15 000**	

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles en 2024 pour chaque mandataire social			
Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social	N° et Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Mohamed BENBOUBKER	AGA 2022 : actions attribuées le 21/04/2023	10 194	Oui
TOTAL		**10 194**	

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles en 2025 pour chaque mandataire social

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social	N° et Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Mohamed BENBOUBKER	AGA 2023: actions attribuées le 19/04/2024	6 198	oui
TOTAL		**6 198**	

Tableau n°8 : historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux – (bons de souscriptions d'actions)

Néant

Tableau n°9 : options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux 10 premiers salariés non-*mandataires* sociaux attributaires et options levées par ces derniers

Néant

Tableau n°10 : historique des attributions gratuites d'actions

Historique des attributions gratuites d'action												
CA d'arrêté des termes du plan	28/06/16 PAGA 2015	28/06/16 PAGA 2016	19/05/17 PAGA 2017	18/05/18 PAGA 2018	19/04/19 PAGA 2019	02/07/20 PAGA 2020	26/04/21 PAGA 2021	21/10/22 PAGA 2022	06/06/23 PAGA 2023	19/04/24 PAGA 2024	21/10/22 SUPER PAGA 23-25	18/04/25 PAGA DG-25-27
CA attribution des AGA	28/06/16	19/05/17	27/04/18	19/04/19	24/04/20	26/04/21	22/04/22	21/04/23	19/04/24	18/04/25	17/04/26	17/04/26
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	155 000	150 000	460 525	321 782	306 000	367 360	480 600	433 857	346 934	191 760	580 895	487 969
Date d'acquisition des actions	28/06/17	21/05/18	29/04/19	20/04/20	25/04/21	22/04/22	22/04/223	21/04/24	18/04/25	17/04/26	17/04/27	17/04/27 pour l 1ère tranche puis 17/04/28 et 17/04/29
Date de fin de période de conservation	28/06/18	21/05/19	29/04/20	20/04/21	25/04/22	22/04/23	22/04/24	21/04/25	18/04/26	17/04/27	17/04/28	17/04/27-17/04/28 et 17/04/29
Nombre d'actions acquises à ce jour	140 000	150 000	374 351	279 064	291 000	246 413	355 800	341 006	260 581	147 917	0	63 835
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	15 000	0	86 174	42 718	15 000	120 947	124 800	92 851	86 353	43 843	na	98 821
Actions attribuées gratuitement restant à ce jour	0	0	0	0	0	0	0	0	0[6]	0	580 895	325 312

13.1.4 Actions de performance attribuées aux mandataires sociaux et dirigeants mandataires sociaux

A la date du présent document, aucun mandataire social et dirigeant mandataire social ne bénéficie d'actions de performance individuelle de la Société.

Dans le cadre de plans d'actions gratuites, des actions gratuites ont été attribuées à des dirigeants mandataires sociaux et à des mandataires sociaux selon des critères de performance.

Le conseil d'administration réuni le 18 avril 2025 a décidé d'attribuer gratuitement des actions au titre de de « **PAGA DG 25-27** » au profit du Directeur Général sous conditions de présence au 1er janvier et de performance du Groupe sur les exercices 2025, 2026 et 2027, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le nombre maximal de droits attribués correspondront à 1% des titres composant le capital social de la Société (565 353) déduction faite des AGA attribués en application du Super PAGA 2023-2025 ci-dessous.
Le Conseil d'administration du 17 avril 2026, a décidé d'attribuer 487 969 actions au Directeur Général au titre de PAGA DG 25-27 dont 162.656 au titre de 2025. Seules 63 835 actions ont été définitivement acquises pour 2025. Ces 63.835 actions gratuites 2025 ont été attribuées au moyen des actions existantes auto-détenues par la Société en application du programme de rachat.

Le conseil d'administration réuni le 21 octobre 2022 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions « **Super PAGA 2023-2025** » universel au profit de certains collaborateurs (Direction Générale, membres du COMEX et membres du CODIR) sous conditions de performance du Groupe sur les 3 exercices 2023, 2024 et 2025, d'attribution d'un an et de détention d'un an.
Le conseil d'administration du 17 avril 2026 a décidé d'attribuer 580 895 actions au titre de Super PAGA 2023-2025.

Le conseil d'administration réuni le 17 avril 2026 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 1 157 731 actions au titre des exercices 2026, 2027 et 2028 « **PAGA COMEX 2026-2028** » calculés en 3 tranches au profit de certains collaborateurs (Direction Générale, membres du COMEX et membres du CODIR) sous conditions de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an.

13.1.5 Régime complémentaire de retraite, contrat de travail

Tableau n°11 : précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants

Olivier MARCHETEAU Directeur Général depuis le 3 mars 2025.

Tableau de synthèse des contrats de travail et des engagements liés à la cessation de fonctions des dirigeants mandataires sociaux								
Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnité relative à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Olivier MARCHETEAU		X		X	X		X	

13.2 Sommes provisionnées ou constatées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des mandataires sociaux

Il n'existe aucune somme provisionnée ou constatée par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au profit des mandataires sociaux.

14 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

14.1 Date d'expiration des mandats actuels

Nom	Date de nomination	Date d'expiration du mandat
Yassir KHALID	AG du 18 juin 2021	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Mohamed BENBOUBKER	AG du 16 juin 2023	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028
Thomas DE VILLEMEUR	CA du 6 avril 2022 ratifié AG 17 juin 2022	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026
Isabelle FOURMENTIN	AG 17 juin 2022	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Ludovic HUITOREL	AG 17 juin 2022	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Géraldine PÉRICHON	AG 17 juin 2022	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
HAPPYFORMANCE représentée par Laurence VANHÉE	CA du 18 avril 2025 ratifié AG 13 juin 2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027
Tristan DE VILLEMEUR	CA du 30 janvier 2025 ratifié AG 13 juin 2025	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026

14.2 Contrats de services liant les administrateurs et la Société

Se reporter au paragraphe 17.1 du présent document.

A l'exception des contrats mentionnés au paragraphe 17.1 du présent document, il n'existe pas, au 31 décembre 2025, d'autres contrats de services liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales.

14.3 Comité d'audit et de rémunération

À la date du présent Document, FREELANCE.COM dispose de quatre comités spécialisés institué lors du Conseil d'administration du 17 juin 2022.

Comité d'audit : composé de 3 membres : Géraldine PERICHON, Tristan DE VILLEMEUR et Yassir KHALID.

Comité RSE : composé de 2 membres : Isabelle FOURMENTIN et Laurence VAHNEE.

Comité des rémunérations et des nominations : composé de 3 membres : Laurence VAHNEE, Yassir KHALID et Isabelle FOURMENTIN.

Comité Stratégique : composé de 4 membres : Ludovic HUITOREL, Géraldine PERICHON, Thomas DE VILLEMEUR et Tristan DE VILLEMEUR.

Également, un comité exécutif a été créé le 01/01/2023. Il est à ce jour composé de 9 membres.

Le comité exécutif assiste la direction quant à la vision stratégique de l'entreprise et ses filiales :

- Prise de décisions stratégiques : Le Comex est responsable de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie globale de l'entreprise selon les orientations définies par la CA. Il formule les objectifs stratégiques et prend les décisions majeures qui affectent l'ensemble de l'organisation. Il fixe le budget de l'entreprise.
- Supervision des activités opérationnelles : Le Comex supervise l'exécution des plans d'action pour s'assurer que les objectifs stratégiques de l'entreprise sont atteints. Il surveille les performances financières, opérationnelles et commerciales globales de l'entreprise.
- Coordination interne : Le Comex assure la coordination entre les différentes fonctions et divisions de l'entreprise. Il favorise la communication, la collaboration et l'alignement des objectifs pour maximiser l'efficacité et la cohérence organisationnelle.
- Représentation de l'entreprise : Le Comex représente l'entreprise auprès des parties prenantes externes, y compris les investisseurs, les clients, les partenaires commerciaux, les régulateurs et les médias.

14.4 Gouvernement d'entreprise

A la date du présent document, en raison de sa taille et de la fréquence des réunions des administrateurs facilitant la communication et les échanges entre les membres et la mise en œuvre des orientations stratégiques, FREELANCE.COM ne se réfère à aucun code de gouvernement d'entreprise.

A ce jour, la référence globale à un code de gouvernement d'entreprise n'est donc pas apparue adaptée à la situation actuelle de la Société, étant précisé, que la Société a établi et met en œuvre des procédures internes lui garantissant un niveau de contrôle interne satisfaisant.

Cependant, si la Société n'a pas choisi, à ce stade, d'adhérer formellement à un code, elle considère toutefois respecter la plupart des recommandations proposées par le Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites émis par MiddleNext en septembre 2016 et mis à jour en septembre 2021, les mesures mises en place par la Société ayant été décrites au paragraphe 12 ci-dessus et au présent paragraphe :

Recommandation du code de gouvernement d'entreprises pour les valeurs moyennes et petites de MiddleNext de septembre 2021	Application au sein de FREELANCE.COM
R1 : Déontologie des membres du conseil	Respecté
R2 : Conflits d'intérêts	Respecté
R3 : Composition du conseil - Présence de membres indépendants au sein du conseil	Respecté
R4 : Information des membres du conseil	Respecté
R5 : Formation des membres du conseil	Respecté
R6 : Organisation des réunions du conseil et des comités	Respecté

R7 : Mise en place de comités	Respecté
R8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la Responsabilité sociale/sociétale et environnementale des Entreprises (RSE)	Respecté
R9 : Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	Respecté
R10 : Choix de chaque administrateur	Respecté
R11 : Durée des mandats des membres du Conseil	Respecté
R12 : Rémunération de l'administrateur	Respecté
R13 : Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil	Non Respecté
R14 : Relation avec les « actionnaires »	Respecté
R15 : Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	Respecté
R16 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	Respecté
R17 : Préparation de la succession des « dirigeants »	Respecté
R18 : Cumul contrat de travail et mandat social	Respecté
R19 : Indemnité de départ	Respecté
R20 : Régimes de retraite supplémentaires	Respecté
R21 : Stock-options et attribution gratuite d'actions	Respecté
R22 : Revue des points de vigilance	Respecté

Le Conseil d'administration se réunit également régulièrement afin de discuter et le cas échéant entériner les décisions stratégiques de l'entreprise.

Les actions de la Société n'étant pas admises aux négociations sur un marché réglementé, le Président du Conseil d'administration n'est pas tenu d'établir de rapport relatif aux procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en œuvre par la Société, conformément à l'article L 225-37 du Code de commerce.

La Société a cependant mis en place un certain nombre de procédures internes lui garantissant un niveau de contrôle interne satisfaisant sur les points suivants :

- Fiabilité de l'information comptable et financière,
- Optimisation et sécurisation des opérations en conformité avec les lois et réglementations applicables,
- Sécurité des personnels et des actifs.

14.5 Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise

Aucune décision des organes d'Administration, de Direction ou de l'Assemblée Générale des actionnaires n'a d'incidence significative potentielle sur la gouvernance d'entreprise et aucune modification future de la composition des organes d'administration et de direction et des comités n'a été décidée par les organes d'Administration ou de Direction ou par l'Assemblée Générale des actionnaires.

15 SALARIES

15.1 Nombre de salariés

Au 31 décembre 2025, l'effectif permanent du Groupe est de 337 salariés contre 375 au 31 décembre 2024.

L'évolution des effectifs permanents est la suivante :

Effectif	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	272	294
En % du total	80,71%	78,4%
- France	222	241
- Etranger	50	52
Employés	65	81
En % du total	19,29%	21,6%
- France	65	81
- Etranger	-	-
TOTAL	**337**	**375**

Ces effectifs n'incluent pas les salariés portés ni les intérimaires.

Au 31 décembre 2025, 85,16% de l'effectif est basé en France et principalement basé au siège de la Société.

L'effectif étranger est basé au Maroc, en Suisse ou en Allemagne.

L'organisation des équipes françaises est détaillée ci-dessous :



15.2 Participation et options des dirigeants

A la date du présent Document, la participation directe des mandataires sociaux est détaillée dans le paragraphe 16.1 ci-dessous.

Des attributions d'actions gratuites au profit des mandataires sociaux ont été réalisés.

Des informations complémentaires sur ces plans sont disponibles dans le paragraphe 13.1 du présent document.

Il n'existe pas à ce jour de plan de souscription d'options à destination des mandataires sociaux.

15.3 Contrats d'intéressement et de participation des salariés

A la date du présent document, la Société n'a mis en place aucun contrat d'intéressement.

Également, plusieurs plans d'attribution d'actions gratuites ont été mis en place au profit de salariés.

1. PAGA 2016 : Le conseil d'administration réuni le 19 mai 2017 a décidé d'attribuer gratuitement 150 000 actions au titre de l'exercice 2016 : 140 000 à ses dirigeants (Directeur Général et Directeur Général Délégué) et 10 000 actions à un de ses salariés sous condition de présence d'un an et de détention d'un an. Ces actions ont été acquises en totalité définitivement le 20 mai 2018.

2. PAGA 2017 : Le conseil d'administration réuni le 27 avril 2018 a décidé d'attribuer gratuitement 460 525 actions au titre de l'exercice 2017 à certains salariés et aux dirigeants sous condition de présence d'un an et de détention d'un an. Seules 374 351 de ces actions ont été acquises définitivement le 29 avril 2019.

3. PAGA 2018 : Le conseil d'administration réuni le 19 avril 2019 a décidé d'attribuer gratuitement 321 782 actions au titre de l'exercice 2018 à certains salariés et aux dirigeants sous condition de présence d'un an et de détention d'un an. Seules 279 064 de ces actions ont été acquises définitivement le 24 avril 2020.

4. PAGA 2019 : Le conseil d'administration réuni le 24 avril 2020 a décidé d'attribuer gratuitement 306 000 actions au titre de l'exercice 2019 à certains salariés et aux dirigeants sous condition de présence d'un an et de détention d'un an. Seules 291 000 de ces actions ont été acquises définitivement le 26 avril 2021.

5. PAGA 2020 : Le conseil d'administration du 2 juillet 2020 a prévu d'attribuer gratuitement jusqu'à 528.000 actions au titre de l'exercice 2020 au profit des salariés permanents du Groupe sous condition de performance du groupe, de présence d'un an, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le conseil d'administration du 26 avril 2021 a décidé d'attribuer uniquement 367 360 actions. Seules 246 413 de ces actions ont été acquises le 22 avril 2022.

6. PAGA 2021 : Le conseil d'administration réuni le 26 avril 2021 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions au titre de l'exercice 2021 au profit des salariés permanents du Groupe sous condition de performance du Groupe, de présence d'un an, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le conseil d'administration du 22 avril 2022 a décidé d'attribuer uniquement 480 600 actions. Seules 355 800 de ces actions ont été acquises le 21 avril 2023.

7. PAGA 2022 : Le conseil d'administration réuni le 21 octobre 2022 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions au titre de l'exercice 2022 au profit des salariés permanents du Groupe sous

condition de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Les salariés de PROVIGIS ayant un contrat de travail avec Freelance Services au 31/12/2022 bénéficieront du PAGA 2022. Le conseil d'administration du 21 avril 2023 a décidé d'attribuer uniquement 433 857 actions. Seules 341 006 de ces actions ont été acquises le 19 avril 2024.

8. PAGA 2023 : Le conseil d'administration réuni le 6 juin 2023 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions au titre de l'exercice 2023 au profit des salariés permanents du Groupe sous condition de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le conseil d'administration du 19 avril 2024 a décidé d'attribuer uniquement 346 934 actions. Seules 260 581 de ces actions ont été acquises le 18 avril 2025.

9. PAGA 2024 : Le conseil d'administration réuni le 19 avril 2024 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions au titre de l'exercice 2024 au profit des salariés permanents du Groupe sous condition de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le conseil d'administration du 18 avril 2025 a décidé d'attribuer uniquement 191 760 actions. Seules 147 917 de ces actions ont été acquises le 17 avril 2026.

10. PAGA 2025 : Le conseil d'administration réuni le 18 avril 2025 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 400 000 actions au titre de l'exercice 2025 au profit des salariés et mandataires sociaux du Groupe sous condition de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Faute d'atteinte des critères et conditions de ce plan, le conseil d'administration du 17 avril 2026 a constaté qu'il n'y avait pas lieu d'attribuer des actions gratuites au titre du PAGA 2025.

11. Le conseil d'administration réuni le 18 avril 2025 a décidé d'attribuer gratuitement des actions au titre de de « PAGA DG 25-27 » au profit du Directeur Général sous conditions de présence au 1er janvier et de performance du Groupe sur les exercices 2025, 226 et 2027, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le nombre maximal de droits attribués correspondront à 1% des titres composant le capital social de la Société (565 353) déduction faite des AGA attribués en application du Super PAGA 2023-2025 décrit ci-dessous. Le Conseil d'administration du 17 avril 2026, a décidé d'attribuer 487 969actions au Directeur Général au titre de PAGA DG 25-27 dont 162.656 au titre de 2025. Seules 63 835 actions ont été définitivement acquises pour 2025. Ces 63.835 actions gratuites 2025 ont été attribuées au moyen des actions existantes auto-détenues par la Société en application du programme de rachat.

12. Le conseil d'administration réuni le 21 octobre 2022 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 900 000 actions « Super PAGA 2025 » universel au profit de certains collaborateurs (Direction Générale, membres du COMEX et membres du CODIR) sous conditions de performance du Groupe sur les 3 exercices 2023, 2024 et 2025, d'attribution d'un an et de détention d'un an. Le conseil d'administration du 17 avril 2026 a décidé d'attribuer 580 895 actions au titre de SUPER PAGA 2023-2025.

13. Le conseil d'administration réuni le 17 avril 2026 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 1 157 731 actions au titre des exercices 2026, 2027 et 2028 « **PAGA COMEX 2026-2028** » calculés en 3 tranches au profit de certains collaborateurs (Direction Générale, membres du COMEX et membres du CODIR) sous conditions de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an.

14. Le conseil d'administration réuni le 27 mars 2026 a décidé d'attribuer gratuitement jusqu'à 400 000 actions au titre de l'exercice 2026 « **PAGA UNIVERSEL 2026** » au profit des salariés et mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance du Groupe, d'attribution d'un an et de détention d'un an.

Actions à attribuer gratuitement Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023							
Actions à attribuer gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque salarié du Groupe au 01/01/2023	N° et Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions à la date de leur attribution	Date d'acquisition	Nombre d'actions acquises	Date de disponibilité	Conditions de performance
Total	**PAGA 2023** : Plan décidé le : 06/06/23 – actions **attribuées 19/04/2024**	346 934	1 224 677€*	18/04/2025	260 581	18/04/2026	Oui**

*Actions valorisées au cours de 3,53 € par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 19/04/2024 jour de leur attribution).

** Attribution en fonction des critères de performance appliqués à l'exercice 2023 à savoir croissance de la marge brute et ratio d'EBIT à atteindre.

Actions à attribuer gratuitement Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024							
Actions à attribuer gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque salarié du Groupe au 01/01/2024	N° et Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions à la date de leur attribution	Date d'acquisition	Nombre d'actions acquises	Date de disponibilité	Conditions de performance
Total	**PAGA 2024** : Plan décidé le : 19/04/24 – actions	191 760	483 236€*	17/04/2026	147 917	17/04/2027	Oui**

	attribuées 18/04/2025						

*Actions valorisées au cours de 2,52 € par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 18/04/2025 jour de leur attribution).

** Attribution en fonction des critères de performance appliqués à l'exercice 2024 à savoir croissance de la marge brute et ratio d'EBIT à atteindre.

Actions à attribuer gratuitement Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025							
Actions à attribuer gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque salarié du Groupe au 01/01/2025	N° et Date du plan	Nombre d'actions attribuées	Valorisation des actions à la date de leur attribution	Date d'acquisition	Nombre d'actions acquises	Date de disponibilité	Conditions de performance
Total	**Super PAGA 23-25** : Plan décidé le : 21/10/22 – actions **attribuées 17/04/2026**	580 895	1 173 408€*	17/04/2027***	nd	17/04/2027***	Oui****
Total	**PAGA DG 25-27** : Plan décidé le : 18/04/25 – actions **attribuées 17/04/2026 dont 1ère tranche acquise le 17/04/2026 au titre de 2025**	325 312**	657 130 €*	17/04/2027 et 17/04/2028	nd	17/04/2027 et 17/04/2028***	Oui****

*Actions valorisées au cours de 2,02 € par action (ie cours moyen pondéré des 30 jours de Bourse précédents le 17/04/2026 jour de leur attribution).

** 487 689 actions gratuites attribuées à acquérir en 3 tranches de 162 656 actions en fonction de critères de performance. Sur la première tranche de 162 656 seules 63 835 actions ont été acquises au 17/04/2026.
*** Dates indicatives
**** Attribution en fonction des critères de performance appliqués à l'exercice 2025 à savoir croissance de la marge brute et ratio d'EBIT à atteindre.

15.4 Rapport de durabilité 2025

Cf. 22. ANNEXE 1 – *Rapport de durabilité 2025.*

16 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

16.1 Répartition du capital et des droits de vote

A la date du présent document, le capital social de FREELANCE.COM s'élève à 4 522 820,32 € divisé en 56 535 254 actions.

Au 30 juin 2026 et à la connaissance de la Société, la répartition du capital et des droits de vote exerçable est la suivante :

	Actions		Droits de vote exerçables	
	En nombre	En %	En nombre	En %
GROUPE CBV INGENIERIE (1)	33 904 104	59,97%	66 121 515	61,78%
INTERSPIRO INTERNATIONAL SA (2)	1 107 217	1,96%	2 203 176	2,06%
Sous-total CBV INGENIERIE	**35 011 321**	**61,93%**	**68 324 691**	**63,84%**
EQUITATIVA HOLDING FOUNDATION (3)	2 995 000	5,30%	5 990 000	5,60%
EQUITATIVA FOUNDATION (4)	3 000 115	5,31%	6 000 230	5,61%
Sylvain VIEUJOT (5)	14 712	0,03%	29 424	0,03%
Sous total EQUITATIVA et Sylvain VIEUJOT	**6 009 827**	**10,63%**	**12 019 654**	**11,23%**
Khaled YATOUJI (6)	4 887 299	8,64%	9 774 598	9,13%
Mohamed BENBOUBKER (7)	697 113	1,23%	1 384 701	1,29%
Ludovic HUITOREL (8)	225 000	0,40%	450 000	0,42%
Y ADVISORY (9)	2 192	0,00%	4 384	0,00%
Auto-détention	78 243*	0,14%	-	0,00%
Public + salariés	9 624 259	17,02%	15 063 796	14,08%
Total	**56 535 254**	**100,00%**	**107 024 374**	**100,00%**

* Dont 29 196 actions au titre du contrat de liquidité et 49 047 actions au titre du plan de rachat d'actions

(1) GROUPE CBV INGENIERIE SAS au capital de 4 568 633,55€ est contrôlée par Thomas DE VILLEMEUR, administrateur de FREELANCE.COM depuis le 06/04/2022, et présidée par la société INTERSPIRO INTERNATIONAL dont le représentant permanent est Sylvestre BLAVET - Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de FREELANCE.COM depuis le 26/01/2019

(2) INTERSPIRO INTERNATIONAL société anonyme de droit belge contrôlée par Thomas DE VILLEMEUR, administrateur de FREELANCE.COM depuis le 06/04/2022

(3) EQUITATIVA HOLDING FOUNDATION est une fondation de droit luxembourgeois contrôlée par la famille VIEUJOT

(4) EQUITATIVA FOUNDATION est une fondation de droit luxembourgeois contrôlée par la famille VIEUJOT

(5) Co-fondateur, ancien administrateur et ancien Directeur Général de FREELANCE.COM

(6) Président de HELVETIC PAYROLL

(7) Administrateur et dirigeant de FREELANCE.COM SARL MAROC

(8) Administrateur depuis le 17/06/2022

(9) EURL au capital de 1 000 € détenue et gérée par Yassir KHALID (Administrateur référent)

16.2 Droits de vote des principaux actionnaires

Au regard de l'article 23 des statuts de la Société, les actionnaires inscrits de manière nominative depuis deux ans au moins bénéficient d'un droit de vote double.

16.3 Détention ou contrôle de la Société

Bien qu'ayant un poids important dans le capital de FREELANCE.COM, GROUPE CBV INGENIERIE ne dispose que de deux sièges au Conseil d'administration sur un total de 9. Cette répartition au sein du Conseil d'administration garantit que le contrôle ne soit pas exercé de manière abusive.

Par ailleurs, les statuts ne contiennent aucune clause susceptible d'avoir pour effet de différer ou d'empêcher un changement de contrôle.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'action de concert entre actionnaires.

16.4 Accords pouvant entrainer un changement de contrôle

Il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun accord dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure à la date d'enregistrement du Document d'Enregistrement Universel, entraîner un changement de son contrôle.

17 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

17.1 Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

17.1.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de la société FREELANCE.COM,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L.227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé :

Convention de domiciliation de la société Capeharbor à La Défense

Nature et objet : Domiciliation du siège social de la société Capeharbor à La Défense à compter du 1er juillet 2025 conformément à la convention autorisée par le Conseil d'Administration du 04 mai 2025

Mandataire commun : Thomas Billette de Villemeur

Prix : gratuit

Convention de prestations de services rendues par le Groupe CBV INGENIERIE

Nature et objet : Prestations de services par le GROUPE CBV INEGENIERIE en matière de montage de dossiers financiers, d'opérations de M&A (recherche de cibles, étude de dossiers) et enfin de stratégie, à compter du 20 octobre 2025, et pour une durée de 2 ans, conformément à la convention autorisée par le Conseil d'Administration du 20 octobre 2025

Mandataire commun : Thomas Billette de Villemeur

Prix : 120 000 € HT /an

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de domiciliation de la société Groupe CBV Ingénierie à La Défense

Nature et objet : Domiciliation du siège social de la société Groupe CBV INGENIERIE à La Défense à compter du 15 octobre 2024

Mandataire commun : Sylvestre Blavet

Prix : à titre gratuit

Fait à Champs sur Marne et à Paris, le 20 avril 2026
Les Commissaires aux Comptes

Cabinet PÉRON et Associés	**CMS Experts Associés**
Jean François PÉRON	**Alexandre DROUHIN**
Commissaire aux Comptes	Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris	Membre de la Compagnie régionale de Paris

17.1.1 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées Exercice clos le 31 décembre 2024

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel le rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639.

17.1.2 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les conventions règlementées Exercice clos le 31 décembre 2023

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel le rapport des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

18 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DU GROUPE

18.1 Informations financières historiques

18.1.1 Informations financières historiques auditées et rapports d'audit pour les trois derniers exercices

18.1.1.1 Comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025

BILAN ACTIF

Actif en €	BRUT 31/12/2025	Amort et Provisions 31/12/2025	NET 31/12/2025	NET 31/12/2024
Frais d'établissement				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Concessions, brevets et licences	11 639 197	7 486 594	4 152 603	3 855 728
Fonds commercial	283 539	19 322	264 217	264 217
Autres immob. incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours	1 292 715		1 292 715	1 042 303
TOTAL Immobilisations incorporelles	**13 215 450**	**7 505 916**	**5 709 534**	**5 162 247**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	174 588	141 516	33 042	8 673
Autres immobilisations corporelles	2 478 445	1 700 816	777 629	983 444
Immobilisations en cours	13 175		13 175	
TOTAL Immobilisations corporelles	**2 666 178**	**1 842 332**	**823 846**	**992 117**
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	226 749 356	7 201 010	219 548 346	218 747 799
Créances rattachées à des participations	102 040		102 040	107 383
Autres titres immobilisés	81 475		81 475	91 580
Prêts	139 159	15 838	123 321	123 321
Autres immobilisations financières	6 181 201		6 181 201	6 187 760
TOTAL Immobilisations financières	**233 253 231**	**7 216 848**	**226 036 383**	**225 257 844**
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**249 134 859**	**16 565 096**	**232 569 763**	**231 412 208**
STOCKS ET EN-COURS				
CREANCES				
Avces & acptes versés/commandes				
Créances clients	59 146 030	299 585	58 846 445	62 396 514
Autres créances	46 724 835	197 545	46 527 290	42 099 380
Charges constatées d'avance	1 035 097		1 035 097	1 428 011

TOTAL Créances	**106 905 962**	**497 130**	**106 408 832**	**105 923 905**
DISPONIBILITES				
Valeurs mobilières de placement	756 391	326 727	429 664	945 550
Disponibilités	55 022 300		55 022 300	54 896 453
TOTAL Disponibilités	**55 778 692**	**326 727**	**55 451 965**	**55 842 003**
Charges à répartir/+ exercices	535 308		535 308	770 902
Ecart de conversion – actif				
TOTAL ACTIF	**412 354 821**	**17 388 953**	**394 965 868**	**393 949 018**

BILAN PASSIF

PASSIF en €	31/12/2025	31/12/2024
SITUATION NETTE		
Capital social	4 522 820	4 522 820
Primes liées au capital	66 860 204	66 860 204
Ecart réévaluation		
Réserves légales	452 283	452 283
Réserve stat.& contractuelles	153 440	153 440
Réserves réglementées		
Autres réserves	16 787	16 787
Report à nouveau	55 505 051	39 895 850
Résultat de l'exercice	22 106 044	20 113 475
TOTAL Situation nette	**149 616 629**	**132 014 859**
Subvention d'investissement		
Provisions règlementées	1 063 751	900 541
CAPITAUX PROPRES	**150 680 380**	**132 915 400**
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provision pour risques et charges	803 092	6 269 062
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**803 092**	**6 269 062**
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	111 951 136	117 248 230
Emprunts et dettes financières divers		
Avances & acomptes reçues sur commandes		25 885
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 319 611	64 759 416
Dettes fiscales et sociales	10 127 841	14 780 047
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	48 951 494	57 470 641
Produits constatés d'avance	130 000	472 703
TOTAL des Dettes	**243 480 082**	**254 756 922**
Ecart de conversion - passif	2 314	7 634
TOTAL PASSIF	**394 965 868**	**393 949 018**

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT en €	France	Export	NET 31/12/2025	NET 31/12/2024
Production vendue de services	271 428 311	281 275	271 709 584	286 100 754
TOTAL Chiffre d'affaires nets	**271 428 311**	**281 275**	**271 709 584**	**286 100 754**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			496 628	432 666
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges				170
Autres produits de gestion courante			1 706 749	5 595 742
PRODUITS D'EXPLOITATION RECURRENT			**273 912 963**	**292 129 332**
CHARGES EXTERNES				
Achats de matières premières et autres appro.				
Variation de stock (matières premières et autres appro.)				
Autres charges et charges externes			264 626 874	278 287 543
TOTAL Charges externes			**264 626 874**	**278 287 543**
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			**728 805**	**827 225**
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			414 462	391 791
Charges sociales			423 836	1 097 617
TOTAL Charges de personnel			**838 297**	**1 489 408**
DOTATION D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			2 121 998	1 940 036
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotation aux provisions sur actif circulant				-349 667
TOTAL Dotations d'exploitation			**2 121 998**	**1 590 369**
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			**74 699**	**128 216**
CHARGES D'EXPLOITATION RECURRENTES			**268 390 673**	**282 322 761**
RESULTAT D'EXPLOITATION RECURRENT			**5 522 290**	**9 806 572**
AUTRES PRODUITS NON RECURRENTS			**185 000**	**30 000**
Produits ces/immob. corp & incorp				
Autres produits non récurrents				
Rep. prov. Risque & charge exploitation non récurrent			185 000	30 000
AUTRES CHARGES NON RECURRENTES			**1 499 118**	**6 176 659**
VNC immob. corp. & incorp. Cédées				
Dot. Prov. Risque & charge exploitation non récurrent			1 359 553	1 085 978
Dot. Prov. Risque & charge exploitation non récurrent			139 565	5 090 682
RESULTAT D'EXPLOITATION NON RECURRENT*			**-1 314 118**	**-6 146 659**

RESULTAT D'EXPLOITATION			**4 208 172**	**3 659 912**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participation			14 347 344	22 844 258
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			35 083	14 750
Produits sur cession d'éléments financiers			10 584 415	284 952
Reprises sur provisions			4 931 723	
Différences positives de change			3 797	834
TOTAL Produits financiers			**29 902 362**	**23 144 794**
CHARGES FINANCIERES				
Dotations financières aux amort. et provisions			5 284 915	509 489
Intérêts et charges assimilés			4 659 454	5 452 706
Différences négatives de change			6 480	9 357
Charges sur cessions d'éléments financiers			1 860 062	
TOTAL Charges financières			**11 810 911**	**5 971 552**
RESULTAT FINANCIER			**18 091 451**	**17 173 242**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**22 299 623**	**20 833 154**
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL Produits exceptionnels				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions			163 209	226 177
TOTAL Charges exceptionnelles			**163 209**	**226 177**
RESULTAT EXCEPTIONNEL			**-163 209**	**-226 177**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôt sur les bénéfices			30 369	493 503
TOTAL DES PRODUITS			**304 000 325**	**315 304 126**
TOTAL DES CHARGES			**281 894 281**	**295 190 652**
RESULTAT NET			**22 106 044**	**20 113 474**

* Selon modification ANC n°2022-06, précisé dans la note 2.3.9

Note annexe aux comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis en France selon les dispositions du PCG (ANC 2014-03 relatif au PCG). Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucune dérogation aux prescriptions comptables n'a été faite.

Tous les montants de l'annexe sont exprimés en € ou en milliers d'€ (KEUR).

Les notes ci-dessous représentent l'annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2025 qui présentent un total de bilan de 394 965 868 € et un bénéfice net de 22 106 044 €.

Note 1 - Faits marquants de la période et évènements post clôture

En 2025, les principaux faits marquants sont les suivants :

Cession de la filiale Provigis

Le 2 juin 2025, FREELANCE.COM a annoncé la réalisation de la cession de sa filiale Provigis. Effective au 18 juin 2025, elle contribue aux flux d'activité et de résultat du groupe jusqu'au 30 juin 2025.

Créée en 2009 au sein de FREELANCE.COM, la plateforme Provigis sécurisait les relations commerciales entre les entreprises en se positionnant comme tiers de collecte probatoire. Cette filiale était gérée indépendamment du cœur d'activité du groupe et représentait moins de 3% du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du total consolidé.

La société Provigis était détenue à 87.5%, la plus-value correspondante est de 8 482 K€ dans les comptes sociaux.

Nomination d'Olivier Marcheteau en qualité de Directeur Général de FREELANCE.COM

Dans la continuité de son évolution de gouvernance annoncée le 10 décembre dernier, Olivier MARCHETEAU est nommé Directeur Général de FREELANCE.COM le 3 mars 2025 et permettra au groupe de continuer à se structurer afin d'accélérer sa croissance, poursuivre son développement à l'international et continuer la digitalisation de ses activités.

Fort de 20 ans d'expérience réussies à la tête d'entreprises de croissance, il apportera notamment sa compréhension des enjeux technologiques et internationaux pour écrire un nouveau chapitre de l'histoire de FREELANCE.COM.

Autres faits marquants
En dehors de la nouvelle présentation du bilan et du compte de résultat (cf. Note 2.7 et Note 7), aucun autre évènement ayant eu, ou susceptible d'avoir, une incidence significative sur les comptes sociaux, ou de faire l'objet d'une mention dans la présente annexe, n'est à signaler.

Evènements post-clôture
Aucun évènement post-clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2025 n'est à signaler.

- **Note 2 – Règles et méthodes d'évaluation**

2.1 Participations, et autres titres immobilisés

La valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat incluant les frais accessoires, notamment d'avocats.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation et créances associées sont inscrites en résultat financier.

La valeur d'inventaire des filiales opérationnelles est appréciée en fonction de critères de rentabilité et de développement.

2.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments incorporels et corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée ou de production des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les actifs non amortissables de l'actif immobilisé sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilisation des biens selon le mode linéaire.

Les durées d'amortissements les plus généralement retenues sont les suivantes :

- logiciels	4 ans
- logiciel spécifique	3 à 5 ans
- installations générales, agencements, aménagements	5 ans
- matériel de bureau et informatique	3 ou 4 ans
- mobilier	8 ans

Les fonds commerciaux ne sont pas amortis (durée de vie illimitée) mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

2.3 Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables à la date d'établissement des comptes, dès lors que leur montant peut être estimé avec une précision suffisante.

Les provisions sont évaluées à chaque clôture et font l'objet d'une reprise lors de leur utilisation (comptabilisation des charges correspondantes) ou de la disparition du risque initialement prévu.

2.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Conformément au principe de prudence, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées en compte de résultat.

2.6 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les factures de prestations de services sont émises chaque mois au vu du rapport d'intervention signé du client et du prestataire concernant les prestations du mois précédent.

Aucun revenu n'est constaté pour des missions non encore réalisées quelle qu'en soit la durée.

2.7 Produits et charges exceptionnels

Selon l'article 513-5 nouveau du PCG (ANC 2022-06), sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

Un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'avoir une influence sur le jugement que les utilisateurs des documents de synthèse peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entité ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre.

Un évènement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité. Un événement est présumé inhabituel lorsqu'un même évènement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices comptables et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices comptables.

Les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'entité sont exclues du résultat exceptionnel et sont inscrites dans le résultat courant selon leur nature, en résultat d'exploitation « non récurrent », ou en résultat financier (comme notamment les cessions d'éléments d'actifs).

2.8 Indemnités de départ en retraite

Les engagements liés aux indemnités de départ en retraite dues au personnel en activité sous contrat à durée indéterminée ne sont pas constatés sous forme de provision, ni mentionnés en engagements hors bilan du fait de leur caractère non significatif.

2.9 Changement de règlementation

Le règlement ANC 2022-06 homologué le 30 décembre 2023 modifie le PCG et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Ce nouveau règlement entraine des impacts significatifs, notamment :

- La redéfinition du résultat exceptionnel (PCG Art 513-5, cf note 4.7),
- La suppression de la technique des transferts de charges,
- Le reclassement de la charge d'amortissement des frais d'émission d'emprunt dans le résultat financier (cf note 4.6).

La note 7 (Information comparative) présente les principales incidences apportées par la première application du règlement ANC 2022-06.

▪ Note 3 – Informations sur les postes du Bilan

3.1 Mouvements ayant affectés les divers postes de l'actif immobilisé

Valeur brute des immobilisations	31/12/2024	Acquisitions	Diminutions /Autres mouvements	31/12/2025
Logiciel acquis				
Logiciel spécifique	7 739 813		2 087 763	9 827 576
Développements spécifiques	9 620			9 620
Site Internet Freelance.com				
Autres	2 000			2 000
Marque FREELANCE.COM	1 800 001			1 800 001
Fonds commercial	283 539			283 539
Immobilisation incorporelle en cours	1 042 303	2 338 175	-2 087 763	1 292 715
s/total immobilisations incorporelles	**10 877 276**	**2 338 175**		**13 215 450**
Agencement aménagement	144 252	30 306		174 558
Installations générales	1 215 403			1 215 403
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 143 683	119 359		1 263 042
Immobilisation corporelle en cours		13 175		13 175
s/total immobilisations corporelles	**2 503 338**	**162 840**		**2 666 178**

Les logiciels spécifiques comprennent notamment :

- Pour l'activité d'intermédiation France : des outils de type portail clients/partenaires sont développés en interne pour industrialiser la gestion de nos opérations. La valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2025 s'élève à 2 234 K€, y compris 653 K€ d'immobilisations en cours ;

- Pour l'activité de portage salarial France : des outils sont développés en interne et mis à la disposition de nos consultants pour la gestion de leur activité. La valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2025 s'élève à 543 K€ ; y compris 185 K€ d'immobilisations en cours ;

- Les autres développements sont liés à des projets transverses au groupe. Leur valeur nette s'élève à 867 K€ au 31 décembre 2025, y compris 454 K€ d'immobilisations en cours.

Ces logiciels spécifiques supportant l'exploitation font l'objet d'un amortissement linéaire, calculé sur une durée qui n'excède pas 5 ans.

Amortissements	31/12/2024	Dotations	Reprise	31/12/2025
Logiciel acquis				
Logiciel spécifique	5 692 503	1 787 681		7 480 183
Développements spécifiques	3 207	3 207		6 413
Site internet Freelance.com				
Autres	-3			-3
Marque FREELANCE.COM				
Fonds commercial				
Immobilisation incorporelle en cours				
s/total immobilisations incorporelles	**5 695 707**	**1 790 887**		**7 486 594**
Agencement aménagement	135 579	5 936		141 516
Installations générales	454 331	187 582		641 913
Matériel de bureau, informatique, mobilier	921 311	137 592		1 058 903
Immobilisation corporelle en cours				
s/total immobilisations corporelles	**1 511 221**	**331 110**		**1 842 332**

Dépréciations	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
Logiciel acquis				
Logiciel spécifique				
Site internet FREELANCE.COM				
Autres				
Marque FREELANCE.COM				
Fonds commercial	19 322			19 322
Immobilisation incorporelle en cours				
s/total immobilisations incorporelles	**19 322**			**19 322**
Agencement aménagement				
Installations générales				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Immobilisation corporelle en cours				
s/total immobilisations corporelles				

Immobilisations financières

Immobilisations financières brutes	31/12/2024	Fusion/ Apport	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PARTICIPATIONS					
ADMISSIONS ACCESS	1 754 692				1 754 692
ADMISSIONS CONNECT			50 000		50 000
ADMISSIONS ETUDES ET PROJETS	131 604		6 799 432		6 931 036
ADMISSIONS SAVOIR FAIRE	2 411 243				2 411 243
ADMISSIONS SUISSE	81 136				81 136
COWORKEES	2 473 717				2 473 717
DIGIPORTAGE	10 389 999	19 462 803			29 852 802
ERGONOS CONSULTING	2 361 908				2 361 908
FREELANCE ASIA	150 000				150 000
FREELANCE LUXEMBOURG	22 331				22 331
FREELANCE MAROC	944 827				944 827
FREELANCE UK	1				1
ADMISSIONS ONE	15 000				15 000
FREELANCE SAGE INDIA	1 136				1 136
FREELANCE SERVICES	50 000				50 000
H2S	19 462 803	-19 462 803			
HELVETIC PAYROLL GENEVE	64 763 476				64 763 476
HELVETIC PAYROLL ZURICH	64 763 476				64 763 476
3P FINANCIAL SERVICES	462 134				462 134
INOP'S	28 010 189				28 010 189
INSTITUT SAVOIR FAIRE					
OPENWORK GROUP	4 999 998				4 999 998
PRIUM INVESTMENT GROUP	1 013 459				1 013 459
PROVIGIS	1 746 192			-1 746 192	
SAGE	3 360 000				3 360 000
STA SERVICES	6 000 000				6 000 000
SWEETCH	856 852		570 766		1 427 618
OPENWORK	45 005				45 005
TMC	1 449 580				1 449 580
VALOR CONSULTANTS	2 902 402				2 902 402
VALOR ONE	402 189				402 189
Total Participations	**221 075 350**		**7 420 198**	**-1 746 192**	**226 749 356**
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Prêt Freelance.UK	107 383		-5 343		102 040
Actions propres et contrat liquidités *	142 999			-21 914	121 085
Actions propres et contrat de rachat *	8 323		14 736		23 059

Autres prêts (dont Effort de construction)	139 159				139 159
Mali technique affecté aux participations :					
• AD'MISSIONS SAVOIR FAIRE	377 429				377 429
• SAGE	4 801 853				4 801 853
Dépôts et cautionnements	948 737			-9 486	939 250
Total Autres immobilisations financières	**6 525 883**		**9 393**	**-31 401**	**6 503 875**
Total Immobilisations financières brutes	**227 601 232**		**7 429 591**	**-1 777 592**	**233 253 231**

* La société détient une partie de ses propres actions en application du contrat de liquidité confié à la société Gilbert Dupont. A la clôture de l'exercice 2025, la société détient 38 622 de ses propres actions pour une valeur de 81 476 €.

* La société détient également une partie de ses propres actions en application du contrat de rachat confié à la société Gilbert Dupont. Ces actions sont destinées à être attribuées au personnel dans le cadre des PAGA (Plan d'Attribution Gratuite d'Actions) et sont comptabilisées dans les valeurs mobilières de placement (cf note 3.3) pour une valeur moyenne de 552 165 €. Au cours de l'exercice 2025, un total de 260 581 actions a été acquis par les salariés dans le cadre du PAGA 2023. Un solde de 23 059 € reste disponible en immobilisation financière.

Au cours de l'exercice 2025, les titres de FREELANCE.COM ont augmenté de 7 420 198 € avec les recapitalisations des sociétés AD'MISSIONS ETUDES ET PROJETS pour 6 799 432 €, et SWEETCH pour 570 766 €, ainsi que la création de la société AD'MISSIONS CONNECT avec un capital de 50 000 €. Ils ont diminué de 1 746 192 € avec la cession de la société PROVIGIS.

Dépréciations Immobilisations financières	31/12/2024	Dotations	Reprises	31/12/2025
PARTICIPATIONS				
AD'Missions Access	724 035			724 035
AD'Missions Etudes et Projets	131 604	4 873 460		5 005 064
Freelance.com Luxembourg	22 331			22 331
TMC	1 449 580			1 449 580
Total Participations	**2 327 550**	**4 873 460**		**7 201 010**
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Prêts (dont effort de construction)	15 838			15 838
Total Autres immobilisations financières	**15 838**			**15 838**
Total dépréciations immobilisations financières	**2 343 388**	**4 873 460**		**7 216 848**

Les titres de la société AD'Missions Etudes et Projets étaient dépréciés à 100% et à hauteur de 131 604 € fin 2024.Sur l'exercice 2025, cette société a été recapitalisée de 6 799 432 € pour une valeur de 6 931 036 € au 31 décembre 2024. Une dépréciation complémentaire de 4 873 460 a été comptabilisée en 2025, pour un montant total déprécié de 5 005 064 €. En parallèle, la provision pour risques et charges constatés en 2024 a été extournée en totalité pour 4 789 432 € car le montant de ses capitaux propres est désormais positif.

Avec AD'Missions Access, TMC et Freelance.com Luxembourg, le total des titres dépréciés se montent à 7 201 010 € au 31 décembre 2025.

3.2 Créances et dettes d'exploitation

Etat des créances d'exploitation (Brut)	Montant	Un an au plus	Plus d'un an
CREANCES			
Créances clients	58 793 519	58 793 519	
Créances clients douteux	352 511	352 511	
Créances sociales			
Créances fiscales	6 007 850	6 007 850	
Groupe et associés	27 257 855	27 257 855	
Autres créances diverses et affacturage	13 459 130	13 459 130	
Charges constatées d'avance	1 035 097	1 035 097	
Total Créances	**106 905 962**	**106 905 962**	

La société a recours aux services d'un factor. Au 31 décembre 2025, le solde des créances transmises au factor et non encore réglées par les clients s'élève à 48 602 584 € contre 39 738 805 € à fin 2024.
Les créances clients ont diminué pour passer de 62 396 514 € en 2024 à 58 846 445 € au 31 décembre 2025.

La ligne Groupe et associés comprend pour l'essentiel des comptes courants avec les autres sociétés du groupe et notamment avec et Freelance Services et Prium Investment Group acquis en 2024. Les comptes de Factor (ligne autres créances diverses et affacturage) représentent notamment les montants laissées en garantie au Factor (Fonds de garantie et Réserves de Financement) jusqu'au paiement par les clients des factures cédées pour 13 184 827 €.

Les créances sur l'Etat correspondent principalement à des créances de TVA pour 4 675 929 €.

Etat des dettes d'exploitation (Brut)	Montant	Un an au plus	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans
DETTES				
Avances reçues sur commandes	276 455	276 455		
Fournisseurs et comptes rattachés	72 319 611	72 319 611		
Dettes sociales - Personnel	83 333	83 333		
Dettes sociales - Organisme	84 090	84 090		
Dettes fiscales	9 683 963	9 683 963		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	46 998 326	46 998 326		
Autres dettes	1 953 168	1 953 168		
Produits constatés d'avance	130 000	130 000		
Total Dettes	**131 528 946**	**131 528 946**		

Les dettes fiscales de 9 683 963 € sont essentiellement composées de la TVA collectée pour 9 217 070 €.

La ligne Groupe et associés provient des comptes courants avec les autres sociétés du groupe, notamment INOP'S, Ad'Missions One, Openwork, Helvetic Payroll Zurich et STA Services

3.3 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les valeurs mobilières de placement sont présentées ci-dessous :

Valeurs en K€	Montant brut	Dépréciation	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs mobilières de placement	756 391	326 727	429664	945 550

Les valeurs mobilières de placement de 429 664 € au 31 décembre 2025 sont principalement constituées d'actions propres pour une valeur nette de 425 438 € et sont destinées à être attribuées au personnel dans le cadre des PAGA (Plan d'Attribution Gratuite d'Actions) en 2026

Les disponibilités sont détaillées ci-dessous :

Valeurs en K€	Montant brut	Dépréciation	31/12/2025	31/12/2024
Disponibilités	55 022 300		55 022 300	54 896 453
Intérêts courus à recevoir				

3.4 Capitaux propres

Capitaux Propres	31/12/2024	Affectation du résultat	Attribution gratuite d'actions	Distribution de dividendes aux actionnaires	31/12/2025
Capital	4 522 820				4 522 820
Prime d'émission, fusion, apport	66 860 204				66 860 204
Réserve Légale	452 283				452 283
Réserve statutaire	153 440				153 440
Autres réserves	16 787				16 787
Report à nouveau	39 895 850	20 113 475		-4 504 274	55 505 051
Résultat 2024	20 113 475	-20 113 475			
Résultat 2025					22 106 044
Total Capitaux Propres	**132 014 859**			**-4 504 274**	**149 616 629**

Le capital social de FREELANCE.COM est composé de 56 535 254 actions de 0,08 euro de valeur nominale.

Une distribution de dividendes de 4 504 274 € a été réalisée au profit des actionnaires.

La société FREELANCE.COM détient une partie de ses propres actions en application du contrat de liquidité confié à la société Gilbert Dupont. Au cours de l'exercice 2024, FREELANCE.COM a acheté 180 224 titres et en a vendu 174 512. Au 31 décembre 2025, elle détient 38 622 titres valorisés à leur prix d'achat, soit 81 475 € selon la méthode FIFO (Premier Entrée Premier Sorti). Les plus-values ou moins-values de cession sont constatées directement en résultat.

Au cours de l'exercice 2025 FREELANCE.COM a mis en place un contrat de rachat. Au 31 décembre 2025, FREELANCE.COM détient 196 962 actions propres à une valeur moyenne de 552 165 € qui sont comptabilisées dans les valeurs mobilières de placement (cf note 3.3) et dépréciées à hauteur de 126 727 €.

3.5 Provisions réglementées, pour risques et charges et pour dépréciation

Provisions réglementées, risques et charges et dépréciations	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Reprises	Variation de périmètre	31/12/2025
Prov. Régl. Amort. Dérogatoires	900 541	163 209				1 063 751
Provisions pour risques et charges	6 269 062	139 565	-5 605 535			803 092
Provisions pour dépréciation sur :						
- Immobilisations incorporelles	19 322					19 322
- Immobilisations corporelles						
- Immobilisations financières	2 343 388	4 873 460				7 216 848
- Comptes clients	299 585					299 585
- Autres créances	148 411	49 134				197 545
- Valeurs mobilières	342 291	126 727	-142 291			326 727
Total	**10 322 601**	**5 352 095**	**-5 747 826**			**9 926 870**

Impact en résultat		Augmentations	Diminutions
Résultat d'exploitation		139 565	-816 103
Résultat financier		5 049 321	-4 931 723
Résultat exceptionnel		163 209	
Total impact en résultat		**5 352 095**	**-5 747 826**

Les provisions et dépréciations concernent principalement cinq types de risques :

- Les engagements vis-à-vis du personnel à hauteur de 425 K€ lié au coût des actions gratuites destinées à être attribuées au personnel dans le cadre des PAGA en cours
- Les risques commerciaux contractuels à hauteur de 378 K€
- Les risques liés à la perte de valeur des titres de participation pour 7 216 K€
- Les risques clients de non-recouvrement de créance pour 300 K€
- Les risques liés à la perte de valeur mobilières pour 200 K€ et à la dépréciation entre le cours moyen des actions gratuites rachetées sur le marché et leur cours à la date de clôture pour 127 K€

3.6 Dettes financières

Valeurs en K€	Ouverture	Augment-ation	Diminution	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Emprunts bancaires	116 776 158		-10 692 053			106 084 105
Autres dettes financières	472 072		-23 153		5 418 112	5 867 031
Dettes financières	**117 248 230**		**-10 715 206**		**5 418 112**	**111 951 136**

Pour mémoire, en 2021, FREELANCE.COM a emprunté 100 M€ fin octobre auprès de Bpifrance (10 M€) et d'un pool bancaire (90 M€) mené par le LCL et la SG afin notamment de financer l'acquisition du groupe HP. En juin 2022, un emprunt de 6 MCHF est venu s'ajouter afin de financer le complément de prix du groupe HP qui restait à verser sur le 1er semestre 2022.

Les termes des emprunts bancaires qui totalisent 100 000 K€ sont précisés ci-dessous :

- 51 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.4% l'an
- 45 M€ amortissable in fine sur 7 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.75% l'an
- 10 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux de 1.4%

* *Dans le cas où l'Euribor serait inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro.*

La diminution de 10.7 M€ correspond au remboursement de la troisième échéance de l'emprunt sur le pool bancaire lié à l'acquisition du groupe HP.

Leurs échéances sont détaillées ci-dessous :

Etat des dettes financières brut	Montant	Un an au plus	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans
DETTES FINANCIERES				
Emprunts bancaires	106 084 105	10 692 052	75 542 053	19 850 000
Autres dettes financières	5 867 031	5 867 031		
Total Dettes financières	**111 951 136**	**16 559 083**	**75 542 053**	**19 850 000**

La marge appliquée au taux maximum de l'Euribor + 1.9% et 2.3 % l'an est variable suivant l'atteinte :
- D'un ratio R1 avec test semestriel (Dettes Financières Nettes Consolidées / EBITDA Consolidé)
- De critères RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui pourraient bonifier le taux d'intérêt de 0,05%

La marge appliquée sur 2025 au taux Euribor a été de 1.30% et 1.60% grâce à l'amélioration des critères du ratio R1.
Afin de se prémunir contre une baisse ou une hausse des taux d'intérêts, le groupe a recourt à un instrument financier de Cap (0.94%) et de Floor (-0.65%) sur l'Euribor 3 mois avec La Banque Postale. Il couvre la période du 28/10/21 au 28/10/25 sur une base de 54 M€ (60% de l'emprunt avec le pool bancaire) et a donc pris fin en 2025.

Les autres dettes financières pour 5 867 031 K€ concernent principalement les intérêts courus du pool bancaire (427 K€) et la trésorerie passive pour 5 436 K€.

3.7 Comptes de régularisation

Comptes de régularisation	31/12/2025
CHARGES A PAYER SUR :	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	426 507
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 891 295
Dettes sociales	140 313
Dettes fiscales	452 187
RRA à accorder et Avoirs à établir	1 953 020
Total Charges à payer	**27 863 322**
PRODUITS A RECEVOIR SUR :	
Créances rattachées à des participations	

Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	29 432 032
Autres créances	7 947
Avoirs non parvenus	
Total Produits à recevoir	**29 439 979**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE :	
Produits d'exploitation	130 000
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total Produits constatés d'avance	**130 000**
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE :	
Charges d'exploitation	1 035 097
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total Charges constatées d'avance	**1 035 097**
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	
Charges d'exploitation	535 308
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total Charges constatées d'avance	**535 308**

(1) Correspond pour 427 K€ aux intérêts courus sur emprunt.

Note 4 – Informations sur les postes du résultat

4.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du CA	31/12/2025	31/12/2024	VARIATION
Activité Opérationnelle	260 487 864	275 391 763	-5%
Activité Holding	11 221 723	10 708 992	5%
Total CA	**271 709 587**	**286 100 754**	

4.2 Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation	31/12/2025	31/12/2024
Subvention d'exploitation	496 628	432 666
Total Subvention d'exploitation	**496 628**	**432 666**
Reprise dépréciation immobilisations incorporelles		
Reprise provisions clients et risques		
Transfert de charge		170
Total Reprise de provisions et transfert de charges		**170**

Redevance de Marque	1 638 786	5 540 007
Autres produits	67 963	55 735
Total Autres produits	**1 706 749**	**5 595 742**
Total Autres produits d'exploitation	**2 203 749**	**6 028 578**

La subvention d'exploitation correspond à une subvention de l'état dans le cadre du projet NUMERIX avec la création d'une plateforme de cours en ligne.

4.3 Détail des achats et charges externes

Détail des achats et charges externes	31/12/2025	31/12/2024
Achats de prestations	244 767 555	261 040 627
Commissions des commerciaux	555 162	555 162
Honoraires	2 271 292	2 040 257
Autres	17 032 865	14 651 496
Total Achats et charges externes	**264 626 874**	**278 287 543**

4.4 Détail des frais de personnel

Détail des charges de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	414 462	391 791
Charges sociales	423 836	1 097 617
Total charges de personnel	**838 297**	**1 489 408**

Les charges sociales comprennent pour 185 K€ l'impact de la provision liée aux actions gratuites, et représentait 875 K€ en 2024.

4.5 Détail du résultat d'exploitation non récurrent

Autres produits d'exploitation non récurrents	31/12/2025	31/12/2024
Produits ces/immob. corp & incorp		
Autres produits non récurrents non encaissés		
Autres produits non récurrents		
Rep. prov. Risque & charge exploitation non récurrent	185 000	30 000
Total Autres produits d'exploitation non récurrents	**185 000**	**30 000**

Autres charges d'exploitation non récurrentes	31/12/2025	31/12/2024
VNC immob. corp. & incorp. Cédées		
Autres charges non récurrentes non décaissées		
Autres charges non récurrentes		
Charges non récurrentes / oper. de gestion	1 159 522	1 060 975
Pénalités amendes Fisc. & Sociales	200 031	3

Dons		25 000
Dot. Prov. Risque & charge exploitation non récurrent	139 565	5 090 682
Total Autres charges d'exploitation non récurrentes	**1 499 118**	**6 176 659**

Résultat d'exploitation non récurrent	31/12/2025	31/12/2024
Tota Résultat d'exploitation non récurrent	**-1 314 118**	**-6 146 659**

4.6 Détail du résultat financier

Le résultat financier se décompose en :

Produits financiers	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes :	14 182 550	22 503 527
Intérêts comptes courants :	164 794	340 732
Produits des VMP et autres produits	10 619 498	299 702
Différences positives de change	3 797	834
Reprises sur provisions	4 931 723	
Total Produits financiers	**29 902 362**	**23 144 794**

Charges financières	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et charges financières diverses	389 020	373 601
Intérêts et charges financières sur emprunt	4 270 331	5 054 395
CSF Facto	103	4 826
Pertes de change	6 480	9 357
Dotation charges à répartir	235 594	235 594
Dotation provision R&C à caractère financier	126 727	
Dot/prov. actif de trésorerie	49 134	142 291
Dot/prov. Dépréciation. Titres	4 873 460	131 604
Charges sur cession d'éléments financiers	1 860 062	
Mali de fusion		19 884
Total Charges financières	**11 810 911**	**5 971 552**

Résultat financier	31/12/2025	31/12/2024
Total Résultat financier	**18 091 451**	**17 173 242**

Suite au changement du règlement ANC n°2022-06, les lignes suivantes font désormais partie du résultat financier :

- Les dotations pour charges à répartir liées aux emprunts (en résultat d'exploitation en 2024)
- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés (en résultat exceptionnel en 2024)

La cession de la société Provigis contribue à hauteur de 8 482 K€ dans le résultat financier.

4.7 Détail du résultat exceptionnel

Selon l'article 513-5 nouveau du PCG (ANC 2022-06 en 2025), sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, cf définition note 2.7.

Les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'entité sont exclues du résultat exceptionnel et sont inscrites dans le résultat courant selon leur nature, en résultat d'exploitation « non récurrent », ou en résultat financier (comme notamment les cessions d'éléments d'actifs).

Le résultat non récurrent au 31 décembre 2025 est désormais détaillé dans la note 4.5.

Le résultat exceptionnel du 31 décembre 2024 est présenté dans l'information comparative note 7.

Au 31 décembre 2024, le résultat exceptionnel était principalement composé de :

- 4 789 K€ liés à une provision pour risques des capitaux propres négatifs de la société AD'Missions Etudes et Projets,
- 997 K€ de charges liées à des opérations de restructuration.

4.8 Déficit reportable

Au 31 décembre 2025, notre société a consommé ses déficits reportables.

Compte tenu de la convention d'intégration fiscale en vigueur, chaque société fille comptabilise son impôt société comme si elle était imposée séparément. Par conséquent, les gains et les charges liés à l'intégration fiscale sont intégralement comptabilisés au sein de la société mère FREELANCE.COM.
Sur 2025, une économie d'impôt de 355 K€ a ainsi été générée, correspondant principalement à l'IS des sociétés en déficit.

Note 5 – Autres informations

5.1 Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant en K€
Encours des créances clients cédées à un organisme d'affacturage	48 603
Restitution de la franchise de loyer en cas de départ avant le 28/02/2029	2 283
Promesse de cession de 10% du capital de Provigis (70.000 actions) à Spireo d'une durée de 3 ans soit jusqu'au 29/11/2025, à utiliser en une ou plusieurs fois, au prix de 7€14 par action	500

Engagements reçus	Montant en K€
Garantie Actif Passif consentie par le cédant de la société Freelance.com Asia	

Affectation en nantissement de 158 268 actions INOP'S à la garantie des obligations découlant du Contrat de Crédits du 28/10/2021 en faveur des prêteurs (Bred, Crédit Lyonnais, HSBC, La Banque Postale, Société Générale)

Gage de 100% des actions composant le capital des sociétés Helvetic Payroll Zurich et Helvetic Payroll SA à la garantie des obligations découlant du Contrat de Crédits du 28/10/2021 en faveur des prêteurs (Bred, Crédit Lyonnais, HSBC, La Banque Postale, Société Générale)

5.2 Effectif moyen

L'effectif moyen de la société au cours de l'exercice 2025 reste de 1 personne.

5.3 Honoraires des Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes représente 87 K€.
Le détail des honoraires est repris dans la plaquette des comptes consolidés.

5.4 Passifs éventuels

Tous les risques en cours au 31 décembre 2025 ont fait l'objet d'une provision.

5.5 Informations sur les parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

5.6 Informations sur les attributions d'actions gratuites

Date d'attribution	Nature	Nombre	Prix EUR	Actions pouvant être souscrites	Quantités souscrites au 31/12/25	Quantité restant au 31/12/25
19/04/2024	PAGA 2023 (1)	323 664		260 581	-260 581	
19/04/2025	PAGA 2024 (2)	191 760		191 760		191 760
	PAGA 2025 (3)	400 000				
	SUPER PAGA 2025 (4)	900 000				
	PAGA DG 25-27 (5)	A quantifier				

5.7 Informations sur les engagements retraites

Les engagements retraites ne sont pas comptabilisés dans les comptes sociaux mais évalués dans cette annexe pour les salariés de FREELANCE.COM.

Cette valorisation se monte à 270 € avec les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation de 3.36%
- Taux d'évolution des rémunérations de 3%
- Probabilité de présence estimée à :
  - 0.2 pour les salariés jusqu'à 49 ans
  - 0.6 pour les salariés entre 50 ans et 55 ans
  - 0.9 pour salariés de 56 ans et plus

- **Note 6 – Tableau des filiales et des participations**

Dénomination sociale	Pays	% détention	Capital social	Capitaux propres €	Chiffre d'affaires €	Résultat net €	Valeur brute des titres €	Valeur nette des titres €	Dividendes €	Prêt €
ADMISSIONS ACCESS	FRA	100	229 500 €	220 783	1 621 812	22 745	1 754 692	1 030 657		
ADMISSIONS CONNECT	FRA	100	50 000 €	110 610	768 192	60 610	50 000	50 000		
ADMISSIONS ETUDES ET PROJETS	FRA	100	10 000 €	1 925 972	10 661 029	-84 028	6 931 036	1 925 972		
ADMISSIONS SAVOIR-FAIRE	FRA	100	595 150 €	817 183	2 146 130	58 613	2 411 243	2 411 243		
ADMISSIONS SUISSE	CHE	100	100 000 CHF	687 788	2 542 151	173 412	81 136	81 136	105 764	
COWORKEES	FRA	100	13 378 €	357 788	850 500	271 159	2 473 717	2 473 717	198 387	
DIGIPORTAGE	FRA	100	20 000 €	2 652 995	98 082 416	-258 127	29 852 802	29 852 802		
ERGONOS CONSULTING	CHE	100	150 000 CHF	2 259 215	19 400 105	200 429	2 361 908	2 361 908		
FREELANCE ASIA	SGP	100	36 619 USD	107 485	142 493	-21 506	150 000	150 000		
FREELANCE COM Luxembourg	LUX	100	12 500 €	-161 867		-10 000	22 331			
FREELANCE MAROC	MAR	100	350 000 MAD	1 750 019	6 003 450	72 580	944 827	944 827		
FREELANCE UK	GBP	100	1 GBP	30 587	906 628	7 604	1	1		102 040
ADMISSIONS ONE	FRA	100	15 000€	1 180 817	54 932 381	446 743	15 000	15 000		
FREELANCE SAGE INDIA	IND	100	100 000 INR	1 136			1 136	1 136		
FREELANCE SERVICES	FRA	100	50 000 €	360 856	27 197 698	1 072 471	50 000	50 000		
HELVETIC PAYROLL GENEVE	CHE	100	100 000 CHF	6 972 374	68 316 654	2 757 212	64 763 476	64 763 476	3 172 924	
HELVETIC PAYROLL ZURICH	CHE	100	100 000 CHF	9 949 972	144 533 521	4 446 044	64 763 476	64 763 476	4 230 566	
3P FINANCIAL SERVICES	CHE	100	100 000 CHF	350 993	849 524	-18 177	462 134	462 134		
INOP'S	FRA	100	316 472 €	2 764 863	184 521 518	1 516 823	28 010 189	28 010 189	2 101 484	
OPENWORK GROUP	FRA	100	1 210 €	5 525 257	164 023	336 163	4 999 998	4 999 998		
PRIUM INVESTMENT GROUP	FRA	100	20 000 €	-6 759 766	389 345	253 723	1 013 459	1 013 459		
SAGE	CHE	100	100 000 CHF	6 115 329	38 532 120	2 101 585	3 360 000	3 360 000	3 172 924	
STA SERVICES	FRA	100	200 000 €	1 388 217	5 159 702	-131 469	6 000 000	6 000 000		
SWEETCH	FRA	100	20 000 €	-270 767	9 110 105	-203 478	856 852	856 852		
OPENWORK	FRA	100	15 000 €	350 980	7 235 287	50 981	45 005	45 005		
TMC	FRA	100	10 000 €	-954 837	-40 730	-182 836	1 449 580			
VALOR CONNECT	FRA	100	50 000 €	203 220	2 425 909	153 220	50 000	50 000		
VALOR CONSULTANTS	FRA	100	2 126 600 €	2 619 010	19 695 525	69 125	2 902 402	2 902 402		
VALOR ONE	FRA	100	169 000 €	96 464	798 179	-21 114	402 189	402 189		

La filiale Freelance.com Corporate a été renommée Valor Connect.

La société Ad'Missions Connect a été créée sur l'exercice 2025.

Les données des filiales Freelance.com Luxembourg et Freelance Sage India (sans activités significatives en 2024) sont en cours de clôture au moment de l'établissement de cette plaquette.

- **Note 7 – Information comparative**

Les principales incidences apportées par la première application du règlement ANC n° 2022-06 sont résumées comme suit :

Reclassements liés au compte de résultat
Les éléments habituellement inscrits par nature en résultat exceptionnel sont désormais limités aux seuls enregistrements liés à des opérations fiscales (amortissements dérogatoires, provisions pour hausse des prix, …), des changements de méthodes ou des corrections d'erreurs, ainsi qu'aux charges et produits directement liés à un évènement majeur et inhabituel.

Les impacts sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Compte de résultat en €	31/12/2025 Exercice publié	31/12/2024 Avec application du règlement ANC 2022-06	31/12/2024 Exercice publié	Ecart 2024 Avec et sans application du règlement ANC 2022-06
Chiffre d'affaires	271 709 587	286 100 754	286 100 754	
Autres produits d'exploitation	2 203 376	6 028 578	6 028 578	
Charges d'exploitation	-268 390 673	-282 322 761	-282 558 355	235 594
Résultat d'exploitation récurrent	**5 522 290**	**9 806 572**	**9 570 977**	**235 595**
Autres produits non récurrents	185 000	30 000		30 000
Autres charges non récurrentes	-1 499 118	-6 176 659		-6 176 659
Résultat d'exploitation non récurrent	**-1 314 118**	**-6 146 659**		**-6 146 659**
Résultat d'exploitation	4 208 172	3 659 913	9 570 977	-5 911 064
Produits financiers	29 902 362	23 144 794	23 144 794	
Charges financières	-11 810 911	-5 971 552	-5 716 074	-255 478
Résultat financier	18 091 451	17 173 242	17 428 720	-255 478
Produits exceptionnels			30 000	-30 000
Charges exceptionnelles	-163 209	-226 177	-6 422 721	6 196 544
Résultat exceptionnel	-163 209	-226 177	-6 392 721	6 166 544
Impôt sur les bénéfices	-30 368	- 493 503	-493 503	
Résultat net	22 106 0469	20 113 474	20 113 474	

Les dotations de charges à répartir sur les emprunts pour 235 594 € de l'exercice 2024 sont reclassées du résultat d'exploitation au résultat financier.

Le mali sur actions propres pour 19 884 € de l'exercice 2024 est reclassé du résultat exceptionnel au résultat financier.

Le résultat exceptionnel résiduel de -6 146 659 € de l'exercice 2024 est reclassé dans le résultat non récurrent qui fait partie du résultat d'exploitation selon l'application du règlement ANC 2022-06.

Reclassements liés au bilan

A l'actif, les charges constatées d'avance figurant dans une rubrique spécifique au 31/12/2024 pour un montant de 2 198 913 € sont remontées entre la rubrique des « Autres créances » et celle des « Valeurs mobilières de placement ».

Au passif, les produits constatés d'avance figurant dans une rubrique spécifique au 31/12/2024 pour un montant de 472 703 € sont remontées dans le total des dettes.

18.1.1.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de la société FREELANCE.COM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FREELANCE.COM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels aux alinéas suivants :

- ▪ 2.9 Changement de réglementation ;
- ▪ Note 7 – Information comparative.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Le chiffre d'affaires de l'activité opérationnelle est reconnu dans les conditions décrites dans la note 2.6 de l'annexe. Nous avons pris connaissance des procédures suivies par la société et avons testé leur

efficacité au cours de l'exercice. Nous nous sommes également assurés, par sondages, de la correcte comptabilisation des charges directes correspondantes.

- Les titres de participation et mali techniques afférents, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'établit à 224,7 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 2.1 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations par comparaison avec les réalisations et par entretien avec la direction financière, et à revoir les calculs effectués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 17 avril 2026 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire

l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champs sur Marne et à Paris, le 20 avril 2026
Les Commissaires aux Comptes

Cabinet PÉRON et Associés	**CMS Experts Associés**
Jean François PÉRON	**Alexandre DROUHIN**
Commissaire aux Comptes	Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris	Membre de la Compagnie régionale de Paris

18.1.1.3 Comptes sociaux de l'exercice 2024 clos le 31 décembre 2024

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639.

18.1.1.4 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2024

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639.

18.1.1.5 Comptes sociaux de l'exercice 2023 clos le 31 décembre 2023

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

18.1.1.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2023

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel le rapport des commissaires aux comptes sur les

comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

18.1.2 Changement de date de référence comptable

Le Groupe n'a pas modifié sa date de référence comptable durant la période couverte par le présent Document d'Enregistrement Universel.

18.1.3 Normes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié.

18.1.4 Changement de référentiel comptable

Les dernières informations financières historiques auditées, contenant des informations comparatives pour l'exercice précédent, sont établies et présentées sous une forme correspondant au référentiel comptable qui sera adopté dans les prochains états financiers annuels que publiera le Groupe.

18.1.5 Etats financiers consolidés

18.1.5.1 Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025

BILAN

Actif en K€	§	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	4.1	233 374	235 829
dont écart d'acquisition	4.2	225 366	225 366
Immobilisations corporelles	4.3	1 351	1 841
Immobilisations financières	4.4	2 990	3 156
Actifs Immobilisé		**237 715**	**240 826**
Stocks et en-cours			
Créances clients	4.5	175 603	174 382
Autres créances et comptes de régularisation	4.5	40 181	49 273
Valeurs mobilières de placement	4.6	1 050	2 523
Disponibilités	7	95 285	99 299
Actifs circulant		**312 119**	**325 476**
Total Actif		**549 834**	**566 302**

Passif en K€	§	31/12/2025	31/12/2024
Capital social		4 523	4 523
Primes		88 069	88 069
Autres capitaux propres		69 499	56 013
Résultat (part du groupe)		23 346	18 003
Capitaux propres - Part du Groupe	**4.7**	**185 437**	**166 608**
Intérêts minoritaires	**4.7**	**7**	**269**
Provisions	**4.8**	**2 744**	**3 286**
Dettes financières	4.9	113 567	128 506
Dettes fournisseurs	4.10	117 356	123 346
Dettes sur immobilisations	4.10	3	8
Avances et acomptes reçus sur commandes	4.10	7 714	5 643
Dettes sociales	4.10	74 686	79 589
Autres dettes d'exploitation	4.10		
Dettes fiscales	4.10	42 631	51 935
Autres dettes et comptes de régularisation	4.10	5 688	7 112
Dettes		**361 646**	**396 138**
Total Passif		**549 834**	**566 302**

COMPTE DE RESULTAT

En K€	§	31/12/2025	31/12/2024
Chiffre d'affaires	5.1	**1 052 644**	**1 049 713**
Autres produits d'exploitation	5.2	**1 116**	**1 126**
Autres achats et charges externes	5.3	-537 178	-551 488
Impôts, taxes et versements assimilés		-4 412	-7 643
Charges de personnel	5.4	-483 154	-457 960
Dotations aux amort. des immobilisations		-5 636	-4 771
Dotations et reprise aux provisions d'exploitation	4.8	708	-291
Charges d'exploitation		**-1 029 672**	**-1 022 153**
EBITDA*		**29 640**	**33 577**
Autres charges d'exploitation *	5.5	-2 197	-1 563
1. Résultat d'exploitation		**21 891**	**27 123**
2. Résultat financier	5.6	**4 038**	**-3 828**
3. Résultat courant avant impôt		**25 929**	**23 295**
4. Résultat exceptionnel	5.7		
Impôt sur les bénéfices	5.8	-2 565	-5 235
Résultat des sociétés intégrées		**23 364**	**18 060**
Dotations et reprises sur écarts d'acquisitions	4.1		
5. Bénéfice net		**23 364**	**18 060**
Résultat net (part du groupe)		**23 346**	**18 003**
Résultat attribuable aux intérêts minoritaires		**18**	**57**
Résultat par action (€)	2.3.11	0,41	0,32
Résultat dilué par action (€)	2.3.11	0,41	0,32

*Détail de calcul de l'EBITDA précisé dans la note 2.3.8
* selon modification ANC n°2022-06, précisé dans la note 2.3.9

Note annexe aux comptes consolidés

Tous les montants de l'annexe sont exprimés en milliers d'euros (K€).

Les notes ci-dessous représentent l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2025 qui présentent un total de bilan de 549 834 K€ et un résultat net – part du groupe de 23 346 K€.

- **Note 1 - Faits marquants de la période et évènements post clôture**

Dynamique de croissance

Sur l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé de FREELANCE.COM s'est établi à 1 053 M€, en progression de +0.3% par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2024.
En France, le chiffre d'affaires de FREELANCE.COM reste stable à 768 M€, représentant 73% du total consolidé du Groupe.

A l'international (Suisse, Maroc, Allemagne), le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 3.2% à 285 M€ et représente 27% du chiffre d'affaires total de la période.

Cession de la filiale Provigis

Le 2 juin 2025, FREELANCE.COM a annoncé la réalisation de la cession de sa filiale Provigis. Effective au 18 juin 2025, elle contribue aux flux d'activité et de résultat du groupe jusqu'au 30 juin 2025.

Créée en 2009 au sein de FREELANCE.COM, la plateforme Provigis sécurisait les relations commerciales entre les entreprises en se positionnant comme tiers de collecte probatoire. Cette filiale était gérée indépendamment du cœur d'activité du groupe et représentait moins de 3% du chiffre d'affaires et de l'EBITDA du total consolidé.

La société Provigis était détenue à 87.5%, la plus-value correspondante est de 9 466 K€ dans les comptes consolidés.

Nomination d'Olivier Marcheteau en qualité de Directeur Général de FREELANCE.COM

Dans la continuité de son évolution de gouvernance annoncée le 10 décembre dernier, Olivier MARCHETEAU est nommé Directeur Général de FREELANCE.COM le 3 mars 2025 et permettra au groupe de continuer à se structurer afin d'accélérer sa croissance, poursuivre son développement à l'international et continuer la digitalisation de ses activités.

Fort de 20 ans d'expérience réussies à la tête d'entreprises de croissance, il apportera notamment sa compréhension des enjeux technologiques et internationaux pour écrire un nouveau chapitre de l'histoire de FREELANCE.COM.

Autres faits marquants

En dehors de la nouvelle présentation du bilan et du compte de résultat d'exploitation, cf note 5.5, aucun autre évènement ayant eu, ou susceptible d'avoir, une incidence significative sur les comptes consolidés, ou de faire l'objet d'une mention dans la présente annexe, n'est à signaler.

Evènement post-clôture

A la date de l'établissement des comptes consolidés, aucun évènement post-clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes consolidés du 31 décembre 2025 n'est à signaler.

- **Note 2 - Principes et méthodes comptables – modalités de consolidation**

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les principes comptables applicables en France et avec les règles de consolidation définies dans le règlement ANC n° 2020-01.

Les conventions suivantes ont notamment été respectées :
- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Modalités de consolidation

2.2.1 Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés sur lesquelles FREELANCE.COM exerce, directement ou indirectement, de droit ou de fait, un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale. Les entités sans activité ou sans actif significatif ne sont toutefois pas consolidées.

Les sociétés contrôlées conjointement par plusieurs actionnaires sont intégrées proportionnellement au pourcentage de contrôle.

Les sociétés dans lesquelles FREELANCE.COM exerce une influence notable, présumée lorsque la détention est supérieure à 20 % du capital, sont mises en équivalence.

La date de clôture des comptes consolidés est celle de la société mère du groupe, soit le 31 décembre de chaque année, et correspond à la date de clôture de chacune des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

2.2.2 Traitement des écarts de première consolidation

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion des prises de participation correspondent à la différence entre la juste valeur du prix d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise retraitée. Ils sont ventilés sur les postes d'actifs et de passifs appropriés.

Le solde non affecté positif de ces écarts est présenté à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ».

La durée d'utilisation de l'écart d'acquisition positif est déterminée à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée.

Les écarts d'acquisition sont analysés à chaque clôture afin d'apprécier leur valeur nette et d'appliquer éventuellement une dépréciation lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, les dépréciations comptabilisées n'étant jamais reprises.

L'évaluation des écarts d'acquisition des filiales opérationnelles est appréciée en fonction de critères de rentabilité et de développement. Pour les filiales de portage, ces critères sont appliqués à l'ensemble du pôle.

Lorsque la différence de consolidation est négative, elle est inscrite en « provisions » au passif du bilan et est rapportée au résultat selon une durée tenant compte de sa nature.

2.2.3. Conversion des comptes des sociétés étrangères n'appartenant pas à la zone Euro

La conversion en euros des comptes des sociétés étrangères a été effectuée de la manière suivante :

- Les éléments non monétaires, à l'exception des capitaux propres, et les éléments monétaires du bilan ont été convertis au cours de change à la date de clôture de l'exercice ; les capitaux propres ont été convertis au cours historique ;
- L'ensemble des produits et des charges a été converti au cours de change moyen de la période considérée.

2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.3.1 Immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations incorporelles sont valorisées à leur coût historique d'achat ou de production ou à leur juste valeur à la date d'acquisition de la filiale qui en est propriétaire.

Elles comprennent principalement :

- Les marques et les noms de domaine FREELANCE.COM dont la valeur d'inventaire est appréciée chaque année en fonction des perspectives du groupe, et qui ne font l'objet d'aucun amortissement,
- Les logiciels spécifiques.

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée de vie qui n'excède pas 5 ans.

2.3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition ou à leur juste valeur à la date d'acquisition de la filiale qui en est propriétaire.

Elles font l'objet d'un amortissement économique calculé selon le mode linéaire en fonction de leur durée de vie estimée. Les taux habituels retenus sont les suivants :

1.	Agencements et installations générales	5 ans
2.	Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
3.	Mobilier	8 à 10 ans

Les entités du groupe n'utilisent pas de manière significative le crédit-bail comme mode de financement des immobilisations.

2.3.3 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées suivant les cours de change à la clôture de l'exercice ou de la période, les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés en produits ou charges financières.

Les créances font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement et de contentieux.

2.3.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Elles font l'objet d'une provision pour dépréciation dans le cas où leur valeur de réalisation à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition.

2.3.5 Provisions pour risques et charges

Les risques et charges sont provisionnés au mieux de notre connaissance, dès lors qu'un événement survenu ou en cours les rendent probables à la date d'établissement des comptes et que leur montant peut être estimé avec une précision suffisante.

Les provisions sont évaluées à chaque clôture et font l'objet d'une reprise lors de leur utilisation (comptabilisation des charges correspondantes) ou de la disparition du risque initialement prévu.

2.3.6 Provisions pour indemnités de fin de carrière

Les engagements liés aux indemnités de départ à la retraite dues au personnel permanent en activité sous contrat à durée indéterminée sont provisionnés. L'évaluation de ces engagements résulte d'une estimation actuarielle des droits potentiels acquis par les salariés à la date du bilan, en application des dispositions prévues par la convention collective et de la prévision d'un départ à 65 ans à l'initiative du salarié.

Cette estimation tient compte notamment d'hypothèses d'espérance de vie, de rotation des effectifs, d'évolution des salaires et d'une actualisation des sommes à verser.

2.3.7 Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge

Le chiffre d'affaires et la marge associée sont pris en compte mensuellement, au fur et à mesure de la réalisation des missions.

2.3.8 Définition de l'EBITDA

L'EBITDA (Earning Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization) est utilisé pour définir la performance opérationnelle réalisée au cours d'une période. L'EBITDA correspond au Résultat d'Exploitation avant prise en compte :

- Des dotations aux amortissements,
- Des dotations aux provisions d'exploitation (principalement pour risques et charges d'exploitation et indemnités de fin de carrière)

- Des reprises aux provisions d'exploitation (principalement pour risques et charges d'exploitation et indemnités de fin de carrière)
- Des « Autres charges d'exploitation » (cf note 2.3.9)

2.3.9 Résultat exceptionnel

Selon l'article 513-5 nouveau du PCG (ANC 2022-06), sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

Un événement est majeur lorsque ses conséquences sont susceptibles d'avoir une influence sur le jugement que les utilisateurs des documents de synthèse peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entité ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre.

Un évènement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité. Un événement est présumé inhabituel lorsqu'un même évènement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices comptables et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices comptables.

Les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'entité sont exclues du résultat exceptionnel et sont inscrites dans le résultat courant selon leur nature, en « Autres charges d'exploitation », ou en résultat financier (comme notamment les cessions d'éléments d'actifs).

2.3.10 Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report variable aux taux d'impôt en vigueur à la clôture de l'exercice. Ils sont calculés sur les différences temporaires existant entre les valeurs comptable et fiscale des actifs et des passifs, ainsi que sur les retraitements pratiqués en consolidation, dans la mesure où ils sont significatifs.

Les impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables ne sont retenus que dans la mesure où leur récupération est probable dans un avenir raisonnable.

2.3.11 Résultat par action

Deux types de résultats sont présentés : le résultat par action et le résultat dilué par action.

Le résultat par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant la période. Les actions en circulation sont les actions émises, hors actions propres rachetées par FREELANCE.COM et incluses dans les capitaux propres.
Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions est modifié pour tenir compte de l'effet éventuel de dilution des actions à émettre dans le cadre de la conversion des instruments dilutifs en circulation.

Les instruments dilutifs existant à la date du 31 décembre 2025 sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Date d'attribution	Nature	Nombre	Prix EUR	Actions pouvant être souscrites	Quantité souscrite au 31/12/2025	Quantité restant au 31/12/2025
19/04/2024	PAGA 2023 (1)	323 664		260 581	-260 581	

19/04/2025	PAGA 2024 (2)	900 000		191 760		191 760
	PAGA 2025 (3)	400 000				
	SUPER PAGA 2025 (4)	900 000				
	PAGA DG 25-27 (5)	À quantifier				

(1) Sur les 323 664 actions attribuées le 19/04/2024, 260 581 ont été acquises le 18/04/2025
(2) Les 191 760 actions ont été attribuées le 18/04/2025 et pourront être acquises en avril 2026
(3) Les 400 000 actions pourront être attribuées en avril 2026, en fonction de critères de performance (délai d'acquisition d'1 an)
(4) Les 900 000 actions pourront être attribuées en avril 2026, en fonction de critères de performance (délai d'acquisition d'1 an)
(5) Le nombre maximal de droits attribués correspondront à 1% des titres composant le capital social de la Société déduction faite des AGA attribués en application du Super PAGA

2.4 Changement de règlementation

Le règlement ANC 2022-06 homologué le 30 décembre 2023 modifie le PCG et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Ce nouveau règlement entraine des impacts significatifs, notamment :

- La redéfinition du résultat exceptionnel (PCG Art 513-5), en l'absence de définition dans le règlement ANC 2020-01 (cf note 5.7),
- La suppression de la technique des transferts de charges,
- Le reclassement de la charge d'amortissement des frais d'émission d'emprunt dans le résultat financier (cf note 5.6).

La note 8 (Information comparative) présente les principales incidences apportées par la première application du règlement ANC 2022-06.

Note 3 - Périmètre de consolidation

3.1 Périmètre de consolidation

L'ensemble des sociétés dans lesquelles FREELANCE.COM exerce, directement ou indirectement, un contrôle de droit ou une influence notable a été consolidé.

La liste des consolidées au 31 décembre 2025 ainsi que les pourcentages d'intérêts détenus par le groupe est présentée ci-après ; toutes les sociétés sont consolidées en intégration globale.

La cession de la filiale Provigis, effective au 18 juin 2025, contribue aux flux d'activité et de résultat du groupe jusqu'au 30 juin 2025.

La société INSTITUT SAVOIR FAIRE, non consolidée à la clôture précédente, a été renommée VALOR CONNECT et intègre l'activité de portage salarial France. Elle participe aux flux d'activités et de résultat à compter du 1er janvier 2025.

A la suite des fusions le 1er janvier 2025, des sociétés :

- H2S au profit de DIGIPORTAGE, -
- PRIUM CONSULTING au profit de DIGIPORTAGE,

- LE MONDE APRES au profit d'OPENWORK,

ainsi que de la création de la société AD'MISSIONS CONNECT, le nouvel ensemble est désormais constitué de 40 sociétés.

Entité	Pays	SIREN	% intérêts N	% intérêts N-1
ADMISSIONS ACCESS	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	478 676 901	100	100
ADMISSION CONNECT		990 450 454	100	
ADMISSIONS ETUDES ET PROJETS	Tour de l'Horloge 4 place L.Armand 75603 Paris cdx 12	487 531 659	100	100
ADMISSIONS SAVOIR-FAIRE	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	413 598 632	100	100
ADMISSIONS SUISSE	Rue François-Perréard 20, 1225 Chêne Bourg (Suisse)		100	100
BRIDGY	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	844 056 671	100	100
COWORKEES FRANCE	3 Esplanade Augustin Ausselat CRAN GREVIER - 74940 Annecy	824 544 977	100	100
DIGIPORTAGE	31 Cours des Juillottes - 94700 Maisons-Alfort	908 510 092	100	
EGO INTERIM	221 boulevard Zerktouni Casablanca (Maroc)		100	100
ERGONOS CONSULTING	Rue François-Perréard 20, 1225 Chêne Bourg (Suisse)		100	100
ERGONOS GERMANY	FriedrichstraBe 95, 10117 Berlin (Allemagne)		100	100
FREELANCE MAROC	221 boulevard Zerktouni Casablanca (Maroc)		100	100
FREELANCE UK	c/o James Cowper Kreston, Reading Bridge House, George Street, Reading, Berkshire, England, RG1 8LS		100	100
FREELANCE.COM	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	384 174 348	100	100
ADMISSIONS ONE		837 521 442	100	100
FREELANCE ASIA	10 Anson Road, #35-06A, International Plaza, Singapore 079903		100	
FREELANCE SERVICES	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	517 703 385	100	100

3P FINANCIAL SERVICES	Route de Lausanne 254, c/o Kilmona Management SA, 1292 Chambésy (Suisse)		100	100
HELVETIC PAYROLL GENEVE	Rue de la Rôtisserie 2, 1204 Genève (Suisse)		100	100
HELVETIC PAYROLL ZURICH	Kernstrasse 57, 8004 Zurich (Suisse)		100	100
INOP'S	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	513 082 503	100	100
LE MONDE APRES BELGIQUE	23 rue de la Loi, 1040 Etterbeek Bruxelles (Belgique)		97	97
OPENWORK GROUP	Paroi Nord de la Grande Arche – 1 parvis de la Défense 92044 Paris la Défense	819 094 012	100	100
PRIUM CITY	11 boulevard Brune – 75014 Paris	815 116 132	100	
PRIUM CITY IMMO		828 830 992	100	
PRIUM EXPERTS		920 598 026	100	
PRIUM FORMATION		837 988 823	100	
PRIUM INVESTMENT GROUP		750 462 384	100	
PRIUM MANAGEMENT ET TRANSITION		920 701 604	100	
PRIUM PARTNERS		523 240 513	100	
PRIUM SOLUTIONS		750 657 546	100	
SAGE	Rue François-Perréard 20, 1225 Chêne Bourg (Suisse)		100	100
STA SERVICES	31 Cours des Juillottes - 94700 Maisons-Alfort	522 239 243	100	
SWEETCH		908 508 914	100	
OPENWORK	Paroi Nord de la Grande Arche - 1 parvis de la Défense 92044 Paris La Défense	839 240 322	100	100
TMC		390 058 741	100	100
VALOR CONNECT		890 850 886		
VALOR CONSULTANTS		311 810 816	100	100
VALOR ONE		505 317 503	100	100

3.2 Variation du périmètre

La cession de 87.5% des actions de la société PROVIGIS s'est traduite par une plus-value détaillée ci-dessous :

Prix de cession des titres	10 342 K€
Quote-part dans la juste valeur des actifs net cédés	876 K€
Plus-Value	9 466 K€

Note 4 - Informations sur les postes du bilan

4.1 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en K€	Ouverture	Augmentation	Diminutions	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart acquisition positif	226 977					226 977
Frais d'établissement	133					133
Frais de recherche et de développement						
Concessions, brevet et droits similaires	26 388	528		-1 205	2 326	28 036
Fonds commercial	481					481
Autres immobilisations. Incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	1 250	2 338			-2 296	1 293
Immobilisations incorporelles brutes	**255 229**	**2 866**		**-1 205**	**30**	**256 920**
Amortissements et provisions	**Ouverture**	**Augmentation**	**Diminutions**	**Variation de périmètre**	**Autres mouvements**	**Clôture**
Amort. Écarts acquisition	-1 610					-1 610
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevet et droits similaires	-17 175	-4 888		759	-17	-21 321
Amort. fonds commercial	-481					-481
Amort. autres immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Amortissements et provisions	**-19 399**	**-4 888**		**759**	**-16**	**-23 545**
Valeurs nettes	**Ouverture**	**Augmentation**	**Diminutions**	**Variation de périmètre**	**Autres mouvements**	**Clôture**
Ecart acquisition positif	225 366					225 366
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Concessions, brevet et droits similaires	9 213	-4 361		-446	2 309	6 715
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	1 250	2 338			-2 296	1 293
Valeurs nettes	**235 829**	**-2 023**		**-446**	**13**	**233 374**

Le poste « concessions, brevets et droits similaires » comprend notamment :

- La marque « FREELANCE.COM » ainsi que les marques et noms de domaine associés évalués à 1 260 K€ lors de leur première consolidation en 2002, évaluation confirmée depuis par un test annuel de dépréciation.

- Les logiciels spécifiques suivants développés en interne :

  - Pour l'activité d'intermédiation France : des outils de type portail clients/partenaires sont développés en interne pour industrialiser la gestion de nos opérations. La valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2025 s'élève à 2 252 K€, y compris 653 K€ d'immobilisations en cours,

- Pour l'activité de portage salarial France : des outils sont développés en interne et mis à la disposition de nos consultants pour la gestion de leur activité. La valeur nette de ces actifs au 31 décembre 2025 s'élève à 1 915 K€ (dont 1 367 K€ liés à l'outil STA Portage et PRIUM One) y compris 185 K€ d'immobilisations en cours,

- Pour l'activité de portage salarial Export : Un outil est développé en interne pour gérer notre offre de portage salarial internationale. La valeur nette de cet actif s'élève à 1 583 K€ au 31 décembre 2025

- Les autres développements sont liés à des projets transverses au groupe. Leur valeur nette s'élève à 867 K€ au 31 décembre 2025, y compris 454 K€ d'immobilisations en cours.

Ces logiciels spécifiques supportant l'exploitation font l'objet d'un amortissement linéaire, calculé sur une durée qui n'excède pas 5 ans.

4.2 Ecarts d'acquisition positifs

Valeurs en K€	Valeur nette au 31/12/2024	Augmentation 31/12/2025	Dépréciation 31/12/2025	Valeur nette au 31/12/2025
Activité d'intermédiation	**36 174**			**36 174**
- France	34 240			34 240
- Export	1 934			1 934
Activité de portage salarial	**189 192**			**189 192**
- France	72 443			72 443
- Export	116 749			116 749
	225 366			**225 366**

Pour une meilleure lisibilité, les écarts d'acquisitions sont désormais regroupés par activité et zone géographique (l'ancienne présentation indiquait les montants par acquisition) :

- L'intermédiation France comprend principalement l'écart d'acquisition d'INOP'S, de STA SERVICES ainsi que la partie d'activité intermédiation du groupe PRIUM,
- L'intermédiation Export inclut les écarts d'acquisition Maroc et Ergonos,
- Le portage salarial France reprend la majorité des écarts d'acquisition issus de l'apport partiel d'actif de 2016, du groupe OPENWORK en 2023, et du groupe STA nouvellement acquis,
- Le portage salarial Export inclut principalement les écarts d'acquisition du groupe Helvetic Payroll.

Le groupe FREELANCE.COM procède annuellement à un test de dépréciation pour chacun de ces 4 périmètres. Celui-ci n'a conduit à aucune dépréciation au 31 décembre 2025.

4.3 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en K€	Ouverture	Augmentation	Diminutions	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage	145	30			-1	175

Autres immobilisations corporelles	4 742	375	-212	-26	-16	4 863
Immobilisations en cours		13				13
Valeurs brutes	**4 888**	**418**	**-212**	**-26**	**-17**	**5 050**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentation	Diminutions	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage	-136	-6				-142
Autres immobilisations corporelles	-2 911	-742	139	14	-58	-3 558
Dépréciation immo. corporelles						
Amortissements et provisions	**-3 047**	**-747**	**139**	**14**	**-58**	**-3 699**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentation	Diminutions	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage	10	24			-1	33
Autres immobilisations corporelles	1 831	-367	-73	-12	-74	1 305
Immobilisations corporelles en cours		13				13
Valeurs nettes	**1 841**	**-329**	**-73**	**-12**	**-75**	**1 351**

4.4 Immobilisations financières

Le poste « Immobilisations financières » se décompose comme suit en valeurs nettes au 31 décembre 2025 :

Valeurs en K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres non consolidés	53			-50	-2	1
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	2					2
Prêts	895		-3			893
Dépôts et garanties versées	1 971	2	-52	-65	130	1 985
Autres créances immobilisées	234	16	-13		-128	109
Total	**3 156**	**18**	**-68**	**-115**	**-**	**2 990**

La ligne des titres non consolidés présente à l'ouverture pour 53 K€, a diminué de 52 K€ avec l'activation en consolidation de la société INSTITUT SAVOIR FAIRE renommée VALOR CONNECT en 2025 pour 50 K€, ainsi que 2 K€ relatifs à la liquidation de STA MEA, filiale de STA.

Les titres de FREELANCE.COM LUXEMBOURG pour 22 K€ ont été totalement dépréciés en 2023.

Les prêts pour 893 K€ correspondent aux sommes versées au titre du 1% construction par les sociétés de portage salarial.

Au 31 décembre 2025, les dépôts et garanties versées se montent à 1 985 K€. Ils comprennent principalement :

- Des dépôts de garantie versés dans le cadre de location mobilière (dont 298 K€ sur FREELANCE.COM pour les bureaux situés à la Grande Arche de la Défense),
- Une garantie de 500 K€ sur les fonds prêtés (emprunt lié au Groupe HP) et conservés par Bpifrance comme gages espèces,
- La licence LSE (autorisation de pratiquer la location de services) pour 609 K€ sur les sociétés de portage salarial et intermédiation export (dont 128 K€ de reclassement des créances immobilisées vers les dépôts de garanties)

4.5 Créances d'exploitation et comptes de régularisation

Valeurs en K€	Montant brut	Dépréciation	31/12/2025	31/12/2024
Créances clients et comptes rattachés	179 482	-3 879	175 603	174 382
Créances sur immo et comptes rattachés				
Créances clients	**179 482**	**-3 879**	**175 603**	**174 382**
Créances sociales	3 083		3 083	5 373
Créances d'impôt et TVA exigible	20 387		20 387	25 186
Cptes courants débiteurs	251	-198	53	48
Cptes courants débiteurs - Intérêts courus	18		18	124
Autres créances diverses et affacturage	13 801		13 801	14 691
Avances et acptes versés /commandes	444		444	398
Divers – Produits à recevoir				
Actifs d'impôt différé	570		570	834
Charges constatées d'avance	1 290		1 290	1 847
Comptes de régularisation actif	535		535	771
Autres créances et comptes de régularisation	**40 378**	**-198**	**40 181**	**49 273**
TOTAL GENERAL	**221 686**	**-4 077**	**217 609**	**226 273**

L'essentiel des créances d'exploitation est à échéance à moins d'un an à l'origine. Les créances sur l'Etat comprennent principalement la TVA déductible pour 18 267 K€ et des crédits et avances d'impôts de 1 872 K€. Les comptes de Factor (ligne autres créances diverses et affacturage) représentent notamment les montants non financés par le Factor (Fonds de garantie et Réserves de Financement) jusqu'au paiement par les clients des factures cédées pour 13 185 K€ pour Freelance.com.

Les créances clients ne tiennent pas compte des créances cédées au factor. Au 31/12/2025, l'encours d'affacturage s'élève à 48 603 K€ pour 48 959 K€ au 31/12/2024. L'engagement net vis-à-vis de l'établissement d'affacturage s'élève donc à 35 418 K€ contre 35 711 K€ au 31/12/24.

Les comptes courants débiteurs de 53 K€ concernent principalement une avance à la société Freelance.com Luxembourg, filiale sans impact significatif et non consolidée au 31 décembre 2025.

Le recouvrement des actifs d'impôt différé de 570 K€ correspond à la consommation des déficits fiscaux sur un horizon de 3 ans (bénéfices fiscaux des années 2026 à 2028), détail dans la note 5.8.

4.6 Valeurs mobilières de placement

Valeurs en K€	Montant brut	Dépréciation	31/12/2025	31/12/2024

Valeurs mobilières de placement	1 377	-327	1 050	2 523

Les valeurs mobilières de placement de 1 050 K€ au 31 décembre 2025 concernent principalement :

- la valeur moyenne des actions propres destinées à être attribuées au personnel dans le cadre des PAGA (Plan d'Attribution Gratuite d'Actions) pour 552 K€, elle était de 1 084 K€ au 31 décembre 2024,
- des placements mobiliers avec un solde de 824 K€

4.7 Variation des capitaux propres

Valeurs en K€	Capital	Réserves + primes	Titres en autocontrôle	Résultats	Ecarts de conversion	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	**4 523**	**131 477**	**-101**	**14 529**	**3 010**	**153 438**	**213**
Affectation en réserves		14 529		-14 529			
Engagement Retraites							
Variation de capital							
Variation de titres en autocontrôle			10			10	
Dividendes versés aux actionnaires		-4 508				-4 508	
Variation du périmètre							
Résultat N-1				18 003		18 003	57
Variation des écarts de conversion					-334	-334	
Capitaux propres N-1	**4 523**	**141 497**	**-92**	**18 003**	**2 676**	**166 608**	**270**
Affectation en réserves		18 003		-18 003			
Engagement Retraites							
Variation de capital							
Variation de titres en autocontrôle			10			10	
Dividendes versés aux actionnaires		-4 504				-4 504	-172
Variation du périmètre							-109
Résultat N				23 346		23 346	18
Variation des écarts de conversion					-24	-24	
Capitaux propres N	**4 523**	**154 997**	**-81**	**23 346**	**2 652**	**185 436**	**7**

Le nombre d'actions composant le capital social de FREELANCE.COM SA se détaille comme suit :

	Nombre d'actions	Valeur Nominale
Au 31/12/2024	56 535 254	0,08 €
Au 31/12/2025	56 535 254	0,08 €

4.8 Provisions pour risques et charges et provisions pour dépréciation

Valeurs en K€	Ouverture	Augmentations (1)	Diminutions (2)	Variation de périmètre	Autres mouvements	Clôture

Provisions	3 286	865	-1 408		2	2 744
Provisions pour dépréciations sur :						
- Immobilisations incorporelles						
- Immobilisations corporelles						
- Immobilisations financières	52					52
- Comptes clients	4 534	247	-870	-37	6	3 879
- Autres créances	256	49	-107			198
- Valeurs mobilières	342	127	-142			327
Total	**8 470**	**1 287**	**-2 528**	**-37**	**8**	**7 200**

Impact en résultat	Augmentations	Diminutions
Résultat d'exploitation	1 111	-2 386
Résultat financier	176	-142
Résultat exceptionnel		
Total	**1 287**	**-2 528**

(1) Les dotations de provisions correspondent pour l'essentiel à la provision des clients douteux (247 K€), ainsi que celles vis-à-vis du personnel /consultants (864 K€) et financières (176 K€),
(2) Les provisions reprises correspondent principalement aux clients douteux (870 K€) ainsi qu'aux engagements vis-à-vis du personnel (1 143 K€) et fiscales (292 K€)

Les provisions et dépréciations concernent principalement cinq types de risque :

- Les risques réglementaires (fiscalité, Urssaf, etc.) pour un montant de 185 K€
- Les risques sociaux de litiges avec le personnel à hauteur de 852 K€
- Les risques commerciaux contractuels pour 862 K€
- Les engagements vis-à-vis du personnel pour 845 K€ dont des indemnités de fin de carrière pour 420 K€ (dont principales hypothèses suivantes : taux d'actualisation de 4.18 % et taux d'évolution des rémunérations de 2%) et 425 K€ lié au coût des actions gratuites
- Les risques clients de non-recouvrement de créance à hauteur de 3 879 K€

Les dotations et reprises de provision d'exploitation concernent principalement le risque de non-recouvrement des créances clients, ainsi que l'impact des actions gratuites.

La dotation en provision financière concerne la dépréciation entre le cours moyen des actions gratuites rachetées sur le marché et leur cours à la date de clôture pour 127 K€ et celle du compte courant de FREELANCE.COM LUXEMBOUG pour 49 K€.

Le Conseil d'Administration du 18 avril 2025 reste dans la continuité de 2024 et a décidé d'utiliser les actions rachetées sur le marché (cf note 4.7 « variation des titres en autocontrôle ») dans le cadre des PAGA (Plan d'Attribution Gratuites d'Actions). A ce titre, une provision de 1 057 K€ avait été constatée dans les comptes au 31 décembre 2024, et a été pour partie utilisée dans le cadre de l'attribution du PAGA 2023. Elle est de 425 K€ au 31 décembre 2025.

Les dotations et reprises de provision qui impactaient le résultat exceptionnel sont, depuis le règlement de l'ANC n°2022-06 enregistrées en « Autres charges d'exploitation » et détaillées dans la note 5.5.

4.9 Emprunts et dettes financières

Valeurs en K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Variation du périmètre	Autres mouvements	Clôture
Emprunts bancaires	127 907		-14 850			113 057
Autres dettes financières	599		-69		-20	510
Dettes financières	**128 506**		**-14 920**		**-20**	**113 567**

Pour mémoire, en 2021, FREELANCE.COM a emprunté 100 M€ fin octobre auprès de Bpifrance (10 M€) et d'un pool bancaire (90 M€) mené par le LCL et la SG afin notamment de financer l'acquisition du groupe HP. En juin 2022, un emprunt de 6 M€ est venu s'ajouter en complément de prix du groupe HP qui restait à verser sur le 1er semestre 2022.

Les termes de l'emprunt sont précisés ci-dessous :
- 51 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.4% l'an
- 45 M€ amortissable in fine sur 7 ans au taux maximum de l'Euribor* + 1.75% l'an
- 10 M€ amortissable annuellement sur 6 ans au taux de 1.4%

** Dans le cas où l'Euribor serait inférieur à zéro, il sera réputé être égal à zéro.*

Fin 2023, FREELANCE.COM a contracté un nouvel emprunt pour financer l'acquisition du groupe STA signée le 11 janvier 2024. Cet emprunt (Prêt Participatif Relance), contracté au taux de 4.85%, est amortissable en année 7 et 8 (2030 et 2031).

Entrés dans le périmètre en 2024, le solde d'emprunt au 31 décembre 2024 du groupe STA était de 5.6 M€ (dont 1.4 M€ de PGE et 2 emprunts PPR pour 4.2 M€ remboursables de 2028 à 2031), et celui du groupe PRIUM de 512 K€ (solde en 2027).

La diminution de 14.9 M€ comprend le remboursement d'échéances des emprunts dont 4 M€ de PGE.

Leurs échéances sont détaillées ci-dessous :

Valeurs en K€	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'1 ans à - 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	113 057	12 875	78 771	21 410
Autres dettes financières	510	510		
Dettes financières	**113 567**	**13 385**	**78 771**	**21 410**

La marge appliquée au taux maximum de l'Euribor + 1.9% et 2.3 % l'an est variable suivant l'atteinte :
- D'un ratio R1 avec test semestriel (Dettes Financières Nettes Consolidées / EBITDA Consolidé)
- De critères RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) qui pourraient bonifier le taux d'intérêt de 0,05%

La marge appliquée sur 2025 au taux Euribor a été de 1.30% et 1.60% grâce à l'amélioration des critères du ratio R1.

Afin de se prémunir contre une baisse ou une hausse des taux d'intérêts, le groupe a recourt à un instrument financier de Cap (0.94%) et de Floor (-0.65%) sur l'Euribor 3 mois avec La Banque Postale. Il couvre la période du 28/10/21 au 28/10/25 sur une base de 54 M€ (60% de l'emprunt avec le pool bancaire) et a donc pris fin en 2025.

Les échéances de plus de 5 ans sont liées au nouvel emprunt PPR contracté par FREELANCE.COM pour des remboursements en 2031 pour 19.8 M€, ainsi que ceux du groupe STA pour 1.6 M€.

Les autres dettes financières pour 510 K€ concernent principalement les intérêts courus du pool bancaire FREELANCE.COM (426 K€), des emprunts OPENWORK (22 K€) et DIGIPORTAGE (42 K€).

4.10 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont pour l'essentiel exigibles à moins d'un an, leur ventilation est la suivante :

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Dettes fournisseurs	**117 356**	**123 346**
Dettes sur immobilisations	3	8
Avances et acomptes reçus sur commandes	7 714	5 643
Dettes sociales	74 686	79 589
Dettes fiscales	42 631	51 935
Autres dettes et comptes de régularisation	5 688	7 112
Total autres dettes	**130 723**	**144 287**
Total	**248 079**	**267 632**

Les dettes fiscales de 42 631 K€ comprennent pour l'essentiel la TVA collectée pour 35 925 K€;

- **Note 5 - Informations sur les postes du compte de résultat**

5.1 Ventilation du chiffre d'affaires

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Activité d'intermédiation	**497 994**	**513 061**
- France	*468 054*	*483 153*
- Export	*29 940*	*29 908*
Activité de portage salarial	**552 276**	**532 486**
- France	*297 255*	*286 314*
- Export	*255 021*	*246 171*
Autres	**2 374**	**4 167**
Total	**1 052 644**	**1 049 713**

La ligne « Autres » concerne le chiffre d'affaires de l'activité de conformité principalement porté par PROVIGIS.

5.2 Autres produits d'exploitation

A hauteur de 1 116 K€ au 31 décembre 2025, ils comprennent principalement :

- Des subventions d'exploitation pour 952 K€,
- Des produits de gestion courante pour 164 K€.

Les reprises de provisions sur les créances douteuses sont nettées avec les dotations.

5.3 Détail des autres achats et charges externes

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Achats de prestations	448 265	461 759
Commissions des commerciaux	809	737
Achats et charges liés au partage salarial	70 967	67 474
Autres	17 136	21 519
Total	**537 178**	**551 488**

5.4 Détail des frais de personnel

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Personnel administratif	33 547	34 212
Personnel porté et intérimaires	449 607	423 749
Total	**483 154**	**457 960**

La participation des salariés au résultat se monte à 140 K€ fin 2025 et 209 K€ fin 2024.

La ligne Personnel administratif contient l'impact de la provision liée aux actions gratuites pour 185 K€ en 2025 et 875 K€ 2024.

5.5 Décomposition des autres charges d'exploitation

Selon l'article 513-5 nouveau du PCG (ANC 2022-06), sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, cf définition notes 2.3.9 et 2.4.

Les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'entité sont exclues du résultat exceptionnel et sont inscrites dans le résultat courant selon leur nature, en « Autres charges d'exploitation », ou en résultat financier (comme notamment les cessions d'éléments d'actifs).

Au 31 décembre 2025, le montant net des autres charges d'exploitation est négatif de -2 197 K€ et se décompose de la manière suivante :

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Pdt ces./immob. corp. & incorp.		
Autres produits non récurrents	488	626

Rep. prov. risque & charge exploitation non récurrent	779	108
Autres produits d'exploitation	**1 267**	**734**
VNC immob. corp. & incorp. cédées	-73	-22
Autres charges non récurrentes	-2 546	-1 702
Dot. prov. risque& charge exploitation non récurrent	-844	-573
Autres charges d'exploitation	**-3 464**	**-2 297**
Montant net des autres charges d'exploitation	**-2 197**	**-1 563**

5.6 Décomposition du résultat financier

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Produits de participation		
Autres intérêts et Produits assimilés	290	863
Reprises sur provisions	142	
Différences positives de change	1 263	2 487
Produits sur cessions d'éléments financiers	11 569	291
Produits financiers	**13 264**	**3 641**
Dotations financières aux amortissements et provisions	-411	-378
Intérêts et charges assimilées	-4 738	-5 399
Différences négatives de change	-2 214	-1 692
Charges sur Cessions d'éléments financiers	-1 862	
Charges financières	**-9 226**	**-7 469**
Résultat financier	**4 038**	**-3 828**

Suite au changement du règlement ANC n°2022-06, les lignes suivantes font désormais partie du résultat financier :
- Les dotations pour charges à répartir liées aux emprunts (en résultat d'exploitation en 2024)
- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés (en résultat exceptionnel en 2024)

La cession de la société Provigis contribue à hauteur de 9 466 K€ dans le résultat financier.

Les filiales suisses contribuent pour -966 K€ aux différences nettes de change.

Les intérêts et charges assimilées de 4 738 K€ comprennent pour 4 248 K€ les intérêts calculés sur FREELANCE.COM liés aux emprunts bancaires, auxquels s'ajoutent des charges d'intérêts de 286 K€ liées aux PGE et emprunts des autres sociétés du groupe. Les charges d'affacturage s'élèvent à 121 K€ en décembre 2025.

5.7 Décomposition du résultat exceptionnel

Selon l'article 513-5 nouveau du PCG (ANC 2022-06 en 2025), sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel, cf définition note 2.3.9.

Les opérations dont la réalisation concerne l'activité normale et courante de l'entité sont exclues du résultat exceptionnel et sont inscrites dans le résultat courant selon leur nature, en « Autres charges d'exploitation », ou en résultat financier (comme notamment les cessions d'éléments d'actifs).

Le poste « Autres charges d'exploitation » au 31 décembre 2025 est désormais détaillé dans la note 5.5.

Le résultat exceptionnel du 31 décembre 2024 est présenté note 5.5 ainsi que dans l'information comparative note 8.

Au 31 décembre 2024, le résultat exceptionnel était principalement composé de charges liées à des opérations de restructuration pour 997 K€, des soldes de litiges sur la Suisse de 191 K€ et des provisions pour risques et charges règlementaires de 301 K€.

5.8 Impôt sur les résultats et impôts différés

A compter du 1er janvier 2019, les sociétés françaises du groupe ont constitué un groupe d'intégration fiscale dont FREELANCE.COM est la mère. Au 31 décembre 2025, l'impôt société en résultant s'élève à 848 K€. Les sociétés françaises du groupe OPEWORK sont intégrées dans ce groupe depuis le 1er janvier 2024, ainsi que la société Openwork, et les socétés du groupe STA depuis janvier 2025.

Le groupe PRIUM a constitué un groupe d'intégration fiscale dont PRIUM INVESTMENT GROUP est la mère à compter du 1er janvier 2023. Il constituera un sous-groupe au niveau de l'ensemble du groupe d'intégraiton fiscale de FREELANCE.COM. Compte tenu de l'acquisition récente de ce groupe en octobre 2024 et des restructurations en cours, les déficits au 31 décembre 2025 n'ont pas été activés pour 7.6 M€.

Sur l'exercice 2025, la charge d'impôt dans les comptes consolidés est de 2 565 K€ et se décompose de la manière suivante :

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Impôts exigibles	2 302	4 394
Impôts différés	263	841
Charge totale d'impôts comptabilisée en résultat	**2 565**	**5 235**

Les impôts exigibles pour 2 302 K€ correspondent aux impôts sur les sociétés dus par les filiales françaises (275 K€), suisses-allemandes (1 883 K€) et marocaines (144 K€).

Les déficits reportables de l'unité fiscale FREELANCE.COM ont été entièrement activés en 2020 et 2021.
Les impôts différés ont été activés au taux de 25 %, taux en vigueur depuis 2022.

Au 31 décembre 2025, la ligne Impôts différés est détaillée comme suit :

Valeurs en K€	31/12/2025
Consommation d'actifs d'impôts	193
Réintégrations diverses	50
Variation des engagements retraites	21

Charge d'impôts différés	**263**

La ligne Consommation d'actifs d'impôts est liée à la consommation de déficits reportables du groupe d'intégration fiscale, déficits activés à partir de 2020. Grâce à ses résultats positifs, ce groupe a consommé 193 K€ d'impôts

La ventilation des impôts différés dans le bilan est la suivante :

Valeurs en K€	31/12/2025	31/12/2024
Reports déficitaires	437	630
Réintégrations diverses	28	78
Indemnités de départ à la retraite	105	126
Impôts différés actifs par nature	**570**	**834**
Impôts différés passifs par nature		

L'analyse de la différence d'impôt au 31 décembre 2025 se présente ainsi :

Valeurs en K€	Base	Impôt
Résultat net avant impôts théorique en vigueur de 25%	25 929	6 482
Retraitements :		
- Charges non déductibles en réintégration fiscale (1)		964
- Revenus non imposables en déduction fiscale (2)		-2 995
- Activation ou désactivation des impôts différés (3)		-286
- Crédits d'impôt (4)		-626
- Retraitement sur exercices antérieurs et contrôles fiscaux (5)		-46
- Différence entre le taux normal appliqué en France et le taux d'impôt appliqué à l'étranger (6)		-928
Total des retraitements		**-3 917**
Charge totale d'impôts comptabilisée en résultat		**2 565**
Taux d'impôt effectif		**10%**

Les principaux éléments expliquant les écarts identifiés dans le passage de l'impôt théorique à la charge d'impôts sont :
(1) Décalages temporaires liés aux taxes organic et efforts de construction, 1% de quote-part sur les dividendes versés par des filiales francaises (3 500 K€) et 5% sur les dividendes versés par les filiales suisses (10 682 K€), et quote part frais et charge de 12% sur la plus-value sur la cession de la filiale Provigis,
(2) Décalages temporaires réintégrés les années précédentes : Efforts de constructions, Organic, et non imposition de la plus-value sur la cession de la filiale Provigis,
(3) Dont 241 K€ liés à la non activation des impôts différés sur l'exercice 2025 des sociétés du groupe PRIUM,
(4) Des crédits d'impôts famille et recherche pour les sociétés françaises du groupe pour 626 K€,
(5) Des retraitements sur exercices antérieurs pour 46 K€ sur les sociétés étrangères,
(6) La principale différence de taux avec la France est le taux moyen d'imposition de 17% en Suisse.

- **Note 6 - Autres informations**

6.1 Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant en K€
Encours des créances clients cédées à un organisme d'affacturage	48 603
Restitution de la franchise de loyer en cas de départ avant le 28/02/2029	2 283

Affectation en nantissement de 158.268 actions INOP'S à la garantie des obligations découlant du Contrat de Crédits du 28/10/2021 en faveur des prêteurs (Bred, Crédit Lyonnais, HSBC, La Banque Postale, Société Générale).

Garantie d'Actif Passif consentie à l'acquéreur de Provigis

Engagement de non-concurrence et non débauchage de 2 ans

Gage de 100% des actions composant le capital des sociétés Helvetic Payroll Zurich et Helvetic Payroll SA à la garantie des obligations découlant du Contrat de Crédits du 28/10/2021 en faveur des prêteurs (Bred, Crédit Lyonnais, HSBC, La Banque Postale, Société Générale).

Engagements reçus	Montant en K€
Garantie Actif Passif consentie par le cédant des sociétés du Groupe STA Portage jusqu'au 10/01/2029	5 000

6.2 Passifs éventuels

Tous les risques en cours au 31 décembre 2025 ont fait l'objet d'une provision.

6.3 Effectif permanent

	France	Etranger	Total 31/12/25	Total 31/12/24
Personnel salarié :				
- cadres	222	50	272	294
- employés	65		65	81
Total	**287**	**50**	**337**	**375**

L'effectif permanent fin décembre 2025 exclut les salariés portés et les intérimaires.

6.4 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes	Mission légale	Autres services
ECA	121	36

CPA – CABINET PERON	36	22
CABINET FERTE	45	
CABINET CFCA AUDIT	75	
COMPAGNIE FIDUCIAIRE DE REVISION / EXPERT AUDIT	130	
Total	**406**	**58**

Les honoraires des Commissaires aux comptes ont représenté une charge de 464 K€ en 2025.

6.5 Parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.
La principale opération concernée est décrite au § 4.9 ci-dessus.

- **Note 7 – Tableau de flux de trésorerie consolidé**

Valeur en K€	31/12/2025	31/12/2024
Trésorerie à l'ouverture	**101 781**	**129 401**
Opération d'exploitation :		
Résultat net de l'ensemble consolidé	**23 364**	**18 060**
Amortissements et provisions	5 328	5 448
Plus-values de cession, nettes d'impôts	-9 495	32
Variation des impôts différés	263	841
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**19 461**	**24 381**
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-11 242	480
Flux de trésorerie exploitation (A)	**8 219**	**24 861**
Opérations d'investissements :		
Acquisitions d'immobilisations (hors crédit-bail)	-3 301	-6 069
Cession et réductions d'immobilisations	68	395
Variation des créances et dettes sur immobilisations	-5	78
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	9 094	-27 105
Trésorerie affectée aux investissements(B)	**5 856**	**-32 702**
Opérations de financement :		
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	-14 850	-14 847
Augmentation des capitaux propres		
Distribution de dividendes & acomptes	-4 676	-4 508
Trésorerie provenant du financement (C)	**-19 526**	**-19 355**
Autres flux de trésorerie (D)	-15	-424
Variations de la trésorerie (A) + (B) + (C) + (D)	**-5 466**	**-27 620**
Trésorerie - Clôture	**96 315**	**101 781**

La trésorerie à la clôture est présentée au bilan dans les lignes Valeurs mobilières de placement et Disponibilités.

- **Note 8 – Information comparative**

Les principales incidences apportées par la première application du règlement ANC n° 2022-06 sont résumées comme suit :

Reclassements liés au compte de résultat

Les éléments habituellement inscrits par nature en résultat exceptionnel sont désormais limités aux seuls enregistrements liés à des opérations fiscales (amortissements dérogatoires, provisions pour hausse des prix, …), des changements de méthodes ou des corrections d'erreurs, ainsi qu'aux charges et produits directement liés à un évènement majeur et inhabituel.

Les impacts sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En K€	§	31/12/2025 Exercice publié	31/12/2024 avec application du règlement ANC 2022-06	31/12/2024 Exercice publié	Ecart 2024 avec et sans application du règlement ANC 2022-06
Chiffre d'affaires	**5.1**	**1 052 644**	**1 049 713**	**1 049 713**	
Autres produits d'exploitation	**5.2**	**1 116**	**1 126**	**1 126**	
Autres achats et charges externes	5.3	- 537 178	-551 488	-551 488	
Impôts, Taxes et versements assimilés		-4 412	-7 643	-7 643	
Charges de Personnel	5.4	-483 154	-457 960	-457 960	
Dotation aux amortissements des immobilisations		-5 636	-4 771	-5 007	236
Dotation et reprise aux provisions d'exploitation	4.8	708	-291	-291	
Charges d'exploitation		**-1 029 672**	**-1 022 153**	**-1 022 389**	**236**
EBITDA*		**29 640**	**33 577**	**33 577**	
Autres charges d'exploitation*	5.5	-2 197	-1 563		-1 563
1 - Résultat d'exploitation		**21 891**	**27 123**	**28 451**	**-1 328**
2 – Résultat financier	5.6	4 038	-3 828	-3 593	-236
3 – Résultat courant avant impôt		**25 929**	**23 295**	**24 858**	**-1 563**
4 – Résultat exceptionnel	5.7			-1 563	-1 563
Impôts sur les bénéfices	5.8	-2 565	-5 235	-5 235	
Résultat des sociétés intégrées		**23 364**	**18 060**	**18 060**	
Dotations et reprises sur écarts d'acquisition	4.1				
5 – Bénéfice net		**23 364**	**18 060**	**18 060**	
Résultat net (part du groupe)		**23 346**	**18 003**	**18 003**	

Résultat attribuable aux intérêts minoritaires		**18**	**57**	**57**	

* détail de calcul de l'EBITDA précisé dans la note 2.3.8
* selon modification ANC n°2022-06, précisé dans la note 2.3.9

Les dotations de charges à répartir sur les emprunts pour 236 K€ de l'exercice 2024 sont reclassées du résultat d'exploitation au résultat financier.

Le résultat exceptionnel de -1 563 K€ de l'exercice 2024 est intégralement reclassé dans les poste « Autres charges d'exploitation » qui fait partie du résultat d'exploitation selon l'application du règlement ANC 2022-06.

Reclassements liés au bilan

A l'actif, les charges comptabilisées d'avance et les frais d'émission d'emprunt figurant dans une rubrique spécifique au 31/12/2024 pour un montant de 2 618 K€ euros sont regroupés dans le poste « Autres créances et comptes de régularisation » dans la colonne comparative 2024 du bilan au 31/12/2025. A noter également le regroupement des écarts d'acquisitions avec les immobilisations incorporelles.

Au passif, les comptes de régularisation (produits constatés d'avance) figurant dans une rubrique spécifique au 31/12/2024 pour un montant de 1 944 K€ euros sont regroupés dans le poste « Autres dettes et comptes de régularisation » dans la colonne comparative 2024 du bilan au 31/12/2025.

18.1.5.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de la société FREELANCE.COM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FREELANCE.COM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes consolidés aux alinéas suivants :

- 2.4 Changement de réglementation ;
- Note 8 – Information comparative.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté :

- sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et des informations données dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés et notamment la reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge décrite dans la note 2.3.7 de l'annexe ;

- et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour celles relatives aux écarts d'acquisition qui figurent au bilan au 31 décembre 2025 pour un montant net de 225,4 millions d'euros, ainsi que celles relatives aux dettes envers les salariés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 17 avril 2026. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.
Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie

significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Champs sur Marne et à Paris, le 20 avril 2026
Les Commissaires aux Comptes

Cabinet PÉRON et Associés	**CMS Experts Associés**
Jean François PÉRON	**Alexandre DROUHIN**
Commissaire aux Comptes	Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie régionale de Paris	Membre de la Compagnie régionale de Paris

18.1.5.3 Comptes consolidés de l'exercice 2024 clos le 31 décembre 2024

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639.

18.1.5.4 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2024

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 22 septembre 2025 sous le numéro D.25-0639.

18.1.5.5 Comptes consolidés de l'exercice 2023 clos le 31 décembre 2023

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

18.1.5.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2023

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission Européenne, sont inclus par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel les comptes consolidés, le rapport de gestion et les rapports des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2023 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 septembre 2024 sous le numéro D.24-0716.

18.1.6 Date des dernières informations financières

Les dernières informations financières vérifiées sont celles relatives aux comptes clos le 31 décembre 2025 présentées au paragraphe 18.1.2.1 et 18.1.6.1 du présent document.
Celles-ci ont fait l'objet d'un audit par les Commissaires aux Comptes de la Société dont le rapport figure au paragraphe 18.1.1.2 et 18.1.5.2

18.2 Informations financières intermédiaires et autres

Néant

18.3 Audit des informations financières annuelles historiques

18.3.1 Audit indépendant

Les commissaires aux comptes du Groupe établissent un rapport d'audit annuel indépendant. Celui-ci est présenté au paragraphe 18.1.1.2 du présent document.

18.3.2 Autres informations auditées

Seules les informations financières annuelles historiques ont fait l'objet d'un audit par les contrôleurs légaux.

18.3.3 Informations non-auditées

La Déclaration de performance extra-financière – DPEF 2025 présentée au paragraphe 22. ANNEXE 1 – du présent document n'a pas fait l'objet d'un audit par les contrôleurs légaux.

18.4 Informations financières pro forma

Néant

18.5 Politique de distribution de dividendes

Année	Montant
2022	0
2023	0,08€/action
2024	0,08€/action
2025	0,25 € /action

18.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage

Hormis les litiges décrits au paragraphe 3.3.2 ci-dessus, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe aurait connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

18.7 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Néant

19 INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES

19.1 Capital social

19.1.1 Capital souscrit et autorisé

- Montant du capital (article 7 des statuts)

Le capital est fixé à la somme de quatre millions cinq cent vingt-deux mille huit cent vingt euros et trente-deux centimes (4 522 820,32 euros).
Il est divisé en cinquante-six millions cinq cent trente-cinq mille deux-cent-cinquante-quatre (56 535 254) actions de 0,08 euros de nominal chacune.

- Les délégations et autorisations dont dispose le Conseil d'administration sont rappelées dans le tableau ci-dessous :

Nature de l'autorisation Donnée au Directoire	Date de l'AG	Durée	Montant nominal autorisé	Montant utilisé	Montant nominal disponible
Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires et sans indication de bénéficiaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, **par placement privé visé à l'article l. 411-2, ii du code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an**	**AGM 13/06/2025** 19ème résolution	**13/08/2027** (26 mois)	1 000 000 € et 20% du capital social par an	-	1 000 000 € et 20% du capital social par an
Autorisation donnée au conseil d'administration de consentir **des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société**, conformément aux dispositions des articles L. 225-177 et suivants du code de commerce, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription)	**AGM 13/06/2025 20ème résolution**	**13/08/2028 (38 mois)**	Maximum de 1.000.000 actions post exercice		Maximum de 1.000.000 actions post exercice
Autorisation donnée au Conseil d'administration de procéder, en une ou plusieurs fois, à des **attributions gratuites d'actions** existantes ou à émettre, au **profit des salariés et mandataires sociaux de la Société ou des sociétés** qui lui sont liées prévues à l'article l. 225-197-2 du Code de Commerce	**AGM 13/06/2025** 21ème résolution	**13/08/2028** (38 mois)	10% du capital social		10% du capital social

Autorisation donnée au Conseil d'administration de procéder, en une ou plusieurs fois, à des **attributions gratuites d'actions** existantes ou à émettre, au **profit d'une catégorie de cadres salariés et dirigeants** de la Société ou des sociétés qui lui sont liées prévues à l'article l. 225-197-2 du Code de Commerce	**AGM 13/06/2025** 22ème résolution	**13/08/2028** (38 mois)	10% du capital social	-	10% du capital social
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, avec **maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant** accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance	**AGM 13/06/2025** 23ème résolution	**13/08/2027** (26 mois)	3 000 000 €	-	3 000 000 €
Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, **sans droit préférentiel de souscription des actionnaires** et sans indication de bénéficiaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, **par offre au public**	**AGM 13/06/2025** 24ème résolution	**13/08/2027** (26 mois)	1 000 000 €	-	1 000 000 €
Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de **décider d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes**	**AGM 13/06/2025** 25ème résolution	**13/08/2027** (26 mois)	1 000 000 €	-	1 000 000 €
Autorisation donnée au conseil d'administration, à l'effet **d'augmenter le nombre de titres émis** conformément aux dispositions de l'article l.225-135-1 du Code de Commerce, en cas de mise en œuvre des délégations de compétence visées aux résolutions précédentes avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription selon le cas	**AGM 13/06/2025** 26ème résolution		15% de l'émission initiale	-	15% de l'émission initiale

Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de décider une **augmentation du capital en numéraire réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise** conformément aux dispositions des articles L 225-129-6 du Code de Commerce et L 3332-18 et suivants du Code du Travail, avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée au profit des salariés de la Société	**AGM 13/06/2025** 27ème résolution	**13/08/2027** (26 mois)	136.000 €		136.000 €
Fixation du **plafond global** des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital applicables et de valeurs mobilières représentatives de créances	**AGM 13/06/2025** 28ème résolution		3 000 000 €		3 000 000 €
Autorisation donnée au Conseil à l'effet d'acheter ou faire acheter des actions de la société conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code de commerce	**AGM 12/06/2026 7ème résolution**	**12/12/2027 (18 mois)**	10% du capital social		10% du capital social
Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues	**AGM 12/06/2026 8ème résolution**	**12/12/2027 (18 mois)**	10% du capital de la société par période de 24 mois		10% du capital de la société
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personne*	**AGM 12/06/2026 9ème résolution**	**12/12/2027 (18 mois)**	2 000 000 €		2 000 000 €
Délégation de compétence à consentir au conseil à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de répondant à des caractéristiques déterminées**	**AGM 12/06/2026 10ème résolution**	**12/12/2027 (18 mois)**	1 000 000 BSA (bons de souscription d'actions)	-	1 000 000 BSA (bons de souscription d'actions)

Autorisation donnée au conseil d'administration, à l'effet d'augmenter le nombre de titres émis conformément aux dispositions de l'article l.225-135-1 du Code de Commerce, en cas de mise en œuvre des délégations de compétence visées aux résolutions précédentes avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription selon le cas (pour 9eme et 10 eme résolution de l'AGM du 12/06/2026)	**AGM 12/06/2026 11ème résolution**		15% de l'émission initiale	-	15% de l'émission initiale
Fixation du plafond global des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital applicables et de valeurs mobilières représentatives de créances (pour 9eme, 10ème et 11ème résolution de l'AGM du 12/06/2026)	**AGM 12/06/2026 12ème résolution**		3 000 000 €		3 000 000 €

*catégorie de personnes : sociétés et fonds d'investissement (en ce compris, sans limitation, tout fonds d'investissement ou sociétés de capital-risque, notamment tout FPCI, FCPI ou FIP), actionnaires ou non de la Société, investissant à titre principal ou ayant investi au cours des 36 derniers mois plus de 5 millions d'euros dans des sociétés de croissance dites « small caps » ou « mid caps » (c'est-à-dire dont la capitalisation lorsqu'elles sont cotées n'excède pas 1.000.000.000 d'euros) dans le secteur des technologies ou des services.

**catégorie de bénéficiaires : (i) dirigeants mandataires sociaux, (ii) membres indépendants ou censeurs du Conseil d'administration de la Société en fonction à la date d'attribution des bons ou (iii) personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou à l'une de ses filiales ou (iv) salariés des filiales étrangères de la Société.

19.1.2 Actions non représentatives du capital

Néant

19.1.3 Auto-détention et programme de rachat d'actions

Au 31 décembre 2025, la Société détient 235 584 actions FREELANCE.COM contre 384 161 au 31 décembre 2024. Au 30 juin 2026, la Société détient 78.243 actions propres.

19.1.4 Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscriptions

Néant

19.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou obligation visant à augmenter le capital

Néant

19.1.6 Capital faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de la placer sous option

Néant

19.1.7 Évolution du capital social

Il a été fait apport à la société :

1. Lors de sa constitution de la somme de 250 000 francs en numéraire.

2. Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée extraordinaire et ordinaire du 18 décembre 2000, d'une somme de 7 250 000 francs par souscription en numéraire.

3. Suite à décisions de l'assemblée générale extraordinaire en date du 11 Octobre 2001, le capital social a été augmenté de 16 400 000 francs par versements d'espèces et/ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société et émission de 164 000 actions nouvelles de 100 francs chacune.

4. Suite à une décision de l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 27 septembre 2002, le nominal des actions de la Société a été divisé par dix, et corrélativement le nombre des actions de la Société a été multiplié par dix, le montant du capital social étant resté inchangé.

5. Suite à décisions de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 30 juin 2004, le capital social a été réduit de 3 405 750 € après réduction du nominal de 1,525 € à 0,10 € pour chaque action par imputation au report à nouveau.

6. Suite à décisions de l'assemblée générale du 20 juin 2005 et décisions du Conseil d'Administration du 14 juillet 2005, agissant par délégation de l'Assemblée, le capital social a été augmenté de 27 825,60 € par versement d'espèces et émission de 278 256 actions nouvelles de 0,10 € de nominal.

7. Suite à l'exercice de BSPCE et BSA autorisés par l'Assemblée générale du 27 septembre 2002 dans ses neuvième et dixième résolutions, 13 064 actions nouvelles de 0,10 € de nominal ont été créées en 2005, entièrement souscrites en 2005. Le capital social a été augmenté en conséquence de 1 306,40 € et s'élève désormais à 268 132 €.

8. Suite à l'exercice de BSPCE et BSA autorisés par l'Assemblée générale du 27 septembre 2002 dans ses neuvième et dixième résolutions, 6 876 actions nouvelles de 0,10 € de nominal ont été créées au 1er semestre 2006, entièrement souscrites. Le capital social a été augmenté en conséquence de 687,60 € et s'élève désormais à 268 819,60 €.
9. Suite à décision de l'Assemblée Générale du 30 juin 2006 dans sa huitième résolution, la valeur nominale des actions a été augmentée de 0,40 € par action et portée à 0,50 €, par prélèvement sur les primes d'émission. En conséquence le capital social a été augmenté de 1 075 278,40 € et porté à 1 344 098 €, le nombre d'actions étant inchangé.

10. Suite à l'exercice de BSPCE et BSA autorisés par l'Assemblée générale du 27 septembre 2002 dans ses neuvième et dixième résolutions, 14 482 actions nouvelles de 0,50 € de nominal ont été créées au 2ème

semestre 2006, entièrement souscrites en 2006. Le capital social a été augmenté en conséquence de 7 241 € et s'élève désormais à 1 351 339 €.

11. Suite à l'exercice de BSPCE et BSA autorisés par l'Assemblée générale du 27 septembre 2002 dans ses neuvième et dixième résolutions, 2 204 actions nouvelles de 0,50 € de nominal ont été créées au 1er semestre 2007, entièrement souscrites en 2006. Le capital social a été augmenté en conséquence de 1 102 € et s'élève désormais à 1 352 441 €.

12. Suite à l'exercice de BSPCE et BSA autorisés par les Assemblées générales des 27 septembre 2002 dans ses neuvième et dixième résolutions, et du 20 juin 2005 dans ses douzième et treizième résolutions, 35 114 actions nouvelles de 0,50 € de nominal ont été créées au 2ème semestre 2007, entièrement souscrites. Le capital social a été augmenté en conséquence de 17 557 € et s'élève désormais à 1 369 998 €.

13. Suite aux décisions du Conseil d'Administration des 10 et 16 juin 2015, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 25 juin 2013, le capital social a été augmenté de 684 999 € par l'émission de 1 369 998 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,50 € chacune. Le capital social s'élève désormais à 2 054 997 €.

14. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 6 avril 2016, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 25 février 2016, le capital social a été augmenté de 2 739 996 € par émission de 5 479 992 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,50 € chacune. Par conséquent, le capital social a été porté de 2 054 997 € à 4 794 993 €, divisé en 9 589 986 actions.

15. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 décembre 2016, le capital a été réduit d'une somme de 2 397 496,50 €, par voie de diminution de la valeur nominale des actions à 0,25 € par action, pour être ramené de 4 749 993 € à 2 397 496,50 € par apurement à due concurrence du report à nouveau débiteur.

16. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 décembre 2016, le capital a été réduit d'une somme de 2 301 596,64 €, par voie de diminution de la valeur nominale des actions à 0,01 € par action, pour être ramené de 2 397 496,50 € à 95 899,86 € par affectation à un compte technique de réserve non distribuable mais incorporable au capital.

17. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 décembre 2016, le capital a été augmenté de 210 979,69 €, par émission de 21 097 969 actions nouvelles de 0,01 € de valeur nominale, pour être porté de 95 899,86 € à 306.879,55 € suite à la réalisation d'un apport partiel d'actif.

18. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 décembre 2016, le capital a été augmenté de 2 148 156,85 €, par prélèvement sur le poste Réserve Technique et élévation de la valeur nominale des actions à 0,08 € par action pour être porté de 306 879,55 euros à 2 455 036,40 €.

19. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 23 juin 2017, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 22 décembre 2016, le capital social a été augmenté

de 800,24 € par émission de 10 003 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 455 036,40 € à 2 455 836,64 € divisé en 30 697 958 actions.

20. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 23 juin 2017, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 25 février 2016, le capital social a été augmenté de 11 200 € par émission de 140 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 455 836,64 € à 2 467 036,64 € divisé en 30 837 958 actions.

21. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 26 janvier 2018, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 22 décembre 2016, le capital social a été augmenté de 31 690,48 € par émission de 396 131 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 467 036,64 € à 2 498 727,12 € divisé en 31 234 089 actions.

22. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 18 mai 2018, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 23 février 2016, le capital social a été augmenté de 12 000 € par émission de 150 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 498 727,12 € à 2 510 727,12 € divisé en 31 384 089 actions.

23. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 juin 2018, le capital a été augmenté de 52 000 €, par émission de 650 000 actions nouvelles de 0,08 € de valeur nominale, pour être porté de 2 510 727,12 € à 2 562 727,12 € suite à la réalisation d'un apport en nature.

24. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 6 juillet 2018, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 22 décembre 2016, le capital social a été augmenté de 298 895,60 € par émission de 3 736 195 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 498 727,12 € à 2 861 622,72 € divisé en 35 770 284 actions.

25. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 29 avril 2019, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 25 février 2016, le capital social a été augmenté de 29 948,08 € par émission de 374 351 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 861 622,72 € à 2 891 570,80 € divisé en 36 144 635 actions.

26. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 24 avril 2020, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 25 février 2016, le capital social a été augmenté de 22 325,12 € par émission de 279 064 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 891 570,80 € à 2 913 895,92 € divisé en 36 423 699 actions.

27. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 5 mars 2021, le capital a été augmenté de 39.598,88 euros, par émission de 494.986 actions nouvelles de 0,08 euro de valeur nominale, pour être porté de 2 913 895,92 euros à 2.953.494,80 euros suite à la réalisation d'un apport.

28. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 26 avril 2021, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 20 juin 2019, le capital social a été augmenté de 23 280,00 € par émission de 291 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 €. Comme conséquence, le capital social a été porté de 2 953 494,80 € à 2 976 774,80 € divisé en 37 209 685 actions.

29. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 juin 2021, le capital a été augmenté de 20.000 euros, par émission de 250.000 actions nouvelles de 0,08 euro de valeur nominale, pour être porté de 2 976 774,80 euros à 2.996.774,80 euros suite à la réalisation d'un apport.

30. Suite aux décisions du Conseil d'Administration en date du 22 octobre 2021, les 10 548 984 obligations convertibles ont été converties. Ainsi, 10 548 984 actions nouvelles ont été émises d'une valeur nominale de 0,08 €. En conséquence, le capital social a été porté de 2 996 774,80 € à 3 840 693,52 € divisé en 48 008 669 actions.

31. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 octobre, le capital social a été augmenté de 600.000 euros, par émission de 7 500 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08€, pour être porté à 4 440 693,52 € suite à la réalisation d'un apport.

32. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 22 avril 2022, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 29 juin 2018, le capital social a été augmenté de 19 713,04 euros par émission de 246 413 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 euro. Comme conséquence, le capital social a été porté de 4 440 693,52 euros à 4 460 406,56 euros divisé en 55 755 082 actions.

33. Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 juin 2022, le capital a été augmenté de 33 949,76 euros, par émission de 424 372 actions nouvelles de 0,08 euro de valeur nominale, pour être porté de 4 440 693,52 euros à 4 494 356,32 euros suite à la réalisation d'un apport.

34. Suite aux décisions du Conseil d'administration en date du 21 avril 2023, agissant par délégation de compétence accordée par l'Assemblée Générale du 18 juin 2021, le capital social a été augmenté de 28 464 euros par émission de 355 800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,08 euro. Comme conséquence, le capital social a été porté de 4 494 356,35 euros à 4 522 820,32 euros divisé en 56 535 254 actions.

La société n'a pas, à sa connaissance, de nantissement portant sur une part significative de son capital.

19.2 Acte constitutif et statuts

19.2.1 Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :
Toutes prestations de services, effectuées directement ou par sous-traitance, et principalement prestations intellectuelles, techniques ou artistiques, assistance technique, exploitation, fourniture, formation, information, conseil, recherche, développement, services commerciaux ; notamment dans les domaines suivants : informatique, bureautique, télématique, robotique, réseaux, traitement, communication, diffusion, aviation, conseil dans toute discipline et toutes autres nouvelles techniques se rattachant à une prestation intellectuelle ou au traitement et à la diffusion de l'information.
L'acquisition, l'exploitation, la prise et la mise en location de tous Etablissements et Commerces, ayant l'activité susdite, ainsi que la participation directe ou indirecte dans toutes les sociétés ayant semblable objet, et l'acquisition ou la création de telles sociétés.
Et généralement toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et toutes activités connexes ou complémentaires ou susceptibles de contribuer à son développement.
La Société a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Nanterre sous le numéro d'identification 384 174 348.

19.2.2 Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions

- **Libération des actions (article 9 des statuts)**

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration dans un délai maximum de cinq ans à compter soit de l'immatriculation de la société, soit du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.
Les actionnaires ont la faculté de procéder à des versements anticipés.
Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque actionnaire.
Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux de l'intérêt légal à compter de la date d'exigibilité, sans préjudice des autres recours et sanctions prévus par la loi.

- **Forme des actions (article 10 des statuts)**

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.
La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions lui permettant de recourir à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires.

- **Cession et transmission des actions (article 11 des statuts)**

1. Les actions sont librement négociables sous réserve des dispositions légales et réglementaires. Elles font l'objet d'une inscription en compte et se transmettent par voie de virement de compte à compte.

2. Les dispositions du présent paragraphe 2 ne seront applicables qu'à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Growth (ex-Alternext).
   En complément des seuils fixés par la réglementation applicable, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui viendrait à détenir, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre d'actions, de droits de vote ou de titres émis en représentation d'action correspondant à 5% du capital ou des droits de vote de la Société est tenue, dans les cinq (5) jours de bourse à compter du franchissement de seuil, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec avis de réception, le nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès au capital qu'elle possède.
   Cette obligation d'information s'applique dans les mêmes conditions, en cas de franchissement de seuil à la baisse.
   Cette déclaration doit être renouvelée dans les conditions ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil de 5% est atteint ou franchi, à la hausse comme à la baisse, quelle qu'en soit la raison, et ce y compris au-delà du seuil de 5%.
   En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, le ou les actionnaires concernés seront immédiatement privés du droit de vote afférent aux titres dépassant les seuils soumis à déclaration, si le défaut de déclaration est constaté par le bureau de l'Assemblée Générale ou dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5% du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'Assemblée Générale. La demande des actionnaires sera consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale et entraînera de plein droit l'application de la sanction susvisée.

3. Dans l'hypothèse où une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce (ci-après dénommée individuellement l'«Initiateur »), étant précisé que, en cas de pluralité de personnes agissant de concert avec l'Initiateur, ces dernières seront solidairement tenues des obligations qui pèsent sur l'Initiateur aux termes du présent article, acquerrait ou conviendrait d'acquérir, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés que l'Initiateur contrôlerait ou dont il viendrait à prendre le contrôle au sens de l'article L.233-3 I. et II. du Code de commerce, un bloc de titres lui conférant, compte tenu des titres ou des droits de vote qu'il détient déjà, la majorité du capital ou des droits de vote de la Société, l'Initiateur devra proposer à tous les autres actionnaires d'acquérir toutes les actions qu'ils détiennent respectivement au jour du franchissement de seuil susmentionné.
   L'offre d'acquisition des actions sera ferme et irrévocable et ne pourra être conditionnée à la présentation d'un nombre minimal de titres ou à une quelconque autre condition suspensive.
   L'offre d'acquisition des actions devra faire l'objet d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et dans un quotidien économique et financier de diffusion nationale, qui devront comprendre notamment l'identité de l'Initiateur et le cas échéant des personnes agissant de concert avec lui, le pourcentage détenu en capital et en droits de vote dans la Société par l'Initiateur et, le cas échéant, les personnes agissant de concert avec lui, le prix par action proposé pour les actions visées, le nom et les coordonnées de l'établissement centralisateur des ordres, un calendrier des opérations indiquant la date de début de l'offre, la date de clôture de l'offre (qui ne pourront être espacées de moins de dix (10) jours de bourse) ainsi que la date de règlement-livraison.
   Le prix auquel l'Initiateur devra se porter acquéreur sur le marché sera le prix auquel la cession du bloc a été ou doit être réalisée, et seulement à ce cours ou à ce prix.
   Tous les détenteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital qui souhaitent bénéficier des termes de l'offre devront, si les termes et conditions des valeurs mobilières qu'ils détiennent le permettent, et à compter du jour de publication de l'avis susmentionné dans un journal d'annonces légales et jusqu'au

cinquième jour de bourse précédant la fin de l'offre susmentionnée, exercer, souscrire ou convertir l'intégralité des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qu'ils détiennent alors de manière à devenir titulaires d'actions et être en mesure de participer à l'offre. Dans le cas où ces valeurs mobilières ne seraient pas exerçables, ou convertibles pendant la période d'offre, l'Initiateur devra étendre son offre de telle sorte que ces personnes puissent lui apporter leurs actions, aux mêmes conditions que l'offre initiale, le jour où elles pourront exercer ou convertir les valeurs mobilières qu'elles détiennent.

L'Initiateur devra déférer sans délai à toute demande d'information qui lui serait demandée par la Société, en rapport avec les stipulations du présent article.

- **Droits et obligations attachés aux actions (article 12 des statuts)**

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions légales et statutaires.

2. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par les assemblées générales et spéciales. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

3. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

4. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales et spéciales.

5. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

- **Indivisibilité des actions – usufruit (article 13 des statuts)**

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.
Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2. Sauf convention contraire notifiée à la société, en cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires ou spéciales. Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

19.2.3 Conditions pouvant différer, retarder ou empêcher un changement de contrôle

19.2.3.1 Éléments statutaires sur le changement de contrôle

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

19.2.3.2 Franchissements de seuils statutaires

En complément des franchissements de seuils à déclarer au regard de l'article L. 233-7 et R. 233-1 du Code de commerce, les statuts de la Société précisent à l'article 11 :
« En complément des seuils fixés par la réglementation applicable, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui viendrait à détenir, directement ou indirectement, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre d'actions, de droits de vote ou de titres émis en représentation d'action correspondant à 5% du capital ou des droits de vote de la Société est tenue, dans les cinq (5) jours de bourse à compter du franchissement de seuil, de déclarer à la Société par lettre recommandée avec avis de réception, le nombre total d'actions, de droits de vote et de titres donnant accès au capital qu'elle possède.
Cette obligation d'information s'applique dans les mêmes conditions, en cas de franchissement de seuil à la baisse.
Cette déclaration doit être renouvelée dans les conditions ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil de 5% est atteint ou franchi, à la hausse comme à la baisse, quelle qu'en soit la raison, et ce y compris au-delà du seuil de 5%.
En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, le ou les actionnaires concernés seront immédiatement privés du droit de vote afférent aux titres dépassant les seuils soumis à déclaration, si le défaut de déclaration est constaté par le bureau de l'Assemblée Générale ou dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5% du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'Assemblée Générale. La demande des actionnaires sera consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale et entraînera de plein droit l'application de la sanction susvisée. »

19.2.4 Dispositions concernant les membres des organes d'administration et de direction

- Conseil d'Administration (article 14 des statuts)

1. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins et de dix-huit (18) membres au plus, et en cas de fusion, le nombre maximal des administrateurs pourra être de vingt-quatre (24).
   En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ; toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

2. La durée de leurs fonctions est de six années (6).
   Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.
   Les administrateurs sont toujours rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.
   Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-dix ans ne peut être supérieur au tiers des administrateurs en fonction. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé

démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires la plus proche. Cette disposition s'applique aux représentants permanents des personnes morales.

3. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.
   Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.
   Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.
   Un salarié de la Société peut être nommé administrateur sans perdre le bénéfice de son contrat de travail. Toutefois, le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.
   Les administrateurs personnes physiques de même que les représentants permanents des personnes morales administrateurs sont soumis aux dispositions des articles L. 225-21 et L. 225-94-1 du Code de Commerce relatives à l'exercice simultané de mandats d'administrateur de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français et à l'exercice simultané de mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de conseil de surveillance de telles sociétés, sous réserve des dispositions de l'article L. 225-95-1 dudit code.

4. En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Il doit y procéder en vue de compléter son effectif, dans les trois mois à compter du jour de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.
   Les nominations ainsi effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.
   Lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.
   Le mandat de l'administrateur coopté prend fin à l'expiration de celui de l'administrateur remplacé.

- Présidence du conseil d'administration (article 15 des statuts)

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur. Le Président est rééligible. Il peut être révoqué à tout moment, par le conseil d'administration.
En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.
Nul ne peut être nommé Président du conseil d'administration s'il est âgé de plus de soixante-dix ans. D'autre part, si le Président du Conseil d'administration vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le Président représente le conseil d'administration. Il en organise et dirige les travaux, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes sociaux et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

- Délibération du Conseil d'Administration – Procès-verbaux (article 16 des statuts)

1. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président.
   Toutefois, (i) lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du conseil d'administration peut demander au Président de convoquer sur un ordre du jour déterminé par ces administrateurs, (ii) et lorsque le directeur général n'assume pas les fonctions de Président du conseil d'administration comme indiqué à l'article 19 ci-après, le directeur général peut demander au Président de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé dans cette demande.
   Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu du paragraphe précédent.
   Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par écrit (télécopie ou lettre simple ou e-mail avec accusé de réception), au moins cinq jours ouvrés à l'avance. La convocation mentionne l'ordre du jour. Elle peut même être verbale et /ou d'un délai inférieur à cinq jours ouvrés si tous les administrateurs y consentent. La réunion a lieu soit au siège social, soit dans tout autre endroit indiqué dans la convocation, y compris à l'étranger.
   Les administrateurs pourront assister aux réunions du conseil d'administration par des moyens de visioconférence satisfaisant aux caractéristiques techniques de la réglementation en vigueur.
   Le Président préside les séances du conseil. Le conseil peut, s'il le juge utile, désigner un vice-président qui préside les séances en l'absence du Président. En cas d'absence ou d'empêchement du Président et à défaut de vice-président, la présidence de la séance est assurée par l'administrateur le plus âgé.
   Le conseil nomme enfin un secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires de la Société.
   Il est tenu un registre de présence, qui est signé par les administrateurs participant à la séance, et qui mentionne, le cas échéant, la participation d'administrateurs par visioconférence. La justification du nombre des administrateurs en exercice, de leur présence, y compris, le cas échéant, par visioconférence, ou de leur représentation, résulte suffisamment, vis-à-vis des tiers, des énonciations du procès-verbal de chaque réunion.
   Un administrateur peut donner, même par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

2. Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.
   Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du président de séance est prépondérante.
   Pour le calcul du quorum et de la majorité, sont réputés présents, les administrateurs qui participent physiquement à la réunion du conseil d'administration ou par des moyens de visioconférence dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

3. Le conseil peut décider de constituer dans son sein, ou avec le concours de personnes non-administrateurs, des comités ou commissions chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président renvoient à leur examen ; ces comités ou commissions exercent leurs attributions sous sa responsabilité.
   Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le président de séance et par un administrateur ou, en cas

d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs, sans que l'omission de cette formalité puisse entraîner la nullité des décisions prises.
Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, le directeur général, les directeurs généraux délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.
Les administrateurs, comme toute personne appelée à assister aux réunions du conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel.

- Pouvoirs du conseil d'administration (article 17 des statuts)

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle les affaires qui la concernent. A cet effet, le Président représente le conseil d'administration ; en outre, celui-ci peut consentir à tous mandataires de son choix des délégations de pouvoirs.
Toutefois, les décisions du conseil ne peuvent pas affecter les pouvoirs conférés par la loi au directeur général, particulièrement lorsque celui-ci n'assume pas les fonctions de Président du conseil d'administration.
En outre, le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

- Modalités d'exercice de la Direction générale (article 18 des statuts)

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le conseil d'administration et portant le titre de directeur général.
Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions prévues par décret.
La délibération du conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité visée à l'article 17.2.
L'option retenue - et toute option suivante - ne vaut que jusqu'à décision contraire du conseil d'administration, statuant aux mêmes conditions de majorité ; en toute hypothèse, le conseil d'administration doit prendre une décision relative aux modalités de l'exercice de la direction générale lors de la nomination ou du renouvellement de mandat de son Président ; il en est de même lors de la nomination ou du renouvellement du directeur général si ce mandat est dissocié de celui de Président.
Le changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas modification des statuts.

- Le Directeur Général - les Directeurs généraux délégués (article 19 des statuts)

1. En fonction du choix du mode de la direction générale exercé par le conseil d'administration, celui-ci nomme le directeur général choisi parmi les administrateurs ou en dehors d'eux, ou investit son Président du statut de directeur général.
2. La décision du conseil d'administration précise la durée des fonctions du directeur général et détermine sa rémunération. Le directeur général ne peut pas être âgé de plus de soixante-cinq ans ; si le directeur général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire lors de la première réunion du conseil d'administration tenue après la date de cet anniversaire.

   Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, au conseil d'administration et au Président du conseil d'Administration.

Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Les dispositions des statuts ou les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.
Le directeur général est soumis aux dispositions de l'article L. 225-94-1 du Code de Commerce relatives à l'exercice simultané de mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français.

3. Sur proposition du directeur général, le conseil peut nommer un à cinq directeurs généraux délégués, personnes physiques, chargés d'assister le directeur général. Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.
4. Le directeur général et les directeurs généraux délégués peuvent désigner tous mandataires spéciaux.

19.2.5 Modification des droits des actionnaires

La modification des droits des actionnaires s'effectue conformément à la réglementation en vigueur.

19.2.6 Conditions régissant les convocations des assemblées générales et leur admission

- Assemblées générales (article 23 des statuts)

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

1. Les assemblées générales sont convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.
La Société est tenue avant la réunion de l'assemblée des actionnaires, de publier un avis au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires. L'assemblée ne pourra être tenue moins de 35 jours après la même publication.
Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

2. L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.
Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3. Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance ou à distance dans les conditions légales et réglementaires.
Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire.
Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société 2 jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte.
En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la

forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.
Les modalités d'envoi sont précisées par le conseil d'administration dans l'avis de réunion et l'avis de convocation.

4. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.
Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires ainsi que par les mandataires, et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.
Les assemblées sont présidées par le Président du conseil d'administration ou, en son absence, par le vice-président de ce conseil, s'il en a été désigné un. En leur absence ou à défaut par le conseil d'avoir habilité un autre de ses membres parmi les présents à l'effet de présider l'assemblée, celle-ci élit elle-même son président.
Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.
Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.
Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.
Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

5. Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions légales.
Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.
Tout titulaire d'actions entièrement libérées, qui justifie d'une inscription nominative à son nom depuis 2 ans au moins, bénéficie du droit de vote double pour chacune de ses actions remplissant ces conditions. En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera attribué, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions anciennes, pour lesquelles il bénéficie de ce droit.
Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de 2 ans prévu au présent article.

6. Assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.
Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes arrêtés, et le cas échéant les comptes consolidés de cet exercice.
Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.
Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

7. Assemblée générale extraordinaire. L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, sans recueillir l'unanimité des actionnaires, augmenter les engagements de ces derniers.

Sauf dispositions légales particulières, elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.
Sauf dispositions légales particulières, elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.
Toutefois :

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission sont valablement décidées aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées ordinaires ;
- le changement de nationalité de la société est décidé à l'unanimité des actionnaires si le pays d'accueil n'a pas conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

20 CONTRATS IMPORTANTS

La Société a recours aux services d'un factor. Ainsi, le solde des créances est transmis à une société d'affacturage.

Il n'existe aucun autre contrat important autre que celui mentionné ci-dessus et ceux conclus dans le cadre des activités courantes de la Société.

21 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais auprès de FREELANCE.COM (1, parvis de La Défense – 92044 Paris La Défense cedex).
Le Document d'Enregistrement Universel peut également être consulté sur le site Internet de la société (http://www.FREELANCE.COM/fr/) et sur celui de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).
L'ensemble des documents juridiques et financiers relatifs à la Société et devant être mis à la disposition des actionnaires conformément à la réglementation en vigueur peuvent être consultés au siège de la Société.
A ce titre, pendant la durée de validité du Document d'Enregistrement Universel, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent, le cas échéant, être consultés :

- les statuts de la Société,
- tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le Document d'Enregistrement Universel,
- les informations financières historiques de FREELANCE.COM pour chacun des deux exercices précédents la publication du présent Document d'Enregistrement Universel.

22 ANNEXE 1 : RAPPORT DE DURABILITE 2025

I. INTRODUCTION

1. Message de la Direction Générale

Dans le prolongement des grandes orientations et programmes que nous avons engagés ces dernières années, nous conduisons une politique RSE structurante et ambitieuse, avec le soutien des membres du Comité Exécutif du Groupe et l'accompagnement d'une équipe dédiée.

Dans un contexte marqué par de profondes transformations éthiques, écologiques et sociétales, intégrer pleinement les dimensions humaine, environnementale et économique à notre stratégie d'entreprise est une nécessité. Ces enjeux ne peuvent plus être considérés comme périphériques : ils sont au cœur de notre activité, de notre gouvernance et de nos relations avec nos parties prenantes – collaborateurs, clients, partenaires et l'ensemble de notre écosystème.

Notre ambition est claire : inscrire ces engagements dans une stratégie RSE globale, cohérente et mesurable, afin d'en rendre compte avec transparence, d'anticiper les évolutions réglementaires, de renforcer la crédibilité de nos actions et d'en faire un véritable levier de performance durable.

La démarche que nous avons engagée, sert plusieurs enjeux majeurs parmi lesquels :

- Mobiliser l'ensemble des équipes autour d'un projet interne transverse, structurant et porteur de sens ;
- Questionner notre raison d'être et nos valeurs ;
- Mieux maîtriser nos risques et saisir de nouvelles opportunités économiques ;
- Augmenter la valeur et la réputation de nos offres de services et renforcer notre culture d'entreprise ;
- Motiver, fidéliser nos équipes et attirer les talents de demain, en améliorant notre image de marque ;
- Fidéliser nos partenaires existants (clients, freelances, réseau de PME) et créer des relations plus fortes avec eux. Nous vous présentons dans ce document notre organisation, nos engagements détaillés, nos labels et nos actions, les risques et les indicateurs associés

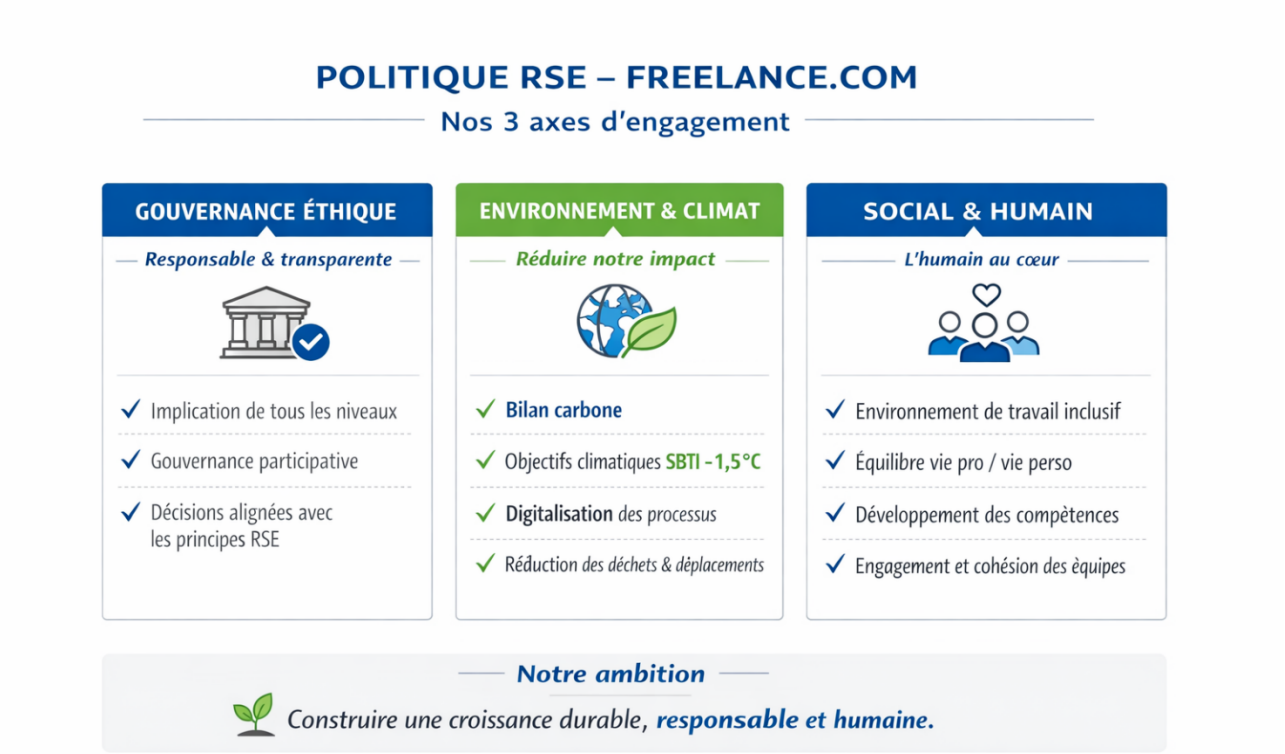
Olivier MARCHETEAU,

Directeur Général du groupe Freelance.com

2. Engagements RSE de FREELANCE.COM

La gouvernance RSE chez Freelance.com repose sur plusieurs comités exécutifs et opérationnels, démontrant un engagement clair envers la durabilité depuis 2021. Cette organisation implique les dirigeants à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau.

La politique RSE de Freelance.com doit être pleinement intégrée à tous les niveaux de l'entreprise, couvrant l'ensemble des services et métiers du Groupe. Cela témoigne d'un engagement global envers la responsabilité sociale et environnementale.

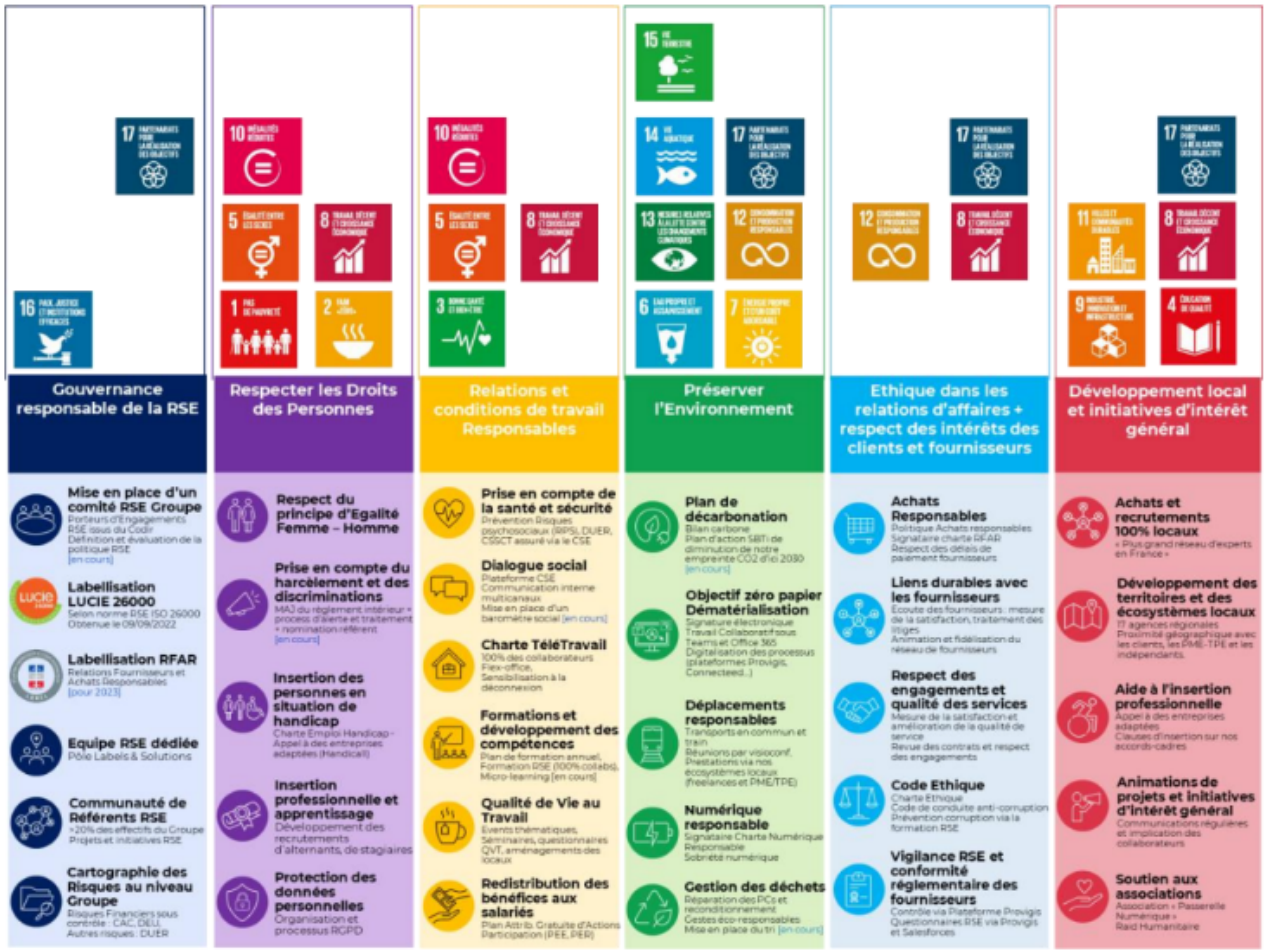


Dans le cadre de notre politique de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), Freelance.com s'engage fermement à respecter et à promouvoir les principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, au droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre les discriminations, tant dans nos activités internes que dans notre influence externe. Notre adhésion au label Lucie illustre notre engagement envers la responsabilité sociale et environnementale, et les engagements que nous avons pris pour obtenir et maintenir ce label ont été un moteur essentiel dans l'élaboration de notre politique RSE.

Les principaux engagements liés au Label LUCIE sont en harmonie avec les principes énoncés dans la norme ISO 26000. L'illustration ci-dessous présente de manière exhaustive nos engagements pour le label LUCIE en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), mettant en lumière également notre contribution aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies

.

Contribution aux ODD



3. Reconnaissance RSE

La stratégie de responsabilité sociétale du groupe FreeLance.com s'inscrit dans une démarche structurée, évaluée et reconnue par des organismes indépendants de référence. Les labels et notations obtenus témoignent du niveau d'exigence du Groupe, de la robustesse de ses engagements et de sa volonté d'amélioration continue.

FreeLance.com a obtenu en 2022 le Label LUCIE, label de référence aligné sur la norme ISO 26000, attestant de l'intégration des principes de responsabilité sociétale dans sa gouvernance et sa stratégie. Son renouvellement est prévu en 2026.

En 2023, le Groupe a obtenu le label Relations Fournisseurs et Achats Responsables (RFAR), délivré par les pouvoirs publics français. Cette reconnaissance valorise l'intégration de pratiques d'achats responsables, équilibrées et durables dans les relations avec les fournisseurs et partenaires. Elle atteste notamment de la qualité du dialogue, du respect des engagements contractuels et de la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux dans la politique achats du Groupe. Le renouvellement du label est prévu en 2026.

Le Groupe a également obtenu la médaille GOLD attribuée par EcoVadis, positionnant FreeLance.com parmi les entreprises les plus performantes de son secteur en matière de RSE. Cette évaluation indépendante repose sur

quatre piliers : environnement, social et droits humains, éthique des affaires et achats responsables. Cette distinction confirme la solidité des dispositifs internes et la maturité de la démarche RSE du Groupe.

Dans le cadre de sa stratégie climatique et de transparence environnementale, FreeLance.com a obtenu un score B auprès du CDP, organisation internationale de référence en matière de reporting environnemental. Cette notation reflète la qualité du pilotage des enjeux climatiques, la fiabilité des données publiées et l'engagement du Groupe dans la réduction de son empreinte environnementale.
L'attention portée au capital humain se traduit par l'obtention de la certification Great Place to Work, reconnaissance internationale fondée sur l'évaluation de la confiance des collaborateurs et des pratiques managériales. Cette certification souligne l'engagement du Groupe en faveur d'un environnement de travail inclusif, collaboratif et favorable au développement professionnel.

Enfin, en octobre 2025, le Groupe a renforcé cet engagement en obtenant le label Numérique Responsable, confirmant sa volonté de promouvoir des pratiques numériques éthiques, responsables et à impact maîtrisé.

II. ESRS 2 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. FREELANCE.COM

Freelance.com est un acteur leader du marché du travail et bénéficie de plus de 30 ans d'expérience dans la gestion des talents externes. La vision de Freelance.com du marché du travail et des compétences est celle d'un marché en profonde transformation :

- Des tensions records sur le marché des cadres : l'enjeu principal pour les grandes organisations est de trouver les bonnes compétences, au-delà, et avant même de savoir, si elles doivent être salariées, prestataires ou freelances.

- Le salariat de plus en plus challengé : de plus en plus de talents expriment leur envie de quitter le salariat pour expérimenter d'autres formes d'emploi.

- Le freelancing, un statut de plus en plus populaire : le statut de freelance répond aux nouvelles attentes des talents à la recherche de sens et de liberté.

Sourcing de talents

Avec plus de **20 ans d'expérience sur le marché de l'intermédiation**, nous proposons un modèle unique pour répondre aux enjeux des grandes entreprises :

- **Des profils qualifiés et vérifiés** : nous sélectionnons les profils les plus compétents au sein de notre communauté d'experts composée de TPE/PME partenaires (ESN, Startup, Cabinets conseil) et d'indépendants.
- **Une équipe dédiée et pluridisciplinaire** : nos équipes vous accompagnent dans tous vos besoins, du remplacement urgent, à la création d'équipe et la mise en place de projets longs terme.
- **Freelance.com, votre tiers de confiance** : nous prenons en charge l'entière responsabilité contractuelle, juridique et opérationnelle pour vous libérer de toutes les contraintes administratives.
- **Une offre de service 360°** : nous offrons des services qui permettent de couvrir des besoins inhérents au recours à des talents externes.

Projet au forfait

Une prestation ou projet au forfait désigne **une prestation basée sur l'engagement de résultats**. Il permet aux clients de payer un prix qui n'évoluera pas, car **il est fixé sur le résultat défini** dans le cahier des charges.

C'est un modèle privilégié pour les entreprises qui font appel à des sociétés de conseil notamment. Le donneur d'ordre maîtrise ainsi le **coût global du projet**.

Déléguez la gestion de vos prestataires externes grâce au portage administratif

Le portage administratif est un service dédié aux entreprises afin de déléguer l'ensemble des démarches relatives **à la gestion de leurs prestataires externes**.

Le portage administratif est la solution idéale pour les entreprises qui souhaitent :

- **Faire appel à des compétences externes** ou **des fournisseurs non référencés** pour une certaine période ou un projet spécifique
- **Faire appel à des talents externes** qui ont leur propre structure **sans contractualiser directement avec eux.**
- **Limiter le nombre de prestataires** aux statuts très variés.
- **Sécuriser et contrôler** la relation avec leurs fournisseurs.

2. Bases de préparation de la déclaration de développement durable

A. BP-1 - Bases générales de préparation de la déclaration non financière

Ce rapport couvre l'ensemble des activités de Freelance.com et les informations relatives au développement durable ont été consolidées au niveau du Groupe. Freelance.com s'efforce de produire les informations les plus pertinentes en matière de développement durable concernant son modèle économique, ses activités et les principaux défis et risques auxquels il est confronté. Le processus d'identification et de collecte des informations repose sur un protocole de reporting révisé chaque année pour intégrer les évolutions du périmètre du Groupe et les nouvelles exigences réglementaires.

Sur la base de la réglementation en vigueur et compte tenu des spécificités de son activité, Freelance.com mesure ses progrès dans les principaux domaines de responsabilité d'entreprise : social, environnemental, chaîne d'approvisionnement et éthique. La base documentaire collectée a été organisée et structurée. Grâce à des ateliers collaboratifs menés par tous les départements du Groupe Freelance.com impliqués dans la conception de ce document, un plan détaillé de cette déclaration extra-financière a été établi et une ligne éditoriale a été définie.

B. BP-2 - Informations sur les circonstances particulières

Dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe, la nouvelle directive (UE) 2022/2464, dite CSRD (Directive sur le reporting de durabilité des entreprises), proposée par la Commission européenne sur la base des avis techniques de l'EFRAG (Groupe consultatif européen pour l'information financière), remplace la NFRD (Directive sur le reporting non financier) à compter du 1er janvier 2024. Cette nouvelle directive vise à uniformiser les obligations de reporting dans les pays de l'Union européenne en rendant obligatoire l'utilisation des Normes européennes de reporting de durabilité (ESRS). Ces nouvelles normes définissent le contenu et le format des informations relatives à la durabilité qui devront être fournies conformément à la CSRD.

Par anticipation, Freelance.com a lancé une double analyse de matérialité en 2025. Les enseignements tirés de cette analyse seront intégrés à la feuille de route stratégique. Le prochain rapport de durabilité remplacera l'ancienne DPEF (Déclaration de performance extra-financière) et sera le cas échéant, selon l'évolution de la réglementation, soumis à l'avis du prestataire de services d'audit, dans le cadre de sa mission d'assurance. La cartographie annuelle des risques, produite Freelance.com et présentée en 2024, a évolué vers une double évaluation de matérialité, axée à la fois sur les impacts de Freelance.com sur les personnes et l'environnement, ainsi que sur les risques et opportunités financiers pour Freelance.com associés à chaque thématique de développement durable. La cartographie annuelle des risques de l'entreprise a servi de point de départ et a été complétée pour répondre aux exigences méthodologiques de la Direction.

3. Gouvernance

A GOV-1 - Le rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance

La gouvernance RSE chez Freelance.com repose sur plusieurs comités exécutifs et opérationnels, démontrant un engagement clair envers la durabilité depuis 2021. Cette organisation implique les dirigeants à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau.
La politique RSE de Freelance.com doit être pleinement intégrée à tous les niveaux de l'entreprise, couvrant l'ensemble des services et métiers du Groupe. Cela témoigne d'un engagement global envers la responsabilité sociale et environnementale.

Comité RSE du Conseil d'Administration
Depuis juin 2022, le Conseil d'Administration Freelance.com s'est doté d'un Comité RSE, composé de deux membres du Conseil, indépendants, et ayant pour rôle d'intégrer les enjeux et objectifs RSE dans la stratégie du groupe.
Dans le domaine de la RSE, ce Comité a pour mission d'examiner, en lien avec la stratégie du Groupe, les engagements et les politiques développées par le Groupe en matière d'éthique et de responsabilité sociale, environnementale et sociétale, d'entreprise, la mise en œuvre de ces politiques et leurs résultats et de formuler au Conseil d'administration tout avis ou recommandation. Il se réunit une fois par an.

Composition du Comité RSE



Isabelle Fourmentin
Administratrice



Laurence Vanhée
Administratrice

Mission
- Prise en compte de la RSE dans la stratégie du groupe
- S'assurer que la RSE est positionnée au cœur de la vision, de la stratégie et de la Gouvernance du Groupe
- Émettre des recommandations sur l'évolution *des engagements RSE du Groupe*
- Suivre les progrès du Groupe

Comité RSE du COMEX

Le Comité RSE du COMEX de Freelance.com est un comité stratégique créé au sein du Comité Exécutif (COMEX) pour piloter la politique de responsabilité sociale d'entreprise du groupe. Il a pour mission d'examiner, suivre et déployer les engagements RSE, en veillant à leur cohérence avec la stratégie globale du groupe.

Il est composé des membres du COMEX. Ces porteurs coordonnent la mise en œuvre des actions auprès des directions métier et services concernés, suivent l'avancement et les résultats, et valident l'adéquation des moyens et du budget mobilisés.

Le comité se réunit au minimum deux fois par an et travaille en lien étroit avec le Comité opérationnel Team RSE pour assurer l'efficacité et l'impact des initiatives du groupe.

Composition du Comité RSE du COMEX



Mission

- Porter la **politique RSE du groupe** et établir les priorités d'action.
- Piloter les **initiatives et projets d'amélioration continue** en matière sociale, environnementale et de gouvernance.
- **Évaluer les résultats** des actions RSE et proposer des ajustements pour maximiser leur impact.
- Garantir la **cohérence et l'intégration de la RSE** dans l'ensemble des activités opérationnelles et métiers du groupe.

Comité Opérationnel Team RSE

La coordination et la déclinaison opérationnelle de la politique RSE de Freelance.com sont assurées par le Comité Opérationnel Team RSE, réuni sur une base récurrente. Il est composé du Responsable RSE-Qualité du Groupe et du Chargé de mission RSE.
Le Comité Opérationnel RSE anime et accompagne également les Ambassadeurs RSE, qui pilotent des projets associatifs en lien avec les engagements RSE du groupe. Ces ambassadeurs sont des collaborateurs volontaires, représentés dans l'ensemble des services et métiers du groupe

Les porteurs de projet RSE sont les référents et garants des engagements RSE qui les concernent. Ils veillent à la mise en œuvre et au respect des actions prévues dans leur domaine, assurent le suivi des indicateurs, et garantissent la conformité aux exigences des labels RSE.
Les ateliers sont animés par la Team RSE et les porteurs d'engagement RSE, organisés en communautés thématiques selon les différentes thématiques de la politique RSE.
Ils se réunissent une fois par trimestre pour suivre l'avancement des projets et échanger sur les bonnes pratiques.

Mission

- Accompagner les Directions du groupe dans la mise en œuvre de la politique RSE.
- S'assurer de l'application des actions d'amélioration et de leur suivi.
- Mesurer et suivre les résultats des initiatives RSE.
- Effectuer le reporting régulier des actions et résultats.
- Coordonner et piloter les démarches de labellisation RSE.
- Communiquer auprès des parties prenantes internes et externes sur les actions et résultats RSE.
- Mise en place des engagements pris lors des labels
- Suivis de projet avec l'équipe RSE & Qualité Groupe

B. GOV-2 - Informations transmises aux organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise et questions de durabilité traitées par ces organes

Le Comité RSE du COMEX

En 2025, le Comité RSE du COMEX a examiné et piloté les principaux sujets suivants :
- La définition et la validation des politiques RSE (achats responsables, numérique responsable, etc.) ;
- L'allocation et le suivi des budgets liés à la RSE (budget global et budget associatif) ;
- La validation du rapport annuel et des publications réglementaires, dont la CSRD ;
- La définition des objectifs RSE, de la stratégie associée et de la trajectoire de mise en œuvre ;
- La supervision de la stratégie de décarbonation (bilan carbone, trajectoire SBTi) ;
- Le pilotage des initiatives de sobriété numérique ;
- Le suivi des enjeux environnementaux (gestion des déchets, économie circulaire, impacts environnementaux, biodiversité).

Le Comité Opérationnel – Équipe RSE

En 2025, le Comité Opérationnel RSE a traité les sujets suivants :
- Gestion des labels (obtention, maintien et renouvellement) ;
- Gestion des partenariats associatifs ;
- Réalisation du bilan carbone, suivi des trajectoires SBTi et mesure des émissions, y compris celles des partenaires ;
- Évaluation et suivi de la maturité RSE des partenaires ;
- Contribution à la production du reporting CSRD ;
- Déploiement du projet Living Wage, notamment en partenariat avec L'Oréal

C. GOV-3 - Intégration des résultats en matière de durabilité dans les systèmes d'incitation

Le Comité exécutif (COMEX) bénéficie d'un plan d'incitation à long terme (Long Term Incentive – LTI) d'une durée de trois ans. Ce dispositif de rémunération variable vise à aligner les intérêts des dirigeants avec la performance

durable du Groupe. Dans ce cadre, une partie de l'atteinte des objectifs repose sur des critères extra-financiers, notamment un indicateur de performance en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

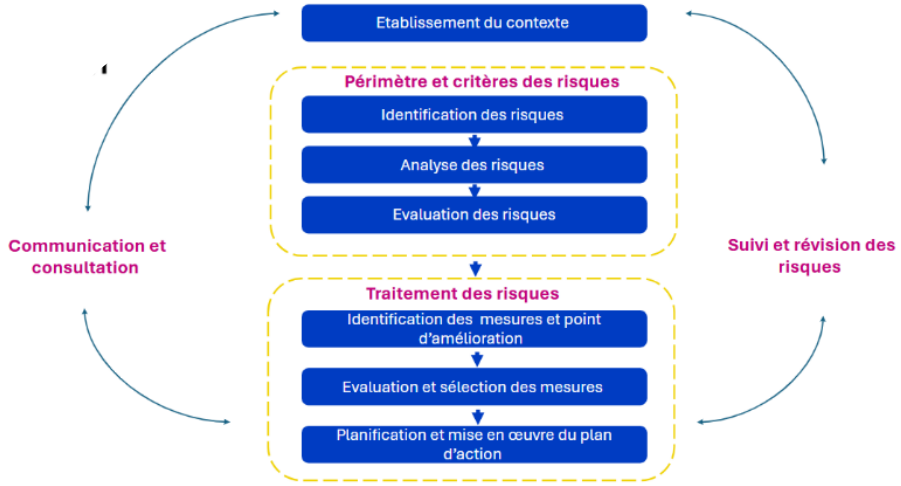
Plus précisément, l'un des indicateurs retenus est la note de C-SAT (Consultant Satisfaction), qui mesure le niveau de satisfaction des consultants du Groupe. Cette note est généralement obtenue à partir d'enquêtes internes régulières permettant d'évaluer la perception des collaborateurs sur différents aspects de leur expérience professionnelle (conditions de travail, accompagnement managérial, développement de carrière, équilibre vie professionnelle/vie personnelle, etc.).

L'intégration de cet indicateur dans le plan d'incitation des membres du COMEX traduit la volonté du Groupe de lier une partie de la rémunération des dirigeants à la qualité de l'expérience collaborateur et au bien-être des consultants. Elle vise ainsi à encourager des pratiques managériales favorisant l'engagement, la fidélisation et la satisfaction des équipes, considérées comme des leviers essentiels de performance durable.

D. GOV-5 - Gestion des risques et contrôles internes de l'information en matière de durabilité

FREELANCE.COM, en tant qu'entreprise de services, est confrontée à des risques spécifiques liés à la durabilité, notamment en matière d'exhaustivité, d'exactitude et de fiabilité des informations collectées et reportées. La diversité de nos services – allant du sourcing et placement de freelances au portage salarial et à la gestion administrative de missions – et la multiplicité des parties prenantes (clients, freelances, fournisseurs) rendent la consolidation des impacts, risques et opportunités significatifs complexe. Les risques identifiés incluent notamment :

- La dispersion des données : les informations RSE sont produites et collectées à différents niveaux opérationnels, ce qui peut entraîner des écarts ou des doublons si elles ne sont pas centralisées correctement.
- La qualité des informations : l'exactitude et la fiabilité des indicateurs dépendent directement de la précision des saisies et de la compréhension des critères RSE par les équipes opérationnelles.
- La priorisation des enjeux : avec des impacts variés (sociaux, environnementaux, économiques), il est essentiel d'identifier et de suivre les indicateurs les plus matériels pour le Groupe et ses parties prenantes.
- La complexité du suivi des engagements : certains indicateurs, comme le taux de retard de paiement, requièrent une coordination régulière avec les équipes financières et les fournisseurs pour être mesurés de manière fiable et cohérente.



Pour gérer ces risques et garantir la fiabilité et la cohérence de nos informations de durabilité, FREELANCE.COM a mis en place un processus de gestion des risques

4. Stratégie et Modèle d'Affaires (SBM)

A. SBM-1 - Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur

Le positionnement de freelance.com

FREELANCE.COM SA, coté sur Euronext Growth (code ISIN FR0004187367 - mnémonique ALFRE), a été constitué le 17 décembre 1991.
Historiquement positionné sur l'intermédiation entre les entreprises et les consultants indépendants (freelances), essentiellement dans les métiers de l'informatique, le Groupe a connu un virage déterminant en 2016 avec l'arrivée d'un nouvel actionnaire, le groupe CBV INGENIERIE qui a procédé à l'apport de l'ensemble de ses activités de portage salarial.

Cette opération a permis d'accroître très fortement la taille du groupe et de lui conférer de nouvelles ambitions.

Le modèle économique

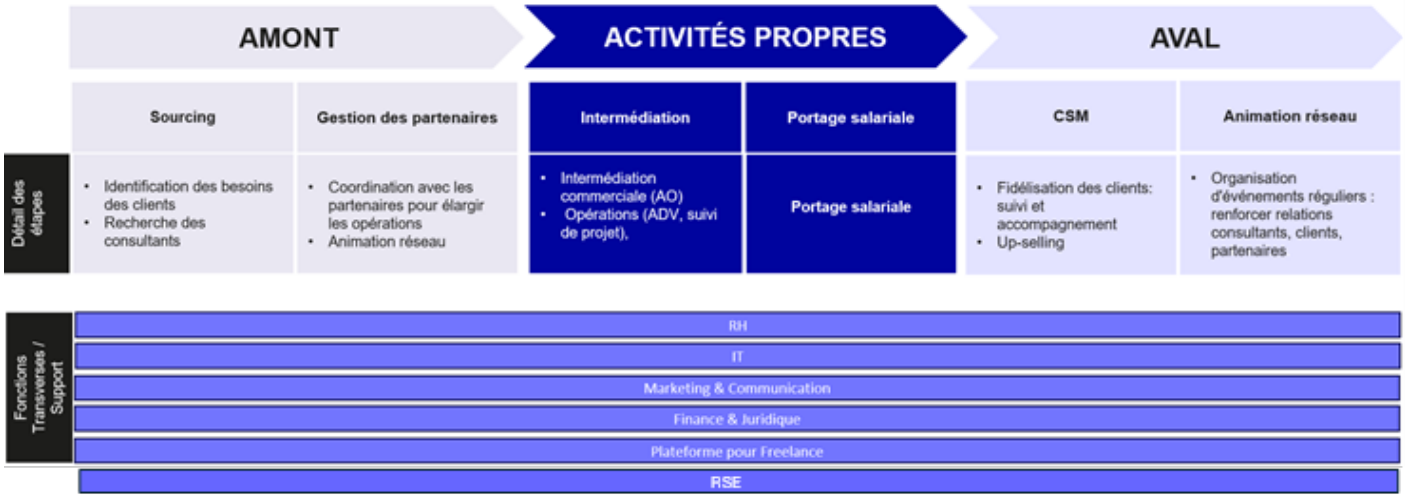
Le Groupe FREELANCE.COM structure ses activités autour de deux métiers complémentaires majeurs :

- l'intermédiation, qui comprend le sourcing et la gestion des talents externes pour le compte des entreprises, avec une expertise reconnue dans l'accompagnement des grands comptes ;
- le portage salarial, destiné aux travailleurs indépendants exerçant dans les métiers du conseil et de l'expertise.

FREELANCE.COM SA est à la tête du Groupe FREELANCE.COM

	Référence normative (ESRS 1, 5. Chaîne de valeur)
	Les informations relatives à l'entreprise déclarante fournies dans la **déclaration relative à la durabilité** sont complétées par des informations sur les **impacts, risques et opportunités importants** liés à l'entreprise en raison de ses **relations d'affaires directes et indirectes en aval et/ou en amont de la chaîne de valeur** (« informations concernant la chaîne de valeur »). En complétant les informations sur l'entreprise déclarante, l'entreprise inclut les impacts, risques et opportunités importants liés à sa chaîne de valeur en amont et en aval : (a) en tenant compte du résultat de sa procédure de vigilance raisonnable et de son évaluation de la matérialité ; et (b) dans le respect de toute exigence spécifique liée à la chaîne de valeur dans d'autres ESRS
	Référence normative (ISO 26000, Index 2.25)
	Séquence complète d'activités ou d'acteurs qui fournissent ou reçoivent de la valeur sous forme de produits ou de services.
	Notre méthodologie
	La méthodologie pour cartographier la chaîne de valeur combine **l'analyse de données clients**, notamment leurs rapports et documents stratégiques, avec **les enseignements tirés de la journée de sensibilisation**. Cette journée a permis d'engager les parties prenantes internes et de recueillir des retours opérationnels afin de valider les principaux points d'interaction dans la chaîne de valeur.

LA CHAINE DE VALEUR DE FREELANCE.COM



Une stratégie RSE globale et structurée

Dans le prolongement des grandes orientations et programmes que nous avons engagés ces dernières années, nous poursuivons une politique RSE structurante et ambitieuse, avec le soutien des membres du Comité Exécutif du Groupe et l'accompagnement d'une équipe dédiée.

Dans un contexte marqué par de profondes transformations éthiques, écologiques et sociétales, intégrer pleinement les dimensions humaine, environnementale et économique à notre stratégie d'entreprise est une nécessité. Ces enjeux ne peuvent plus être considérés comme périphériques : ils sont au cœur de notre activité, de notre gouvernance et de nos relations avec nos parties prenantes – collaborateurs, clients, partenaires et l'ensemble de notre écosystème.

Notre ambition est claire : inscrire ces engagements dans une stratégie RSE globale, cohérente et mesurable, afin d'en rendre compte avec transparence, d'anticiper les évolutions réglementaires, de renforcer la crédibilité de nos actions et d'en faire un véritable levier de performance durable.

La démarche que nous avons engagée, sert plusieurs enjeux majeurs parmi lesquels :

- Mobiliser l'ensemble des équipes autour d'un projet interne transverse, structurant et porteur de sens ;
- Questionner notre raison d'être et nos valeurs ;
- Mieux maîtriser nos risques et saisir de nouvelles opportunités économiques ;
- Augmenter la valeur et la réputation de nos offres de services et renforcer notre culture d'entreprise ;
- Motiver, fidéliser nos équipes et attirer les talents de demain, en améliorant notre image de marque ;
- Fidéliser nos partenaires existants (clients, freelances, réseau de PME) et créer des relations plus fortes avec eux.

La gouvernance RSE chez FREELANCE.COM repose sur plusieurs comités exécutifs et opérationnels, démontrant un engagement clair envers la durabilité depuis 2021. Cette organisation implique les dirigeants à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau.

La politique RSE de Freelance.com est pleinement intégrée à tous les niveaux de l'entreprise, couvrant l'ensemble des services et métiers du Groupe. Cela témoigne d'un engagement global envers la responsabilité sociale et environnementale.

Dans le cadre de notre politique de Responsabilité Sociale des Entreprises, FREELANCE.COM s'engage fermement à respecter et à promouvoir les principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, au droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre les discriminations, tant dans nos activités internes que dans notre influence externe. Notre adhésion au label Lucie illustre notre engagement envers la responsabilité sociale et environnementale, et les engagements que nous avons pris pour obtenir et maintenir ce label ont été un moteur essentiel dans l'élaboration de notre politique RSE.

Les principaux engagements liés au Label LUCIE sont en harmonie avec les principes énoncés dans la norme ISO 26000. Le tableau ci-dessous présente de manière exhaustive nos engagements pour le label LUCIE en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), mettant en lumière également notre contribution aux 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies

PILIER RSE	ODD CONCERNES	ACTIONS / ENGAGEMENTS
Gouvernance responsable de la RSE		• Mise en place d'un comité RSE Groupe • Labellisation **LUCIE 26000** • Labellisation **RFAR** • Labellisation **Great Place to Work** • Équipe RSE dédiée • Communauté de référents RSE • Cartographie des risques Groupe
Respecter les droits des personnes		• Respect du principe d'égalité Femmes / Hommes • Prévention du harcèlement et des discriminations • Insertion des personnes en situation de handicap • Insertion professionnelle et apprentissage • Protection des données personnelles (RGPD)
Relations et conditions de travail responsables		• Prise en compte de la santé et sécurité au travail • Dialogue social • Charte Télétravail • Formations et développement des compétences • Qualité de vie au travail (QVT) • Redistribution des bénéfices aux salariés
Préserver l'environnement		• Plan de décarbonation • Objectif zéro papier & dématérialisation • Déplacements responsables • Labellisation Numérique Responsable • Gestion et réduction des déchets
Ethique dans les relations d'affaires et respect des intérêts des clients et fournisseurs		• Achats responsables • Liens durables avec les fournisseurs • Respect des engagements et qualité des services • Code éthique Groupe • Vigilance RSE et conformité réglementaire des fournisseurs
Développement local et initiatives d'intérêt général		• Achats et recrutements 100 % locaux • Développement des territoires et écosystèmes locaux • Aide à l'insertion professionnelle • Animations de projets d'intérêt général • Soutien aux associations

Dans le cadre de notre démarche d'amélioration continue et afin **de renforcer la confiance de nos clients, partenaires et fournisseurs**, FREELANCE.COM a intégré dès 2023 le **Label RFAR (Relations Fournisseurs et Achats Responsables)**. Cette initiative traduit notre volonté de :

- **Réduire significativement les retards de paiement**, en s'engageant à atteindre un **taux de retard de paiement de 10 % en 2025 et 7 % en 2026**, contribuant ainsi à la stabilité financière et à la fiabilité de notre écosystème de partenaires.
- **Assurer une transparence totale dans nos relations commerciales**, grâce à des processus clairs et responsables, alignés sur les bonnes pratiques de gouvernance et d'éthique.
- **Promouvoir des pratiques d'achats plus inclusives et responsables**, en intégrant des critères sociaux, environnementaux et éthiques dans la sélection et la gestion de nos fournisseurs.

Dans le prolongement de cette démarche, FREELANCE.COM a également obtenu en 2025 le **Label Numérique Responsable (NR),** attestant de son engagement à **réduire l'impact environnemental de ses activités numériques**. Ce label concrétise nos efforts pour :

- **Limiter la consommation énergétique et les déchets numériques** de nos plateformes et outils digitaux.
- **Intégrer la durabilité dans la conception et le déploiement de nos services numériques**, afin d'assurer une digitalisation responsable et respectueuse de l'environnement.

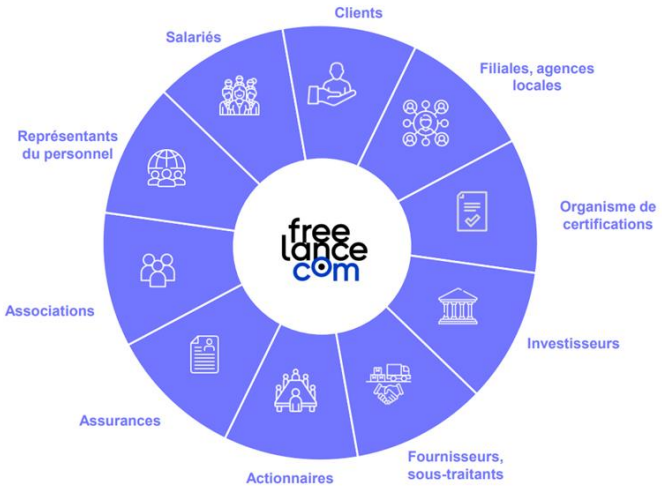
Renforcer notre politique RSE en combinant les engagements **RFAR, Lucie 26000 et NR**, garantissant ainsi une approche globale, éthique et durable à toutes les étapes de notre chaîne de valeur.

. SBM-2 - Intérêts et points de vue des parties prenantes

FREELANCE.COM et leurs parties prenantes sont de plus en plus conscients de la nécessité et des avantages d'un comportement socialement responsable. Des organisations comme FREELANCE.COM font l'objet d'un examen plus minutieux de la part de leurs parties prenantes. Tous les sujets fondamentaux de la RSE comprennent plusieurs enjeux, et il est de la responsabilité de chaque organisation d'identifier les questions pertinentes et importantes à laquelle l'organisation doit s'attaquer, par le biais de ses propres considérations et du dialogue avec les parties prenantes.

Avant d'analyser les sujets clés et les enjeux RSE de la responsabilité sociétale, ainsi que chacune des actions et attentes qui y sont liées, FREELANCE.COM considère deux pratiques fondamentales de la responsabilité sociétale: la reconnaissance de sa responsabilité sociétale dans sa sphère d'influence et l'identification et l'engagement avec ses parties prenantes. Une partie prenante a un ou plusieurs intérêts qui peuvent être touchés par les décisions et les activités d'une organisation. L'identification d'un engagement avec les parties prenantes est fondamentale pour la responsabilité sociale. FREELANCE.COM a déterminé qui a un intérêt dans ses décisions et ses activités, afin de comprendre ses impacts et la façon d'y remédier.

CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTE



Dans le cadre de notre engagement en matière de responsabilité sociétale et environnementale, nous identifions et collaborons avec un large réseau de **parties prenantes** qui contribuent directement ou indirectement à notre activité et à notre développement durable.

- **Salariés** : Nos collaborateurs sont au cœur de notre activité et jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de notre stratégie et de nos engagements.
- **Clients** : Nos clients, qu'ils soient des entreprises ou des indépendants, bénéficient de nos services et sont des acteurs clés dans l'évolution de nos offres et de nos engagements en matière de qualité et d'éthique.
- **Filiales et agences locales** : Présentes sur différents territoires, elles assurent le déploiement opérationnel de notre activité et participent à la cohérence de nos engagements en matière de RSE.
- **Organismes de certification** : Ils garantissent notre conformité aux normes et réglementations en vigueur, contribuant ainsi à la transparence et à la fiabilité de nos pratiques.
- **Investisseurs** : En apportant des capitaux à Freelance.com, ils soutiennent notre croissance et suivent de près notre performance économique ainsi que notre stratégie RSE.
- **Fournisseurs et sous-traitants** : Acteurs majeurs de notre chaîne de valeur, ils participent à la qualité et à la durabilité de nos prestations, dans un cadre de collaboration fondé sur des engagements éthiques et responsables.
- **Actionnaires** : En tant que détenteurs de parts de notre entreprise, ils participent aux décisions stratégiques et à notre développement commercial, en veillant à l'intégration des enjeux RSE.
- **Assurances** : Nos partenaires en assurance nous accompagnent dans la gestion des risques et la protection de nos collaborateurs et de notre activité.
- **Associations professionnelles** : Elles nous permettent de nous inscrire dans une dynamique collective en partageant les bonnes pratiques du secteur et en renforçant nos engagements sociaux et environnementaux.
- **Représentants du personnel** : Porte-parole des collaborateurs, ils jouent un rôle clé dans le dialogue social et contribuent à l'amélioration continue des conditions de travail et des pratiques internes.

Cette diversité d'acteurs participe à la mise en œuvre de notre démarche RSE et nous permet d'intégrer des perspectives variées pour construire une entreprise plus responsable, transparente et durable

DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES

FREELANCE.COM utilise les moyens existants pour engager un dialogue constructif avec ses principales parties prenantes. Elle s'engage auprès de ses parties prenantes internes et externes à favoriser un environnement de dialogue afin de maintenir un véritable sentiment de bien-être sur le lieu de travail, de résoudre les conflits et d'identifier collaborativement des initiatives qui favorisent le développement du capital humain et sa croissance. Cet engagement permet à FREELANCE.COM d'instaurer un climat de confiance et de favoriser un dialogue inclusif et ouvert, en engageant activement toutes ses parties prenantes dans sa stratégie RSE.

C. SBM-3 - Impacts, risques et opportunités matériels et leurs interactions avec la stratégie et le modèle économique

Les représentations et tableaux à suivre mettent en évidence les impacts, les risques et les opportunités liés aux enjeux RSE identifiés et évalués comme significatifs lors de l'analyse de double matérialité (ADM). Chaque enjeu de durabilité est présenté dans le tableau ci-dessous, avec les ESRS correspondants et pertinents, et il indique si l'impact, le risque et l'opportunité se produisent dans les propres opérations de FREELANCE.COM ou dans sa chaîne de valeur amont/aval. Il s'agit d'une synthèse des résultats du processus ADM réalisé par l'entreprise en 2025, comme décrit dans IRO-1 du paragraphe 5 **« Evaluation de la double matérialité – gestion des impacts, des risques et des opportunités** ».

Les définitions suivantes sont prises en compte en ce qui concerne l'impact, le risque et l'opportunité.

1. **Impact** : les **effets positifs ou négatifs** des activités d'une entreprise sur l'environnement, la société et l'économie. Il englobe à la fois les conséquences intentionnelles et non intentionnelles.

   Principaux points d'attention :
   - **Matérialité d'Impact** : prendre en compte les impacts matériels réels ou potentiels, négatifs ou positifs de l'entreprise sur les personnes ou l'environnement à court, moyen ou long terme.
   - **Double matérialité** : évaluer à la fois les impacts de l'entreprise sur l'environnement et la société (regard sur l'extérieur) et les impacts des facteurs environnementaux et sociaux sur l'entreprise.

2. **Risques et opportunités liés au développement durable :** rendre compte de la manière dont les risques et les opportunités liés au développement durable sont gérés, y compris leur impact sur la stratégie, le modèle d'affaires et le rendement financier de l'entreprise.

   Risque : une **menace ou un danger potentiel** pour les activités, les performances financières ou la réputation d'une entreprise.

   Principaux points d'attention :
   - **Risques liés au développement durable** : risques qui pourraient avoir une incidence sur la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs de développement durable.
   - **Gestion des risques** : souligner l'importance de systèmes efficaces de gestion des risques pour identifier, évaluer et atténuer les risques liés à la durabilité.
   - **Reporting sur les risques** : rendre compte du processus utilisé pour identifier, évaluer et gérer les risques liés au développement durable, ainsi que de l'impact de ces risques sur les activités de l'entreprise.

3. **Opportunité :** un avantage potentiel qui peut aider une entreprise à améliorer ses performances en matière de développement durable, à renforcer sa réputation et à créer de la valeur.

Principaux points d'attention :

- Opportunités liées au développement durable : opportunités qui peuvent aider l'entreprise à atteindre ses objectifs de durabilité.
- Modèle d'affaires durable : élaborer des modèles d'affaires durables qui intègrent les considérations de durabilité dans leurs activités de base.

PRINCIPAUX IMPACTS, RISQUES ET OPPORTUNITES LIES A L'ENTREPRISE ET SA CHAINE DE VALEUR

	AMONT		ACTIVITÉS PROPRES		AVAL	
	Sourcing	**Gestion des partenaires**	**Intermédiation**	**Portage salariale**	**CSM**	**Animation réseau**
Détail des impacts positifs	Une identification rigoureuse des besoins des clients permet une adéquation avec les consultants et partenaires responsables en matière de RSE.	La coordination avec les partenaires pour élargir les opérations peut encourager une gestion durable et respectueuse des pratiques RSE.	Aligner les actions avec des consultants et clients soucieux des pratiques RSE, renforçant la transparence et la responsabilité environnementale.	Le portage salarial bien structuré peut promouvoir des pratiques de gestion salariale responsables et respectueuses des normes sociales, comme l'ingénierie salariale et la compliance sociale.	L'analyse des retours clients offre l'opportunité d'optimiser les produits et services pour répondre à des attentes environnementales et sociales croissantes	L'animation du réseau peut inclure des initiatives de sensibilisation aux enjeux environnementaux, sociaux ou éthiques, renforçant l'engagement collectif.
Détail des impacts négatifs	Un processus excessif de contrôle et de conformité peut entraîner une lourdeur administrative et un ralentissement des opérations, impactant la flexibilité et la réactivité	L'élargissement des opérations avec des partenaires peu engagés en matière de RSE peut limiter l'efficacité globale des initiatives RSE.	Une concentration excessive sur les objectifs commerciaux peut parfois diminuer l'intégration des enjeux RSE, en mettant de côté la qualité sociale ou environnementale.	Des pratiques de portage mal gérées peuvent entraîner des risques en termes de conformité sociale et salariale, augmentant ainsi la complexité et les coûts associés.	Une gestion intensive des retours et des attentes clients peut entraîner une complexité accrue et un alourdissement des processus.	Si l'animation se limite à des initiatives superficielles ou mal suivies, elle pourrait être perçue comme un effort cosmétique, nuisant à la crédibilité globale.

Enjeux	Chaine de valeur	Parties prenantes affectée	Impact	Description de l'impact	Risque	Opportunité	Action du Groupe
Relations avec les parties prenantes	Chaîne de valeur amont/aval Opération propres	L'Entreprise Fournisseurs Clients Communautés	Négatif Potentiel	Processus de communication peu développé avec ses parties prenantes, en identifiant les domaines d'accord et de désaccord, en discutant pour résoudre les éventuels désaccords ; en favorisant une compréhension partagée et un accord sur la politique RSE	Un engagement insuffisant avec nos parties prenantes peut fragiliser notre position et engendrer des risques financiers conséquents. Une communication et une gestion des relations inadaptées peuvent nuire à notre réputation, entraîner une perte de confiance et impacter directement nos revenus. De plus, une politique RSE mal perçue ou un manque d'alignement avec leurs attentes peut générer des conflits, des coûts imprévus et limiter nos opportunités de croissance	Un engagement solide avec nos parties prenantes renforce notre image de marque et favorise la fidélisation des clients, tout en stimulant les ventes. Il attire également des investisseurs responsables et ouvre la voie à de nouveaux partenariats stratégiques, augmentant ainsi nos opportunités de financement et réduisant nos coûts. Enfin, cet engagement nous permet d'anticiper les risques juridiques et réglementaires tout en facilitant l'accès à de nouveaux marchés axés sur la durabilité.	Mise en place d'un mécanisme de dialogue avec les parties prenantes structuration de la gouvernance RSE avec des comité stratégique RSE, opérationnel
Stratégie RSE	Chaîne de valeur amont/aval Opération propre	L'Entreprise Fournisseurs Clients Communautés	Positif réel	Stratégies détaillées, avec des objectifs et de cibles qui reflètent l'engagement de l'entreprise en matière de responsabilité sociale, ce qui favorise l'efficacité et le respect de la politique de RSE	Si notre stratégie RSE n'est pas alignée avec les attentes des parties prenantes, elle pourrait engendrer des risques financiers et nuire à notre compétitivité. Une mise en œuvre insuffisante pourrait entraîner une perte de clients, des opportunités manquées et des coûts liés aux sanctions ou à la gestion de crises réputationnelles. Sans une approche claire et cohérente, notre engagement RSE pourrait perdre en impact, affectant notre performance financière et nos relations avec les investisseurs sensibles aux enjeux sociaux et environnementaux.	En adoptant des pratiques durables, nous attirons des clients sensibles aux enjeux écologiques et sociaux, augmentant ainsi notre chiffre d'affaires. Cela optimise nos ressources, réduit nos coûts et nous ouvre à des financements publics. Notre engagement responsable renforce notre image, fidélise nos clients et nous aide à attirer des freelances tout en assurant notre conformité.	Stratégie RSE structurée: repose sur des outils concrets comme les labellisations Lucie 26000 et RFAR, qui renforcent la crédibilité et l'engagement. Ainsi que les démarches de labellisation NR niv 1, Great place to work et ISO27001

Mise en œuvre de la politique RSE	**Chaîne de valeur amont/aval** **Opération propres**	L'Entreprise Fournisseurs Clients Communautés	Positif réel	Processus, systèmes, structures ou autres mécanismes en place permettant d'appliquer les principes et pratiques de responsabilité sociale	La mise en œuvre de notre politique RSE nécessite des investissements initiaux qui peuvent temporairement affecter notre rentabilité, bien que nous en attendions des bénéfices à moyen et long terme. De plus, certains impacts de nos initiatives ne sont pas immédiatement mesurables, ce qui peut poser un risque en termes de retour sur investissement et de perception par nos parties prenantes. Pour minimiser ces risques, nous devons optimiser nos processus, renforcer la transparence et assurer un suivi rigoureux de nos actions afin de consolider notre crédibilité et notre compétitivité.	La mise en œuvre d'une politique RSE efficace crée de la valeur à long terme, tant sur le plan économique qu'en image de marque. En adoptant des pratiques responsables, Freelance.com améliore sa rentabilité, attire des investisseurs et facilite l'accès à de nouveaux financements. Nos initiatives RSE génèrent des économies, renforcent la fidélité des freelances et ouvrent de nouveaux marchés, optimisant ainsi notre compétitivité et performance.	Certifications, labels et engagements.

Pilotage de la politique RSE	Opération propres	L'entreprise	Positif réel	Promotion et suivi dans lesquels les principes de responsabilité sociale sont mis en pratique favorisant la visibilité de la démarche	Le risque financier lié à la politique RSE réside dans les investissements nécessaires pour sa mise en place, comme les systèmes de suivi, formations et outils de mesure, qui peuvent affecter la rentabilité à court terme. Une gestion insuffisante pourrait nuire à notre image, réduire l'attractivité pour les investisseurs et partenaires, et entraîner des opportunités manquées. Sans transparence et mesures claires, l'impact réel des initiatives pourrait être perçu négativement, affectant notre compétitivité et notre accès à des financements durables.	L'opportunité financière du pilotage de la politique RSE réside dans la création de valeur à long terme, tant stratégique qu'économique. En la mettant en place efficacement, nous renforçons notre compétitivité, fidélisons les clients, attirons des investisseurs et répondons aux attentes croissantes des consommateurs et partenaires. Une gestion optimale nous ouvre de nouvelles opportunités de marc	Gouvernance dédiée: avec un comité RSE impliquant les dirigeants, une équipe RSE structurée, et une communauté d'ambassadeurs qui participent activement à la mise en oeuvre des initiatives
Pilotage de la politique RSE	Opération propres	L'entreprise	Négatif Réel	Pas de visbilité sur un système d'incitations économiques et non-économiques liées à la performance en matière de responsabilité sociale	Si les efforts en matière de durabilité ne sont pas récompensés, cela peut réduire l'implication des employés et parties prenantes, freinant l'exécution de notre politique RSE. Ce manque d'incitations pourrait démotiver les équipes, affecter notre compétitivité et nuire à notre réputation, limitant l'accès à des financements ou partenariats stratégiques.	La mise en place d'un système d'incitations renforcera l'engagement des collaborateurs envers la politique RSE, améliorant la productivité et réduisant les coûts opérationnels. Cela attirera aussi de nouveaux talents motivés par nos valeurs, réduisant ainsi les coûts de recrutement. Ce système renforcera notre réputation, attirera de nouveaux contrats et partenariats, et générera des avantages .	Gouvernance dédiée: avec un comité RSE impliquant les dirigeants, une équipe RSE structurée, et une communauté d'ambassadeurs qui participent s

Communication de la politique RSE	**Chaîne de valeur amont/aval** **Opération propres**	L'Entreprise Fournisseurs Clients Communautés	Négatif Réel	Manque de visibilité de la politique RSE et les actions menées	Le manque de communication sur la politique RSE de Freelance.com peut entraîner des pertes d'opportunités commerciales, nuire à l'image auprès des investisseurs et limiter l'accès aux financements durables. Une transparence insuffisante risque aussi des sanctions réglementaires et affecte la valorisation, d'où l'importance de renforcer notre communication pour maintenir la compétitivité et le développement.	Une meilleure visibilité de nos engagements RSE (Lucie 26000, RFAR, neutralité carbone 2030) renforcera notre attractivité auprès des grandes entreprises et administrations, facilitant l'obtention de nouveaux contrats. Cela améliorera aussi la perception des investisseurs, optimisant notre accès à des financements durables. Enfin, en mettant en avant nos actions RSE, nous attirerons et fidéliserons des talents, réduirons les coûts de turnover et bénéficierons d'avantages fiscaux, renforçant ainsi notre compétitivité et notre croissance durable.	Communication davantage centrée sur les aspects environnementaux : ce qui pourrait limiter une vision globale et équilibrée des enjeux RSE.

Enjeux	Chaine de valeur	Parties prenantes affectée	Impact	Description de l'impact	Risque	Opportunité	Action du Groupe
Atténuation et adaptation au changement climatique (GES)	Opération propres	L'Entreprise Communautés	Négatif Réel	Les activités de FREELANCE.COM.com génèrent des émissions de GES, principalement liées aux achats de services (73%), aux déplacements (13%) et à la consommation de nourriture et de boissons. (4%) - Mise en place d'une stratégie climatique alignée avec les objectifs de neutralité carbone, réduisant ainsi l'empreinte environnementale et renforçant la compétitivité.	Le renforcement des réglementations, comme la directive CSRD ou les taxes carbone, pourrait augmenter les coûts et affecter notre attractivité. Pour éviter ces risques, il est crucial d'adopter une stratégie climatique ambitieuse, alignée sur la neutralité carbone, afin de préserver notre compétitivité et pérennité	Se différencier par une stratégie bas-carbone ambitieuse et améliorer la notation Ecovadis en faisant auditer le bilan carbone 2024.	*Faire auditer le bilan carbone 2025 afin d'améliorer le score Ecovadis, actuellement classé à un niveau intermédiaire sur les aspects carbone. Freelance.com s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de type 1 et 2 de 42 % d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2022, ainsi qu'à mesurer et à réduire ses émissions de scope 3.(engagement SBTi) Freelance.com est multilabellisé : Lucie 26000, RFAR, Ecovadis - renforçant la crédibilité*

Enjeux	Chaine de valeur	Parties prenantes affectée	Impact	Description de l'impact	Risque	Opportunité	Action du Groupe
Relations employeur/employé	Opération propres	L'Entreprise	Positif Réel	Formation des managers pour améliorer leur capacité à dialoguer avec les équipes	Cette initiative entraîne des coûts directs, tels que les frais de formation et le temps des managers, impactant temporairement leur productivité. Si mal appliquées, les formations pourraient ne pas améliorer le climat de travail ni réduire le turnover, augmentant ainsi les coûts liés aux départs. Toutefois, bien mises en place, elles optimisent la gestion des équipes, réduisent les conflits et améliorent la performance, compensant l'investissement initial.	En améliorant la communication et la gestion des équipes, cette initiative réduit le turnover, limitant ainsi les coûts de recrutement et de formation. Un meilleur management booste la productivité et crée un environnement de travail motivant. Elle réduit aussi les conflits, évitant des coûts indirects liés aux arrêts de travail et aux procédures RH. Cela renforce notre attractivité, facilite le recrutement de talents et améliore notre image employeur. Enfin, des subventions ou aides à la formation peuvent financer ces initiatives, réduisant l'investissement initial..	O*rganisation de forums réguliers et formation des managers pour améliorer la communication interne et la relation avec les équipes.*

Conditions de travail et protection sociale	Opération propre	L'Entreprise	Positif réel	Amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle grâce à la flexibilité (télétravail, visioconférences, ultra-mobilité).	Risque de conflits sociaux, une mauvaise réputation et un risque de poursuites judiciaires	Amélioration de la productivité, du bien-être des employés et de la réputation de l'entreprise.	*Politique RSE 2024 : Promouvoir la flexibilité par l'ultra-mobilité, le télétravail et les visioconférences pour créer un environnement de travail optimal.Introduction du Flex office, offrant des postes de travail en libre-service dans des espaces de bureau partagés, flexibles et connectés*
Dialogue social	Opération propres	L'Entreprise	Positif réel	Mise en place d'initiatives favorisant une communication interne fluide et un management de proximité, contribuant à un meilleur engagement des collaborateurs.	Un manque de communication entre la direction et les équipes peut créer un sentiment de distance et d'incompréhension.	Moderniser le dialogue social et intégrer les retours des collaborateurs pour améliorer l'engagement et la cohésion interne..	*Un questionnaire de satisfaction est envoyé 2 fois dans l'année aux employés. Nous avons un bon taux de complétude et de satisfaction. Le dialogue socialé est developpé également avec la mise en place d 'un CSE..*

Santé et sécurité au travail	Opération propres	Positif réel	L'entreprise	Mise en place d'une politique proactive de santé et de sécurité, incluant des actions de sensibilisation régulières et des interventions ciblées, visant à réduire les risques professionnels et à assurer le bien-être des collaborateurs	La mise en place de formations et de sensibilisations engendre des coûts directs (prestataires, matériel) et peut temporairement réduire la productivité. Si mal appliquée, l'investissement pourrait être peu rentable. En revanche, une bonne gestion réduira les coûts liés aux accidents et à l'absentéisme, compensant les dépenses initiales.	En réduisant les accidents et l'absentéisme, cette initiative limite les coûts liés aux arrêts maladie, remplacements et baisse de productivité. Un environnement plus sûr booste l'engagement et la performance des employés. Elle permet aussi de respecter les réglementations, réduisant les risques de sanctions et de litiges. Cela renforce notre image employeur, facilitant le recrutement et la fidélisation, et réduit les coûts de turnover. Enfin, certaines actions de prévention peuvent être financées par des subventions ou incitations fiscales, optimisant les investissements.	*Politique proactive en matière de santé et sécurité, avec sensibilisation annuelle et interventions régulières (mutuelle, plans de sécurité), réduisant les risques professionnels.*
Développement du capital humain	Opération propres	Positif Réel	L'Entreprise	Mise en place de politiques favorisant l'évolution professionnelle et la mobilité des talents, avec une attention particulière portée au développement des compétences des collaborateurs pour soutenir leur	L'absence d'un accompagnement structuré pour les nouvelles responsabilités peut créer des difficultés d'intégration, induisant du stress et nuisant à la réussite des nouvelles fonctions	Formaliser et améliorer les parcours de développement des compétences pour assurer la réussite des promotions internes et renforcer la fidélisation des talents.	Un accompagnement structuré manque souvent pour les nouveaux postes de responsabilité (Il sera nécessaire de structurer davantage les parcours de montée en compétences et offrir un soutien renforcé pour garantir la réussite des promotions internes.)

				progression dans l'entreprise.			
Discrimination et groupes vulnérables (Egalité de genre et égalité de rémunération pour un travail de valeur égale)	Opération propres	L'Entreprise	Positif Réel	Renforcement de l'égalité des sexes au sein de l'L'Entreprise avec des objectifs clairs de parité et une sensibilisation accrue des managers à l'égalité, favorisant une plus grande diversité dans les équipes et les postes de direction	Absence de suivi rigoureux des objectifs de diversité, ce qui pourrait freiner leur réalisation et compromettre la crédibilité des engagements de l''Entreprise	Rétention des talents	*Politique de parité ambitieuse, visant à atteindre 50 % de femmes managers d'ici 2026 et une égalité parfaite entre hommes et femmes d'ici 2030, avec 100 % des managers recruteurs sensibilisés à l'égalité*
Discrimination et groupes vulnérables (Emploi et inclusion des personnes handicapées)	Opération propres	L'Entreprise	Positif Réel	Assurer l'inclusion des collaborateurs en situation de handicap et le nombre d'heures dédiées à l'insertion professionnelle	Absence de suivi rigoureux des objectifs de diversité, ce qui pourrait freiner leur réalisation et compromettre la crédibilité des engagements de l''Entreprise	L'inclusion des collaborateurs en situation de handicap et l'investissement dans l'insertion professionnelle créent une opportunité financière en améliorant l'image de l'entreprise, attirant des talents diversifiés et réduisant le turnover. Cela peut également permettre de bénéficier d'incitations fiscales et de subventions. Enfin, cet engagement renforce la réputation et ouvre l'accès à de nouveaux marchés responsables.	*Efforts structurés en faveur de l'inclusion des personnes en situations de handicap, indicateur en place sur les proportion de travailleurs handicapé*

Discrimination et groupes vulnérables (Mesures de lutte contre la violence et le harcèlement sur le lieu de travail)	Opération propres	L'Entreprise	Positif Réel	Existence de mécanismes tels que les lanceurs d'alerte anonymes permettant la transparence et la réactivité face aux incidents.	Risque de conflit interne, des actions en justice et atteinte à la réputation	Amélioration de la satisfaction des employés, renforcer la culture d'L'Entreprise et attirer les talents.	*Mise en place récente de la plateforme vistapo*
Discrimination et groupes vulnérables (Diversité et égalité des chances pour tous)	Opération propres	L'Entreprise	Positif Réel	Mise en place d'une politique de non-discrimination, accompagnée d'efforts concrets pour favoriser la diversité, contribue à un environnement de travail plus équitable et inclusif.	Il existe un risque que les efforts pour promouvoir la diversité ne soient pas perçus comme concrets ou effectifs si des objectifs spécifiques ou des actions de suivi ne sont pas régulièrement communiqués et mis en œuvre.	La mise en place d'une politique de non-discrimination et d'efforts pour favoriser la diversité représente une opportunité financière en améliorant la rétention des talents et en réduisant les coûts liés aux conflits internes. Cela attire également des investisseurs responsables et renforce la réputation de l'entreprise, ce qui peut conduire à de nouvelles opportunités commerciales. Un environnement inclusif favorise également l'innovation, stimulant ainsi la performance à long terme..	*Actions structurées: diversité et inclusion intégrées à travers des formations, des partenariats et une politique de recrutement inclusive*

Discrimination et groupes vulnérables (Egalité de genre et égalité de rémunération pour un travail de valeur égale)	**Chaîne de valeur amont & aval**	Clients	Positif Réel	Favoriser l'inclusion par la diversité des profils présents sur sa plateforme et le recours à des partenaires spécialisés / Sensibilisation des clients et indépendants aux enjeux de non-discrimination et de respect des différences.	Encourager une meilleure transparence sur les critères de sélection des FREELANCE.COM par les clients.	Encourager une meilleure transparence sur les critères de sélection des FREELANCE.COM par les clients.	*Dans le réseaux de partenaire nous faisons appel a des TPE PME qui emploi des personnes eloignées de l'emplois ou en situation de handicap*

Enjeux	*Chaine de valeur*	*Parties prenantes affectée*	*Impact*	*Description de l'impact*	*Risque*	*Opportunité*	*Action du Groupe*
Principes de responsabilités, vision, valeurs	**Chaîne de valeur amont/aval** **Opération propres**	L'Entreprise Clients Fournisseurs Communautés	Positif Réel	Mise en place d'une politique d'achats responsables et de pratiques éthiques, soutenue par des labels de reconnaissance et des processus de gouvernance structurés. Cela inclut des contrats détaillés et des clauses précises, assurant une bonne gestion des relations avec les fournisseurs et une réduction des risques juridiques	L'absence de formalisation complète de la politique anti-corruption et la faible visibilité de certaines pratiques peuvent engendrer des perceptions de risque et de manque de transparence, ce qui pourrait nuire à l'image de l'entreprise	Cela renforce la confiance des clients, investisseurs et partenaires, favorisant plus d'opportunités commerciales et une meilleure fidélisation. En intégrant des contrats clairs et une gouvernance solide, nous réduisons les risques juridiques et les coûts de litiges. Une gestion optimisée des fournisseurs et des achats responsables permet également de réduire les coûts à long terme.	*Label RFAR, / 50 % d'achats responsables d'ici 2027*

Promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeur	**Opération propre**	L'Entreprise	Positif réel	Mise en place de pratiques de paiement transparentes et respectueuses des délais, renforçant la confiance et la stabilité des relations avec les fournisseurs. Cela permet également d'améliorer la réputation de l'L'Entreprise en tant que partenaire fiable et éthique.	Des pratiques de paiement irrégulières ou un retard dans les paiements peuvent nuire à la relation avec les fournisseurs, affecter la réputation de l'entreprise	Ces engagements renforcent la confiance des fournisseurs et partenaires, garantissant une meilleure stabilité des relations commerciales et des conditions plus avantageuses. L'obtention du label RFAR valorise l'image de Freelance.com et ouvre de nouvelles opportunités commerciales, notamment pour les appels d'offres exigeant des critères RSE. En améliorant sa réputation et sa conformité, Freelance.com réduit les risques de litiges et de pénalités, assurant ainsi une croissance durable..	*Label RFAR, / 50 % d'achats responsables d'ici 2027*
Lutte contre la corruption	**Opération propres**	L'Entreprise Clients Fournisseurs	Positif réel	Associer les fournisseurs et partenaires à la politique anti-corruption pour s'assurer d'un alignement avec les engagements de FREELANCE.COM.com	Un manque de sensibilisation des partenaires pourrait exposer l'entreprise à des comportements non conformes (ex : pratiques abusives, corruption passive, non-respect des délais de paiement).	En intégrant ses fournisseurs et partenaires dans sa politique anti-corruption, l'entreprise renforce sa réputation et sa crédibilité, facilitant l'accès à des marchés exigeants. Cela réduit les risques de litiges et de sanctions, préservant la santé financière de Freelance.com. Un cadre éthique solide améliore les relations avec les investisseurs et facilite	*Mise en place de la plateforme Vistapo récente*

						l'accès à des financements et partenariats stratégiques, assurant ainsi une croissance durable.	
Concurrence loyale	*Chaîne de valeur amont/aval* / *Opération propres*	*L'Entreprise Clients Fournisseurs*	*Négatif Potentiel*	*Des pratiques de portage mal gérées peuvent entraîner des risques en termes de conformité sociale et salariale, augmentant ainsi la complexité et les coûts associés.*	*Le non-respect des obligations sociales expose l'entreprise à des redressements, amendes et litiges, entraînant des coûts imprévus. Cela peut nuire à la relation avec les clients et partenaires, affectant le chiffre d'affaires et l'attractivité de l'entreprise. De plus, des audits internes et contrôles nécessaires génèrent des coûts opérationnels et pourraient freiner la croissance à long terme.*	*Garantir une conformité stricte aux obligations sociales et salariales, l'entreprise renforce sa crédibilité et sa réputation, ce qui peut lui permettre d'attirer davantage de clients, consultants et de freelances recherchant un cadre sécurisé et fiable. L'amélioration des processus internes et la digitalisation des services de portage peuvent aussi générer des gains de productivité, réduisant ainsi les coûts administratifs et augmentant la marge bénéficiaire.*	*Contrat revue par les juristes et obtention du lapel du PEP'S.*

Enjeux	*Chaine de valeur*	*Parties prenantes affectée*	*Impact*	*Description de l'impact*	*Risque*	*Opportunité*	*Action du Groupe*

Protection et utilisation des données privées	**Opération propres**	L'Entreprise Clients Fournisseurs	Positif Réel	Mise en place d'une politique assurant ainsi un système de protection des données fiable.	L'entreprise manipule des données sensibles de clients, freelances et partenaires, ce qui en fait une cible potentielle pour les cyberattaques et les fuites de données. Une violation pourrait entraîner des sanctions juridiques lourdes (notamment liées au RGPD), une perte de confiance des utilisateurs, et un impact direct sur le chiffre d'affaires. La mise en place d'un système fiable de protection des données permet de limiter ces risques et d'assurer la conformité réglementaire, garantissant ainsi une meilleure gestion des informations. Cela constitue aussi un levier stratégique : en renforçant sa réputation et sa sécurité, Freelance.com se positionne comme un acteur de confiance, attirant davantage de clients et de partenaires sensibles à ces enjeux. Cette approche justifie donc une incidence très forte sur l'entreprise.	Renforcer la confiance des clients en améliorant la transparence dans la gestion des données.	*Objectif de mise en conformité avec ISO 27000 – 2026, assurant un système robuste de gestion de la sécurité de l'information.*

Implication auprès des acteurs locaux	Chaîne de valeur amont/aval Opération propres	L'Entreprise Communauté	Négatif Réel	Développement dans les territoires embryonnaire	Une implication limitée auprès des acteurs locaux peut freiner notre croissance, réduire notre attractivité et limiter l'accès à des subventions. Cela nuit également à notre image et compétitivité, nous obligeant à investir davantage pour renforcer notre ancrage local.	Une meilleure implication locale permet à Freelance.com d'accéder à de nouveaux marchés, de bénéficier de subventions et d'attirer plus de freelances locaux. Cela renforce son image de marque, offrant un avantage concurrentiel et une meilleure fidélisation des clients.	*80 commerciaux sur le territoire*
Assistance et résolution des réclamations (service après-vente)	Opération propres	L'Entreprise Clients	Positif réel	Un service après-vente efficace, facilitant le suivi des clients et la gestion des incidents.	Insatisfaction des clients, pouvant nuire à la réputation de l'entreprise et entraîner des risques juridiques en cas de gestion inadéquate des litiges.	L'opportunité financière réside dans la fidélisation des clients, la réduction des coûts liés aux litiges et l'attraction de nouveaux utilisateurs, ce qui génère davantage de revenus à long terme..	*Service ADV*
Création d'emplois et développement des compétences	Opération propres	L'Entreprise Clients	Positif Réel	Mettre en place des programmes d'accompagnement pour les consultants indépendants (notamment les seniors)	Le risque financier réside dans le coût des programmes d'accompagnement, qui pourraient ne pas générer un retour sur investissement suffisant. Un manque d'impact visible risquerait également de nuire à notre image, réduisant notre attractivité et limitant notre avantage concurrentiel.	Cet enjeu offre une opportunité financière en renforçant l'attractivité de Freelance.com auprès des consultants seniors. En valorisant l'accompagnement et la montée en compétences, l'entreprise fidélise ses freelances, se différencie de la concurrence et attire de nouveaux clients.	*L'entreprise le fait de manière indirecte, c'est un sujet pour le moment embryonnaire*

5. Évaluation de la double matérialité – gestion des impacts, des risques et des opportunités (IRO)

A. IRO-1 - Approche méthodologique de la double matérialité

En 2025, FREELANCE.COM a entrepris sa première analyse de double-matérialité en préparation de la conformité à l'ESRS et pour recueillir les informations qui l'aideront à améliorer sa méthodologie pour l'exercice de reporting suivant. Le concept de double matérialité est la pierre angulaire de l'identification des informations importantes à publier dans le rapport de durabilité et de l'élaboration d'une stratégie RSE, lui permettant de répondre non seulement aux exigences de reporting de la Directive CSRD, mais aussi aux attentes des parties prenantes de FREELANCE.COM. L'analyse de double matérialité est donc essentielle pour identifier les impacts, risques et opportunités (IRO) importants de FREELANCE.COM découlant des sujets de durabilité.

Cette démarche d'analyse de la double matérialité exige que FREELANCE.COM prenne en compte, d'une part, les impacts de ses activités sur l'environnement et la société (inside-out) et, d'autre part, la manière dont les sujets de durabilité affectent financièrement l'entreprise (outside-in). Deux dimensions ont été prises en compte lors de cette évaluation :

1. La **matérialité d'impact** prend en compte les impacts significatifs, réels ou potentiels, négatifs ou positifs de FREELANCE.COM sur la société ou l'environnement à court, moyen ou long terme.

2. La **matérialité financière** cible les thèmes de durabilité qui affectent, ou à minima, dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils engendrent des effets financiers significatifs sur FREELANCE.COM, c'est-à-dire les enjeux qui génèrent ou peuvent générer des risques ou des opportunités, qui ont, ou pourraient avoir, une influence significative sur l'évolution, la situation financière, la performance financière, les flux de trésorerie, l'accès au financement ou le coût du capital pour FREELANCE.COM sur le court terme, à moyen ou long terme.

Pour ses propres activités, FREELANCE.COM a identifié et évalué les impacts sur la société et l'environnement ainsi que les risques pour l'entreprise, en se concentrant sur les zones les plus importantes, représentant ainsi une part significative de son activité. En outre, FREELANCE.COM a évalué les impacts et les risques de sa chaîne de valeur pour la plupart des enjeux RSE et les évaluations ont été basées sur des connaissances internes et des données sectorielles, dans ses principales activités, zones géographiques et relations commerciales.

La méthodologie utilisée pour réaliser l'évaluation a été élaborée en se référant aux principes et aux lignes directrices méthodologiques disponibles dans le guide de mise en œuvre de l'évaluation de la matérialité publié en mai 2024 par l'EFRAG, complété par un processus interne étape par étape, cartographiant la chaîne de valeur, évaluant les IRO et agrégeant toutes les informations collectées.

L'analyse de double-matérialité s'est déroulée en quatre étapes :

Étape 1 – Identification des parties prenantes

Selon les exigences de la CSRD, il existe deux principaux groupes de parties prenantes :

1. **Parties prenantes affectées** : personnes ou groupes dont les intérêts sont ou pourraient être touchés – positivement ou négativement – par les activités de FREELANCE.COM et ses relations d'affaires directes et indirectes tout au long de sa chaîne de valeur.

2. **Utilisateurs des états de durabilité** : les principaux utilisateurs de l'information financière et les autres utilisateurs des états de durabilité, y compris les partenaires commerciaux de FREELANCE.COM, les syndicats et les partenaires sociaux, la société civile et les organisations non gouvernementales, les gouvernements, les analystes et les universitaires.

Afin d'identifier les parties prenantes de FREELANCE.COM à interroger, une mise à jour de la cartographie des parties prenantes a été réalisée en 2025 (cf. section SMB-2), et chaque catégorie des parties prenantes a été priorisée selon les orientations de la ISO26000 (NF X 30-029).

Étape 2 – Identification des principaux enjeux de durabilité

La méthodologie mise en œuvre par FREELANCE.COM s'est appuyée sur une approche itérative et structurée pour identifier les principaux enjeux RSE. Avant de procéder à l'évaluation de la matérialité de ces enjeux, FREELANCE.COM a examiné la liste exhaustive des sujets de durabilité décrits dans l'exigence d'application AR16 de l'ESRS 1 et une approche normative complémentaire a été adoptée pour définir un ensemble exhaustif d'enjeux RSE par le biais de l'examen de sources documentaires externes et de cadres internationaux de reporting ESG. L'exhaustivité de la liste a été vérifiée par rapport à un critère sectoriel.

Les principaux enjeux de durabilité susceptibles d'impacter les activités de FREELANCE.COM et sur lesquels l'entreprise pourrait exercer une influence ont ensuite été sélectionnés. Ces enjeux ont été précisés et validés au regard des activités et du contexte organisationnel de FREELANCE.COM. Des ateliers pour identifier et retenir les informations les plus pertinentes ont été organisés, telles que des rapports internes, analyses des risques et le point de vue des parties prenantes, afin de prédéfinir les IRO pour chaque ESRS. Un préfiltre des enjeux de durabilité a été établis afin de n'inclure que les IRO de durabilité les plus pertinents dans la consultation des parties prenantes. Certains sujets ont été jugés non pertinents dès le début de l'analyse et n'ont donc pas été inclus dans l'analyse de double-matérialité en raison de leur absence de lien direct avec l'activité du groupe et de leur impact limité sur FREELANCE.COM et vice versa.

Étape 3 – Implications des parties prenantes pour évaluer les enjeux RSE

FREELANCE.COM a engagé des consultations directes, sous formes d'interviews, auprès de ses parties prenantes les plus impactantes/impactées et dont le niveau de relation était jugé important selon l'approche de la norme NF X 30-029. Cette démarche a permis à l'entreprise de recueillir les points de vue de ses parties prenantes sur leur niveau d'engagement et de déterminer la pertinence des sujets de durabilité pour eux.

Ces parties prenantes ont contribué à l'identification des enjeux apparaissant les plus pertinents en matière de durabilité, ainsi que d'enjeux plus spécifiques à l'écosystème de FREELANCE.COM. L'approche visait in fine à identifier les enjeux RSE significatifs et pertinents pour l'organisation, son environnement au sens large et ses parties prenantes. Cette évaluation a consisté à examiner les pratiques de FREELANCE.COM à l'égard des sept sujets principaux de ISO26000. Des séances de sensibilisation ont été organisées pour aider les intervenants à mieux comprendre la nouvelle directive et les objectifs de l'évaluation.

Conformément aux lignes directrices de l'ESRS, plusieurs méthodes de consultation ont été utilisées pour évaluer à la fois le niveau d'impact et le niveau de risque et d'opportunité liés à chaque sujet de durabilité, et les parties prenantes ont partagé leurs points de vue sur ces questions en tirant parti de leur connaissance approfondie des activités de FREELANCE.COM :

1. En interne, des entretiens et des questionnaires ont été menés auprès de la direction transverse, des métiers du groupe et des membres de l'équipe RSE

2. À l'externe, des entrevues ont été menées auprès des parties prenantes

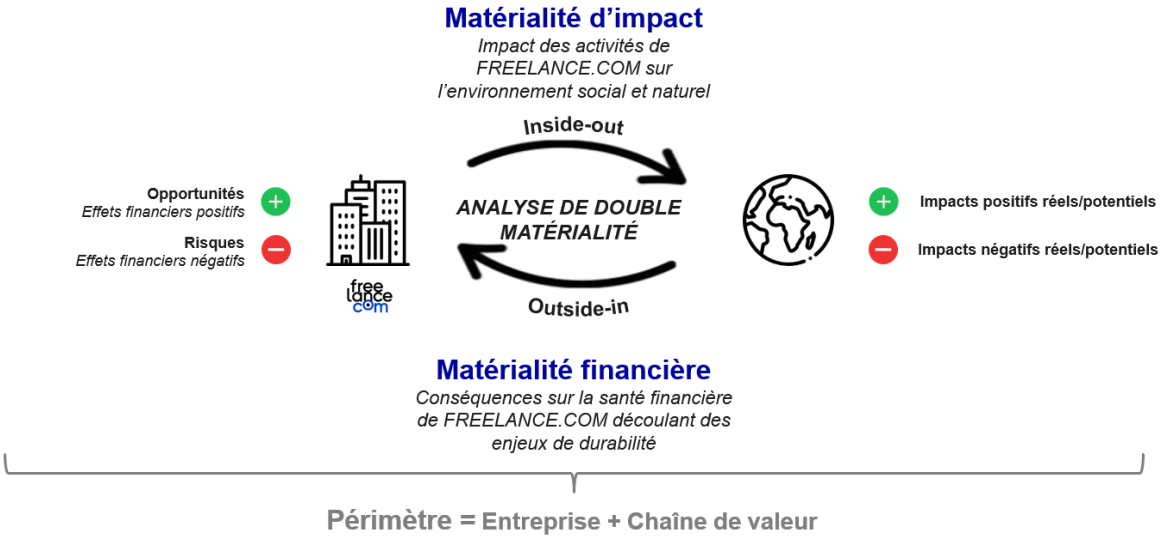
En parallèle, des ateliers interactifs d'évaluation de la matérialité ont été organisés pour identifier les impacts, les risques financiers et les opportunités. Les consultations avec les intervenants ont également porté sur les points de vue des membres du Comité exécutif. Cette étape a permis de sélectionner vingt enjeux de durabilité représentatifs du Groupe à court, moyen ou long terme.

Étape 4 – Consolidation et identification des enjeux matériels

Sur la base de la notation, chaque enjeu de durabilité a été évalué à la fois du point de vue de l'importance relative de l'impact et d'un point de vue financier. Pour chaque étape de l'analyse, le processus a été documenté afin d'en assurer la robustesse. Cela a permis à FREELANCE.COM d'acquérir une compréhension approfondie de ses impacts les plus importants sur la société, l'environnement, ainsi que les risques et opportunités commerciaux découlant des sujets de durabilité. Les IRO ont été notés sur une base brute, sans tenir compte des mesures d'atténuation existantes mise en place par FREELANCE.COM.

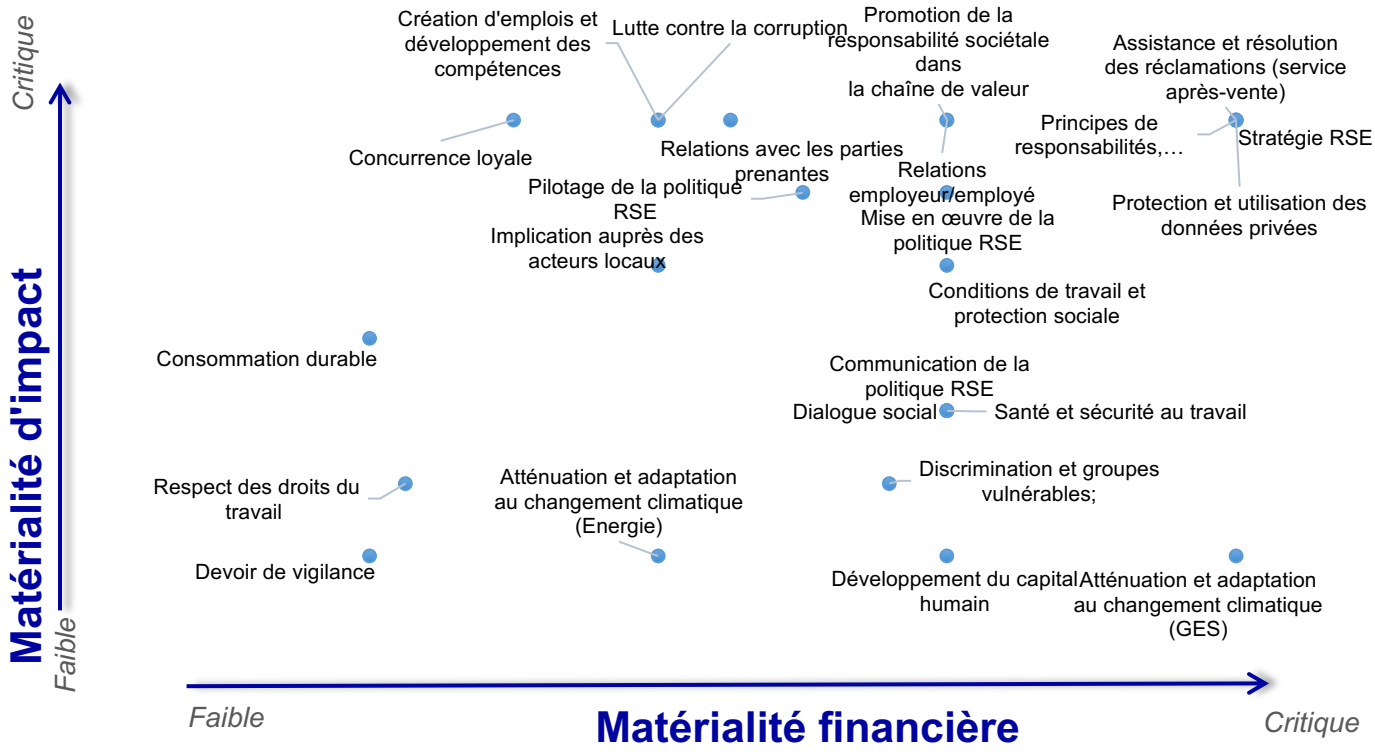
L'impact et les niveaux de risque et/ou d'opportunité de chaque enjeu de durabilité ont été évalués sur une échelle à quatre niveaux (faible, modéré, significatif, critique), le paramètre de gravité étant pris en compte pour la matérialité de l'impact (ampleur, scope et caractère d'irrémédiabilité) et l'ampleur des effets financiers pour la matérialité financière. La probabilité d'occurrence a également été évaluée sur une échelle de temps pour les impacts potentiels et les risques et opportunités financiers. Toutes les contributions recueillies lors des ateliers internes ont été regroupées afin d'agréger les notations et de calculer le niveau de matérialité des deux points de vue. Des aperçus consolidés des IRO liés au développement durable ont ensuite été présentés aux parties prenantes internes et à la direction et discutés avec eux.

Les seuils de matérialité ont été définis, à partir desquels les IRO ayant obtenu **une note égale ou supérieure**, ont été jugés comme matériels, à savoir pertinents et importants, ainsi que leurs enjeux de durabilité et ESRS associés. Les conclusions de l'évaluation de la matérialité ont été présentées au Comité Exécutif et validées.



B. IRO-2 - Résultats de l'analyse de double matérialité

Les résultats de l'ADM sont présentés dans la matrice de double matérialité ci-dessous :



Les enjeux de durabilité classés au-delà des seuils, d'un point de vue financier (axe des abscisses) et d'impact (axe des ordonnées) sont considérées comme prioritaires par FREELANCE.COM. Les résultats de cette évaluation peuvent être agrégés par ESRS, ce qui montre que l'ESRS E1 Changement climatique, l'ESRS E5 Economie Circulaire, l'ESRS S1 Effectifs propres de l'entreprise, l'ESRS S2 Effectifs au sein de la chaine de valeur et ESRS G1 Conduite des affaires sont les enjeux de durabilité les plus importants de FREELANCE.COM.

Les résultats de l'analyse de matérialité ont permis à FREELANCE.COM de mettre à jour son cadre de reporting pour se conformer aux exigences de la CSRD, tout en intégrant ces informations dans sa stratégie RSE.

III. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

1. ESRS E1 Changement climatique

A. Gestion des impacts, risques et opportunités

E1-1 Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

La lutte contre le changement climatique et la transition énergétique constituent des défis majeurs, auxquels le groupe FREELANCE.COM fait face. La neutralité carbone constitue l'un de nos objectifs prioritaires de notre politique environnementale. Depuis le premier trimestre 2023, Freelance.com a lancé le plan de décarbonation du groupe, fondé sur l'approche suivante : le plan d'action mis en place sera soumis à une évaluation régulière,

intégrée à la démarche SBTi et basée sur notre Bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) présenté en tenant compte des scopes et des postes d'émission. L'ambition du Groupe est d'intégrer la transition écologique dans toutes ses décisions.

Freelance.com a engagé depuis début 2023 le plan de décarbonation du Groupe reposant sur la démarche suivante :



Le plan de réduction des Gaz à effet de serre du Groupe est établi avec la volonté de s'inscrire dans l'objectif ambitieux de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici 2050. Pour ce faire réduire de 42% notre empreinte CO2 d'ici 2030. Ce plan de transition a été validé par la direction du Groupe et un budget afin d'atteindre la trajectoire fixée a été alloué pour mettre en œuvre les plans d'action associés.

Le plan d'action mis en œuvre sera évalué régulièrement dans le cadre de la démarche SBTi et sur la base de notre BEGES.

E1-2 Politiques

Dans le cadre de sa politique environnementale, le Groupe Freelance.com a défini une stratégie de décarbonation alignée sur la méthodologie de la Science Based Targets initiative (SBTi). Cette stratégie, validée par la SBTi, vise une réduction de 42 % des émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 et 2 à horizon 2030. Elle constitue le socle du plan de transition environnemental du Groupe et s'inscrit pleinement dans sa politique environnementale globale.

Cette stratégie repose sur plusieurs leviers opérationnels, dont la réduction des émissions liées aux déplacements professionnels. À ce titre, une politique de déplacement responsable a été déployée à l'échelle du Groupe en 2025. Elle s'applique à l'ensemble des collaborateurs et concerne tous les déplacements professionnels (réunions, déplacements inter-sites, événements, missions). Cette politique vise à limiter le recours au transport aérien lorsque des alternatives bas carbones existent, à favoriser l'usage du train et des mobilités douces, ainsi qu'à encourager les pratiques de télétravail et de visioconférence lorsque cela est possible.

Par ailleurs, en tant que société de services, le Groupe est particulièrement attentif à l'impact environnemental du numérique, qui constitue un poste significatif de son empreinte carbone. Son engagement en faveur d'un numérique plus responsable est reconnu par l'obtention du label Numérique Responsable.

Une politique numérique écoresponsable a été formalisée afin d'encadrer les pratiques internes et de limiter les émissions de gaz à effet de serre associées au numérique. Elle est structurée autour de trois axes :

- la réduction de l'impact environnemental des équipements et infrastructures numériques,
- la promotion de l'inclusion sociale via le numérique,
- L'encouragement de pratiques responsables auprès des clients et partenaires.

Dans le prolongement de cette démarche, une politique de sobriété numérique est en cours de déploiement sur l'année 2025. Elle vise notamment à rationaliser les usages digitaux, à allonger la durée de vie des équipements, à limiter le stockage et les flux de données inutiles et à sensibiliser les collaborateurs aux écogestes numériques.

L'ensemble de ces dispositifs est cohérent avec la trajectoire de décarbonation définie selon la méthode SBTi et constitue le cadre opérationnel du plan de transition environnemental du Groupe.

E1-3 Actions et ressources

Afin de garantir la robustesse et la transparence de sa trajectoire de décarbonation, Freelance.com a pris des engagements en matière de réduction de ses émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) au niveau du Groupe auprès du SBTi, l'organisme indépendant du Science-Based Target Initiative. Dans cette perspective d'une évaluation rigoureuse de ses engagements en matière de décarbonation par un organisme externe, Freelance répond également au questionnaire CDP sur une base annuelle, et a obtenu la notation de B.

Freelance.com participe pleinement à l'opérationnalisation du plan de transition et plusieurs initiatives sont déployées pour limiter les impacts de notre entreprise sur l'environnement, et ainsi réduire ses émissions de GES. Ce plan de transition climatique se repose sur trois leviers de décarbonation principaux. Pour chacun des leviers, un plan d'action et des indicateurs assortis d'objectifs ont été définis par FreeLance.com :

- Promouvoir les énergies renouvelables
La diminution des consommations d'énergie constitue une priorité cruciale pour le Groupe, tant sur le plan financier que pour la sécurité d'approvisionnement, mais également dans l'optique de réduire son empreinte carbone.

Le Groupe déploie des stratégies visant à réduire sa consommation énergétique et à adopter des pratiques exemplaires en matière de gestion des ressources. Cette approche repose notamment sur la mise en place de technologies écoénergétiques, l'optimisation des processus opérationnels afin de limiter les consommations d'énergie, ainsi que la promotion active de l'efficacité énergétique au sein des installations. Parallèlement, une évaluation est menée grâce à un questionnaire adressé à chacune des régions afin d'identifier les opportunités significatives de réduction de l'impact environnemental.

En complément, plusieurs mesures ont été mises en place pour renforcer l'efficacité énergétique et limiter l'impact environnemental. Afin de garantir un confort thermique optimal, les locaux climatisés équipés de thermostats sont maintenus à une température de 19°C en hiver. L'installation d'éclairages dotés de détecteurs de présence automatiques permet également d'optimiser la consommation énergétique. L'entreprise investit par ailleurs dans l'amélioration de l'isolation thermique des locaux, notamment grâce à l'installation de fenêtres à

double vitrage. Dans le cadre de son engagement en faveur d'une empreinte énergétique plus durable, l'ensemble des contrats énergétiques fera l'objet d'une transition vers des sources d'énergie verte d'ici 2027.

- Favoriser des modes de transport plus responsables

Consciente des enjeux liés aux émissions de gaz à effet de serre, l'entreprise oriente ses efforts vers des alternatives de déplacement plus respectueuses de l'environnement. Dans cette optique, elle privilégie activement l'usage du train plutôt que de l'avion pour les déplacements professionnels, dans une démarche cohérente avec ses objectifs de responsabilité environnementale. De la même manière, lors de l'organisation de séminaires et d'événements d'entreprise, les trajets ferroviaires sont favorisés afin de limiter l'impact écologique des déplacements.

Par ailleurs, la flotte de véhicules de l'entreprise suit une trajectoire de transition énergétique. L'ensemble des véhicules est passé au modèle hybride en 2025 et sera entièrement converti à l'électrique d'ici 2027. Cette démarche vise à encourager les collaborateurs à adopter des pratiques de déplacement plus responsables tout en réduisant l'empreinte carbone liée aux transports.

- Réduire l'empreinte carbone associée à l'usage du numérique

En tant que labellisé Numérique Responsable, Freelance adopte pleinement les principes de sobriété numérique et met en œuvre plusieurs actions pour réduire l'impact carbone lié à l'utilisation du numérique dans ses activités.

Ces actions reposent notamment sur :

- **Une approche fondée sur le cycle de vie des équipements informatiques**, avec la sélection de fournisseurs engagés privilégiant l'achat de matériel labellisé EPEAT Gold et Energy Star, ainsi que l'acquisition d'éclairages LED à faible consommation. L'usage des équipements, de l'énergie et des ressources est également optimisé.
- **L'allongement de la durée de vie des équipements**, grâce à la limitation du renouvellement systématique du matériel, à la réparation lorsque cela est possible et au reconditionnement des équipements encore fonctionnels afin de réduire les déchets électroniques.
- **La formation des équipes aux pratiques numériques responsables**, incluant l'utilisation d'espaces collaboratifs pour limiter le stockage de fichiers inutiles, la priorisation du Wi-Fi plutôt que des connexions filaires plus énergivores, l'extinction des ordinateurs en fin de journée plutôt que la mise en veille prolongée, ainsi que la réduction de l'usage de la vidéo dans les communications afin de diminuer la consommation de données.
- **La collaboration avec des experts en sobriété numérique**, tels que Globalis, Atol, Smartview et Conserto, afin d'intégrer des solutions éco-responsables dans les pratiques et les prestations de l'entreprise.
- **La virtualisation des serveurs**, permettant une meilleure gestion des ressources et une réduction des besoins en matériel physique.
- **La mise en place d'initiatives de sobriété énergétique**, telles que la veille automatique et l'extinction systématique des équipements en fin de journée afin d'éviter toute consommation inutile.
- **Une démarche d'éco-conception et d'accessibilité numérique**, notamment à travers le soutien à l'association Passerelles Numériques. L'entreprise lui fait don de matériel informatique en bon état afin de prolonger son cycle de vie et de contribuer à une transition numérique plus responsable.

- Sensibiliser les collaborateurs

La sensibilisation des équipes constitue également un levier essentiel de la démarche environnementale de l'entreprise. En intégrant systématiquement des critères environnementaux dans ses processus décisionnels et

en développant des modules dédiés au sein du parcours RSE interne, FreeLance contribue à renforcer l'engagement de ses collaborateurs et à promouvoir une gestion responsable des ressources au sein de l'organisation.

B. Indicateurs et cibles

E1-4 Objectifs liés à l'atténuation du changement climatique

Dans une logique de pilotage renforcé, Freelance.com collecte de manière centralisée des données environnementales détaillées, permettant un suivi des indicateurs clés de performance (KPI) environnementaux.

Ces objectifs traduisent une volonté forte de réduction de l'empreinte environnementale et incluent notamment :
Chez Freelance.com, la collecte et le suivi des indicateurs environnementaux sont pilotés par le **Responsable RSE** du Groupe, en collaboration avec les responsables opérationnels des différentes entités. Les indicateurs couvrent l'ensemble des **émissions de GES Scope 1, 2 et 3**, la consommation d'énergie et de ressources, la gestion des déchets, la mobilité durable ainsi que la sobriété numérique.

Les données opérationnelles, telles que les factures d'énergie, les relevés de véhicules, les déplacements professionnels ou la consommation des infrastructures numériques, sont collectées **annuellement**. Un suivi intermédiaire **trimestriel** permet de vérifier la progression vers les objectifs RSE et de détecter rapidement les écarts éventuels.

Les indicateurs sont calculés selon le **GHG Protocol**, en distinguant Scope 1, Scope 2 (location-based et market-based) et Scope 3. Pour certains postes du Scope 3 où les données directes ne sont pas disponibles, des **facteurs d'émission moyens** issus de bases reconnues (ADEME, DEFRA, GHG Protocol) sont utilisés afin d'assurer la cohérence et la comparabilité des résultats. Les émissions liées aux services numériques sont estimées à partir de la consommation énergétique des data centers et de l'usage interne des infrastructures IT.

Les **objectifs environnementaux** du Groupe sont associés à des bornes temporelles précises

- **Obj : Atteindre 100% d'électricité verte à horizon 2027**

	2022	**2023**	**2024**
Consommation électricité du siège social kWh	43 699	34 171	26 341
% d'énergie verte *sur le siège social*	0	100	100
Consommation totale d'électricité *sur tous les sites confondues*		95 934	106 018
% d'énergie verte *sur tous les sites confondus*			65.73

- **Obj : Réduction des émissions carbone de 42% d'ici 2030 (scope 1 & 2) par rapport a la base line 2022**

	2022	2023	2024
Émission carbone des scope 1 et 2	/	↓ 28,60%	↓ 41,43%

- **Obj : Convertir 100% de la flotte de véhicules thermiques en véhicules électriques d'ici 2026**

	2022	***2023***	***2024***	***2025***
	/thermique	Thermique	Thermique	100% hybride

- **Obj : Déployer les initiatives associées au numérique responsable**

	2022	2023	2024	2025
Moyenne du cycle de vie du matériel informatique		3 ans	4 à 5 ans	4 à 5 ans
Pourcentage des équipes IT en charge du développement des site web formées **aux principes de l'éco-conception**	/	/	23%	21%
Pourcentage des équipes IT et marketing (en charge des plateformes) formée a l'accessibilité numérique	/	/	54%	51%

- **OBJ : Assurer la complétion de 100% des modules du parcours RSE par l'ensemble des collaborateurs d'ici 2027**

	2022	2023	2024	2025
Pourcentage de complétude des modules RSE	/	/	/	32.12%

- **OBJ : Réduire de 15% les émissions de GES provenant des déplacements en avion d'ici 2025 par rapport à l'année de référence 2023**

	2023	2024
% ***des émissions de co2 provenant des déplacements en avion***	184 tco2	45.8 %

Le Groupe Freelance.com assure le suivi de ses indicateurs environnementaux dans le cadre de sa stratégie de décarbonation alignée sur la méthodologie SBTi. Les indicateurs sont pilotés par la Direction RSE, en collaboration avec les directions métiers concernées (Achats, Immobilier, IT, RH), qui sont responsables de la collecte des données pour chaque périmètre.

Les données proviennent de sources fiables et documentées : factures énergétiques pour les consommations d'électricité et de gaz, outils de gestion des déplacements pour les voyages professionnels, inventaire du parc informatique et outils internes pour le suivi des consommations numériques. La collecte est réalisée via un outil Excel dédié, permettant de centraliser et de consolider les informations de l'ensemble des entités du Groupe.

Le suivi des indicateurs se fait selon une fréquence annuelle, avec une revue intermédiaire semestrielle pour les principaux KPIs. Chaque indicateur est associé à un objectif quantifié et à une échéance temporelle (2025, 2030), en cohérence avec la trajectoire de décarbonation définie selon la méthode SBTi. Les principaux indicateurs et objectifs sont présentés dans une infographie consolidée, et un fichier Excel dédié ("Objectif RSE") permet de suivre l'évolution des KPIs environnementaux sur l'ensemble du Groupe.

Les arbitrages méthodologiques réalisés pour le calcul des indicateurs sont documentés afin d'assurer la transparence et la cohérence des données. Cela inclut le périmètre des émissions considérées (scopes 1 et 2), les facteurs d'émission utilisés, ainsi que les hypothèses retenues pour les déplacements professionnels et les consommations numériques. Ces informations sont intégrées dans le rapport ou détaillées dans une note méthodologique en annexe afin de fournir un contexte complet sans alourdir la section principale.

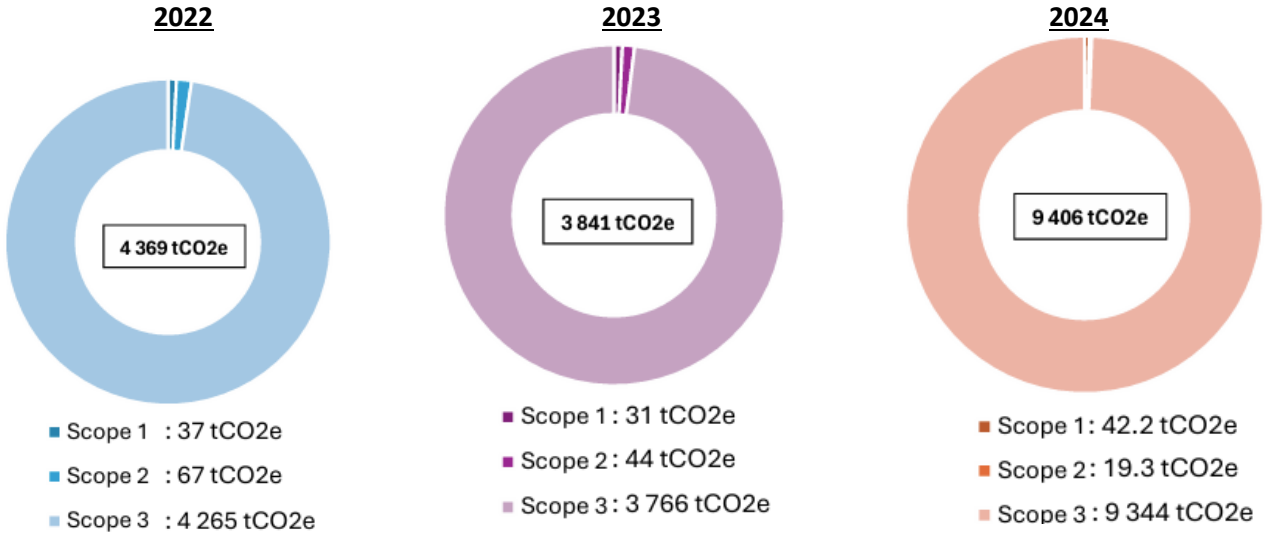
Cette organisation garantit un pilotage rigoureux des objectifs environnementaux et permet au Groupe de suivre sa trajectoire de décarbonation de manière fiable et transparente

E1-6 Emissions brutes de GES des scopes 1, 2 et 3 et émissions totales de GES

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) de Freelance.com sur le périmètre France sont centralisées et suivies via un outil, conforme aux orientations méthodologiques du Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES). Ce dispositif permet de couvrir l'ensemble des entités françaises du Groupe sans exclusion.

Le Groupe n'est pas engagé sur les marchés d'échanges de quotas ou de crédits carbone, ces instruments n'étant pas pertinents au regard de son activité. De même, aucune tarification interne du carbone n'a encore été mise en place à ce jour.

Emission carbone par scope



	2022	2023	2024
Réductions d'émissions de GES réalisées	/	↓ 528 tCO_2	↑ 5565 tCO_2*

*L'augmentation de nos émissions de carbone est liée à l'élargissement de notre périmètre, suite à l'acquisition de différentes sociétés de portage.

Freelance.com s'engage activement dans la réduction de l'empreinte carbone de ses activités sur le périmètre France, conformément à ses objectifs de décarbonation validés par la SBTi. Le Groupe suit régulièrement ses indicateurs environnementaux afin de mesurer l'évolution de ses émissions de gaz à effet de serre et d'identifier les leviers d'action les plus efficaces.

Les initiatives mises en œuvre incluent l'augmentation du recours aux énergies renouvelables, l'optimisation des déplacements professionnels et la mise en place d'une politique de sobriété numérique. Ces actions permettent d'améliorer continuellement l'efficacité carbone des activités du Groupe.

Les résultats sont analysés de manière systématique et servent à ajuster les stratégies et priorités du Groupe. La gouvernance environnementale est structurée pour assurer un suivi régulier et transparent des indicateurs, garantir la cohérence avec les objectifs SBTi et soutenir la progression vers la neutralité carbone à long terme

	2022 *Année de référence*	**2023**	**2024**
Valeur absolue de la réduction totale des émissions de gaz à effet de serre (Par rapport à l'année de référence)	4 369 tco2	↓ 528 tCO_2	↑ 5 037tCO2
Pourcentage de la réduction totale des émissions de gaz à effet de serre (par rapport aux émissions de l'année de référence)	/	↓ 12.9%	↑ 116%
Intensité carbone	8.57 tCO2 e /M€	6.58 tCO2 e /M€	12,1 tCO2 e / M€
Valeur d'intensité de la réduction totale des émissions de gaz à effet de serre	/	↓ 23,2 %.	↑ 41,2%

Freelance.com assure un suivi structuré et régulier de ses émissions de gaz à effet de serre directes (Scope 1) et indirectes liées à la consommation d'électricité (Scope 2) sur le périmètre France, en mobilisant à la fois les approches location-based et market-based pour le Scope 2. Ces indicateurs permettent d'apprécier à la fois l'impact environnemental des usages énergétiques du Groupe et les effets des choix d'approvisionnement en énergie.

Les évolutions observées sur les dernières années témoignent d'une baisse marquée des émissions des scopes 1 et 2, portée par plusieurs leviers opérationnels. Le Groupe a renforcé le recours à des sources d'électricité renouvelable, notamment par la souscription à des contrats d'électricité verte, la mise en place d'accords d'achat d'énergie intégrés (CAE) et l'utilisation de garanties d'origine attestant du caractère durable de l'électricité consommée. En parallèle, des actions ciblées sur l'efficacité énergétique des bâtiments et la rationalisation des

usages ont contribué à la réduction de la consommation globale. S'agissant du Scope 1, les progrès réalisés résultent notamment de l'évolution du parc de véhicules vers des solutions moins émettrices et de la limitation des déplacements professionnels les plus carbonés.

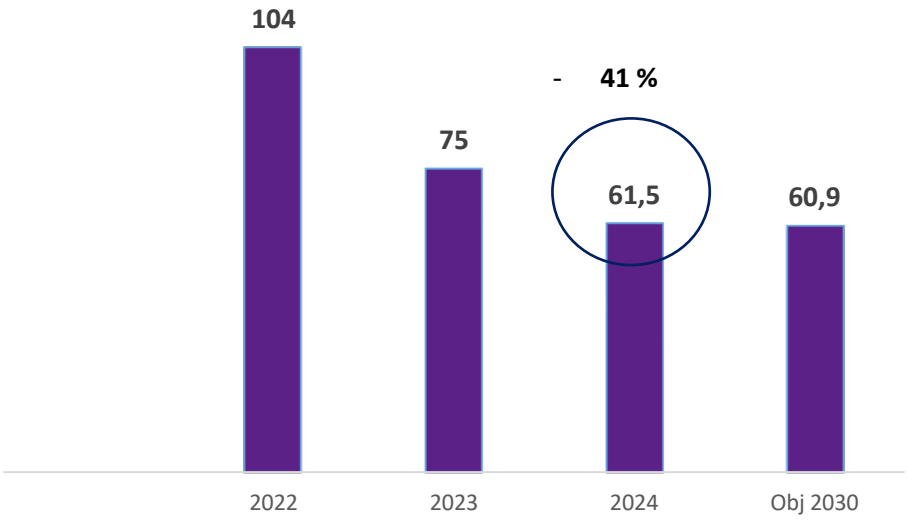
La diminution des émissions, analysée à la fois en valeur absolue et en pourcentage par rapport à l'année de référence, confirme la pertinence des mesures engagées et leur contribution à la trajectoire de décarbonation validée par la SBTi. L'utilisation conjointe des approches location-based et market-based offre une vision complète, en reflétant à la fois l'impact physique de la consommation énergétique et les effets des décisions d'approvisionnement responsable

.

	2022 ***Année de référence***	**2023**	**2024**
Réduction absolue des émissions Scope 1 (par rapport à l'année de référence)	37 tco2	↓ 6 tCO_2	↑ 5,2 tCO_2
Pourcentage de réduction (par rapport à l'année de référence)	/	↓ 16,2 %	↑ 14.1 %
Réduction absolue des émissions Scope 2 – Location-based	68 tco2	↓ 23 tCO_2	↓ 47 tCO_2
Pourcentage de réduction Scope 2 – Location-based	/	↓ 33,8 %	↓ 69,1 %
Réduction absolue des émissions Scope 2 – Market-based	67 tco2	↓ 23 tCO_2	↓ 47,7 tCO_2
Pourcentage de réduction Scope 2 – Market-based	/	↓ 34,33 %	↓ 71 %

Les objectifs de réduction à court terme des émissions de gaz à effet de serre des scopes 1 et 2 de Freelance.com ont été validés par l'initiative Science Based Targets (SBTi). Le Groupe s'est engagé à réduire ses émissions de 42 % d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 2022, calculée sur 100 % du périmètre des opérations en France.

Le Groupe a déjà réalisé des progrès significatifs, atteignant en 2024 la quasi-totalité de son objectif SBTi à court terme pour les scopes 1 et 2. Ces résultats reflètent l'efficacité de plusieurs leviers opérationnels : la transition vers un contrat d'électricité verte, l'optimisation de la flotte de véhicules avec des solutions moins carbonées, et la réduction des déplacements aériens, notamment par l'arrêt des séminaires nécessitant des vols.

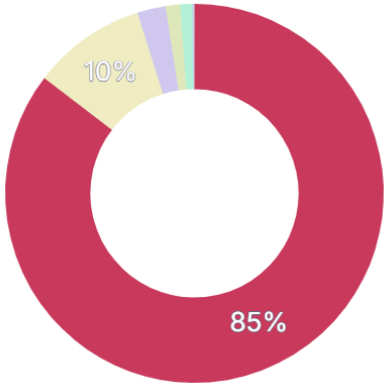


L'ensemble des émissions du **Scope 3** de Freelance.com est lié à la chaîne de valeur et à l'activité du Groupe. Les freelances et salariés portés représentent environ **85 % de ce scope**, ce qui illustre l'importance de l'activité principale du Groupe dans son empreinte carbone indirecte. Les acquisitions récentes et la croissance du Groupe ont également contribué à **l'augmentation du périmètre du Scope 3**, reflétant l'expansion des opérations et de la chaîne économique de Freelance.com.

Historiquement, Freelance.com a utilisé une **méthode de comptabilisation basée sur les dépenses** pour estimer ses émissions Scope 3. Cette approche a permis d'obtenir une vue d'ensemble et d'identifier les principaux leviers d'action, mais elle manquait de granularité pour des décisions stratégiques précises.

En 2024, le Groupe a initié la **révision de sa méthodologie**, en passant progressivement à une **approche basée sur les activités,** intégrant autant que possible des données physiques et des facteurs d'émission spécifiques aux fournisseurs. Dans ce cadre, un **questionnaire a été envoyé aux freelances et aux salariés portés** afin de recenser leurs habitudes de travail, déplacements et pratiques professionnelles. Cette initiative permet de sortir de l'approche monétaire et de disposer de **données réelles et détaillées**, plus précises pour évaluer l'empreinte carbone et affiner le calcul des émissions Scope 3.

	2022	2023	2024
Pourcentage des émissions de GES scope 3 calculées à l'aide de données primaires	10%	19%	84%



Freelances et portés	7 980 tCO_2e	85%
Services	908 tCO_2e	10%
Déplacements	227 tCO_2e	2%
Consommables	115 tCO_2e	1%
CAPEX	94 tCO_2e	1%
Bâtiments	19,4 tCO_2e	<1%
Déchets	0,01 tCO_2e	<1%

2. ESRS E5 Utilisation des ressources durables

A. Gestion des impacts, risques et opportunités

E5-1 Politique liées à l'utilisation des ressources et à l'économie circulaire

La gestion des déchets constitue un volet essentiel de la politique RSE de Freelance.com. Conscients de l'impact significatif de nos activités sur l'environnement, nous avons mis en place des initiatives visant à réduire notre empreinte écologique et à promouvoir des pratiques responsables.

E5-2 Actions et ressources liées à l'utilisation des ressources et à l'économie circulaire

Dans une perspective de réduction des déchets générés par ses activités, FreeLance.com a instauré plusieurs pratiques opérationnelles visant à limiter son impact environnemental. Ces actions comprennent notamment :

- **La réduction des impressions** et la promotion de la réutilisation du papier afin de limiter la consommation de ressources.
- **L'utilisation de papier certifié PEFC ou FSC**, garantissant une gestion responsable et durable des ressources forestières.
- **La mise en place du tri des déchets**, en partenariat avec la société Elise depuis octobre 2024, une entreprise qui favorise l'insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi.
- **L'installation de poubelles dédiées au marc de café,** en collaboration avec la société Kroptek. Cette initiative permet de valoriser le marc de café en engrais utilisé pour la culture de pleurotes, contribuant ainsi au développement d'une économie circulaire et durable.
- **La mise en place d'un processus de recyclage du matériel informatique**, avec la prise en charge des équipements en fin de vie par BEN-Informatique. Cette entreprise assure gratuitement la gestion, le recyclage et la remise en état du matériel. Grâce à cette démarche, les équipements informatiques bénéficient d'une seconde vie, s'inscrivant dans une approche écologique et responsable.

B. Indicateurs et cibles

E5-3 Objectifs liés à l'utilisation des ressources et à l'économie circulaire

Freelance.com s'est fixé un objectif en matière d'économie circulaire, avec la réduction des déchets de 5% à horizon 2027 par rapport à l'année de référence 2025, et atteindre 10% de réduction en 2030 par rapport à 2025.

Les indicateurs ci-dessous en matière de ressources et de déchets sont suivis par nos équipes :

Déchets D3E

	2023	2024	2025
Total de déchet D3E recyclé ou réemployée en KG	**1770**	**205**	**340**
Quantité de déchets D3E destinés à une seconde vie en kg	**815**	**180**	**295**
Quantité de déchets D3E destinés au recyclage kg	**955**	**25**	**45**

Déchets de bureau en Kg

	2025
Recyclage du papier	**208**
Recyclage des canette	**57**
Recyclage du plastique	**95**
Recyclage des déchets organique	**12**
Recyclage pile et batterie	**5**
Recyclage verre	**82**
Recyclage DIB	**479**
Total de déchet recyclés	**938**

IV. INFORMATIONS SOCIALES

1. ESRS S1 Effectifs propres

A. Gestion des impacts, risques et opportunités

S1-1 Politiques

L'approche de Freelance.com en matière de gestion des impacts, risques et opportunités liés aux conditions de travail, à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances s'inscrit dans sa stratégie Ressources Humaines. Celle-ci vise à promouvoir un environnement de travail favorable au bien-être, à l'engagement et au développement durable des collaborateurs.

Cette approche repose sur l'identification des principaux enjeux sociaux auxquels le Groupe est exposé, notamment en matière de conditions de travail, de risques psychosociaux, de diversité et d'inclusion, ainsi que de développement et de fidélisation des compétences.

La stratégie s'articule autour de deux axes structurants :

- La création d'un environnement de travail inclusif, diversifié et innovant, favorisant l'expression des collaborateurs et la reconnaissance des individualités
- Le développement continu des compétences, de l'employabilité et de la qualité de vie au travail

Les engagements du Groupe en matière de respect des droits humains et des droits du travail sont formalisés dans plusieurs référentiels internes, notamment le Code éthique, le règlement intérieur et la politique RSE. Ces documents traduisent l'adhésion du Groupe aux principes fondamentaux de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), incluant la liberté d'association, le droit à la négociation collective, ainsi que la lutte contre toute forme de discrimination.

Au-delà de ces référentiels, le Groupe s'appuie sur une culture d'entreprise fondée sur le respect, l'inclusion et la considération des personnes. Cette culture se traduit par des pratiques opérationnelles partagées, même si certaines politiques restent en cours de formalisation à l'échelle Groupe.

La Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT), la diversité et l'inclusion ainsi que le développement des compétences constituent des axes structurants de la politique sociale du Groupe. Ces thématiques sont pilotées à travers des dispositifs dédiés et font l'objet d'actions opérationnelles décrites en section S1-4.

Cette dynamique s'inscrit pleinement dans les engagements du Groupe en faveur de la diversité et de l'inclusion, notamment à travers la mise en œuvre de la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de la charte en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap.

Afin de soutenir ces engagements, le Groupe a structuré plusieurs dispositifs opérationnels. Une référente handicap a ainsi été désignée pour accompagner les collaborateurs concernés tout au long de leur parcours professionnel, faciliter leurs démarches et sensibiliser l'ensemble des équipes aux enjeux liés au handicap.

Des mesures spécifiques sont également mises en place afin de favoriser le recrutement et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. À ce titre, un dispositif de cooptation a été instauré pour encourager l'identification de profils concernés, et des aménagements organisationnels sont prévus pour accompagner les démarches administratives, notamment via l'octroi de jours d'absence dédiés.

En complément, le Groupe développe des partenariats avec des acteurs spécialisés de l'insertion professionnelle, ainsi qu'avec des établissements et services d'aide par le travail (ESAT). Ces collaborations permettent de faciliter l'accès à l'emploi, de sécuriser les parcours professionnels et de favoriser l'intégration durable des personnes en situation de handicap au sein de l'organisation.

La formation constitue également un levier structurant de la gestion des impacts sociaux. Elle s'inscrit dans une logique d'accompagnement des évolutions des métiers et de sécurisation des parcours professionnels. Sa mise en œuvre opérationnelle est détaillée en section S1-4.

S1-2 Processus d'engagement avec les collaborateurs et les représentants des travailleurs concernant les impacts

Freelance.com entretient un dialogue régulier avec ses collaborateurs et leurs représentants afin de mieux comprendre leurs attentes, d'identifier les impacts sociaux et d'orienter les actions mises en œuvre.

Ce dialogue repose notamment sur la réalisation d'enquêtes internes de satisfaction, permettant de recueillir de manière structurée les perceptions des collaborateurs sur différents aspects de leur environnement de travail, tels que l'organisation, la communication, l'équilibre de vie ou encore les perspectives d'évolution. Les résultats de ces enquêtes sont analysés et partagés en interne, puis traduits en plans d'actions concrets.

En complément, le dialogue social est assuré à travers des échanges réguliers avec les instances représentatives du personnel, qui contribuent à relayer les préoccupations des collaborateurs.
Ces dispositifs permettent d'intégrer les retours des collaborateurs dans les processus décisionnels et d'ajuster en continu les pratiques du Groupe. Ils font l'objet d'un suivi régulier par les équipes Ressources Humaines, en lien avec les instances représentatives du personnel.

S1-3 Mécanismes de remontée et de traitement des préoccupations

Le Groupe a mis en place plusieurs mécanismes permettant aux collaborateurs d'exprimer leurs préoccupations, de signaler des situations sensibles ou de remonter des dysfonctionnements.

Ces dispositifs incluent notamment :

- deux enquêtes internes annuelles,
- une plateforme de signalement dédiée (Vispato),
- un dispositif spécifique de traitement des situations de harcèlement,
- un service de médiation accessible aux collaborateurs.

Une référente dédiée est chargée du traitement des situations de harcèlement et assure le suivi des signalements, en lien avec les équipes Ressources Humaines et les parties prenantes concernées.
Les équipes Ressources Humaines assurent le pilotage global de ces dispositifs, veillent à la bonne prise en compte des remontées, à leur traitement dans des délais appropriés et à la mise en œuvre des mesures correctives lorsque cela est nécessaire.

Ces mécanismes contribuent à renforcer la prévention des risques sociaux et à garantir un environnement de travail respectueux, sécurisé et propice à l'expression des collaborateurs.
Leur fonctionnement et leur efficacité font l'objet d'un suivi régulier afin d'assurer leur accessibilité, leur fiabilité et leur adéquation aux besoins des collaborateurs.

S1-4 Actions

Les actions décrites ci-dessous constituent la déclinaison opérationnelle des engagements et politiques présentés en section S1-1. Elles visent à répondre aux principaux impacts et risques identifiés en matière sociale.

1. Développement des compétences et gestion des carrières

Dans le cadre de sa politique de développement des compétences, le Groupe met en œuvre une approche structurée visant à accompagner les évolutions professionnelles et à répondre aux enjeux de transformation des métiers.
Chaque collaborateur bénéficie d'un suivi régulier à travers des entretiens annuels d'évaluation et des entretiens professionnels périodiques. Ces dispositifs permettent d'évaluer les compétences, d'identifier les axes de développement, de recueillir les aspirations professionnelles et de définir des objectifs individualisés.

La gestion des carrières s'appuie sur des référentiels métiers structurés, incluant des fiches de poste détaillées, des attendus en matière de compétences et un système de classification permettant de structurer les parcours professionnels.
Dans ce cadre, le Groupe a mis en place un système d'évaluation des compétences fondé sur des niveaux de grade, visant à préciser les attendus associés à chaque poste. Ce dispositif permet d'harmoniser les critères d'évaluation, de renforcer l'équité de traitement entre les collaborateurs occupant des fonctions similaires et de leur offrir une meilleure visibilité sur les perspectives d'évolution professionnelle.
Les actions de formation sont définies selon une logique de priorisation, fondée sur la pertinence des besoins, leur caractère prioritaire et l'historique de formation des collaborateurs. Cette approche permet d'orienter les dispositifs vers les compétences clés, en cohérence avec les enjeux stratégiques du Groupe et les exigences propres à chaque fonction et niveau de grade.
Les besoins identifiés lors des échanges avec les collaborateurs alimentent la construction de plans de développement individuels, intégrés dans un plan de formation global. Celui-ci est élaboré en articulation avec les priorités stratégiques du Groupe, les compétences attendues par métier et les perspectives d'évolution professionnelle.
Le pilotage du dispositif est assuré par la Directrice des Ressources Humaines, en lien avec la Responsable Formation, qui accompagnent les managers dans la mise en œuvre des parcours, le déploiement des actions de formation et les décisions d'évolution professionnelle, en veillant à garantir la cohérence et l'équité des pratiques.
Le dispositif fait l'objet d'un suivi régulier afin d'assurer l'adéquation des actions de formation avec les besoins des collaborateurs et les priorités du Groupe.
Dans une logique d'amélioration continue, le Groupe prévoit le déploiement progressif de parcours métiers et transverses, visant à renforcer la lisibilité des trajectoires professionnelles, à développer les compétences clés et à soutenir l'employabilité des collaborateurs.

2. Qualité de Vie et Conditions de Travail (QVCT)

La Qualité de Vie et des Conditions de Travail (QVCT) constitue un axe structurant de la politique RH de Freelance.com. Dans un contexte d'évolution des organisations et de développement des modes de travail hybrides, l'entreprise accorde une attention particulière à l'organisation du travail, à la qualité des relations professionnelles ainsi qu'à l'expérience collaborateur dans son ensemble.

Cette démarche se traduit par la mise en place de modalités de travail adaptées aux différents environnements professionnels, notamment à travers le télétravail, l'ultra-mobilité ainsi que l'accès à des espaces de travail flexibles (flex office, coworking). Ces dispositifs visent à concilier autonomie, efficacité opérationnelle et collaboration, tout en tenant compte des contraintes liées à la dispersion géographique des équipes.

Dans ce cadre, une vigilance particulière est portée à la prévention de l'isolement professionnel et au maintien du lien collectif, notamment pour les collaborateurs évoluant dans un contexte de travail hybride. Des temps de regroupement en présentiel sont organisés de manière ciblée selon les équipes, afin de favoriser les échanges, renforcer la coordination et soutenir la dynamique collective.

À l'échelle du groupe, des événements fédérateurs sont également organisés, notamment deux temps forts annuels réunissant l'ensemble des collaborateurs. Ces moments contribuent à renforcer la cohésion inter-équipes, à entretenir le sentiment d'appartenance et à créer des espaces d'échange informels.

Freelance.com s'appuie par ailleurs sur des dispositifs réguliers de mesure du climat social, notamment via l'outil ZEST. Ces enquêtes internes permettent de suivre différentes dimensions de la QVCT, telles que le management, l'engagement, la reconnaissance, la clarté des attentes, le développement des compétences et les conditions de

travail. Les résultats constituent un outil de pilotage RH permettant d'identifier des tendances, de prioriser les actions et d'orienter les décisions en matière d'organisation et d'accompagnement des équipes.

En complément, l'entreprise déploie des actions visant à améliorer l'expérience collaborateur au quotidien, notamment à travers l'aménagement des espaces de travail, l'optimisation des équipements, la structuration des parcours collaborateurs (dont l'onboarding), ainsi que l'accès à des services contribuant au bien-être (notamment des offres sport et bien-être).

La démarche QVCT s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue visant à renforcer progressivement l'expérience collaborateur à travers les actions déployées. L'obtention du label Great Place To Work en 2025 vient reconnaître la maturité atteinte par Freelance.com dans la structuration de sa politique QVCT et dans ses pratiques à l'échelle du groupe.

Ces dispositifs font l'objet d'un suivi régulier à travers les outils de mesure du climat social et les retours des collaborateurs, permettant d'ajuster les actions et de renforcer en continu la qualité de vie et des conditions de travail.

Freelance.com poursuit le développement de sa politique QVCT afin de consolider ses dispositifs, soutenir l'engagement des collaborateurs et accompagner les évolutions organisationnelles du groupe.

3. Santé et sécurité de tous

La santé et la sécurité des collaborateurs constituent un enjeu structurant pour Freelance.com. L'entreprise veille à garantir un environnement de travail sûr, en s'appuyant à la fois sur le respect des obligations réglementaires et sur le déploiement d'actions de prévention adaptées à ses activités.

Conformément à la réglementation en vigueur, un Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) est élaboré au niveau de Freelance Services. Ce document recense les risques professionnels auxquels peuvent être exposés les collaborateurs, qu'ils soient d'ordre physique ou liés aux risques psychosociaux (RPS), et assure la traçabilité de ces expositions.

Dans ce cadre, l'entreprise s'appuie sur une approche pluridisciplinaire, associant les managers d'équipe, la médecine du travail ainsi que des expertises complémentaires, dont un psychologue du travail, afin de renforcer la qualité de l'identification des risques. Le document fait également l'objet d'un processus de validation impliquant les instances représentatives du personnel (CSE).

Plusieurs actions sont mises en place afin de prévenir les risques professionnels et d'accompagner les collaborateurs, notamment :

- des actions de sensibilisation en lien avec la médecine du travail (par exemple sur la sédentarité) ;
- des campagnes de prévention (telles qu'Octobre Rose) ;
- des actions de prévention des troubles musculosquelettiques (TMS), incluant des interventions de la médecine du travail et des visites ergonomiques permettant d'adapter les postes de travail ;
- des démarches visant à identifier et à prévenir les risques psychosociaux, en lien avec l'analyse des conditions de travail.

Par ailleurs, l'entreprise met en œuvre des mesures visant à garantir la sécurité des locaux et des équipements, et à assurer leur conformité. Cela inclut notamment des contrôles réguliers des installations électriques, la mise à

disposition d'équipements de sécurité (signalétique, extincteurs, plans d'évacuation) ainsi que la diffusion de consignes en cas d'incident.

Des exercices d'évacuation sont organisés régulièrement et des formations à la sécurité, notamment sur le site de la Grande Arche, afin de renforcer les réflexes en situation d'urgence. Des référents sécurité sont également identifiés au sein des équipes pour relayer les bonnes pratiques et contribuer à la diffusion d'une culture de prévention.
Ces dispositifs font l'objet d'un suivi régulier par les équipes Ressources Humaines, en lien avec les parties prenantes internes, afin d'assurer leur efficacité et leur adaptation aux risques identifiés.

Freelance.com poursuit ainsi le développement de sa démarche en matière de santé et sécurité au travail, en veillant à adapter ses actions aux risques identifiés et aux évolutions de son organisation.

4. Diversité, inclusion et équité

En cohérence avec ses engagements en matière de diversité et d'inclusion, le Groupe met en œuvre une approche structurée visant à promouvoir l'égalité des chances, à prévenir les situations de discrimination et à favoriser un environnement de travail respectueux des singularités de chacun.

Ces engagements s'inscrivent dans le cadre de la politique sociale du Groupe et reposent sur plusieurs principes fondamentaux : l'égalité de traitement à toutes les étapes du parcours professionnel, la reconnaissance des compétences indépendamment des caractéristiques personnelles, et la volonté de garantir un environnement de travail inclusif et accessible.

La mise en œuvre de cette démarche se traduit tout d'abord par l'intégration de ces principes dans les processus de gestion des ressources humaines, notamment en matière de recrutement, d'évolution professionnelle et de rémunération. Une attention particulière est portée à la prévention des biais et à l'objectivation des décisions, afin de garantir des pratiques équitables entre les collaborateurs.

En matière de handicap, le Groupe déploie des dispositifs spécifiques visant à favoriser l'intégration et le maintien dans l'emploi des collaborateurs concernés. L'accompagnement individualisé, la sensibilisation des équipes et l'adaptation des conditions de travail constituent des leviers essentiels de cette démarche. Le rôle de la référente handicap est central dans l'identification des besoins, l'orientation des collaborateurs et la coordination des actions mises en place.

Le Groupe agit également en faveur de l'insertion professionnelle de publics éloignés de l'emploi, en s'appuyant sur des partenariats avec des acteurs spécialisés. Dans ce cadre, Freelance.com mobilise son réseau de partenaires et d'indépendants afin d'intégrer des entreprises adaptées (EA), des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ainsi que des travailleurs indépendants en situation de handicap (TIH). Ces structures et profils sont sollicités dans le cadre des missions et des marchés sur lesquels le Groupe intervient, contribuant ainsi à favoriser l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi de publics en situation de vulnérabilité.

Cette démarche s'inscrit également dans une logique plus large de recours au secteur adapté et protégé, permettant au Groupe de renforcer son impact social au-delà de son périmètre direct, en soutenant des acteurs engagés dans l'insertion professionnelle.

Par ailleurs, le Groupe a structuré une organisation dédiée à la gestion de l'insertion sociale, en particulier dans le cadre des marchés publics intégrant des clauses sociales. Cette activité, désormais significative dans le volume

d'affaires du Groupe, fait l'objet d'un pilotage spécifique. Pour chaque marché concerné, un dispositif adapté est mis en place, incluant une composante ressources humaines, un suivi opérationnel structuré et la désignation d'un responsable en charge du pilotage des engagements d'insertion.
Ce dispositif permet d'assurer un suivi rigoureux des actions menées, notamment à travers des outils de reporting dédiés, et de garantir la conformité aux exigences des donneurs d'ordre. Il contribue également à structurer les démarches d'insertion et à renforcer leur impact social.
En complément, des actions de sensibilisation sont déployées afin de renforcer la culture inclusive au sein de l'organisation. Elles visent à développer la compréhension des enjeux liés à la diversité, à prévenir les comportements discriminatoires et à encourager des pratiques managériales inclusives.
L'ensemble de ces actions contribue à créer un environnement de travail inclusif, favorisant la diversité des profils, l'engagement des collaborateurs et la performance collective du Groupe.

5. Politique de rémunération équitable

Le Groupe s'engage à garantir une politique de rémunération équitable, fondée sur des critères objectifs, transparents et cohérents avec ses engagements en matière d'égalité de traitement.
Les décisions de rémunération reposent sur une analyse combinée des responsabilités exercées, des compétences, de la performance individuelle et collective, ainsi que des conditions de marché. Elles s'inscrivent dans le cadre de processus de revue salariale réguliers, permettant d'assurer la cohérence et l'équité des pratiques au sein du Groupe.

Les propositions d'évolution salariale s'appuient notamment sur plusieurs critères d'appréciation, parmi lesquels :

- la performance individuelle, au regard des résultats obtenus, de la qualité du travail réalisé et du niveau d'atteinte des objectifs fixés ;
- l'évolution du poste, incluant la montée en compétences, l'élargissement du périmètre de responsabilités et le degré d'autonomie ;
- le positionnement salarial, apprécié au regard de l'équité interne, de l'historique des évolutions de rémunération et des références de marché ;
- l'ancienneté et l'engagement, notamment à travers la continuité de la performance et l'implication dans la vie du Groupe.
- La fonction Ressources Humaines assure un rôle de contrôle et de cohérence dans l'application de ces critères, en veillant à limiter les écarts injustifiés et à garantir l'équité entre les collaborateurs.
- Depuis 2024, des mesures de gouvernance renforcée ont été mises en œuvre :
- Implication systématique des Ressources humaines dans toute décision de rémunération (recrutement, promotion, augmentation),
- Analyses annuelles des salaires visant à identifier et corriger les écarts injustifiés,
- Validation obligatoire par la fonction RH de toute offre d'embauche ou révision salariale,
- Renforcement du processus de revue salariale, avec une transparence accrue entre managers et RH.

B. Indicateurs et cibles

S1-5 Cibles liées à la gestion des impacts négatifs importants et à l'amélioration des impacts positifs

Dans le cadre de sa démarche de gestion des impacts sociaux, Freelance.com a défini des objectifs visant à prévenir les impacts négatifs et à renforcer les impacts positifs liés à la gestion de ses ressources humaines.

La définition de ces cibles s'appuie sur un processus de concertation impliquant les ambassadeurs RSE, les parties prenantes internes ainsi que les instances représentatives du personnel, dans une logique de dialogue et d'amélioration continue.

Ces objectifs portent principalement sur les enjeux identifiés comme prioritaires pour le Groupe, notamment l'engagement des collaborateurs, le développement des compétences, l'égalité de traitement et la qualité de vie au travail.
À ce titre, le Groupe s'est fixé les objectifs suivants :

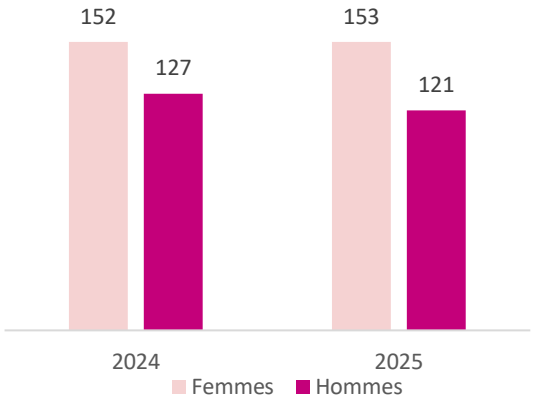
- maintenir un niveau de satisfaction des collaborateurs élevé, avec un objectif de score minimal et un niveau de participation garantissant la représentativité des résultats ;
- assurer un accès à la formation pour une part significative des collaborateurs, afin de soutenir le développement des compétences et l'employabilité ;
- former l'ensemble des managers aux enjeux de non-discrimination dans les processus de recrutement, afin de garantir des pratiques équitables ;
- renforcer les compétences managériales en matière de bien-être au travail et de qualité de vie et des conditions de travail (QVCT), avec un objectif de formation généralisée à horizon défini ;
- maintenir un niveau de performance satisfaisant en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conformément aux exigences réglementaires et aux engagements du Groupe.

Ces cibles font l'objet d'un suivi régulier par les équipes Ressources Humaines et RSE, et s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue des pratiques sociales du Groupe.

S1-6 Caractéristiques des salariés de l'entreprise

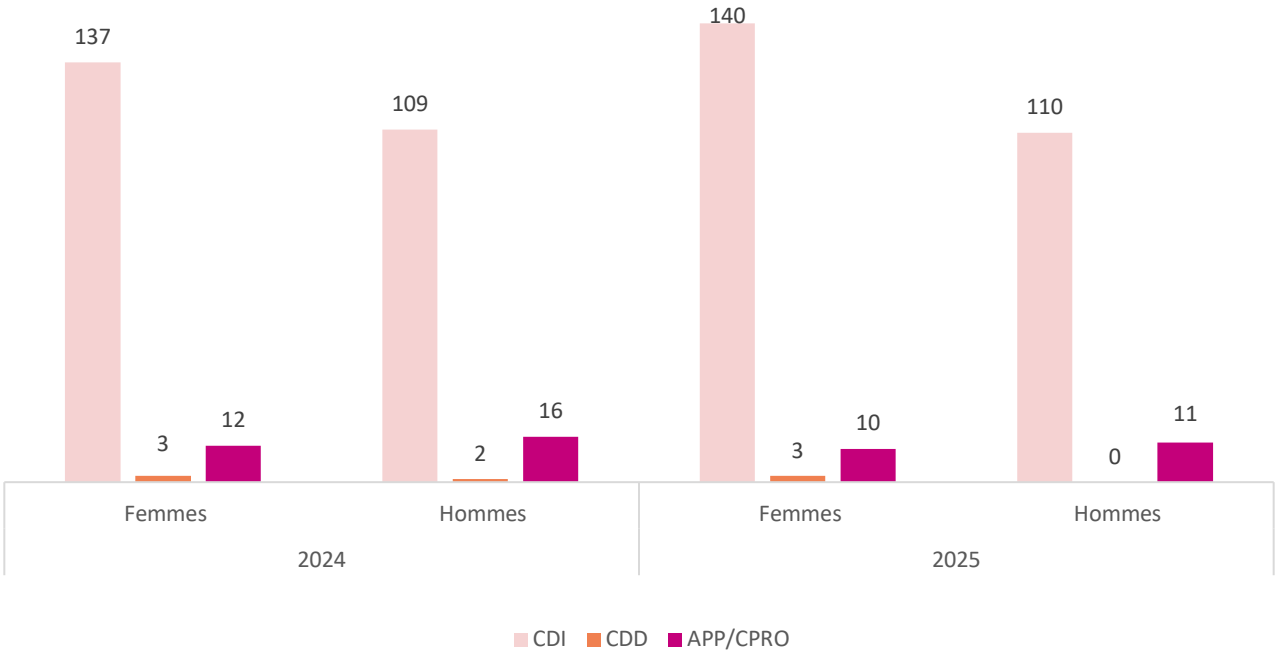
Indicateur France

Nombre de salarié par Sexe



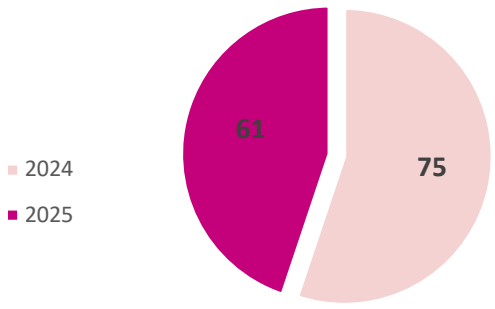
	2024	2025
Nombre de salariés (effectif)	279	274
Nombre de salariés ETP	278.8	273.80
Nombre de salariés dans les pays comptant 50 salariés ou plus	279	274
Nombre moyen de salariés dans les pays comptant au moins 50 salariés	270.95	278.70

Caractéristiques des salariés de l'entreprise - informations sur les salariés par type de contrat et sexe

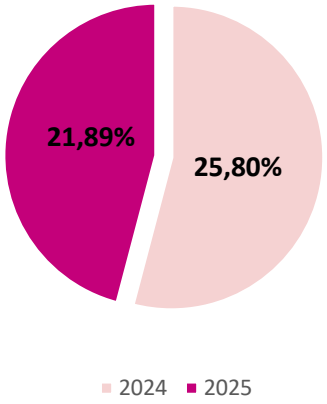


Indicateur France

Nombre de salariés ayant quitté l'entreprise

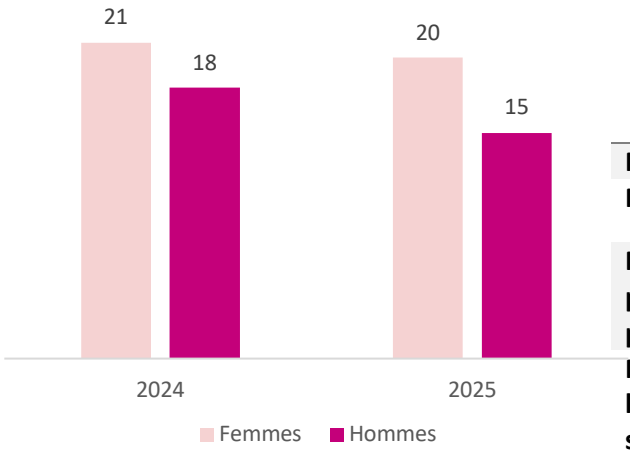


Pourcentage de rotation du personnel



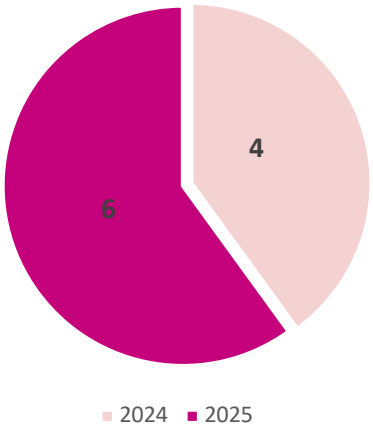
Indicateur Suisse

Nombre de salarié par sexe

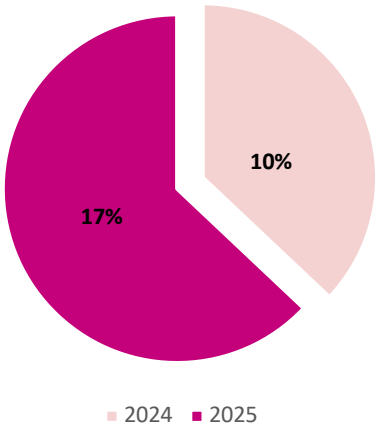


	2024	2025
Nombre de salariés (effectif)	38	35
Nombre de salariés ETP	31	29
Nombre de salariés dans les pays comptant 50 salariés ou plus	38	35
Nombre moyen de salariés dans les pays comptant au moins 50 salariés	/	/

Nombre de salariés ayant quitté l'entreprise



Pourcentage de rotation du personnel



S1-7 Caractéristiques des travailleurs non-salariés de l'entreprise

	Indicateur France		Indicateur Suisse	
	2024	**2025**	**2024**	**2025**
Nombre de non-salariés dans l'effectif propre	34	36	0	0
Nombre de non-salariés dans l'effectif propre - travailleurs indépendants(freelance-consultant)	28	30	0	0
Nombre de non-salariés dans l'effectif propre - personnes mises a disposition par des entreprises dont l'activité principale est l'emploi	6	6	1	1

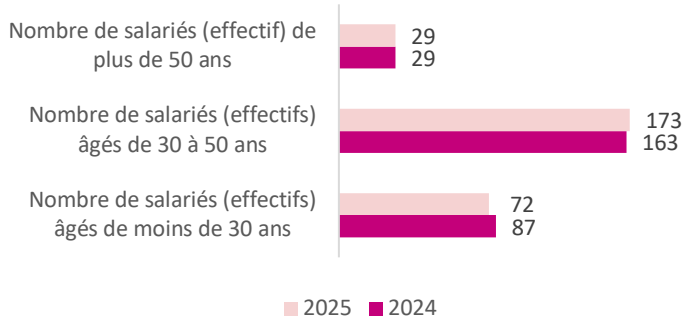
S1-8 Couverture des négociations collectives et dialogue social

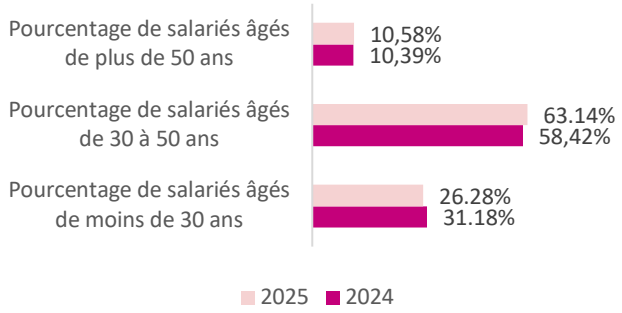
Tous les salariés de Freelance sont couverts par des conventions collectives

S1-9 Indicateurs de diversité

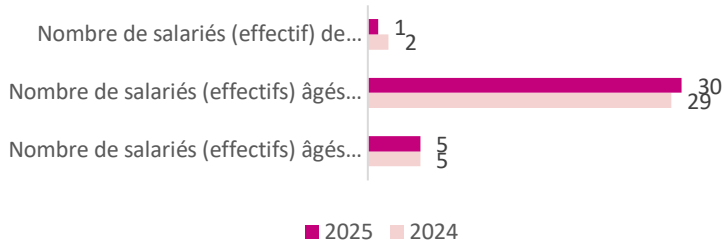
	Indicateur France		Indicateur Suisse	
	2024	**2025**	**2024**	**2025**
Nombre de salariés (effectifs) au niveau de la direction	13	12	3	3
Pourcentage de salaries au niveau de la haute direction	4.66%	4.38%	1%	1%

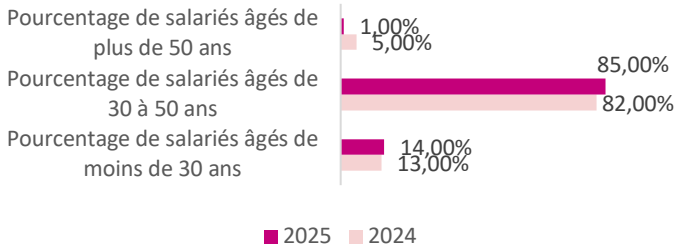
Indicateur France





Indicateur Suisse





S1-10 Salaires décents

Tous les employés reçoivent un salaire adéquat, conforme aux bornes applicables

S1-11 Protection sociale

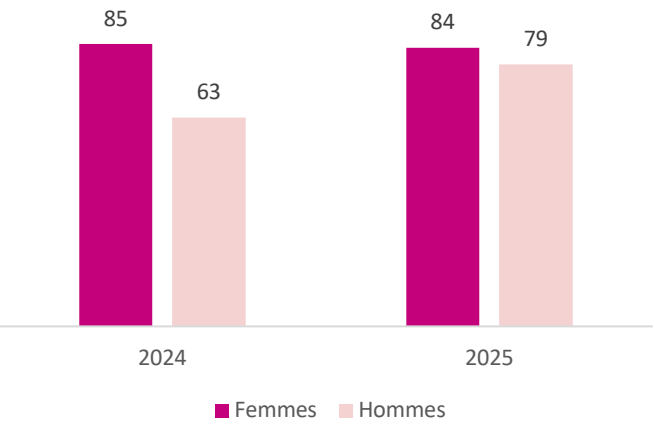
Tous les salariés de Freelance Services sont couverts par une mutuelle Groupe, selon laquelle 70% des cotisations sont prises en charge par la société, dans le cadre des avantages mis en place par l'entreprise à destination de ses salariés.

S1-12 Personnes en situation de handicap

	Indicateur France		Indicateur Suisse	
	2024	**2025**	**2024**	**2025**
Nombre d'heure d'insertion	17217,58	14305,51	0	0
Pourcentage de personnes en situation de handicap parmi les employés soumis à des restrictions légales en matière de collecte de données	3,35%	2,81%	0	0

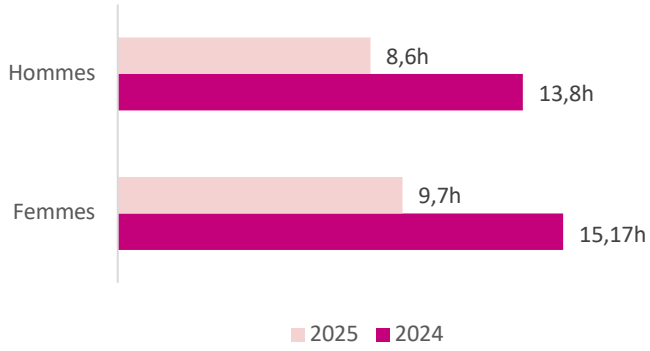
Indicateur France

Nombre d'employé formé par sexe



	2024	2025
Indicateurs de formation et de développement des compétences par genre	H : 63 F : 85	H : 79 F : 84
Pourcentage de salaries ayant participé à des évaluations régulières des performances et de l'évolution de carrière	100%	100%

Nombre moyen d'heures de formation par sexe



	2024	2025
Nombre moyen d'heures de formation par personne pour les salaries	13h	9h
Nombre heures totales de formation dispensées	2171h	1474h

Indicateur Suisse

	2024	2025
Nombre d'employé formé par sexe	4	4
Indicateurs de formation et de développement des compétences par genre	/	/

Pourcentage de salaries ayant participé à des évaluations régulières des performances et de l'évolution de carrière	100%	100%
Nombre moyen d'heures de formation par sexe	32	32
Nombre moyen d'heures de formation par personne pour les salaries	16	8

S1-14 Indicateurs de santé et de sécurité

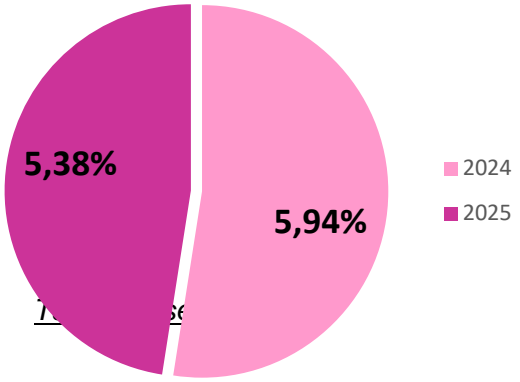
	2024	**2025**
Pourcentage de personnes au sein de son propre effectif qui sont couvertes par un système de gestion de la santé et de la sécurité base sur des exigences légales et (ou) des normes ou directives reconnues	100	100

Indicateurs liés aux accidents du travail

	Indicateur France		**Indicateur Suisse**	
	2024	**2025**	**2024**	**2025**
Nombre de décès au sein de son propre personnel à la suite d'accidents du travail et de problèmes de santé liés au travail	0	0	0	0
Nombre de décès dus à des accidents du travail et à des maladies professionnelles chez d'autres travailleurs travaillant sur les sites de l'entreprise	0	0	0	0
Nombre d'accidents du travail comptabilisables pour le personnel de l'entreprise	1	0	0	1

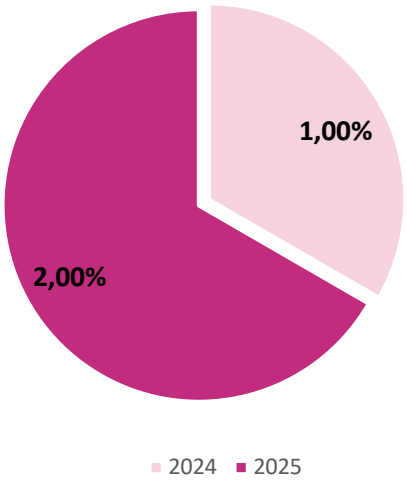
Indicateur France

Taux d'absentéisme



	2024	2025
Taux d'accidents du travail comptabilisables pour le personnel de l'entreprise	0.36%	0%

Indicateur Suisse



	2024	2025
Taux d'accidents du travail comptabilisables pour le personnel de l'entreprise	0%	2.8%

	Indicateur France		Indicateur Suisse	
	2024	2025	2024	2025
Nombre de cas de maladies professionnelles comptabilisables (sous réserve des restrictions légales en matière de collecte de données)	0	0	0	1
Nombre de jours perdus en raison d'accidents du travail et de décès dus à des accidents du travail, de maladies professionnelles et de décès dus à des problèmes de santé	54	0	0	145

S1-15 Indicateurs relatifs à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée

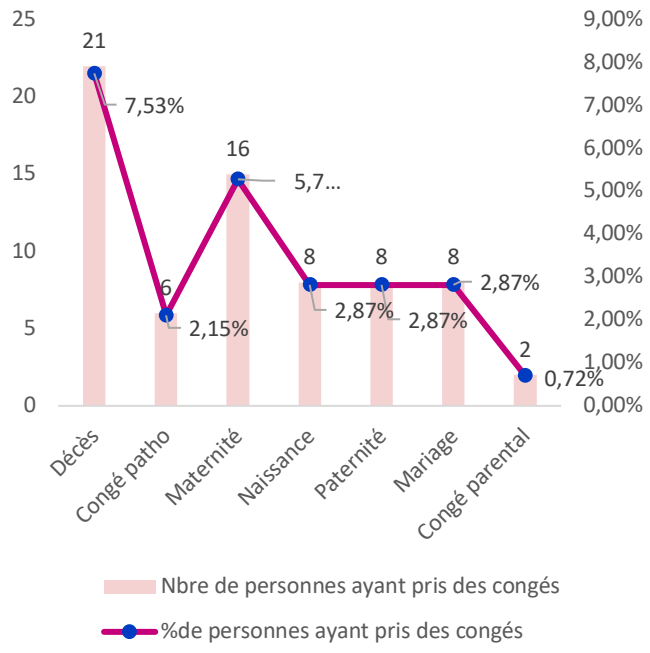
En vertu de la convention collective de FreeLance.com et des contrats de travail, tous les salariés ont droit à des congés familiaux.

Indicateur France

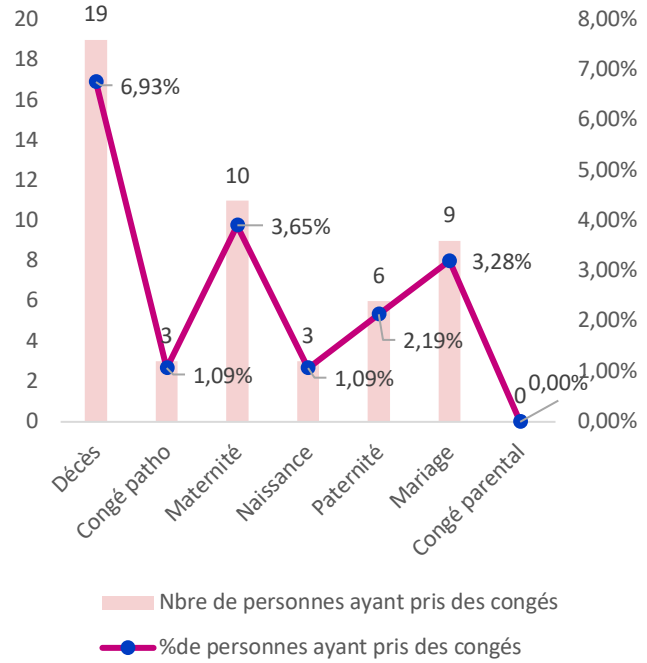
	2024	2025
Pourcentage de salaries ayant droit à des conges familiaux	100	100
Pourcentage de salarie ayant pris un tel congé	24,73%	18,25%

Indicateur France

*Pourcentage de salariés ayant pris un tel congé, avec une ventilation par type de congé **en 2024***



*Pourcentage de salariés ayant pris un tel congé, avec une ventilation par type de congé **en 2025***



S1-16 Indicateurs de rémunération

	2024	2025
Écart de rémunération entre les femmes et les hommes	84/100	81/100

Autres indicateurs liés à la QVCT pour tout le Groupe FREELANCE.COM

	2024	2025
Satisfaction des collaborateur /10	7.2/10	7.9/10

2. ESRS S2 Travailleurs dans la chaîne de valeur

A. Gestion des impacts, risques et opportunités

S2-1 Politiques

Pour maîtriser ses impacts et risques liés aux conditions de travail et à l'égalité de traitement et des chances dans sa chaîne de valeur amont, identifiés comme étant matériels dans le cadre de son analyse de double matérialité, Freelance.com déploie une politique exigeante d'achats responsables afin d'assurer que ses partenaires adhèrent à ses principes éthiques avec des processus de contrôle rigoureux, de préserver des relations durables et équitables basées sur l'écoute, la communication et une répartition financière juste tout en favorisant l'intégration de la RSE – dans le cadre de la labellisation RFAR notamment – dans ses échanges commerciaux, favorisant ainsi une égalité de traitement envers tous ses partenaires. Ainsi, nos Contrats-Cadres de sous-traitante (CCST) intègrent des engagements précis en matière de RSE. Ces engagements garantissent une meilleure transparence et une responsabilité accrue à chaque niveau de notre chaîne d'approvisionnement.

Par ailleurs, la mise en place d'un code éthique guide l'ensemble des interactions avec nos partenaires, garantissant une conduite éthique et responsable à tous les niveaux. Un outil de signalement anonyme, Vispato, est également accessible à nos partenaires de notre chaîne de valeur afin de signaler de manière confidentielle toute conduite inappropriée, qui iraient à l'encontre des principes énoncés dans le code de conduite et le code d'éthique de Freelance.com.

Dans le cadre de la gestion des impacts, risques et opportunités liés aux travailleurs de sa chaîne de valeur, Freelance.com s'appuie sur un Pack Fournisseur structuré, qui constitue le principal dispositif formalisé encadrant les relations avec ses partenaires, sous-traitants et prestataires.

Ce Pack Fournisseur formalise les exigences sociales, éthiques et responsables attendues des partenaires du groupe. Il vise à prévenir les risques liés aux conditions de travail, au respect des droits humains et aux pratiques non conformes, tout en favorisant une relation durable et équilibrée avec l'écosystème de fournisseurs.

Il comprend notamment :

- un cadre contractuel intégrant des engagements en matière de respect du droit du travail, de non-discrimination, d'égalité de traitement et de respect des droits fondamentaux ;
- des exigences en matière d'éthique des affaires, de lutte contre la fraude et de respect des règles de conformité ;

- des dispositions relatives à la protection des données, à la sécurité de l'information et à la confidentialité ;
- des principes visant à promouvoir des pratiques responsables en matière sociale et environnementale.

Ce Pack Fournisseur s'inscrit dans la continuité des engagements du groupe en matière de respect des droits humains et du travail, et permet de diffuser ses standards sociaux auprès de l'ensemble de sa chaîne de valeur. Il constitue à ce stade le principal outil de formalisation des attentes du groupe vis-à-vis de ses partenaires, en l'absence d'une politique fournisseurs unique et centralisée.

Ainsi, Freelance.com s'attache à sécuriser ses relations commerciales en intégrant progressivement des critères sociaux et éthiques dans ses pratiques d'achats et de contractualisation, contribuant à limiter les risques sociaux dans sa chaîne de valeur et à renforcer une dynamique de responsabilité partagée avec ses partenaires.

S2-2 Processus d'engagement avec les travailleurs dans la chaîne de valeur

Dans le cadre de notre engagement en matière de responsabilité sociétale et environnementale (RSE), nous collaborons avec un large réseau de parties prenantes contribuant directement ou indirectement à notre activité. Les partenaires, consultants et freelances de notre chaîne de valeur font également partie de cet écosystème.

Chaque année, une enquête de satisfaction partenaire est déployée au niveau de la BU Inop's, sous la coordination du Channel. Les résultats de cette enquête nourrissent le dialogue avec les partenaires et permettent de mettre en place des actions ciblées visant à réduire les impacts négatifs et à renforcer les impacts positifs. Cette enquête concerne notamment les sous-traitants, freelances et partenaires.

Du côté de la BU Portage, un service Customer Success Management (CSM), créé en 2025, intervient sur deux axes principaux :

- La gestion des avis clients sur Trustpilot et Google Business.
- Le déploiement de campagnes d'enquêtes via Hubspot.

Les enquêtes sont réalisées deux fois par an.

En matière de gouvernance, le CSM Portage et le Channel côté BU Inop's sont responsables du déploiement des enquêtes et de l'intégration des pistes d'amélioration issues des partenaires freelances, dans une logique d'amélioration continue. Le service RSE et Qualité centralise les données et les présente au Comex pour suivi et décisions stratégiques.

S2-3 Processus visant à remédier aux impacts négatifs et canaux

Freelance.com a mis en place un mécanisme d'alerte via la plateforme Vispato, conformément à son engagement en matière d'intégrité commerciale et à son Code d'éthique. La politique de l'entreprise protège l'identité des lanceurs d'alerte et de leurs facilitateurs contre toute forme de représailles. Un mécanisme de tiers est également disponible, permettant aux parties prenantes de faire un appel à un médiateur afin de résoudre les litiges par le dialogue, renforçant ainsi la confiance mutuelle entre les parties.

En outre, une règle d'application intégrée à la politique RGPD du Groupe protège les données collectées des partenaires dans le cadre professionnel. Quant à la plateforme Vispato, cette dernière garantit également que les

griefs sont traités de manière confidentielle et dans le respect du droit à la vie privée et à la protection des données.

S2-4 Actions

Au sein de la BU Portage de Freelance.com, des actions concrètes sont mises en place pour accompagner les salariés portés, afin de favoriser un environnement professionnel épanouissant, sécurisé et propice à leur bien-être. Ces initiatives ont pour objectif de soutenir le développement personnel, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, ainsi que la qualité de vie au travail.

Les salariés portés bénéficient de chèques-cadeaux et de chèques culture dématérialisés, directement crédités sur leur carte Swile. Les chèques-cadeaux sont attribués lors d'événements spécifiques, tandis que les chèques culture donnent accès à des biens et prestations culturels, tels que livres, musique, spectacles, cinéma, musées et monuments historiques.

La BU Portage propose également des services à la personne et un soutien familial, permettant aux salariés de se faire rembourser des dépenses liées à la garde d'enfant, à l'entretien de la maison, aux petits travaux et au soutien scolaire.
Dans le domaine des voyages, loisirs et activités sportives, la BU Portage accompagne les projets des salariés et de leurs ayants droit, incluant abonnements, droits d'entrée et matériel nécessaire pour pratiquer une activité sportive, ainsi que le financement de loisirs et voyages.

Par ailleurs, les dispositifs d'épargne et de retraite, tels que le Plan d'Épargne

Entreprise (PEE) et le Plan d'Épargne Retraite Collectif (PERCO), permettent aux salariés portés de se constituer une épargne personnelle et de préparer leur retraite dans des conditions avantageuses, avec accès à différents fonds communs de placement.

Enfin, au sein de la société OpenWork, entité appartenant à la BU Portage, un Comité Social et Économique (CSE) a été mis en place afin de renforcer le dialogue social et la représentation des salariés. Le CSE est composé de six membres titulaires et de quatre membres suppléants. Depuis fin octobre 2025, cette instance engage les consultations obligatoires prévues par la réglementation, notamment celles relatives aux orientations stratégiques de l'entreprise. Les représentants du personnel disposent d'un accès à la Base de Données Économiques, Sociales et Environnementales (BDESE), qui centralise les informations nécessaires au suivi des indicateurs économiques et sociaux de l'entité. Les membres titulaires du CSE peuvent ainsi suivre certains indicateurs clés de performance via cette plateforme, dans le respect des obligations de confidentialité. Le CSE se réunit mensuellement avec la direction de la BU Portage et les équipes juridiques afin d'échanger sur les sujets liés à l'activité et aux conditions de travail, tels que la formation des salariés portés, la qualité de service, le suivi des résultats d'OpenWork et les orientations stratégiques de l'entreprise

V. INFORMATIONS RELATIVES A LA GOUVERNANCE

1. ESRS G1 Conduite des affaires

A. Gestion des impacts, risques et opportunités

G1-1 Politique de conduite des affaires et culture d'entreprise

Notre entreprise accorde une importance primordiale à la conformité aux réglementations en vigueur, notamment la loi Sapin II et la loi sur le devoir de vigilance. Cependant, au-delà de ces obligations légales, nous attachons une grande valeur à la préservation de notre réputation et de notre intégrité vis-à-vis de nos clients, partenaires et collaborateurs. Nous sommes conscients que la confiance est un élément crucial dans toutes nos relations d'affaires. Dans nos opérations, nous mettons un point d'honneur à respecter les droits de l'Homme. Notre engagement en la matière est clair et indéfectible. Nous nous appuyons sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies ainsi que sur les principes fondamentaux de l'Organisation Internationale du Travail pour guider notre conduite.

Freelance.com a adopté et mis en œuvre un code d'éthique, qui guide l'ensemble des interactions avec ses partenaires, garantissant une conduite éthique et responsable à tous les niveaux. Il a été diffusé à l'ensemble de nos collaborateurs, ainsi qu'à nos parties prenantes internes et externes, une charte éthique ainsi que notre code de conduite. Ces documents détaillent nos valeurs fondamentales, nos engagements en matière d'éthique et les comportements attendus de la part de tous ceux qui représentent notre entreprise. Ce code a été mis à jour en septembre 2023. Ce Code Ethique s'adresse à toutes les entités de Freelance.com et leurs filiales ainsi qu'à l'ensemble des collaborateurs, et ce, pour l'ensemble de leurs activités.

Les principes indiqués dans ce document permettent à Freelance.com de maintenir et renforcer la confiance de ses clients et de ses parties prenantes.

L'éthique chez FreeLance.com se décline en grands principes au sein du Code d'éthique du Groupe :

I. La protection des collaborateurs

L'ambition de Freelance.com est de créer un environnement de travail où chaque collaborateur s'épanouit, en toute sécurité et équité, respectueux de tous.

Nous plaçons **les droits humains au cœur de notre action**. En nous référant aux normes internationales (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, conventions de l'OIT), nous veillons à ce que chaque collaborateur bénéficie d'un traitement juste et digne. Des formations régulières sensibilisent nos équipes à ces enjeux, tandis qu'un comité éthique assure le respect de nos engagements et permet à chacun de signaler, en toute confidentialité, toute situation préoccupante

Nous garantissons des conditions de travail conformes aux standards les plus exigeants :

- **Zéro tolérance** envers le travail des enfants et le travail forcé, y compris chez nos partenaires.
- **Rémunération juste** et avantages sociaux alignés sur les réglementations locales et internationales.
- **Flexibilité** pour concilier vie professionnelle et personnelle, avec des horaires adaptés et des dispositifs comme le congé parental.
- **Sécurité renforcée** : prévention des risques professionnels (TMS, stress, accidents) et formations dédiées pour un environnement de travail sain.

Nous croyons que la diversité est une force. Notre politique de recrutement et de gestion des talents repose sur l'égalité des chances, sans distinction de genre, d'origine, de handicap ou d'âge. Nous œuvrons activement pour :

- **Promouvoir la parité** et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

- **Favoriser l'insertion** des publics éloignés de l'emploi, notamment les seniors et les personnes en situation de handicap.
- **Lutter contre les discriminations** et les stéréotypes, grâce à des actions de sensibilisation et des processus RH inclusifs.

Le respect mutuel et la bienveillance sont au fondement de notre culture d'entreprise. Nous refusons toute forme de harcèlement ou de violence, et encourageons un dialogue ouvert et constructif. Chaque collaborateur a le droit d'évoluer dans un climat de confiance, où sa dignité et son intégrité sont préservées. Dans le cadre de la promotion de sa culture d'entreprise et afin de renforcer la cohésion et la performance globale de l'organisation, Freelance réalise une enquête de satisfaction de ses collaborateurs, afin de mesurer leur engagement, leur épanouissement et satisfaction globale de manière anonyme dans le cadre d'un questionnaire satisfaction/QVT et de mettre en place des mesures d'amélioration continue.

Nous accordons une attention particulière à **la protection des données personnelles de nos collaborateurs**. Conformément au RGPD, nous garantissons une collecte minimale et sécurisée des informations, ainsi que le respect des droits d'accès, de rectification et d'effacement

II. L'engagement envers nos clients

L'ambition de Freelance.com est d'établir avec ses clients des relations fondées sur la confiance, la transparence et l'intégrité. Nous nous engageons à fournir des prestations de qualité, respectueuses des lois et des normes professionnelles les plus exigeantes.

Nous adoptons une tolérance zéro à l'égard de toute forme de fraude, de corruption ou de pratique commerciale déloyale. Chaque collaborateur agit avec probité dans ses relations d'affaires et s'assure que les décisions prises reposent sur des critères objectifs et éthiques.

Nous veillons à garantir la confidentialité et la protection des informations confiées par nos clients. Les données sont traitées avec rigueur et dans le respect des obligations légales, afin d'assurer leur sécurité et leur intégrité.

Nos engagements envers nos clients se traduisent également par :

- Une transparence totale dans nos offres, nos tarifs et nos conditions contractuelles.
- Une conformité stricte aux lois et réglementations applicables dans tous les pays où nous opérons.
- Une communication claire, honnête et régulière afin de maintenir un dialogue constructif et durable.
- Une écoute attentive des besoins de nos clients pour adapter nos solutions et garantir leur satisfaction.

Nous plaçons la qualité de service et la satisfaction client au cœur de notre démarche, convaincus que la performance durable repose sur des relations équilibrées et responsables.

III. L'engagement envers nos fournisseurs

Freelance.com construit avec ses fournisseurs et partenaires des relations durables, équilibrées et respectueuses des principes éthiques.

Nous veillons à ce que nos fournisseurs respectent les droits humains fondamentaux et les normes sociales, notamment en matière de conditions de travail, de santé et de sécurité. Nous refusons toute collaboration avec des partenaires qui ne respecteraient pas ces principes.

Notre politique d'achats repose sur des critères objectifs, transparents et équitables. Nous garantissons une égalité de traitement entre les fournisseurs et l'absence de discrimination dans les processus de sélection.

Nous nous engageons à :

- Favoriser des relations de partenariat durables et fondées sur la confiance.
- Maintenir un dialogue ouvert et une écoute active de nos fournisseurs.
- Assurer un règlement équitable et dans les délais des prestations réalisées.
- Mettre en place des mécanismes de résolution des différends, notamment via le recours à la médiation lorsque cela est nécessaire.

Nous encourageons nos fournisseurs à adopter eux-mêmes des pratiques responsables et à partager les valeurs éthiques du Groupe

IV. L'engagement comme entreprise responsable

Freelance.com inscrit son développement dans une démarche de responsabilité sociétale et environnementale. Nous nous engageons à concilier performance économique, respect de l'environnement et impact social positif.

Nous adoptons des pratiques de concurrence loyale et respectons strictement les règles du marché, en refusant toute entente ou pratique anticoncurrentielle.

Sur le plan environnemental, nous nous engageons à réduire notre empreinte écologique en :

- Limitant la production de déchets et en favorisant leur tri et leur recyclage.
- Réduisant nos émissions de gaz à effet de serre.
- Optimisant l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques.
- Sensibilisant nos collaborateurs et partenaires aux enjeux environnementaux.

Nous promouvons également la responsabilité sociétale au sein de notre sphère d'influence, en encourageant nos partenaires et parties prenantes à adopter des pratiques responsables.

V. Le dispositif d'alerte

Afin de prévenir tout litige lié à la corruption, au harcèlement et aux questions de RSE au sein de notre groupe, nous avons déployé un outil de signalement anonyme appelé Vispato. Ce logiciel offre la possibilité à chacun, en interne comme en externe, de signaler de manière confidentielle toute conduite inappropriée liée à la corruption ou à d'autres problématiques éthiques. Cette plateforme est accessible via ce lien : https://freelance-com.vispato.com.

D'autres canaux sont également disponibles afin que les collaborateurs qui le souhaitent puissent signaler une situation préoccupante : par voie hiérarchique ou en contactant les référent dédiés anti-harcèlement, le référent anti-corruption & RGPD, le référent Santé & Sécurité, le référent RSE/Environnement, le médiateur ou encore un membre du Comité Ethique

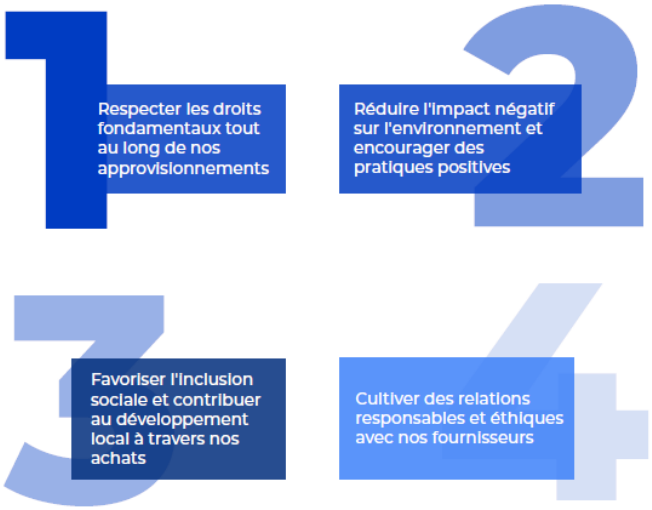
G1-2 Gestion des relations avec les fournisseurs

Freelance.com s'engage dans une démarche exigeante pour garantir une chaîne d'approvisionnement responsable et éthique, en sélectionnant ses fournisseurs selon des critères stricts en matière d'intégrité, de responsabilité sociale et d'impact environnemental. Chaque partenaire est évalué avec rigueur pour s'assurer de

sa transparence, de sa conformité aux normes en vigueur, et de son alignement sur les valeurs fondamentales de l'entreprise, notamment en matière de lutte contre la corruption, de respect des droits humains et de durabilité environnementale.

Dans cette optique, nos Contrats-Cadres de sous-traitance (CCST) intègrent des engagements précis en matière de RSE. Nos partenaires s'engagent ainsi à respecter des principes fondamentaux, tels que la protection des droits humains, le respect des normes environnementales et l'application de pratiques commerciales éthiques. En complément, nous favorisons activement la participation à des événements conjoints avec des prestataires locaux partageant nos valeurs environnementales. Cette collaboration renforce notre engagement envers des pratiques commerciales respectueuses de l'environnement et contribue à la construction d'une communauté de partenaires engagés.

Pour renforcer cet engagement, Freelance.com a structuré sa politique d'achats responsables autour de **quatre enjeux clés :**



D'abord, l'entreprise intègre systématiquement des critères RSE dans ses processus d'achat, exigeant de ses fournisseurs des conditions de travail équitables, des pratiques environnementales durables et une éthique irréprochable. Ensuite, elle vérifie activement la conformité de ses partenaires grâce à des audits réguliers et à une démarche de labellisation RFAR (Relations Fournisseurs et Achats Responsables), qui atteste de leur engagement en faveur d'une collaboration responsable. Cette initiative vise à promouvoir des pratiques éthiques et durables tout au long de notre chaîne d'approvisionnement en intégrant des critères de responsabilité dans la sélection de nos fournisseurs et en favorisant des relations transparentes et équilibrées.

Enfin, pour sensibiliser et accompagner ses fournisseurs, Freelance.com a conçu un Pack Sensibilisation Fournisseur, incluant son Code Éthique, son Code Anticorruption et un Guide sur la Dépendance. Ce dispositif permet de clarifier les attentes de l'entreprise et d'inciter les partenaires à adopter des pratiques alignées sur ses exigences en matière d'intégrité, de transparence et de responsabilité sociale.

Freelance.com déploie un dispositif d'analyse de leur maturité RSE, notamment via la plateforme Positive Company. Cette démarche permet de mesurer leur niveau d'engagement, d'identifier les axes de progrès et d'encourager l'adoption de pratiques alignées sur les exigences du Groupe en matière de responsabilité sociale et environnementale. Ce dispositif permet d'établir un diagnostic précis, de soutenir leur démarche d'amélioration continue et de renforcer notre accompagnement dans leur trajectoire d'amélioration continue.

En matière de gouvernance, l'organisation des achats responsables au sein de freelance.com repose sur une approche stratégique et coordonnée, pilotée par trois principaux responsables : le Pilote Achats de Prestations Intellectuelles, le Pilote Achats IT et le Pilote Achats de Fournitures. Chacun de ces pilotes joue un rôle spécifique dans la promotion de pratiques durables au sein de l'entreprise.
Ces initiatives concrètes illustrent notre démarche proactive pour instaurer des relations fournisseurs et clients éthiques, durables et responsables, en parfaite cohérence avec nos principes directeurs et notre vision d'entreprise.

	2024	2025
Pourcentage des fournisseurs cibles ayant signe le code de conduite des fournisseurs	**100**	**100**
Pourcentage des fournisseurs cibles avec des contrats contenant des clauses sur les exigences en matière d'environnement, de travail et de droits humains	**100**	**100**
Nombre de partenaire évalué avec la plateforme positive compagnie	**0**	**108**
Nombre de partenaire ayant la note de A	**0**	**2**
Nombre de partenaire ayant la note de B	**0**	**27**
Nombre de partenaire ayant la note de C	**0**	**28**
Nombre de partenaire ayant la note de D	**0**	**46**
Nombre de partenaire ayant la note de E	**0**	**5**
Pourcentage ou nombre d'acheteurs ayant reçu une formation sur les achats responsables	**10%**	**41%**

Dans le cadre de sa démarche de responsabilité financière et de performance durable, le Groupe Freelance.com a structuré un processus de traitement des factures fournisseurs adapté à la diversité de ses activités, en fonction de la nature des dépenses et des outils utilisés. Les factures partenaires liées à l'activité d'intermédiation sont actuellement gérées via quatre processus et outils distincts, avec une migration progressive en cours vers les solutions Connecteed et Portail Partenaire, destinées à constituer à terme le processus de référence du Groupe. La fonction comptable dispose par ailleurs de la capacité d'adapter et de personnaliser les circuits de traitement afin de répondre aux spécificités de chaque catégorie de parties prenantes (clients, fournisseurs, partenaires ou salariés portés), et peut recourir à des paiements anticipés en soutien aux partenaires les plus fragiles. En cas de litige ou d'écart, la mise en paiement de la facture concernée est bloquée dans l'outil de gestion, et l'état d'avancement du traitement est tracé via des commentaires, le règlement étant ensuite traité au cas par cas. Les campagnes de règlement sont organisées deux fois par semaine, chaque mardi et vendredi, afin de rapprocher les paiements des échéances et de limiter les retards ; toute situation de retard identifiée fait l'objet d'une priorisation lors de la campagne suivante. Depuis 2023, des outils de suivi permettent de mesurer et de piloter les délais de paiement fournisseurs, en analysant notamment le délai moyen de règlement, le taux de retard et le nombre moyen de jours de retard par type de dépense, par outil et par entité juridique. Ces indicateurs font l'objet d'un suivi mensuel présenté à la direction financière, permettant de définir des actions correctives déployées le

mois suivant auprès des équipes concernées, avec un reporting formalisé des évolutions de processus et des améliorations mises en œuvre.

G1-3 Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin

Freelance.com déploie une stratégie proactive et rigoureuse pour prévenir et détecter toute forme de fraude ou de corruption, en s'appuyant sur un cadre structuré et une procédure formalisée. Les politiques et procédures associées sont communiquées aux parties prenantes internes via des newsletter internes et en externe via son site internet dans l'onglet Nos ressources RSE. Pour garantir une culture d'intégrité irréprochable, l'entreprise a mis en œuvre un dispositif complet, alliant prévention, sensibilisation et mécanismes de détection, conforme aux exigences des lois Sapin I et II, ainsi qu'aux normes internationales en vigueur.

D'une part, Freelance.com encadre ses pratiques grâce à un code de conduite strict, qui définit clairement les principes éthiques à respecter par l'ensemble des collaborateurs. D'autre part, l'entreprise renforce la vigilance collective en organisant des formations obligatoires - 2 heures par collaborateur - basées sur la norme ISO 20400, pour sensibiliser aux enjeux de la lutte anti-corruption et aux comportements à risque. Enfin, pour détecter et traiter rapidement toute situation suspecte, un dispositif d'alerte sécurisé, sur la plateforme Vispato, permet à chacun de signaler, en toute confidentialité et même de manière anonyme, des manquements ou des actes répréhensibles.

Dès qu'une alerte est reçue, le Comité Éthique intervient sans délai : une enquête confidentielle est menée, l'anonymat du lanceur d'alerte est préservé, et aucune représailles n'est tolérée à l'encontre des signalements de bonne foi. Des mesures correctives adaptées sont ensuite mises en œuvre pour résoudre la situation et prévenir toute récidive.

B. Indicateurs et cibles

G1-4 Incidents confirmés de corruption ou de pots-de-vin

	2024	**2025**
Pourcentage des fonctions a risque couvertes par les programmes de formation	/	/
Nombre de condamnations pour violation des lois anti-corruption et anti-corruption	0	0
Montant des amendes pour violation des lois anti-corruption et anti-pots-de-vin	0	0
Nombre d'incidents confirmes de corruption ou de pots-de-vin	0	0

G1-6 Pratique en termes de paiement

Les indicateurs relatifs aux fournisseurs et aux pratiques de paiement de l'entreprise sont suivis dans le tableau de bord RFAR. Freelance s'est fixé un objectif en matière de de réduction des délais de paiement : atteindre 10% en 2025 et 7 % en 2026.

	2024	**2025**

Pourcentage de paiements alignes sur les délais de paiement standard	81%	89%
Part des factures payées en retard	19,2%	11,5%
Nombre de procédures judiciaires en cours pour retards de paiement	0	0

VI. ENJEUX DE DURABILITE SPECIFIQUES A FREELANCE.COM

1. Protection et utilisation des données privées

Au regard de la norme ISO26000, « la protection des données et de la vie privée des consommateurs est destinée à sauvegarder les droits des consommateurs/clients en matière de vie privée, en limitant les types d'informations réunies et les méthodes d'obtention, d'utilisation et de protection de ces informations ».

A. Politiques

Depuis mai 2018, le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) a instauré un cadre juridique crucial pour protéger les données personnelles des individus. Pour notre Groupe, cela a été l'occasion de mettre à jour et de renforcer nos processus internes concernant le traitement et la sécurité des données de nos clients, partenaires, fournisseurs et employés. Nous considérons cette démarche comme une évolution permanente, en phase avec notre engagement envers l'amélioration continue.

Conscients que nos parties prenantes sont de plus en plus sensibilisées à ces enjeux, nous nous attachons à répondre à leurs attentes avec transparence et rigueur, car la protection des données est pour nous un pilier essentiel de la confiance qu'elles nous accordent. Ainsi, nous nous engageons à garantir la confidentialité et la sécurité des informations sensibles, à respecter les droits de propriété intellectuelle, et à éviter tout conflit d'intérêts, afin de préserver l'impartialité, l'intégrité et la transparence de nos actions.

Dans le cadre de notre démarche de responsabilité numérique et de maîtrise des risques, nous avons structuré notre dispositif de conformité au RGPD autour de deux politiques complémentaires : une Politique de Confidentialité à destination de nos parties prenantes externes et une Politique interne de protection des données personnelles

Dans ce cadre, le Groupe s'est également doté d'une Politique de protection des données clients, qui formalise les engagements et responsabilités applicables lorsque nos entités interviennent en qualité de sous-traitant au sens du RGPD. Cette politique précise que les traitements de données personnelles sont réalisés exclusivement sur instruction documentée des clients responsables de traitement et uniquement pour les finalités nécessaires à l'exécution des prestations contractuelles. Elle encadre notamment les principes de limitation des finalités, de non-réutilisation des données, de gestion des habilitations et de contrôle des accès aux informations.

Elle définit également les dispositifs organisationnels et techniques mis en œuvre afin de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données personnelles, notamment à travers des mécanismes de traçabilité des accès, des contrôles internes réguliers, des audits de sécurité et des procédures de gestion des incidents et violations de données. La politique encadre par ailleurs le recours à des sous-traitants ultérieurs, soumis à des exigences contractuelles équivalentes en matière de protection des données, ainsi que les modalités de restitution ou de suppression sécurisée des données à l'issue des relations contractuelles. Par cette

formalisation, le Groupe renforce la maîtrise de ses opérations de traitement, contribue à la réduction des risques juridiques et opérationnels et consolide la confiance de ses parties prenantes.

À travers notre Politique de Confidentialité, nous garantissons une collecte et un traitement des données personnelles fondés sur des bases légales clairement identifiées et pour des finalités précises, explicites et légitimes (gestion des comptes utilisateurs, prospection commerciale, gestion technique de nos plateformes, mise à disposition de documentation). Nous y précisons les catégories de destinataires, les durées de conservation applicables selon la nature des données ainsi que les modalités d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation, portabilité et retrait du consentement). Nous encadrons également les transferts de données hors Union européenne, notamment par la mise en place de Clauses Contractuelles Types lorsque cela est requis, afin de garantir un niveau de protection adéquat.

En parallèle, notre Politique interne de protection des données personnelles formalise les principes et règles opérationnelles applicables à l'ensemble de nos entités. Nous veillons au respect des principes fondamentaux du RGPD – licéité, loyauté, transparence, minimisation des données, limitation des finalités, maîtrise des durées de conservation et sécurité des traitements – et les déclinons en dispositifs concrets : encadrement des nouveaux traitements, tenue et mise à jour d'un registre des traitements, gestion des habilitations et des accès, sécurisation de nos systèmes d'information, gestion des incidents et violations de données, contrôle de nos sous-traitants et documentation de notre conformité.

Notre gouvernance repose sur une organisation dédiée comprenant un Délégué à la Protection des Données (DPO), une équipe RGPD, des référents métiers et des comités de pilotage assurant un suivi régulier des traitements, des risques et des actions correctives. Nous déployons également des actions de sensibilisation et de formation afin d'ancrer une culture de protection des données au sein de l'ensemble de nos collaborateurs.

Par cette articulation entre transparence externe et maîtrise interne, nous intégrons la protection des données personnelles au cœur de notre stratégie de durabilité, contribuant ainsi à la conformité réglementaire, à la réduction des risques juridiques et réputationnels et au renforcement de la confiance de l'ensemble de nos parties prenantes.

B. Actions et ressources

Pour concrétiser cet engagement, FREELANCE.COM a déployé des actions structurantes et des ressources dédiées afin d'assurer un niveau optimal de protection des données. Tout d'abord, nous avons nommé un Délégué à la Protection des Données (DPO), dont la mission est de veiller à la conformité de nos pratiques et d'accompagner nos équipes dans l'application des exigences réglementaires. En parallèle, nous avons sensibilisé l'ensemble de nos collaborateurs via des formations régulières, renforçant ainsi notre culture interne de la cybersécurité et des bonnes pratiques en matière de confidentialité. Enfin, dans une démarche proactive, nous avons engagé la certification ISO 27001 pour notre Business Unit Inop's Sécurité de l'Information, un standard international qui nous permet de structurer notre gestion des risques et de renforcer la résilience de nos systèmes face aux cybermenaces. Ces initiatives illustrent notre volonté de protéger activement les données de nos partenaires et de maintenir un environnement de travail conforme aux exigences les plus strictes en matière de sécurité et de confidentialité des données, internes comme externes.

C. Indicateurs et cibles

	2024	2025

Taux de collaborateur ayant participé au module de sensibilisation RGPD	85%	29%
Nombre de plaintes provenant de parties prenantes externes fondées et reçues par l'organisation	0	0
Nombre de plaintes provenant d'autorités de régulation	0	0
Nombre total de fuites, vols ou pertes identifiés concernant des données des clients.	0	0

2. Implication auprès des acteurs locaux

Comme le rappelle l'ISO26000, « l'implication auprès des communautés est le travail de proximité proactif d'une organisation vis-à-vis de la communauté. Il vise à prévenir et à résoudre les problèmes, à favoriser les partenariats avec des organisations et des parties prenantes locales et à avoir un comportement citoyen/responsable vis-à-vis de la communauté ».

A. Politique

Au sein du Groupe Freelance.com, notre engagement sociétal s'inscrit dans une volonté de contribuer activement au développement des territoires dans lesquels nous opérons. À ce titre, nous avons initié une charte de l'emploi des personnes en situation de handicap, qui oriente nos pratiques de recrutement et de gestion des talents. Cette charte vise à garantir l'égalité des chances et à permettre à chacun, quelles que soient ses capacités, de trouver sa place au sein de notre organisation. Nous œuvrons également à offrir un environnement de travail accessible, inclusif et bienveillant, favorisant l'épanouissement professionnel de tous.

Par ailleurs, notre Charte Ambassadeur RSE renforce notre implication auprès des communautés locales en mettant l'accent sur le soutien aux projets associatifs portés ou soutenus par Freelance.com. À travers ce dispositif, nous encourageons nos collaborateurs à s'engager dans des initiatives solidaires et à devenir des relais de nos valeurs sur les territoires. Cette dynamique favorise le développement de partenariats associatifs, le mécénat (financier ou de compétences) et la participation à des actions à impact social ou environnemental.

B. Actions et ressources

Nous menons des actions concrètes en faveur de l'insertion professionnelle avec des agences spécialisées dans le recrutement de personnes en situation de handicap ou éloignées de l'emploi. Cette démarche reflète notre volonté d'agir de manière responsable et engagée pour une société plus inclusive.

FREELANCE.COM entretient plusieurs partenariats avec des organismes dans le secteur des entreprises adaptées, ou conventionnés « Entreprise d'Insertion » par la DREETS et France TRAVAIL, qui s'inscrivent dans la dynamique de l'Insertion par l'activité Economique, qui sont amenées à fournir des prestations extérieures associées au marché.

FREELANCE.COM dispose d'une cellule dédiée à la gestion de l'insertion sociale. Depuis de nombreuses années, le groupe FREELANCE.COM répond et se positionne sur de nombreux marchés cadre exigeant la mise en œuvre de

l'insertion sociale. C'est maintenant systématique pour tous les appels d'offres publics. Ce secteur représentant près de 50% du CA du groupe, nous avons donc une cellule en charge du suivi et du pilotage de cette activité.

En 2025, grâce à la mobilisation de nos 15 Ambassadeurs RSE, nous avons renforcé notre engagement associatif autour de projets concrets à fort impact social et environnemental au sein du Groupe Freelance.com.

Nous soutenons depuis cette année l'association Enfants du Désert, qui agit depuis près de 20 ans dans les zones reculées du Maroc afin de faciliter l'accès à l'éducation et d'améliorer les conditions de vie des enfants et des familles. Notre engagement se traduit par un projet tangible : la rénovation de deux salles de classe et la construction d'une nouvelle salle, afin d'offrir aux élèves un environnement d'apprentissage plus sûr et plus favorable à leur réussite scolaire.

En matière d'égalité des chances dans le numérique, nous accompagnons Girls Can Code, association qui forme les jeunes filles aux métiers de la tech et renforce leurs compétences en programmation. En Martinique et en Guadeloupe, nous avons financé un stage de formation permettant à plus de 400 jeunes de découvrir les métiers du digital, contribuant ainsi à promouvoir la diversité et l'inclusion dans les carrières technologiques.

Nous soutenons également H-lab, association engagée pour l'inclusion et l'accessibilité. H-Lab développe des solutions innovantes pour rendre l'information, les outils numériques et les supports pédagogiques accessibles à tous, notamment à travers une tablette adaptée aux personnes malvoyantes. Notre contribution porte sur la création de supports de communication intégrant les principes de la conception universelle.

Notre mobilisation en faveur de l'insertion professionnelle s'est illustrée par une action menée avec La Cravate Solidaire. Nous avons organisé une collecte de vêtements professionnels au sein de nos équipes ; grâce à l'engagement de nos collaborateurs, 24 kg de vêtements ont été collectés et remis à l'association pour accompagner concrètement des personnes en recherche d'emploi.

Enfin, nous soutenons le Fonds Explore, fonds d'intérêt général qui accompagne des explorateurs et porteurs de projets engagés face aux défis environnementaux et sociétaux. Ce partenariat s'inscrit dans notre volonté de contribuer à la préservation de la biodiversité marine et au développement de solutions durables, en favorisant l'expérimentation et la diffusion d'initiatives à impact positif.

À travers ces actions, nous mobilisons des ressources humaines et financières au service de projets solidaires, en cohérence avec notre politique d'implication auprès des communautés locales et notre ambition de créer un impact durable.

C. Indicateurs et cibles

	2024	2025
Pourcentage de personnes en situation de handicap parmi les employés soumis à des restrictions légales en matière de collecte de données	3.35%	2,81%
Nombre d'heures d'insertion	17 217,58	14 305.51
Nombre de vêtement collecté pour l'association cravate solidaire	/	24kg
Don à l'association explore		5 000 e
Don à l'association H-lab	/	10 000 e

Don à l'association enfant du désert	/	25 000 e
Don à l'association Girls can code	/	8 000 e

3. Assistance et résolution des réclamations (SAV)

Au titre de l'ISO26000, « le service après-vente, l'assistance et la résolution des réclamations et litiges sont des mécanismes auxquels une organisation fait appel pour traiter les besoins des consommateurs après l'achat des produits ou la prestation de services ».

A. Politique

Dans un contexte marqué par de profondes transformations éthiques, écologiques et sociétales, intégrer pleinement les dimensions humaine, environnementale et économique à notre stratégie d'entreprise est une nécessité.

Notre ambition est claire : inscrire ces engagements dans une stratégie RSE globale, cohérente et mesurable, afin d'en rendre compte avec transparence, d'anticiper les évolutions réglementaires, de renforcer la crédibilité de nos actions et d'en faire un véritable levier de performance durable.

La démarche que nous avons engagée, sert plusieurs enjeux majeurs parmi lesquels fidéliser nos partenaires existants (clients, freelances, réseau de PME) et créer des relations plus fortes avec eux.

Nos clients, qu'ils soient des entreprises ou des indépendants, bénéficient de nos services et sont des acteurs clés dans l'évolution de nos offres et de nos engagements en matière de qualité et d'éthique.

C. Actions et ressources

Afin de renforcer et structurer durablement la culture client dans un contexte d'acquisition et de transformations, nous avons mis en place une démarche globale d'écoute et d'amélioration continue, reposant notamment sur le déploiement de campagnes régulières de satisfaction auprès de nos parties prenantes : partenaires, freelances et salariés portés.

Dans ce cadre, un service CSM Portage a été créé au sein de la BU Portage au début de l'année 2025. Ce dispositif vise à assurer un suivi régulier et qualitatif des salariés portés, tout en consolidant les bonnes pratiques en matière de relation client au sein des sociétés de portage. Des campagnes de mesure sont déployées à minima trois fois par an, et la satisfaction des consultants portés est suivie à travers un indicateur clé, le CSAT, garantissant un service de qualité, centré sur l'humain et aligné avec les engagements de durabilité du groupe.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie Qualité et RSE du groupe. À ce titre, certaines sociétés de portage sont labellisées PEPS, attestant de leur engagement à maintenir des standards élevés de qualité de service et de satisfaction client. Le CSM Portage intervient principalement selon deux axes : la gestion proactive des avis clients sur Trustpilot et Google Business, ainsi que le déploiement de campagnes d'enquêtes semestrielles via HubSpot.

Au sein de la BU Inop's, une enquête annuelle de satisfaction est menée sous la coordination du Channel. Elle s'adresse aux freelances et partenaires et constitue un outil de dialogue permettant de recueillir leurs retours et d'identifier des axes d'amélioration. Les résultats de cette enquête contribuent à la mise en place d'actions ciblées visant à réduire les impacts négatifs potentiels et à renforcer les impacts positifs dans les relations avec les partenaires de la chaîne de valeur.

Par ailleurs, la gestion des réclamations au sein de la BU Inop's s'inscrit dans une démarche structurée d'amélioration continue de la qualité de service et de la relation avec les partenaires. Une cellule dédiée assure la réception, l'analyse et le suivi des réclamations, notamment celles relatives aux impayés et aux anomalies de facturation. Elle apporte également un support applicatif sur les plateformes de facturation et coordonne les échanges avec les équipes internes concernées, telles que la comptabilité, les équipes commerciales, le recouvrement et l'administration des ventes.

Cette organisation permet d'assurer un suivi rigoureux des demandes et de maintenir une communication transparente avec les partenaires, favorisant un traitement rapide et efficace des situations signalées. Elle contribue également à l'identification d'axes d'amélioration des processus internes afin de limiter la récurrence des réclamations et de renforcer la performance opérationnelle globale, tout en consolidant une relation de confiance durable avec l'ensemble des parties prenantes.

En matière de gouvernance, le CSM Portage et le Channel de la BU Inop's pilotent le déploiement des enquêtes et l'intégration des axes d'amélioration dans une logique d'amélioration continue. Les données collectées sont centralisées par le service RSE et Qualité, puis présentées au Comex afin d'éclairer les décisions stratégiques. Cette organisation garantit un pilotage structuré, durable et cohérent du service client, en ligne avec les engagements RSE et qualité du groupe.

C. Indicateurs et cibles

La mesure de la satisfaction client au sein du groupe FREELANCE.COM s'articule autour de deux cibles principales : les consultants portés pour la BU Portage, ainsi que les freelances et partenaires pour la BU Inop's.

À l'issue de chaque campagne de mesure, une analyse approfondie des retours est réalisée. Les résultats sont ensuite partagés à l'ensemble du Groupe lors de réunions dédiées, ainsi qu'avec les équipes concernées. Cette démarche vise à renforcer le dialogue et à améliorer en continu les processus et la qualité de service proposés aux salariés portés, freelances et partenaires.

Pour piloter cette satisfaction, nous nous appuyons principalement sur un indicateur clé : le CSAT (Customer Satisfaction Score). Cet indicateur permet d'évaluer le niveau de satisfaction globale des consultants portés à travers une question simple : « Êtes-vous satisfait(e) de nos services ? ». Les réponses sont recueillies sur une échelle de 1 à 5 (ou de 1 à 10), puis le pourcentage de réponses positives est calculé.

	AD'MISSIONS 2025	OPEN WORK 2025	INOP'S 2025
CSAT	86,7% (moyenne des campagnes mars, juin et décembre)	76,11% (moyenne des campagnes mars, juin et décembre)	71% (campagnes sur les golds partenaires sur 62 répondant)

4. Création d'emplois et développement des compétences

A. Politique

Comme le rappelle la norme ISO26000, « l'emploi est un objectif reconnu au niveau international et lié au développement socio-économique. En créant de l'emploi, toutes les organisations, grandes et petites, peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté et à la promotion du développement socio-économique ». Par ailleurs, « le développement des compétences est une composante essentielle de la promotion de l'emploi et de l'aide apportée aux personnes pour garantir un travail décent et productif ; il est vital pour le développement socio-économique ».

L'activité du groupe Freelance.com contribue principalement à la création d'opportunités économiques pour les travailleurs externes, notamment les consultants indépendants, freelances et experts spécialisés. En mettant en relation ces professionnels avec de grandes entreprises et des organisations publiques, le groupe facilite l'accès à des missions qualifiées et à des opportunités professionnelles variées.

Le groupe s'appuie sur une communauté de plus de 90 000 consultants et experts qualifiés, intervenant dans de nombreux domaines d'expertise tels que le numérique, l'ingénierie, la transformation des organisations ou encore la data. Ce large réseau permet de répondre aux besoins des entreprises tout en offrant aux talents indépendants un accès à un volume important de missions, contribuant ainsi au développement de leur activité et à la sécurisation de leurs parcours professionnels.

Freelance.com accompagne également ces professionnels dans le développement de leurs compétences et de leur employabilité. Des solutions de formation et de montée en compétences sont proposées afin de permettre aux consultants d'actualiser leurs connaissances, de se spécialiser dans des expertises recherchées et de s'adapter aux évolutions rapides du marché du travail. Cette approche favorise l'apprentissage continu et renforce la capacité des talents à répondre aux besoins croissants des entreprises en compétences spécialisées.

Par ailleurs, le groupe s'appuie sur une présence territoriale étendue, avec des implantations en régions couvrant l'ensemble de l'Hexagone. Cette organisation de proximité permet d'accompagner les talents et les entreprises au plus près des bassins d'emploi locaux et de favoriser l'accès aux opportunités professionnelles sur tout le territoire. Le groupe est également présent dans certains territoires d'outre-mer, notamment à La Réunion, contribuant ainsi au développement de l'écosystème des compétences et du travail indépendant au-delà de la France métropolitaine.

B. Indicateurs et cibles

Nombre d'emplois créés en région Île-de-France au sein de la BU Portage salarial

	75	*77*	*78*	*91*	*92*	*93*	*94*	*95*
ADM	5	0	2	2	3	1	2	4
DIGI	105	39	82	40	128	47	71	70
OPW	215	41	147	60	247	94	125	75
UNCDI	10	2	9	5	16	7	10	5
VALOR	13	1	4	1	9	9	2	3

Près de 1 711 emplois ont été générés en Île-de-France grâce aux activités de la BU Portage salarial.

En 2025, l'activité du groupe a généré plus de 10 000 missions.